N° 11
Premier
semestre
2000

Mémoire Spiritaine

Histoire - Mission - Spiritualité

Du mont Kilimandjaro au fleuve Congo

Congrégation du Saint-Esprit,
30, rue Lhomond, 75005 PARIS

Mémoire Spiritaine

Histoire, Mission, Spiritualité

Revue semestrielle

La Congrégation du Saint-Esprit se prépare à commémorer, en 2003, son troisième centenaire. Différentes Eglises locales à la naissance desquelles elle a travaillé célèbrent, ces temps-ci, leur centenaire. Dans ces perspectives, la revue *Mémoire Spiritaine* offre un instrument de publication qui encourage les études historiques sur la Congrégation et qui en permet la diffusion.

Directeur : Paul Coulon *Administrateur :* René Charrier
Comité de rédaction : Bernard Ducol, Jean Ernoult, Michel Legrain, Etienne Osty, Srs Anita Disier et Paul Girolet, Gérard Vieira
Conseil de rédaction : Annie Bart (Bordeaux) - Joseph-Roger de Benoist, pb (Sénégal) - François Bontinck, cicm (Congo démocratique) - Paule Brasseur (Paris) - Joseph Carrard, cssp (Suisse) - Gérard Cholvy (Montpellier) - Jean Comby (Lyon) - Jean Criaud, cssp (Chevilly) - Philippe Delisle (Lyon) - Elisabeth Dufourcq (Paris) - Nazaire Diatta, cssp (Cameroun) - Casimir Eke, cssp (Nigéria) - Sean P. Farragher, cssp (Irlande) - Jacques Gadille (Lyon) - David E. Gardinier (U.S.A.) - Jean Guennou, mep (Paris) - Johann Henschel, cssp (Allemagne) - Bruno Hubsch (Madagascar) - Henri J. Koren, cssp (U.S.A.) - Philippe Laburthe-Tolra (Paris) - Jean Le Gall, cssp (Allex) - Gallus Marandu, cssp (Tanzanie) - Christian de Mare, cssp (Rome) - Henry F. Moloney, cssp (Irlande) - Gérard Morel, cssp (Gabon) - Adelio Torres Neiva, cssp (Portugal) - Vincent O'Toole, cssp (Rome) - Jean-Claude Pariat, cssp (Suisse) - Jean Pirotte (Belgique) - Bernard Plongeron (Paris) - Jacques Prévotat (Paris) - Claude Prudhomme (Lyon) - Gaétan Renaud, cssp (Canada) - Claude Sœtens (Belgique) - Jean-Louis Vellut (Belgique) - Pierre Wauters, cssp (Congo)

Mémoire Spiritaine

Siège social: 30, rue Lhomond, 75005 Paris
Rédaction et administration:
12, rue du P. Mazurié, 94669 Chevilly-Larue Cedex
Téléphone et fax: 01 41 80 92 44 - E-mail : MemoireSpi@aol.com

Diffusion hors-abonnement :
Éditions Karthala, 22-24, boulevard Arago, F-75013 Paris
Tél. : (33) 01 43 31 15 59 - Fax : (33) 01 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr

Abonnements:
France : 200 F - Autres pays: 230 F
CCP : Mémoire Spiritaine, La Source 38.854 54 K

(Nous consentons le demi-tarif pour les abonnements à destination des pays de la zone CFA)
Paraissent en 2000: n° 11 et 12
Les neuf premiers numéros de la revue sont disponibles, au prix de 100 F. le numéro (port compris, pour la France)
Promotion Karthala : Les n° 1 à 8 ensemble : 650 F

Imprimé en Italie (CEE) - C.G.P (Turin) *ISSN:* 1254-2520

Mémoire Spiritaine, n° 11 (1er semestre 2000)

Éditorial

3 *Paul Coulon*
Humeur, humour par monts et par fleuves

La mission spiritaine dans l'histoire

12 *Catherine Marin*
Du Saint-Esprit aux Missions Étrangères de Paris :
Mgr Guillaume Piguel (1722-1771), vicaire apostolique de Cochinchine

Du mont Kilimandjaro au fleuve Congo

30 *Bernard Ducol*
Le père Alexandre Le Roy, missionnaire au Zanguebar (1881-1892)
57 *Annie Lenoble-Bart*
L'implantation des spiritains au mont Kilimandjaro
73 *Henry J. Koren et Henri Littner*
Le cardinal Lavigerie, le père Duparquet et la mission du Congo

En mémoire de Ghislain de Banville

86 *Pierre Soumille*
En mémoire de Ghislain de Banville
88 *Flora Sambia*
Les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny à la mission de la Sainte-Famille de Bessou (Ndjoukou actuel) en Centrafrique, 1911-1920
108 *Marie-Ange Kallanda*
Les Sœurs spiritaines de Mbaïki (Centrafrique)
et l'évolution de la femme en Lobaye (1931-1958)

Chroniques et commentaires

129 *Jean Ernoult*
1906-1927 : La province spiritaine de France se structure et s'organise
150 *Pierre Saulnier*
Sur l'œuvre du père Francis Aupiais, des Missions Africaines de Lyon, missionnaire et ethnographe (1877-1945)
169 *Roger Pasquier*
Lecture du livre de Gérard CHOLVY, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIXe-XXe)*

L'Église « ne redoute pas la vérité qui émerge de l'histoire
et elle est prête à reconnaître les erreurs là où elles sont assurées ;
surtout quand il s'agit du respect dû aux personnes et aux communautés.
Elle incline à se méfier des sentences généralisées
d'absolution ou de condamnation
à l'égard des différentes époques de l'histoire.
Elle confie l'enquête sur le passé
à une reconstruction scientifique patiente et honnête,
libre de préjugés de type confessionnel ou idéologique,
soit pour ce qui concerne les imputations qui lui sont faites,
soit pour les torts qu'elle a subis. »

Jean-Paul II
Discours du 1er septembre 1999
L'Osservatore Romano, 2 septembre 1999, p. 4

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 3 à p. 11.

Humeur, humour par monts et par fleuves

Paul Coulon

Comment ne pas être frappé par l'extraordinaire capacité épistolaire des voyageurs et des missionnaires du dix-neuvième siècle et du premier vingtième ? Nous l'avons échappé belle, le téléphone n'existait pas !... Nul doute autrement que, le 10 novembre 1871, à Ujiji, sur les bords du lac Tanganyika, Livingstone aurait saisi son portable et entendu la voix de Henry M. Stanley lui dire depuis son bureau américain du *New York Herald* : « Hallo ! Doctor Livingstone, I presume ? »... De notre siècle finissant où l'on ne prend plus le temps d'écrire - le temps de décrire -, où téléphone, fax et e-mail tissent dans l'instant un réseau d'informations aussitôt disparues que consommées, comment pourra-t-on écrire l'histoire plus tard ? Qu'en sera-t-il notamment de toute la richesse humaine - joies, épreuves, angoisses, souffrances, enthousiasmes, emportements, pensées profondes ou futiles, stratégie exposée, déclarations péremptoires d'amour ou de haine... - que les auteurs de ce numéro 11 de *Mémoire Spiritaine* ont trouvée dans des centaines de lettres et des dizaines de rapports, pour nous proposer cette première livraison de l'an 2000 ? Il n'y est pas question, en effet, de la Mission idéale, en l'air ou en théories, mais d'hommes et de femmes comme nous, dont nous pouvons nous sentir proches ou lointains suivant les cas. Ce qu'il y a de sûr, c'est que tous ont voulu donner sens à leur vie (et à leur mort) en mettant leurs pas à la suite de Jésus, dans une vocation missionnaire à laquelle ils ont répondu tout autant avec leurs défauts qu'avec leurs qualités, avec des

mouvements d'humeur ou un prodigieux sens de l'humour, suivant les moments ou suivant les tempéraments, par monts et par fleuves…

Gageons que nos lecteurs spiritains seront encore plus étonnés que les autres du portrait que **Catherine Marin** nous donne de Monseigneur Guillaume Piguel (1722-1771), vicaire apostolique de la Cochinchine. Il nous est, en effet, rappelé une fois de plus, à travers cet exemple, que la société du Saint-Esprit a d'abord été un *séminaire* de formation pour les missions intérieures et extérieures, sans territoire de mission à elle confiée, sans être encore une congrégation envoyant ses propres membres en mission. On passait alors du séminaire du Saint-Esprit aux Missions Étrangères de Paris pour partir en Asie. Guillaume Piguel ou les tribulations d'un Français en Cochinchine ! La vie missionnaire au XVIII[e] siècle, telle que nous la montre cet article, n'est qu'une suite de voyages interminables, de naufrages, de persécutions, d'incroyables actes de courage vécus le plus simplement du monde avec une foi chevillée au corps et l'évangile au fond du cœur. Il apparaît aussi très clairement qu'alors comme toujours, la politique, le commerce, les intrigues et les guerres, voire les rivalités entre missionnaires de nationalités différentes, n'arrangent en rien l'annonce de l'évangile. Malgré tout cela, une Église naît : de la grâce de Dieu rendue visible pour les gens dans la sainte humanité de Guillaume Piguel : « Il était d'un accès si facile que les chrétiens aimaient mieux s'adresser à lui qu'à tout autre. »

Quand on sort de cette séquence asiatique pour lire ensuite celle qui est consacrée à l'Afrique *du mont Kilimandjaro au fleuve Congo*, une première différence saute aux yeux immédiatement : les tribulations politiques dont les missionnaires étaient les victimes en Asie étaient dues à l'existence de pouvoirs étatiques relativement forts se défendant quasi à égalité avec l'étranger occidental, à cette époque du moins. Par contre, dans l'Afrique de la fin du dix-neuvième siècle, on voit de façon saisissante l'avancée de la mainmise occidentale. C'est un des intérêts de la présentation par **Bernard Ducol** de la période *zanguebaresque* (1881-1892) du très doué père Alexandre Le Roy. À travers sa volumineuse correspondance et ses autres écrits, on voit l'Europe débarquer avec ses gros sabots sur le continent africain qui devient alors le champ clos des rivalités entre les Français, les Anglais et les Allemands.

En accompagnant le père Le Roy en Afrique orientale entre 1881 et 1892, c'est à une histoire en train de se faire que nous assistons. Ce dernier tiers du XIX[e] siècle est plein de bruit et de fureur en Afrique : celle-ci entre brusquement dans l'histoire européenne par la colonisation, accélérée par le

Congrès de Berlin (1884-85). Les missionnaires ont beau être arrivés bien avant, ils se trouvent pris dans ce mouvement sous tous ces aspects : dans la croisade contre l'esclavage que le cardinal Lavigerie fait habilement patronner par l'Église pour ne pas la laisser aux mains des gouvernements occidentaux ou des missions exploratrices ; mais tout aussi bien dans la ruée commerciale et politique. Sur le terrain, ils approuvent ou n'approuvent pas ce qui se passe, mais réagissent toujours avec leurs tempéraments nationaux, voire nationalistes. On sent très bien que le père Le Roy accepte les Britanniques (quoique nos « éternels ennemis », comme disait Portalis à Bonaparte) mais ne peut pas sentir les Allemands : la défaite de 70 n'a pas été digérée et les neiges du Kilimandjaro ne font pas oublier la ligne bleue des Vosges ! Lorsque le partage colonial de l'Est africain sera réalisé dans les faits, avalisant la présence massive des Allemands, on relèvera chez le père Le Roy de plus en plus de mouvements d'humeur ; il finira par ne plus supporter et rentrera en France…

La personnalité d'Alexandre Le Roy éclate dans tout ce qu'il écrit ou dessine, car il est doué en tout. Ses récits de voyages montrent un esprit d'observation très ethnographique, une très grande attention au monde africain : pays et paysages, hommes et femmes, rites et cultures… Ce qui sauve Alexandre Le Roy tout au long de ces années, c'est une extraordinaire capacité d'adaptation, une tenace volonté de comprendre le pays et ses gens - et d'en rendre compte en France -, mais aussi un sens de l'humour tellement développé qu'on pourrait émettre l'hypothèse de la présence chez ce normand d'un gène commun sur ce point avec les Anglais… Si l'humour est d'abord l'art de rire de soi-même, Alexandre Le Roy en est doté au plus haut point et donne une image réjouissante de ses mésaventures missionnaires ! Le plus étonnant chez lui est que cet esprit s'exerce non seulement par la plume de ses récits mais aussi par le crayon de ses dessins. On en trouvera un exemple dans l'encadré de la page suivante, extrait d'un long texte qui fut publié dans *Les Missions catholiques*, illustré d'après un dessin généreusement fourni par l'auteur lui-même.

Bienheureuse tyrannie du T.R.P. Schwindenhammer qui, dès la fin 1856, en un temps où les ordres des supérieurs étaient généralement suivis d'effets, rendit obligatoire la tenue des *journaux de communauté* ! Leur utilité aujourd'hui pour faire l'histoire n'est plus à démontrer. Participant à la préparation d'un gros ouvrage multidisciplinaire sur le Kilimandjaro, **Annie Bart**, universitaire bordelaise, s'est intéressée aux implantations spiritaines établies sur

« À travers le Zanguebar »
Passage de la Longa
(D'après un dessin du père Alexandre Le Roy)

« La vallée de la Longa fut visitée jusque près de sa source (…) La Longa se partage ici en deux bras qui se réunissent plus tard. Peu profonde, mais très large, nos hommes nous offrirent leurs épaules pour nous la faire traverser. Prévenances délicates ! Je monte sur le dos de Manéno, et, arrivé au milieu : "Si le bagage est trop lourd, dis-je, jette-le…" Et au même instant, glissant involontairement sur une pierre, mon porteur me lance dans l'eau, la tête la première… »

Les Missions Catholiques, n° 774, 4 avril 1884, p. 161.
Illustration p. 162.

le pourtour du mont Kilimandjaro. Avant de se plonger dans la jungle profonde des archives spiritaines, notamment dans les journaux de communauté, elle avait commencé par crapahuter sur le terrain avec son géographe de mari... Elle a pu ainsi se rendre compte des souvenirs qu'ont laissés les fondateurs spiritains dans la mémoire de leurs successeurs tanzaniens. Si les détails des origines ne semblent pas forcément très connus, on ne manque pas de montrer aux visiteurs, par exemple à Kiléma, au-dessus de la porte du presbytère, le sous-verre fendu contenant la vieille photo de 1939 où l'on voit le premier prêtre du Vicariat entre le père fondateur de la mission, Auguste Gommenginger, et le premier Vicaire apostolique du Kilimandjaro, Mgr Munsch...

L'article suivant, dû à **H. J. Koren** et **H. Littner**, nous transporte sur la côte opposée de l'Afrique. Le père Le Roy en quittant le Zanguebar ne sait pas encore qu'avant la fin de cette année 1892, il se retrouvera Vicaire apostolique du Gabon. Quelques années auparavant, un autre spiritain célèbre avait fait le même chemin : le père Charles Duparquet. Il avait été à Bagamoyo et à Zanzibar pendant trois années (1870-1873), juste le temps semer quelques-unes de ses idées géniales et de se brouiller avec le P. Horner, le supérieur de la mission. Duparquet le normand est un visionnaire impétueux aux intuitions missionnaires profondes, ne tenant pas en place, irascible et mauvaise langue, ne pensant finalement qu'à une seule chose : retourner dès que possible au Congo, la passion de sa vie ! Au grand soulagement de son supérieur, le P. Duparquet allait rapidement quitter Zanzibar pour être nommé au Congo de ses rêves. Dès septembre 1873, il arrivait à Landana, sur la côte occidentale, comme vice-préfet apostolique. Et si l'on a pu dire de Bagamoyo qu'elle fut la mère de toutes les Églises de l'Afrique orientale, les historiens ont salué dans celle de Landana la mère féconde et le modèle de toutes celles d'Afrique centrale. Duparquet est considéré comme « un pionnier des plus intéressants des missionnaires de sa congrégation et de tous les missionnaires africains du XIX^{e} siècle » (L. Jadin). L'article retrace l'immense querelle concernant les juridictions du centre de l'Afrique déclenchée par les initiatives du cardinal Lavigerie, fort peu appréciées par les spiritains, et notamment par le P. Duparquet qui va mener la contre-attaque de façon flamboyante et argumentée avant de devoir s'incliner vaincu par l'argument d'autorité... Guerre picrocholine à cent lieues de l'essentiel de la mission, nous semble-t-il à bon droit aujourd'hui. En tout cas, beaucoup plus d'humeur que d'humour dans toute cette histoire ! Chaque époque a ses points aveugles : quels sont les nôtres ?

Pour faire preuve de plus d'humour que nos lointains ancêtres, nous dédions à ceux que l'on appelait les « Pères Blancs », ce clin d'œil d'une carte postale ancienne (*cf.* encadré ci-contre) achetée à Rochefort-sur-Mer et légendée : « Haute Volta - Missionnaire en visite chez ses paroissiens ». C'est en 1900 que les Pères Blancs commencent l'évangélisation du pays. Cette carte a dû être expédiée à un habitant de Bussac, arrondissement de Saintes, en Charente-Maritime, par un solide colonial sur le terrain, sans doute dans les premières années du siècle, à un moment où l'anticléricalisme était virulent... C'est du moins ce que l'on peut conclure de la savoureuse correspondance écrite au verso : « Voici où le curé de Bussac devrait venir faire un tour ; ça lui ferait les pieds à ce fainéant. Autant j'estime ces gens-là, ces missionnaires, autant les curés de France me dégoûtent, car ils [les missionnaires] rendent beaucoup de services à la colonie. Bons baisers. » ! Ces « Bons baisers de Ouagadougou » montrent combien Gambetta avait vu juste en déclarant que « l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation » !

Dans notre dernier numéro consacré à « la place des femmes dans la mission en Afrique », nous n'avions pas eu assez de pages pour mettre toutes les contributions initialement prévues. *En mémoire du père Ghislain de Banville* et de son travail effectué en histoire avec les étudiants de Bangui, comme nous le rappelle **Pierre Soumille** en introduction, nous proposons aujourd'hui deux articles extraits des travaux de deux femmes centrafricaines, **Flora Sambia** et **Marie-Ange Kallanda**. Les lecteurs verront tout de suite l'originalité de ces contributions : elle tient dans le regard et dans l'attention portée à certaines réalités. Deux femmes africaines regardent comment des femmes européennes, de cette espèce particulière que sont les religieuses, ont vécu et travaillé dans leur pays centrafricain à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle. Par ces deux articles, nous honorons notre ferme propos initial d'aider à la publication au moins partielle de travaux d'auteurs, africains et autres, originaires des pays où les spiritains et les spiritaines ont travaillé.

La section « Chroniques et commentaires » se rapporte entièrement cette fois-ci à trois ouvrages très différents sur lesquels il nous a semblé intéressant d'attirer l'attention.

Notre revue est née de la volonté de préparer la commémoration du troisième centenaire de la congrégation du Saint-Esprit en 2003. En même temps qu'elle, d'autres projets ont été lancés. Le chapitre général de l'Institut à Maynooth (1998) a demandé à chaque circonscription spiritaine de profiter de cet anniversaire pour se pencher sur sa propre histoire et la rédiger d'une

20

Voici ou le curé de Bussac devrait venir faire un tour ça lui ferait les pieds à ce fainéant. J'estime ces gens là ces missionnaires autant les curés de France que dégoûté, car ils rendent beaucoup de services à la colonie

Bons baisers

Marzolf

Haute Volta

Missionnaire en visite chez ses paroissiens

« L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. »
(Gambetta)

façon ou d'une autre : article, plaquette, livre... Le père **Jean Ernoult**, qui a déjà tant fait en ce domaine, bien connu des lecteurs de *Mémoire Spiritaine*, s'est attaqué au défi très particulier présenté par l'histoire de la Province spiritaine de France. Avec autant de sobriété de style que l'auteur, le préfacier - Jean Savoie, lui-même ancien supérieur provincial de France - présente ainsi le propos de cet ouvrage :

« Tous ceux qui s'intéressent à la vie missionnaire et particulièrement à la mission de la Congrégation du Saint-Esprit, seront heureux de bénéficier de cette Histoire de la Province de France que nous donne le P. Jean Ernoult. Nous avons bien noté son intention : enregistrer et conserver le vécu tel qu'il nous est accessible pour ne pas le laisser perdre. C'est donc avant tout un travail de minutieux chroniqueur qui est allé vérifier à la source les éléments qui ont fait la vie de la province. Et cette source est double : celle qui est écrite et archivée, indispensable pour rester dans l'objectivité, et celle qui est vivante dans la mémoire des hommes qui ont fait les événements. De plus, l'auteur s'est imposé de faire l'histoire de la Province de France dont il situe la naissance réelle en 1906, et non pas celle de la Congrégation qui agit depuis 1703. Par ce choix d'objectif, nous n'avons pas l'exposé des intentions fondatrices de la congrégation elle-même et de sa participation au grand mouvement missionnaire du XVIII^{e} et du XIX^{e} siècle ; mais les points de repères sont cependant donnés dans les cinquante premières pages pour que nous connaissions le contexte de la fondation de la Province de France. La méthode choisie est celle de la sobriété : les dates sont données, les chiffres sont apportés, les décisions sont présentées et petit à petit le lecteur peut mettre en perspective les conditions du vaste projet de la province. C'était tout simplement d'être en mesure de participer efficacement à la " mission extérieure " de l'Église, de répondre aux nombreux appels reçus des " Missions " comme on disait. Chaque événement de la province et chaque décision prise par les diverses instances visent à mieux adapter les hommes et les moyens au contexte matériel, historique, ecclésial et culturel, toujours mouvant de l'évangélisation. »

Il nous a semblé intéressant de proposer à nos lecteurs quelques bonnes feuilles de ce livre qui, sans être une histoire définitive ou complète, devient une source indispensable et pratique pour tous ceux qui auront à étudier n'importe quelle initiative missionnaire spiritaine partie de France depuis plus d'un siècle.

L'article suivant vient opportunément nous rappeler la variété des inspirations missionnaires. Dans ce numéro, nous avons déjà rencontré (tumultueusement) les Pères Blancs du cardinal Lavigerie, voici à présent une très intéressante contribution de **Pierre Saulnier** sur la grande figure du père

Francis Aupiais, des Missions Africaines de Lyon, missionnaire et ethnographe (1877-1945). Là aussi, il est question d'un ouvrage récent : une thèse de Martine Balard, déjà épuisée dans sa première édition et rééditée chez L'Harmattan. Mais Pierre Saulnier en présente plus qu'un simple compte rendu : une véritable lecture. Nous apprenons beaucoup sur la société des Missions Africaines de Lyon, sur le Dahomey de la première moitié du XX^{e} siècle, sur la personnalité exceptionnelle du père Aupiais. Tout cela méritait d'être connu et communiqué : nous sommes bien contents que notre revue serve à cela !

Après avoir, semble-t-il, un peu tardé, les recensions du dernier livre de Gérard Cholvy sont enfin arrivées, à juste titre élogieuses. Nous ne disposions pas jusqu'à présent d'une *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France*. Voilà qui est fait, et bien fait dans une perspective de longue durée (XIX^{e}-XX^{e} siècle) qui correspond très exactement à la naissance et à l'expansion du mouvement missionnaire contemporain. Ce n'est pas sans raison que nous avons demandé cette recension à **Roger Pasquier** : il est lui-même spécialiste des mouvements d'action catholique en Afrique. Qui ne voit que les inspirations comme les réalisations concernant la jeunesse en France ont également influencé la façon dont les missionnaires se sont occupés de la jeunesse en Afrique ? Patros, cliques et fanfares (*cf.* Le père Brottier à Saint-Louis du Sénégal), mouvements sportifs, action catholique sous toutes ses formes, tout a été *exporté*, plus ou moins *adapté*, à défaut d'être *inculturé*, ce qui viendra plus tard (*cf.* Les « Bilenge ya Mwinda » du Congo-Kinshasa)... Une fois de plus, rechercher les racines historiques des rapports entre Églises d'Europe et Églises d'Afrique aide à faire l'inventaire avant d'inventer l'avenir...

Dans le *prochain numéro*, nous clôturerons le siècle avec un dossier qui sera centré sur le travail scientifique (ethnologique) des missionnaires en partant de deux cas : monseigneur Alexandre Le Roy (Zanguebar, Gabon) et le père Charles Estermann (Angola). Nous comptons toujours sur vous, chers abonnés ! Rappelons à ce sujet que le prix de l'abonnement annuel versé par nos lecteurs de l'hémisphère Nord nous aide à proposer le demi-tarif pour tous ceux qui sont dans la zone dite CFA. Une façon aussi d'être solidaire...

LES PROVINCES DE LA BASSE-COCHINCHINE

(Carte extraite de Pallu : *Histoire de l'expédition de Cochinchine*, 1864).

Extrait de :
Gabriel HANOTAUX, Alfred MARTINEAU (dir.),
Histoire des colonies françaises
et de l'expansion de la France dans le monde,
tome V, Paris, 1932, p. 386.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 12 à p. 29.

Du Saint-Esprit aux Missions Étrangères de Paris Monseigneur Guillaume Piguel (1722-1771) vicaire apostolique de la Cochinchine

Catherine Marin *

En 1746, la mission catholique de Cochinchine bénéficiait d'un climat de relative clémence de la part du souverain Vo-Vuong. Les missionnaires exerçaient publiquement leurs fonctions, y prêchaient assez librement l'Évangile tout en gardant une certaine retenue afin de ne pas froisser ou heurter les mandarins et autres dignitaires du pays. On comptait alors 27 ouvriers apostoliques qui se répartissaient dans huit provinces soit deux évêques français, Mgr Armand Lefevre et son coadjuteur Mgr Bennetat [1], cinq autres prêtres français, deux prêtres asiatiques formés par les Missions Étrangères, deux prêtres italiens, huit jésuites portugais et allemands et huit *franciscains espagnols. Le nombre de chrétiens était estimé entre* 80 000 et 100 000. Malheureusement, cette activité apostolique allait être bouleversée en 1750 par l'arrivée d'un vaisseau de la Compagnie des Indes mené par Pierre Poivre venu ouvrir le commerce en Cochinchine.

---

* Catherine Marin n'est pas une inconnue pour nos lecteurs. Courageusement, elle avait accepté de nous donner un article pour le premier numéro de *Mémoire Spiritaine*. Elle est maintenant Docteur en Histoire de la Sorbonne et chargée de cours à la Faculté des Lettres de l'Institut Catholique de Paris. Dans l'encadré de la page suivante, on trouvera une présentation de sa thèse.

1. Cf. « Du Séminaire du Saint-Esprit à la mission de Cochinchine : Edme Bennetat (1713-1761) », *Mémoire Spiritaine* n° 1, avril 1995, p. 41 à 59.

Les Archives des Missions Étrangères de Paris, dans leur collection « Églises d'Asie, Série Histoire » (128, rue du Bac, 75341 Paris), ont publié la thèse de Catherine Marin sous le titre : *Le Rôle des missionnaires français en Cochinchine aux XVII^e^ & XVIII^e^ siècles* (Paris, 1999, 247 p., Études et documents, n° 9). Les contributions de Catherine Marin à notre revue s'inscrivent dans le cadre même de cette thèse dont voici une rapide présentation.

Au XVII^e^ siècle, la Cochinchine, de même que le Tonkin et le Siam, reçoit des missionnaires français envoyés par Rome, dans le cadre de la nouvelle politique missionnaire définie par la Congrégation de la Propagation de la Foi née en 1622. L'objet de cette étude est de montrer comment dans cette mission, de 1663, date de la création de la Société des Missions Étrangères de Paris, jusqu'à la mort de Mgr Pigneau de Béhaine en 1799, les missionnaires français ont, sur les bases de la Réforme Catholique, participé à la fondation d'une Église autonome, solide, indépendante de toute autorité politique, premier édifice de l'Église du Vietnam d'aujourd'hui. Ces ouvriers apostoliques bénéficient durant cette époque d'un environnement politique relativement tolérant, comparé à d'autres missions, jusqu'à l'arrivée du *Machault,* vaisseau de la Compagnie française des Indes venu ouvrir le commerce en Cochinchine en 1750.

Cette étude fait apparaître la complexité du contexte dans lequel évoluent les missionnaires. Il correspond, en effet, à la grande rivalité européenne qui se développe depuis le début du XVIII^e^ siècle dans l'Océan Indien et les mers de Chine. Le pays de Cochinchine devient alors un enjeu stratégique pour les puissances occidentales. En Asie du Sud-Est, d'autre part, les États que nous connaissons aujourd'hui se mettent en place : guerre de conquêtes et guerres civiles s'entremêlent, menaçant à chaque instant l'existence de la Mission. Les missionnaires français, pris dans la tourmente, doivent surmonter les épreuves et sauver l'œuvre accomplie, en maintenant avec courage et détermination leur liberté d'action apostolique.

La qualité de l'évangélisation et la solidité de son implantation sont dues à l'action énergique des trois vicaires apostoliques, Mgr Lefevre, Mgr Piguel et Mgr Pigneau de Béhaine. Ces évêques, hommes de foi, de conviction ont su gérer avec beaucoup de pragmatisme les différentes crises qui ont éclaté dans la mission de Cochinchine. La solidité de cet enracinement doit beaucoup à l'estime réciproque qui se perçoit entre missionnaires et Cochinchinois.

Cette même année 1746, un jeune Breton quittait le séminaire des Missions Étrangères de Paris pour rejoindre Lorient et tenter de s'embarquer à destination de cette Asie dont il rêvait tant. Guillaume Piguel, « plein de piété et de zèle, de douceur et de docilité » avait 24 ans. Il allait devenir le grand artisan de la reconstruction de cette mission dévastée par la persécution et l'organisateur de la nouvelle mission du Cambodge.

De la Bretagne à Paris
Du séminaire du Saint-Esprit à celui des Missions Étrangères

Guillaume Piguel est né le 4 décembre 1722, au manoir de la Loirie-Busnel situé entre les villages de la Mézière et Vignoc, diocèse de Rennes. Le recteur de la Mézière, Julien Hiard, est un personnage important dans le pays : il a ouvert des "petites écoles" et ses héritiers ont assuré la continuité de son œuvre en fondant de manière définitive une école, en 1738 ; Guillaume Piguel a pu ainsi recevoir sa première éducation scolaire dans son village.

Peut-être est-ce sous l'influence de son oncle et de son frère prêtres que le jeune Guillaume se décide à entrer dans les ordres. Il reçoit la tonsure le 13 septembre 1743 et se rend à Paris pour suivre ses études philosophiques et théologiques au séminaire du Saint-Esprit où il manifeste son désir de partir en mission. Il entre au séminaire des Missions Étrangères de Paris [2] en 1746 et il devient diacre le 3 mai 1746.

Un voyage long et mouvementé

Fin 1746, le jeune diacre Piguel quitte le séminaire de la rue du Bac pour rejoindre Lorient. Il est accompagné d'un autre aspirant Bertrand Reydellet, du diocèse de Genève, formé au séminaire de Saint-Sulpice. Après un voyage d'une vingtaine de jours, les deux jeunes gens atteignent Port-Louis, où ils doivent s'embarquer pour Macao ; mais la guerre fait rage sur les mers entre

2. Cet établissement connaissait à l'époque des difficultés de recrutement pour son œuvre d'évangélisation en Asie et s'adressait alors à deux séminaires « sincèrement soumis au Saint Siège, tant par rapport aux décrets portés contre le jansénisme que par rapport à la Constitution *Unigenitus* » c'est-à-dire celui du Saint-Esprit et celui de Saint-Sulpice.

l'Angleterre et la France. On comprend que dans ces conditions peu de vaisseaux s'aventurent vers l'océan Indien.

Au cours de cette attente forcée, Guillaume Piguel reçoit le sacrement de l'ordre à Vannes, le 7 janvier 1747. Enfin, au mois d'avril 1747, MM. Piguel et Reydellet s'embarquent sur un vaisseau en partance pour Pondichéry. Hélas, « à peine eut-il mis en mer qu'il fut jeté sur les côtes par une violente tempête », à l'embouchure de la Loire, et nos deux missionnaires retournent au port de Lorient pour s'enquérir d'un nouvel embarquement pour l'Asie.

Quelques mois plus tard, ils obtiennent le passage sur le *Maréchal de Saxe* qui lève l'ancre, le 24 février 1748, pour Macao, en même temps qu'une escadre de sept vaisseaux de guerre. A peine l'escadre française a-t-elle dépassé le Cap de Finistère, qu'elle est attaquée par une escadre anglaise deux fois plus nombreuse. « Nos vaisseaux de guerre et de la Compagnie furent presque tous pris, ces chers MM. Piguel et Reydellet ont été emmenés en Angleterre » écrit, désolé, un directeur de Paris. Après huit mois de tractations, les deux jeunes missionnaires sont libérés en échange de prisonniers anglais.

Dès leur retour en France, les deux rescapés se hâtent de rejoindre Port-Louis dans l'espoir d'embarquer sur un navire qui doit mettre les voiles fin novembre. Mais les vents contraires « s'opiniâtrèrent à souffler pendant trois mois, il fallut décharger le vaisseau et il ne put se mettre en route que le 25 février 1749 ». Cette fois-ci le voyage se passe relativement bien jusqu'à l'île Maurice appelée aussi Île de France.

De là, le 1er août 1749, ils embarquent sur le *Lançon*, commandé par M. de Surville (l'aîné) qui s'apprête à rejoindre la Chine par le détroit de la Sonde. Le voyage est difficile. Le bateau, contrarié par les vents, démâté, est obligé de relâcher dans une île. Le commandant décide de changer de cap et de rejoindre le détroit de Malacca. « Nous n'avons été qu'un mois pour faire cette traversée mais quand nous avons été dans le détroit nous avons trouvé du calme, de sorte que nous avons été un mois à faire environ cent lieues ».

Enfin le vaisseau arrive à Malacca, possession hollandaise. La guerre est terminée mais les Hollandais n'ont pas encore reçu d'ordre pour publier la paix ; ils s'imaginent que c'est un vaisseau de guerre qui « venoit à la découverte du pays, ne croient pas qu'un vaisseau marchand deût être là en cette saison ». Après négociation, le vaisseau est autorisé à faire relâche et

hiverner deux mois pour réparations. Au terme de ce séjour, M. de Surville annonce aux deux jeunes Français consternés qu'il décide d'abandonner la destination de la Chine. Il les embarque pour Pondichéry. « Nous ne sçavons pas quand nous repartirons car M. de Surville va avec son vaisseau à Moka », écrit Guillaume Piguel à son arrivée à Pondichéry. Nous sommes le 20 janvier 1750, il y aura bientôt quatre ans qu'il est en partance pour une mission.

Entre temps, l'expédition de Poivre en Cochinchine a connu bien des déboires et n'a pu obtenir que l'ouverture d'un comptoir français qui vivotera jusqu'en 1757. Son vaisseau, le *Machault* lève l'ancre le 10 février 1750 de Tourane, principal port du pays. Pour se venger des malversations de leur interprète cochinchinois (Michel), « l'équipage le retient dans la soute pour l'amener esclave aux isles et débarrasser par là nos bons missionnaires et le pays d'un coquin. » Le souverain, furieux d'apprendre cet enlèvement, réagit violemment. Il proscrit, le 6 mai 1750, la religion chrétienne et ordonne l'arrestation des missionnaires de toute nationalité.

À Pondichéry Piguel et Reydellet attrapent une « fièvre double-tierce » qui dure six mois. Ils doivent aussi supporter la guerre qui fait rage dans le pays et provoque la disette. Le Gouverneur, M. Dupleix, combat les Mores de la Côte de Coromandel. « L'armée formidable des Mores et des Marattes réunis ensemble avoient désolé toutes les campagnes. J'ai dit armée formidable ce qui doit s'entendre du nombre et nullement de la valeur ny de l'intelligence dans l'art militaire Une poignée d'Européens bien disciplinés ne recule pas devant cent mil Indiens (si nos François n'ont pas eu tout l'avantage sur les barbares, c'est qu'ils avoient avec eux cinq à six cent Anglois). »

Enfin, le 19 juin 1750, Reydellet annonce aux directeurs de Paris qu'ils vont bientôt embarquer sur le *Puisieux*, commandé par Deschenais Gilbert. Un troisième missionnaire les accompagne, Urbain Lefebvre [3], lui aussi du séminaire du Saint-Esprit. Le voyage, à nouveau, connaît de nombreux avatars : calme plat dans le détroit de Malacca, avaries diverses, tempêtes en mer de Chine, mer agitée jusqu'à la rade de Macao, où le *Puisieux* jette enfin l'ancre, le 27 août 1750. Soulagés, les trois missionnaires sont reçus avec joie par M. Maigrot (ancien du Saint-Esprit), procureur des Missions Étran-

3. Urbain Lefebvre, après divers séjours en Chine, à Pondichéry, à Siam et à la Réunion, rejoignit la France et quitta la société des Missions Étrangères. Le 2 septembre 1792, réfugié aux Carmes, il fut massacré par les révolutionnaires.

gères de Paris. Quand, trois ou quatre jours plus tard, « on apprit la nouvelle de la persécution de Cochinchine et 8 jours après nous vismes arriver Mgr Noëlène et d'Eucarpie avec tous les autres missionnaires. »

Séjour à Macao

Commence alors une longue période d'incertitude pour ces vingt-sept missionnaires de Cochinchine. Pour eux, il n'y a pas de doute, la cause de leur malheur est l'enlèvement de l'interprète Michel. On tente alors des démarches, en achetant par des pains d'or confiés à un marchand portugais une autorisation officielle de retour dans le pays ; mais les pains disparaissent et l'autorisation aussi. Alors, quatre jésuites repartent délibérément dans le pays, en dépit du danger. Leur séjour est toléré par le souverain, non en tant que prêtres mais comme médecins, mathématiciens et architectes, dans la capitale Huê. Les franciscains espagnols, découragés regagnent Manille. Quand aux deux prêtres asiatiques, ils s'infiltreront en grand secret en Cochinchine, et exerceront leur apostolat, cachés dans la forêt.

Restent les Français. Le vicaire apostolique Mgr Armand Lefevre, évêque de Noëlène, condisciple du séminaire du Saint-Esprit, souhaite, lui aussi, rejoindre au plus vite la Cochinchine mais pas avant d'avoir retrouvé l'interprète Michel, puisque ce sont des Français qui sont cause du préjudice. Il confie cette mission à son coadjuteur, Mgr Bennetat, évêque d'Eucarpie, qui s'embarque aussitôt pour l'île Maurice. Un autre prêtre français, M. Rivoal, Breton formé aussi au séminaire du Saint-Esprit, rejoint Pondichéry pour pressentir les dispositions de Dupleix dans cette affaire. L'évêque est accompagné de M. d'Azéma, du diocèse d'Auch, plein d'expérience apostolique, du jeune Guillaume Piguel et de deux franciscains. Le 8 mars 1751, ils « se remirent en mer, écrit le procureur, nous leur donnasmes un bon pilote qui les conduisit au vaisseau chinois et qui nous rapporta à midy la nouvelle qu'ils étoient embarqués et qu'on avoit levé l'ancre. » Enfin, Guillaume Piguel rejoignait une terre de mission [4].

4. De son côté, son ancien compagnon de voyage, Reydellet, réussit à partir au Tonkin où il aura une activité apostolique bien remplie ; il deviendra évêque du Tonkin occidental, en charge d'une mission de près de 100 000 chrétiens.

Début de mission au Cambodge

Notre petit groupe, à son arrivée, est reçu avec bienveillance par le roi et ses mandarins. Persuadé que ces hommes viennent chercher refuge dans son royaume, le souverain leur donne l'autorisation de prêcher dans tout le pays.

Malgré cette entière liberté d'action, tout est confus dans ce pays et nos missionnaires ne peuvent envisager quelque initiative en direction de la Cochinchine. La guerre règne depuis un an dans la région : « Guerre au-dedans, tous les jours il paroit de nouveaux princes qui veulent monter sur le throne, écrit Guillaume Piguel, et guerre au-dehors » contre les Cochinchinois. De plus, le Siam, pour aider l'un des prétendants au trône, envoie « 5 000 à 6 000 hommes avec 150 éléphants de guerre qui ne font que manger et voler les Cambodgiens d'icy ; ils ont mis cet endroit-cy à la misère. » Les missionnaires sont consternés, d'autant plus qu'ils espéraient retrouver des Cochinchinois chrétiens réfugiés dans le delta du Mékong. Or, ils apprennent qu'au cours du mois de juillet 1750, le roi du Cambodge avait donné l'ordre de massacrer tous les Cochinchinois qui vivaient dans son royaume. « et cet ordre fut très exactement et très cruellement exécuté ».

« Tout nous avertit de nous tenir bien attachés à Dieu car du côté des hommes, il n'y a pas beaucoup à compter, nous attendrons la disposition de la Divine Providence », écrivent-ils. Il leur reste à se consacrer, pour l'instant, aux quelques chrétiens vivants dans le pays. « Ce sont, écrit M. d'Azéma, des restes de Portugais qui gardent quelque chose de l'Européen et qui forment une colonie qu'on appelle dans ces pays-cy des gens à chapeau, qui se disent Portugais mais qui n'en ont que le langage encore bien corrompu. »

La situation n'est pas simple : il existe deux communautés, situées à Thonol et Prambey Chaom, l'une est administrée par un missionnaire franciscain de la Sacrée Congrégation qui a été envoyé au Cambodge par le père jésuite Loureyro ; elle se déclare soumise au Patronat portugais et à l'évêque de Malacca. L'autre est prête à reconnaître l'autorité de l'évêque apostolique. M. Piguel se demande à qui appartient cette mission du Cambodge ? Il écrit à Mgr Lefevre, toujours à Macao, le suppliant de clarifier les droits de chacun. Ce dernier s'adresse au séminaire de Paris, leur demandant d'intervenir à Rome pour terminer cette contestation de juridiction.

En attendant, les franciscains agissent comme si la juridiction appartenait à l'évêque de Malacca. Les relations entre les missionnaires s'enveniment. M. d'Azéma, regrettant ses chrétiens cochinchinois et se sentant inutile dans

le pays décide de repartir sur un bateau chinois ; il laisse M. Piguel « maître du champ de bataille à qui je donnay des lettres de curé et où par sa patience et son silence à toutes les sottises de plusieurs partisans du père augustin et de Malacca, il commence à se faire obéir et aimer de tous ». Un franciscain se joint à lui. Mais le bateau est attaqué par des pirates cochinchinois qui tuent le père Antoine, frappent le pauvre d'Azéma et le laissent pour mort. Le malheureux missionnaire, agonisant, est secouru par des habitants des villages côtiers. Il réussit à regagner le Cambodge, qu'il ne quittera plus.

À son retour, M. d'Azéma retrouve la guerre, les combats, la misère. Les années suivantes, les missionnaires sont obligés de s'enfuir, de se cacher dans les bois à plusieurs reprises, pour éviter les exactions des Cochinchinois qui envahissent le pays. Pourront-ils, un jour, regagner la Cochinchine ? C'est ce que tente Mgr Bennetat en 1752. Accompagné de M. Rivoal et du fameux interprète Michel, il reçoit quelques faveurs du souverain Vo-Vuong, qui concède un début de liberté à la religion chrétienne. A peine les deux prêtres recommencent-ils à exercer leur fonction apostolique que la religion est à nouveau proscrite dans le pays, et les missionnaires obligés de repartir.

Pour MM. d'Azéma et Piguel, la Cochinchine, objectif premier de leur venue au Cambodge, leur est fermée pour longtemps. De plus, le prêtre indien et le prêtre chinois qui avaient réussi à pénétrer dans le pays, ont été dénoncés, arrêtés, et renvoyés. Ils rejoignent les missionnaires français. Il n'y a donc plus de contact possible avec les chrétiens de Cochinchine.

Quant à la mission du Cambodge, la moisson reste faible malgré « les patentes royales pour convertir les peuples sans que personne puisse rien dire n'y empêcher qu'on embrasse notre sainte religion ». Guillaume Piguel s'investit beaucoup auprès de la population cambodgienne. Sa gentillesse, sa patience conquièrent les cœurs. Mais les habitants de ce pays le laissent perplexe : « Ils disent qu'ils croyent tout mais ils ne sçavent rien, ny ne veulent rien apprendre, disant qu'ils ne peuvent. Si vous dites qu'il y a un dieu, ils diront de même, si vous dites qu'il y a quatre dieux, ils diront de même. Toute religion, disent-ils, est bonne, leur dieu est frère du nôtre et ainsi du reste. »

En 1757, une paix relative s'installe. Mgr Lefevre réussit enfin à les rejoindre accompagné de trois écoliers chinois qu'il a ordonnés et d'un jeune Indien, M. Lelant. La mission, qui a encore du mal à s'organiser, compte alors trois Français, Mgr Lefevre, MM. d'Azéma et Piguel, trois prêtres

indigènes, MM. Lidur et Lelant, Indiens et M. Chang, Chinois. La communauté chrétienne n'est pas très nombreuse, mais l'activité apostolique s'établit solidement. Mgr Lefevre a administré la confirmation dans les deux chrétientés « qui commencent à s'unir » constate avec joie, Guillaume Piguel. Pour sortir le Cambodge de son isolement, on propose, dans les lettres envoyées à Paris, l'idée d'ouvrir le commerce au Cambodge, « ce qui augmenterait le nombre de bateaux pour transporter les missionnaires » et se charger de la correspondance. Le roi même serait prêt à ouvrir ses ports aux étrangers.

Mais la situation reste précaire. Piguel raconte : « Nous célébrons la sainte Messe dans nos embarcations ou nous fesons des petites grottes avec des feuilles au milieu des bois. La patience vient à bout de tout. » Il réclame, avec insistance dans ses lettres, de la farine et du vin car ils manquent de tout.

Les nouvelles reçues de Cochinchine ne sont guère réjouissantes. Beaucoup de chrétiens sont condamnés à couper de jour et de nuit l'herbe pour les éléphants, « traînant une chaîne aux pieds et une autre au col d'où pend un morceau de table avec cette inscription, religion fausse. Quand ils ont quelque moment de relâche, ils vont exhorter les malades et animer les autres chrétiens faibles ou cachés. Ils font leur prière en commun nonobstant tous les édits du Roy, ne craignant pas plus la mort que le triste état où ils sont ». Ces témoignages émouvants les incitent à persévérer dans cette mission même si, pour l'instant, elle est fermée aux missionnaires.

En 1758, la guerre reprend de plus belle. Les missionnaires s'enfuient dans les bois où ils demeurent de longs mois, dans des conditions difficiles. M. d'Azéma meurt d'épuisement le 19 juillet 1759. L'année suivante, disparaissent Mgr Lefevre et M. Lelant.

Guillaume Piguel reste seul avec M. Lidur : « Nous sommes errants et vagabonds au milieu des bois et des rivières du Cambodge depuis près de deux ans à cause des guerres civiles qui ruinent ce royaume. » D'autres malheurs arrivent. La guerre reprend contre les Cochinchinois et Piguel se demande si ces derniers ne vont pas s'emparer de tout le royaume. Au Siam, les Birmans qui ont envahi le pays, ont en partie détruit le Collège général qui se consacre à la formation d'un clergé destiné aux missions de l'Extrême-Orient. Mais, pour le missionnaire, il est hors de question de quitter le pays. Il s'inquiète toujours de clarifier la situation juridique de la mission du Cambodge et presse, dans ses lettres, les directeurs de Paris d'accélérer la procédure, qui dure depuis bientôt onze ans.

À partir de 1761, la paix revenue, Guillaume Piguel est étonné de voir arriver, au Cambodge, des chrétiens cochinchinois qui ont appris sa présence dans le pays. Un jour, il en vient douze bateaux, une autre fois « quinze, contenant environ 130 à 140 personnes ». Il n'entend pas très bien leur langage et demande à M. Lidur de leur administrer les sacrements. Puis, il se met aussi au confessionnal « quoique je ne sache pas encore beaucoup la langue cochinchinoise et ce par défaut d'autres missionnaires qui l'entendent mieux que moi. Il me paroit qu'il seroit trop dur de renvoier à jeun des personnes qui n'ont pas mangé pour la plupart depuis douze et quinze ans le pain sacré qu'ils sont venus demander de si loing et avec tant de péril. J'entends presque tout ce qu'ils disent, mais j'ai de la peine à leur parler et les enseigner ».

Il reçoit l'aide de deux franciscains, le P. de Jumilla et le P. Hermoza. Mais leur attachement au patronat portugais ou espagnol n'a pas changé et ils tentent même auprès de Rome de favoriser la création d'un évêché espagnol au Cambodge et d'en être les titulaires. Les Missions Étrangères s'efforcent d'accélérer la nomination d'un nouveau vicaire apostolique de Cochinchine pour contrer leur action.

Le temps du renouveau

Ayant reçu l'administration du vicariat de Cochinchine en attendant la nomination d'un nouvel évêque, Guillaume Piguel reçoit des signes rassurants de la religion chrétienne en Cochinchine. La persécution se ralentit. Le vice-roi de Hatien (province appelée plus communément aussi Coal ou Kankao, et administrée indépendamment de Huê) autorise les chrétiens à pratiquer la religion catholique et à se rendre au Cambodge pour rencontrer M. Piguel. Celui-ci demande à Paris du renfort pour répondre à la demande des chrétiens et conçoit trois objectifs pour reconstruire la mission : rétablir la communication avec les chrétiens de Cochinchine, continuer à former un clergé indigène en assurant une sécurité accrue au Collège général, développer le christianisme au Cambodge, terre de refuge pour les chrétiens de la péninsule indochinoise.

En 1763, M. Piguel reçoit la visite de catéchistes cochinchinois qui lui apportent des listes de chrétiens restés fidèles à leur religion : ils sont restés plus nombreux qu'on ne l'imaginait. « Le nombre de chrétiens ne dimi-

nue pas tant que je l'ai marqué dans mes réponses. » Cette même année, M. Piguel est nommé vicaire apostolique de Cochinchine, du Campa et du Cambodge et évêque de Carnathe [5]. Il a donc toute autorité pour réaliser ses grands projets. Les franciscains deviennent alors « plus pacifiques et s'engagent à ne plus avoir de disputes avec les Français ». Mgr Piguel accepte de bon cœur leur promesse, le travail apostolique a tant besoin d'ouvriers.

D'abord rétablir le contact avec l'Église de Cochinchine. En 1764 arrivent du Collège de Siam deux jeunes prêtres annamites, MM. Marin Phué et Nicolas Due, qui sont envoyés aussitôt en Cochinchine. Originaires de ces régions, ils peuvent se cacher aisément dans le pays. Puis en 1765, M. Pierre-Jacques Halbout, du diocèse de Bayeux, rejoint Mgr Piguel au Cambodge : « Il nous a beaucoup édifié pendant le séjour qu'il a fait icy. C'est un homme de capacité, il a une grande facilité à apprendre les langues. » Après cinq mois passés à étudier le cochinchinois, M. Halbout gagne en secret la Cochinchine : « Les circonstances où je me trouve demanderoient que j'eusse un compagnon avec moi, écrit l'évêque, mais la nécessité où se trouvent les chrétiens de Cochinchine me fait m'en priver pour un tems afin de secourir les chrétiens dans leurs besoins. »

Ainsi la mission de Cochinchine comprend, en 1765, un évêque, Mgr Piguel résidant au Cambodge, son provicaire, M. Halbout caché en Cochinchine, deux prêtres formés par les Missions Étrangères de Paris, MM. Marin et Nicolas. Sous l'autorité de l'évêque travaillent aussi les PP. Loureiro et Petroni de la Compagnie de Jésus, vivant toujours à la cour de Huê, sous haute surveillance, et deux franciscains, les PP. Hermoza et de Jumilla. Tous ces hommes « travaillent avec fruit quoique la plupart de ces missionnaires demeurent cachés, beaucoup de gentils se font instruire et baptizer non obstant toute prohibition du Roi et de ses magistrats ».

La mort du prince de Cochinchine, Vo-Vuong, en 1765 apporte quelque détente dans le royaume : « La paix est enfin revenue à la Cochinchine. » Les lettres de M. Halbout soulèvent quelques espoirs : « Nos chrétiens commencent à lever la tête, on ne voit plus en eux cette crainte, cette peur, cette frayeur mortelle. Cependant les confesseurs de la foy n'ont point encore été élargis. » Les quelques missionnaires présents dans le pays attendent du

5. Le 9 décembre 1764, il reçoit, à Siam, la consécration épiscopale, de la main de l'évêque du lieu, Mgr Brigot.

nouveau prince régnant, un retour officiel à la liberté de professer le christianisme et la révocation de l'édit porté contre l'entrée des Européens.

L'activité missionnaire s'intensifie au départ du Cambodge, en particulier en direction des provinces méridionales de Cochinchine : la présence des missionnaires et celle des chrétiens est tolérée dans ces contrées « par politique, afin d'attirer dans leur gouvernement tous les chrétiens des provinces supérieures », et de peupler ainsi les terres nouvellement conquises au détriment des Cambodgiens. Aussi l'évêque relance-t-il le problème de la répartition des chrétientés en Cochinchine entre les différents ordres, jésuites, franciscains et Missions Étrangères, et de la confirmation de son autorité sur la mission du Cambodge. Les réponses claires se font toujours attendre.

Quand Guillaume Piguel s'était rendu à Siam pour y être consacré, il avait pris conscience de la situation précaire du Collège général. Il ramena avec lui M. Denis Boiret, du diocèse d'Angers, pour l'aider à réaliser son deuxième projet : construire un séminaire dans l'enclave cochinchinoise de Ha-tien : « La formation d'un Clergé est notre première finalité et je suis résolu d'y apporter une application particulière. »

Le choix de Ha-Tien n'est pas fortuit : la situation de ce territoire est favorable : liberté accordée par le vice-roi, proximité du Cambodge où la religion reçoit aussi protection du roi, proximité du Siam, de la Cochinchine, de Malacca et de Batavia. Le projet prend forme en 1766 et le collège est bâti rapidement avec les matériaux du pays ce qui le fait ressembler « plutôt à une chaumière puisqu'elle n'est que de boue et couverte d'herbes ». Le collège est « actuellement dans un lieu sûr, à 2 lieues de Ha-Tien ou Kankao situé sur le bord de la mer dans le Golphe du Siam, au pied d'une montagne. Nous y avons acheté un terrain et bâti une grande maison. »

Cette initiative paraît d'autant plus indispensable qu'arrive cette même année le personnel du Collège général de Siam entièrement détruit par l'invasion birmane. La région est dévastée par ces Birmans (appelés aussi Barmans) qui emmènent en esclavage les hommes et les femmes valides. Le pays connaît aussi la guerre civile et surtout une effroyable épidémie de peste.

Ainsi, le collège reçoit ses premiers étudiants (quatre Chinois et cinq Tonquinois) accompagnés de leur professeur de théologie, M. Artaud, du diocèse de Clermont-Ferrand. Un jeune directeur est nommé à la tête de ce collège, M. Pigneaux, nouvellement arrivé de France. « C'est un grand acquit, car il a de grands talents pour cette œuvre et une vertu rare qui fait l'édification de ces pauvres enfants. » M. Pigneaux est convaincu de l'intérêt de

sa tâche : « Au Collège [...], on travaille plus solidement car outre que les prêtres du pays font beaucoup plus de bien que nous parce qu'ils ne sont pas connus et qu'ils parlent plus facilement ; dans un temps de persécution qui soutiendra les chrétiens ? qui en aura soin ? Les prêtres européens sont obligés de fuir et la mission se trouve abandonnée presque perdue comme en Cochinchine. » Aidé de M. Artaud et, un peu plus tard, de M. Jacques-Nicolas Morvan, du diocèse de Quimper, il organise la vie du collège, en dépit de l'extrême pauvreté de l'établissement. En 1768, le collège accueille alors 42 « étudians sans compter beaucoup de Cochinchinois qui sont icy (au Cambodge) et qui veulent y entrer. Quelles belles espérances pour nos missions, mais surtout pour la Cochinchine ! » Un siècle après l'arrivée de Mgr Pallu et Mgr Lambert de la Motte en Cochinchine, les Missions Étrangères renouent avec les engagements des pères fondateurs : privilégier la formation d'un clergé indigène.

Malgré la situation religieuse précaire en Cochinchine (une nouvelle répression a eu lieu à l'encontre des chrétiens en 1767), Mgr Piguel réussit à s'introduire deux fois dans le pays, en 1766 et 1771, « étant obligé de se cacher et de parcourir les villages à la hâte », ne s'aventurant cependant que dans les régions méridionales. « Pour moy le danger est tout autre que pour un simple missionnaire. Les chrétiens, dès qu'ils apprennent que l'évêque est aux environs, accourent en foule de toutes parts, même de plusieurs journées de chemin, sans aucune discrétion. On a beau leur représenter que, par ce peu de modération et le pasteur et le troupeau se trouvent exposés à de grands dangers, on ne peut les retenir sur cet article ». Durant ces deux séjours, il baptise, confesse, confirme des milliers de chrétiens. « Le concours des chrétiens était si grand et si continuel que les grandes maisons ne suffisoient pas pour les contenir, quoique je ne passasse pas deux ou trois jours tout au plus dans chaque bourgade ». Au retour de son deuxième voyage, il estime à 100 000 la chrétienté de Cochinchine, et « les demandes des gentils à être instruits et baptisés sont innombrables ».

La dernière tâche à accomplir pour Mgr Piguel est, pour lui, primordiale : « Ouvrir la mission de Cambodge. » Le prélat, présent dans le pays depuis 1751, a constaté que la religion chrétienne restait une religion d'étrangers, en particulier les Portugais. C'est un pays « encore tout en friche, écrivait-il, car le Cambodge est très étendu et bien plus vaste que la Cochinchine. Outre cela (sans parler du Cyampa) il y a icy aux environs en entrant dans les terres plusieurs nations parmi lesquelles il n'y a pas un seul chrétien ;

et pourtant toutes les informations que j'ai faites m'ont convaincu que ces peuples ont de grandes dispositions pour recevoir l'Évangile ». L'évêque va être l'initiateur des premières tentatives de pénétration du christianisme dans la population khmer.

Il confie ce travail à un jeune missionnaire français, M. Nicolas Levavasseur, nouvellement arrivé de France, et originaire de Mayenne. Il est envoyé dans le nord du Cambodge pour se consacrer à l'étude de la langue khmère. « Il ne me reste plus qu'à me mettre entièrement au fait de la religion de ce pays par la lecture de leurs livres et par des conversations avec leurs talapoins [moines bouddhistes], afin de savoir à quoi m'en tenir dans les diverses disputes que j'aurai à soutenir ». Pour soutenir son travail apostolique, il traduit en khmer des livres de prière, un catéchisme et compose un traité contre les superstitions. Installé dans un village appelé Kuc-nguon, près de Kompong-thom, il y construit une église qui devient le centre de son activité apostolique. Quelque temps plus tard, avec l'accord de Mgr Piguel, il fonde un petit séminaire et un couvent d'Amantes de la Croix. Après la mort de l'évêque, il se rendra, avec quelques autres missionnaires, sur le Haut-Mékong pour évangéliser les Stiengs, les Phnoms et les Laotiens.

Mgr Piguel reste inquiet sur la situation politique de la région, craignant toujours quelque révolution ou guerre civile qui pourrait mettre en péril ce travail apostolique si florissant. Il écrit alors en France aux directeurs du séminaire, leur énonçant les avantages de l'établissement d'un comptoir français au Cambodge pour protéger la mission. « Il est vray qu'on a toujours craint d'introduire des Européens dans nos missions, mais au Camboje, il n'y a rien à craindre. Il y a icy à peu près six ou sept cent chrétiens, lusitano indici, qui s'établiroient auprès de la Compagnie sans compter ceux de Siam et d'autres endroits qui viennent chercher icy un azile depuis la ruine de Siam. Cela nous a paru de la dernière importance, et comme un des uniques moyens de prévenir la destruction totale du collège et de nos missions, et de les restituer dans leur état primitif. » L'évêque n'avait plus à craindre les effets de la puissance française dans l'Océan Indien : depuis le Traité de Paris (1763), la France avait perdu une grande partie de ses possessions en Asie et une arrivée commerciale des Français ne pouvait susciter aucun risque politique aux missions.

Le plan de l'évêque est déjà bien élaboré, avec l'autorisation du roi du Cambodge qui « promet tout si elle veut venir ». La Compagnie pourra installer « une ville, forteresse, comptoir, feturerie, sans parler de l'île de Poulo

Condor qui a une baie et où l'on pourrait faire un port sûr. » Le commerce s'étendrait au Laos qui attend aussi les Européens, au Siam, à la Cochinchine et à tous les pays des mers de Chine. « Je ne propose ce système que pour l'avantage qu'en retireraient nos missions : l'établissement de la tranquillité du Collège général et la communication par les terres avec les autres missions. Le roy de Camboje exigeroit seulement qu'on le deffendit contre les incursions des Cochinchinois. » Cette idée sera reprise au XIX^e^ siècle.

Hélas, les événements qui éclatent à Hondat en 1769 donnent raison aux inquiétudes de Mgr Piguel sur la situation précaire de la région. Des pirates chinois et cambodgiens, profitant de la situation troublée du pays, viennent piller le collège de Hondat et massacrer les élèves cochinchinois. M. Pigneaux réussit à faire fuir les étudiants, aidé par M. Morvan. M. Artaud, retenu au lit par ses infirmités, voit un de ses élèves massacré entre ses bras, et il est lui-même si cruellement battu par les pirates qu'il en meurt quelques jours après.

Conscient du danger de rester dans la province de Ha-Tien, M. Pigneaux, en accord avec ses supérieurs, décide de déménager provisoirement le séminaire à Virampatnam, près de Pondichéry, en attendant une détente politique dans la région. « Le 11 décembre [1769], une jonque chinoise emportait de Cancao 43 émigrants : c'était tout le Collège général, qui s'en allait demander à l'Inde un peu de tranquillité et de paix. »

Les années suivantes, malheureusement, le Collège général périclite à Virampatnam. Il perd en 1774 son jeune directeur, M. Pigneaux, nommé vicaire apostolique de Cochinchine. Sacré évêque d'Adran, il rejoint son évêché et y fonde un séminaire. De même, les autres missions d'Asie ouvrent chacune un ou plusieurs établissements, encouragées par Rome qui, dans un Bref aux Missions Étrangères, conseille : « Il nous serait très agréable qu'en dehors du Collège général, chacun des Vicaires apostoliques établit dans sa Mission, autant que les circonstances le permettront, des séminaires particuliers. » Le Collège de Virampatnam ferme ses portes en 1783.

Tous ces événements affaiblissent Mgr Piguel. Ses efforts pour relancer la mission de Cochinchine et du Cambodge, n'ont pas été vains : conservant toujours un séminaire (même s'il n'est plus dans le pays), elle comporte cinq missionnaires français disséminés dans la mission, quelques prêtres indigènes très actifs et des communautés chrétiennes qui ont reconstitué leur organisation en Cochinchine autour des catéchistes, en dépit de la situation

politique répressive. Un début de mission se construit au Cambodge sous l'impulsion de M. Levavasseur.

Au retour de son deuxième voyage en Cochinchine, en 1771, Mgr Piguel « fait naufrage étant déjà par bonheur sur les terres du Cambodge ». « Mais je n'ai même pas eu le temps de sauver mon bréviaire. Il m'a fallu aller pieds-nus demander du riz par aumône pour moi et quelques écoliers que j'amenais pour commencer mon petit collège (près de la capitale). Je sens que ma santé s'altère de jour en jour. Hier on délibérait s'il fallait me l'annoncer. Au nom de Dieu, messieurs, envoyez-nous des missionnaires », écrit-il aux directeurs de Paris. Il ajoute, s'insurgeant contre le retour en Europe de l'évêque de Siam, Mgr Lebon : « Nous devons mourir les armes à la main dans cette terre d'exil, nos missions sont nos familles, les infidèles sont nos enfants que nous devons travailler à engendrer en Jésus-Christ. Si quelque cas extraordinaire nous en écarte pour un temps, nous ne devons pas pour cela les abandonner, mais en approcher au contraire autant qu'il est possible pour nous y réunir dès que nous y apercevons quelqu'ouverture pour pouvoir le faire. »

Quelques semaines plus tard, M. Boiret annonce la mort de Mgr Piguel, survenue le 21 juin 1771 : « Je ne l'ai vu deux mois de suite jouir d'une santé passable. Il n'y avoit que la dureté de lui-même et son zèle qui le faisait agir. Nous ne cessons de le regretter et aujourd'hui, nous nous voyons comme orphelins d'un père qui nous aimait tendrement. Quoiqu'il fût évêque, sa profonde humilité le rendait égal à ses missionnaires, et quelquefois le rabaissait jusqu'à leur rendre les services les plus bas. Dans cette longue maladie qui l'a conduite au tombeau, attaqué de phtisie, il a toujours persisté à ne coucher que sur une planche, les os lui perçant la peau. Quelquefois, au sortir d'une fièvre ardente à laquelle il était sujet, encore faible, il allait célébrer nos saints mystères ; vouloir l'en empêcher, c'était, à ce qu'il disait, le priver de son unique consolation. À toutes les heures du jour et de la nuit, il était prêt à secourir ; je l'ai vu passer des nuits à assister des moribonds sans permettre qu'on le soulageât. Il était d'un accès si facile que les chrétiens aimaient mieux s'adresser à lui qu'à tout autre. »

Ainsi, cet homme, d'une si grande patience et d'une si belle constance dans la Foi, a-t-il réussi à reconstruire une mission dévastée par la répression et à étendre le champ d'évangélisation au Cambodge. Quelques années plus tard, un missionnaire français dépeindra ainsi la réalité de cette mission : « On ne voit point en Cochinchine un si prodigieux nombre de chré-

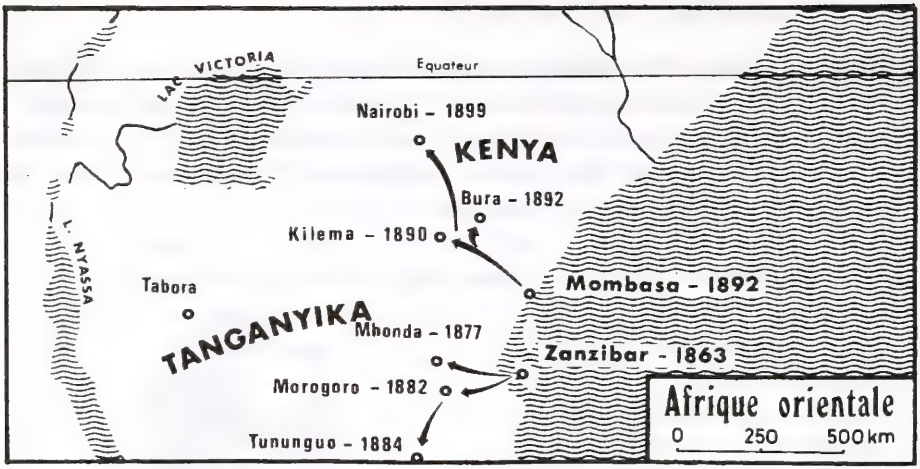
tiens qu'au Tonkin. Cependant, point de canton, point de province où l'on ne trouve plus ou moins quelquefois des villages entiers. Dans le temps même de la persécution, un missionnaire pourroit traverser tout ce royaume depuis Kankao jusqu'au Tonkin dans l'espace de 400 lieues en suivant la côte et loger toujours chez des chrétiens. »

À l'époque où MM. Piguel et Reydellet s'embarquent pour Macao, en 1748, arrive à Paris, Pierre Poivre, revenu de Cochinchine après une tentative de vie missionnaire (comme simple clerc) peu édifiante. Sans rancune d'avoir été renvoyé de la mission, il vient rendre visite aux bons pères de la rue du Bac qui s'apitoyent des malheurs de cet étrange personnage qui a perdu un bras dans un combat naval. Il leur annonce qu'il est entré au service de la Compagnie des Indes et qu'il s'embarque bientôt pour l'île Maurice.

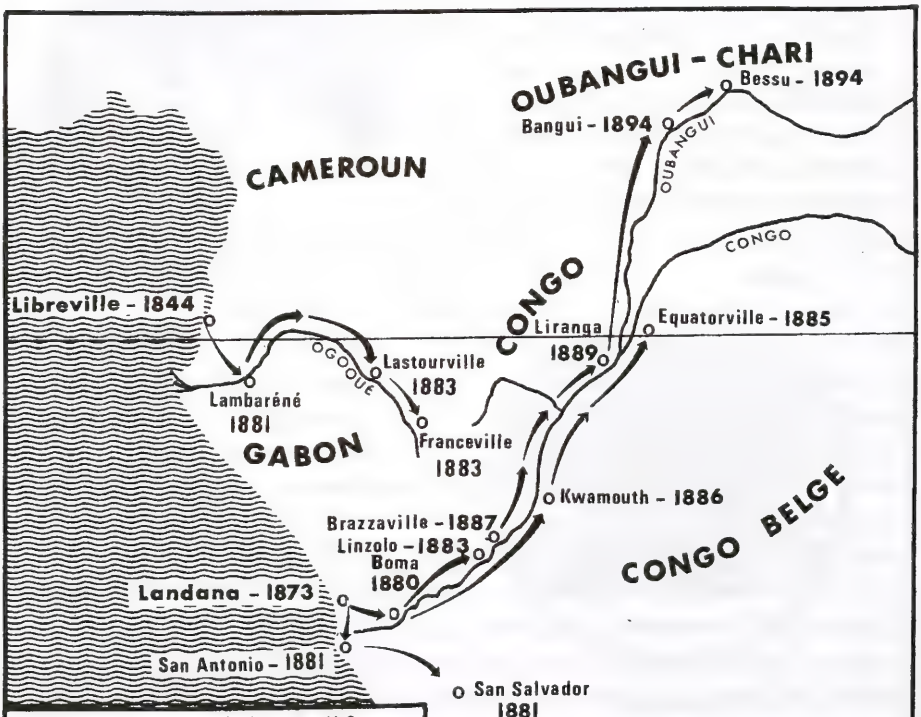
Poivre (d'après une gravure de L. Conquy)

Médaille de la Compagnie des Indes

« Nous lui avons fait toutes les politesses qui ont dépendu de nous, écrit un directeur, et je crois que s'il en trouvoit l'occasion il ne refuseroit pas de nous rendre service ». Mais Poivre a omis de préciser les véritables motifs de son voyage en Asie, à savoir l'ouverture de relations commerciales entre la Cochinchine et la Compagnie des Indes Orientales.



Expéditions spiritaines à l'Est et à l' Ouest de l'Afrique.



Cartographie Jean Godard

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 30 à p. 56.

Le père Alexandre Le Roy au Zanguebar (1881-1892)

Bernard Ducol *

Zanzibar, 1er décembre 1881 : Alexandre Le Roy, missionnaire français de la congrégation du Saint-Esprit, débarque du steamer *Nyanza* en provenance de Bombay [1]. Deuxième enfant d'une famille de cinq, il est né le 19 janvier 1854, à Saint-Senier-de-Beuvron (Manche). La mission en Afrique l'a séduit dès son enfance, et, au grand séminaire de Coutances (1872-1874), il a été conforté dans cette vocation par son directeur spirituel ; deux missionnaires, les PP. Auguste Lebelley et Antoine Scheuermann [2], lui ont fait découvrir la congrégation du Saint-Esprit et la réalité de l'esclavage en Afrique de l'Est. Mais c'est la rencontre du P. Antoine Horner [3], de la mission du Zanguebar, qui emportera sa décision : il sera spiritain et missionnaire au Zanguebar. Malgré les réticences de son évêque, il entre en 1874

---

* Le P. Bernard Ducol, spiritain, ordonné prêtre en 1986, a été missionnaire en Centrafrique, puis directeur de la maison d'études théologiques de la congrégation du Saint-Esprit, à Clamart. Il a travaillé sur les relations entre Libermann et Mère Javouhey et a composé des guides pratiques sur les lieux où ont vécu Poullart de Places et Libermann. Il est actuellement responsable de la commission préparatoire aux anniversaires de 2002 et 2003 de la congrégation du Saint-Esprit.

1. R.P. LE ROY, « A bord du *Nyanza*. Novembre 1881 », *Les Missions Catholiques*, n° 677, 26 mai 1882, p. 242-245 ; n° 678, 2 juin 1882, p. 254-27 (désormais cité en abrégé : *MC* suivi, en cas de série d'articles, de chiffres simples indiquant dans l'ordre : année, numéro, date, pages).

2. Auguste Lebelley (1833-1909), missionnaire aux Antilles. Antoine Scheuermann (1841-1883), missionnaire au Zanguebar.

3. Antoine Horner (1827-1880), NB : *BG*, t. 11, p. 796.

au scolasticat de Langonnet. Prêtre le 10 août 1876, il prononce ses premiers vœux le 26 août 1877. On l'envoie d'abord enseigner la rhétorique, à l'île de la Réunion au collège Saint-Charles de Saint-Denis, puis en France au petit séminaire de Cellule, et en 1880, il est nommé en Inde, principal du collège de Pondichéry. C'est là, qu'en août 1881, lui parvient la nouvelle tant espérée : le Supérieur général, le P. Le Vavasseur [4] le désigne pour le Zanguebar. Deux jours après son arrivée à Zanzibar, il lui écrit :

« Me voici en Afrique ; et après avoir si souvent demandé la faveur d'y aller travailler et souffrir, c'est pour moi un devoir et un bonheur de vous apprendre que j'y suis enfin descendu. J'ai quitté Pondichéry le 13 novembre ; à travers l'Inde, je me suis rendu à Bombay, et là j'ai été assez heureux pour m'embarquer immédiatement sur un vapeur, le *Nyanza*, appartenant au sultan de Zanzibar et commandé par un capitaine anglais : mon voyage a été rapide, économique, excellent sous tous les rapports [5]. ».

Le même jour, il témoigne sa reconnaissance au P. Collin, premier Assistant de la congrégation [6] :

« Il y a longtemps déjà, mon révérend et bien cher Père, que je vous ai fait des demandes et aussi longtemps que vous m'avez fait des promesses : si vous avez remarqué que mes demandes étaient sérieuses, j'ai vu à mon tour que vos promesses n'étaient point vaines, et je vous en remercie. Peut-être ai-je trop insisté : en tout cas je regrette très sincèrement d'avoir fatigué sans doute mes supérieurs avec ces instances, mais je me croyais obligé de le faire, convaincu que c'était là le seul moyen légitime et efficace d'arriver à la réalisation de ma vocation [7]. »

La côte du Zanguebar s'étend de la Somalie au Mozambique. A la hauteur du 6e parallèle, l'île de Zanzibar est depuis 1832, la résidence officielle des sultans Bou Saïd qui y ont développé une économie fondée sur la culture du giroflier et le commerce des esclaves. La ville de Zanzibar renferme le plus grand marché d'esclaves de la côte est [8]. Pour accroître leurs reve-

---

4. Frédéric Le Vavasseur (1811-1882), créole de l'île Bourbon ; co-fondateur avec Libermann du Saint-Cœur de Marie en 1841 ; Supérieur général de 1881 à 1882.
5. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Le Vavasseur, 3 décembre 1881.
6. Marcellin Collin (1818-1904), NB : *BG*, t. 22, p. 698.
7. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Collin, 3 décembre 1881.
8. MURRAY GORDON, *L'esclavage dans le monde arabe VIIe-XXe siècles*, Laffont, Paris 1987, coll. Les hommes et l'histoire. L'auteur donne, sur la traite est-africaine, des chiffres qui aboutissent à une moyenne de 6 000 à 10 000 esclaves par an, entre 1830 et 1870.

À gauche, le père **Alexandre Le Roy**, en 1878, à Cellule (Puy-de-Dôme), juste avant son départ pour Pondichéry puis le Zanguebar.
À droite, en 1892, alors qu'il rentre du Zanguebar et vient d'être sacré évêque, comme Vicaire apostolique du Gabon.

Mgr Raoul de Courmont,
né à la Martinique
le 15 avril 1841,
Vicaire apostolique
du Zanguebar
de 1883 à 1897.
Décédé rue Lhomond,
à Paris, le 20 février 1925.

Dessin d'A. Le Roy,
avec la légende :
« Lamo - 2° Lat. S.
19 mars 1884. »

Documents : Archives CSSp

nus, les sultans organisent des razzias systématiques à l'intérieur du continent et établissent des comptoirs confiés à de puissants négociants tels le célèbre Tippo Tip. Cependant, la progression des idées abolitionnistes en Europe et en Amérique entraîne peu à peu des problèmes entre l'Angleterre et le sultan et la multiplication de traités sans véritables lendemains. En 1856, Seyyid Medjid ibn Saïd édifie sur le continent, Dari-Salama, nom que les Européens transforment en Dar es-Salam [9]. En 1859 [10], Mgr Maupoint [11], évêque de la Réunion envoie son vicaire général, l'abbé Fava [12], à la recherche d'une porte d'accès vers l'intérieur du continent. Fava s'installe à Zanzibar, ouvre hôpitaux et écoles, puis explore le littoral. En décembre 1860, il fonde la mission du Zanguebar qui deviendra préfecture apostolique en 1862. Mgr Maupoint s'adresse au P. Schwindenhammer [13], Supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit, pour obtenir du personnel. En juin 1863, les PP. Horner et Baur [14], les FF. Félicien [15] et Célestin [16] arrivent à Zanzibar. Ils préparent l'évangélisation du continent en commençant par la formation de jeunes esclaves rachetés. Les ateliers des frères [17], *véritable collège technique avant la lettre* [18], susciteront l'admiration du sultan. En 1867, 1868 et 1870, le P. Horner explore l'intérieur avec les PP. Baur et Duparquet [19]. La station Notre-Dame de Bagamoyo, point d'ancrage sur la côte, se développe à partir de 1868 avec des orphelinats, des hôpitaux, des ateliers [20], de vastes plan-

---

9. R.P. LE ROY, *MC*, n° 907, 22 octobre 1886, p. 513 : « C'est ce nom que les Européens, ne croyant pas devoir prononcer comme les indigènes qui sont des sauvages (on sait que pour un Français tout le monde est sauvage en dehors de France, pour un Anglais, tout le monde est ridicule en dehors de l'Angleterre, et ainsi des autres), c'est ce que les Européens ont peu à peu changé en celui de Dar es-Salam qui se trouve écrit sur les cartes, qui figure dans quelques livres, qui est répété par les journaux, qui s'introduit dans les documents diplomatiques, et qui n'est point le vrai. »

10. Seize ans après l'arrivée à Mombassa du premier missionnaire protestant.

11. Amand Maupoint (1810-1871), né à Chinchutte-les-Tuffeaux (dioc. d'Angers), évêque de Saint-Denis de la Réunion de 1857 à 1871, délégué apostolique pour l'Afrique orientale.

12. Amand Fava (1826-1889), né à Evin-Malmaison (dioc. d'Arras), ancien élève du séminaire du Saint-Esprit, dirigé spirituel du père Libermann, vicaire général de Saint-Denis en 1855, évêque de Saint-Pierre et Fort-de-France de 1871 à 1875, puis de Grenoble de 1875 à 1899.

13. Ignace Schwindenhammer (1818-1881), né à Ingersheim (dioc. de Strasbourg), vicaire général de la congrégation du Saint-Esprit en 1852, Supérieur général de 1853 à 1881.

14. Étienne Baur (1835-1913). NB : *B*, t. 5, p. 297

15. Félicien Grüneissen (1838-1878), NB : *BG*, t. 11, p. 131 et 729.

16. Célestin Cansot (1840-1922). NB : *BG*, t. 30, p. 603.

17. J. JANIN, *Ouvriers missionnaires*, Les Œuvres françaises. Paris 1944, p. 118.

18. R. CHARRIER, *Les Frères* Courage, Congrégation du Saint-Esprit, Paris 1994. Coll. Mémoire Spiritaine, études et documents, p. 60.

19. Charles Duparquet (1830-1888). NB : *BG*, t. 14, p. 749.

20. En 1873, la menuiserie préparera le cercueil de Livingstone mort le 4 mai à Muilala, pour son transport en Angleterre.

tations, le village chrétien Saint-Joseph, un petit séminaire et un noviciat pour les filles. Cependant, les nombreux décès de missionnaires ralentissent l'élan missionnaire. En 1872, la préfecture est confiée à la congrégation du Saint-Esprit. Il faudra attendre 1877, pour voir naître une nouvelle station : le *Sacré-Coeur* de Mhonda, à neuf jours de Bagamoyo. Mais, la création, le 24 février 1878, dans la région des grands-lacs, des vicariats apostoliques du Nyanza et du Tanganyika, confiés aux missionnaires du cardinal Lavigerie, stoppe la progression des spiritains vers l'intérieur. En mai 1878, dix missionnaires d'Alger débarquent à Zanzibar pour la mission du lac Nyanza et celle du Tanganyika. En 1879, le P. Baur fonde *Saint-François-Xavier* de Mandéra [21], à quatre jours de Bagamoyo.

Au XIX[e] siècle, la passion pour l'exploration du globe suscite la multiplication des sociétés de géographie [22] : Société de géographie de Paris (1821), Société berlinoise de géographie (1828), Société royale de géographie de Londres (1830), Société américaine de géographie et de statistiques (1851) [23]. Celles-ci jouent un rôle capital dans l'organisation des explorations et la diffusion des connaissances. L'*Association internationale pour l'exploration de l'Afrique* [24], fondée en 1876 à Bruxelles a pour objectif la découverte du continent et la lutte contre la traite. Zanzibar et Bagamoyo deviennent alors des lieux de passage obligés pour les expéditions.

En 1872, le sultan Saïd Bargasch doit se résoudre, sous le pression anglaise, à fermer le marché d'esclaves de Zanzibar [25] ; mais ce commerce se poursuit. Grand voyageur, Bargasch se rend en Inde, en Angleterre et en France où, le 21 juillet 1875, le P. Schwindenhammer le reçoit à la maison

---

21. C. PICARDA, « Autour de Mandéra. Notes sur l'Ouzigoua, l'Oukwéré et l'Oudoé », *MC*, avril, mai, juin et juillet 1886. [En détail : *MC*, 1866 : 880, 16-IV, 184-189 ; 881, 23-IV, 197-201 ; 882, 30-IV, 208-211 ; 883, 7-V, 225-228 ; 884, 14-V, 234-237 ; 885, 21-V, 246-249 ; 886, 28-V, 258-261 ; 887, 4-VI, 269-274 ; 888, 11-VI, 281-285 ; 889, 18-VI, 294-297 ; 891, 2-VII, 322-324 ; 892, 9-VII, 332-334 ; 893, 16-VII, 342-346 ; 894, 23-VII, 356-357 ; 895, 30-VII, 365-369.] Cado Picarda (1854-1887). NB : *BG*, t. 14, p. 361.

22. D. LEJEUNE, *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIX[e] siècle*, Albin Michel, Paris 1993.

23. Dans divers pays, on rencontre aussi des sociétés provinciales de géographie. En 1894, l'Allemagne en compte vingt-trois, l'Angleterre cinq, la France métropolitaine trente-et-une, la plus ancienne étant celle de Lyon (1873) ; d'autres naissent à Alger (1857), à Oran (1878) et à Constantine (1883).

24. Le comité français de l'Association est présidé par Ferdinand de Lesseps (1805-1894).

25. Mgr R. de COURMONT, « Le sultanat du Zanguebar », *MC*, août 1886, p. 382. L'article est publié sur tout le mois d'août : *MC*, 1886 : 896, 6-VIII, 382-384 ; 897, 13-VIII, 393-395 ; 898, 20-VIII, 404-406 ; 899, 27-VIII, 412-414.

mère de la congrégation du Saint-Esprit [26]. Pour asseoir son autorité, il confie la direction de son armée de terre aux Anglais et de sa flotte aux Allemands. C'est à bord de l'un de ses bateaux de commerce, que le P. Le Roy arrive à Zanzibar.

Premier séjour au Zanguebar. Zanzibar et Bagamoyo en 1881

L'île et la ville de Zanzibar [27], comptent 150 000 habitants : esclaves africains en majorité, proches du Sultan, diplomates et négociants européens, commerçants et ouvriers asiatiques. Les activités portuaires, commerciales et militaires, y sont intenses. De nombreuses nations ont une représentation diplomatique. Le consul de France, Charles Ledoulx, entretient d'excellents rapports avec les missionnaires et ne manquera jamais, lors de ses passages à Paris, de passer s'entretenir avec le Supérieur général des spiritains. La communauté catholique de Zanzibar rassemble alors quatre cents personnes, essentiellement des Portugais, des Africains et des Goanais. Quant aux missionnaires protestants, ils exercent un apostolat très actif : vingt et un missionnaires de la *London Missionnary Society* et de la *Church Mission Society*, viennent tout juste d'arriver pour l'évangélisation de l'intérieur du continent. Les relations catholiques/protestants sont amicales.

En 1881, résident à la mission Saint-Joseph de Zanzibar, les PP. Baur, vice-préfet apostolique, Acker [28], et Sacleux [29] avec lequel le P. Le Roy sympathise rapidement, le F. Polycarpe et six Filles de Marie [30]. La chapelle de la mission est l'unique lieu de culte catholique à Zanzibar. En août 1882, le

---

26. L.A. RICKLIN, *La mission catholique du Zanguebar, travaux et voyages du R.P. Horner*, Gaume, Paris 1880, p. 303-304.

27. Le P. Le Roy décrit : « La ville de Zanzibar est divisée en deux parties, séparées par une lagune intérieure, que tour à tour la mer couvre et abandonne. D'un côté, à l'est, l'ancien et le nouveau palais du sultan, la tour servant à la fois de phare et de sémaphore, la forteresse convertie en prison, les consulats, les maisons de commerce, les hôtels, les boutiques, tout le Zanzibar en pierre. A l'ouest, c'est Ngambô (l'autre côté), relié au quartier précédent par un pont jeté sur le goulet de la lagune et où s'étalent de préférence les cases des noirs, le Zanzibar en terre et en feuilles de cocotier. » (Conférence du 3 décembre 1892, à la société de géographie de Lyon. *Bulletin de la société de géographie de Lyon*, t. 11, p. 313-314.)

28. Amand Acker (1848-1923), NB : *BG*, t. 31, p. 246.

29. Charles Sacleux (1856-1943), au Zanguebar de 1879 à 1898. Linguiste et botaniste, correspondant du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. NB : *Annales Apostoliques*, juin-juillet 1947.

30 Congrégation née en 1849 à Bourbon à l'initiative du P. Le Vavasseur.

P. Le Roy viendra de Bagamoyo y *exercer le métier de peintre en bâtiment* [31], et la décorera *grâce à son habile pinceau* [32]. L'œuvre première de la mission en 1881, est celle des enfants rachetés aux trafiquants d'esclaves ou trouvés sur les boutres négriers arraisonnés. À chacune de leurs livraisons, *Les Missions Catholiques* publient la liste des dons pour le rachat et le baptême de ces enfants, un nom de baptême étant souvent proposé par les donateurs eux-mêmes. Autre priorité des missionnaires : l'éducation de la jeunesse dans les écoles pour préparer les premières familles chrétiennes et former de futurs catéchistes et des artisans. En 1882, deux anciens élèves, François Kandjou et Laurent Tousouménénè seront reçus comme agrégés dans la congrégation du Saint-Esprit. Les missionnaires portent une attention particulière au soin des malades. Le P. Horner avait fondé en 1877 un hôpital dirigé par les Filles de Marie ; en 1881 et en 1882, Zanzibar et la côte connaissent une catastrophique épidémie de variole. Quant aux ateliers du F. Polycarpe, ils rendent de précieux services à Zanzibar notamment en mécanique ; ils seront transférés à Bagamoyo en octobre-novembre 1882. La mission bénéficie de l'amitié et de la protection de Saïd Bargasch qui laisse aux missionnaires la liberté d'exercer leur apostolat. En remerciement, il recevra de Léon XIII un cadeau accompagné d'une lettre du cardinal Siméoni, préfet de la Propagande [33].

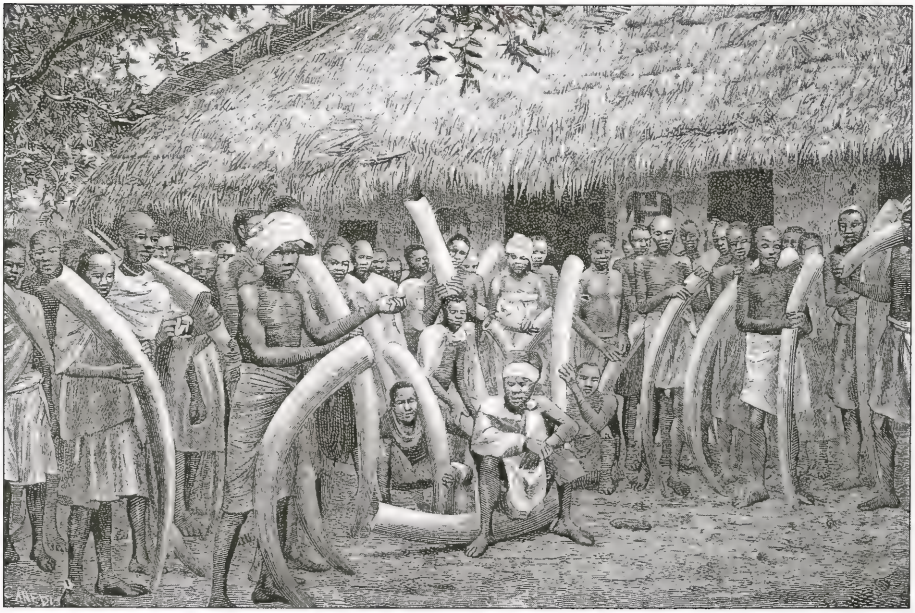
Deux jours après son arrivée, le P. Le Roy se retrouve à Bagamoyo. ville cosmopolite de 10 000 habitants en 1881, Bagamoyo connaît une intense activité. Les caravanes d'ivoire, de gomme copal et de sésame, composées de 800 à 1 500 hommes auxquels se joignent les esclaves conduits par les trafiquants, drainent un flux important de voyageurs. Le 6 novembre 1882, Tippo Tip atteint Bagamoyo avec 70 000 livres de défenses d'éléphants sur les épaules de 2 000 porteurs. Le P. Hirtzlin [34], dénombrera pour la seule année 1884, entre 35 000 et 40 000 esclaves arrivant à Bagamoyo [35], après que des milliers de malades et de mourants aient été abandonnés en route [36].

---

31. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Barillec, 28 août 1882.
32. BG, t. 13, p. 28. Lettre du P. Acker, 21 juillet 1883.
33. *BG*, t. 13, p. 32-34.
34. Antoine Hirtzlin (1850-1889). NB : *BG*, t. 15, p. 133.
35. A. HIRTZLIN, *Annales Apostoliques*, n° 11, juillet 1888, p. 88.
36. « M'enfonçant un jour, dans un fourré de broussailles, situé à 500 m de Bagamoyo, il m'a fallu passer sur une soixantaine de cadavres, liés entre eux par un bâton, et jetés çà et là, les uns étendus à terre, les autres encore à moitié debout. » (A. HIRTZLIN, *art. cit.*, p. 89.)

Le sultan de Zanzibar, Saïd Bargash,
d'après un dessin
du père A. Le Roy.
Les Missions Catholiques,
n° 1031, 8 mars 1889,
p. 115.)

Zanguebar.
Porteurs d'ivoire au repos,
d'après une photographie
du père A. Le Roy.
Les Missions Catholiques,
n° 858, 14 novembre 1885, p. 541.



Le personnel de la mission Notre-Dame de Bagamoyo, située à un kilomètre de la ville, est composé de spiritains et de Filles de Marie, mais ne suffit pas à la tâche : *Du renfort est attendu,* écrit le P. Le Roy, *s'il nous arrive cent missionnaires, il restera encore de la place pour cent autres* [37]. Les orphelinats représentent la grande œuvre de la mission et sont financés en partie par l'Œuvre de la Sainte-Enfance et celle de la Propagation de la Foi. Les enfants y apprennent à lire, à écrire, à compter ; on leur enseigne le catéchisme ; ils cultivent les plantations de la mission, travaillent à la basse-cour, s'initient aux travaux techniques dans les ateliers où tous les corps de métiers sont représentés, du cordonnier au forgeron, en passant par l'horloger, le mécanicien, le charpentier et le maçon. Les filles apprennent la couture et les travaux ménagers, sous la direction des Filles de Marie. En octobre 1883, les orphelinats comptent cent cinquante garçons et une centaine de filles. Cette formation de la jeunesse vise à préparer les futurs foyers des villages chrétiens attenants aux stations nouvellement créées. Celui de Bagamoyo, *Saint-Joseph* regroupe en 1881 cinquante ménages qui se rassemblent matin et soir à la chapelle du village pour la prière, le catéchisme et les avis pratiques. Le village a son propre presbytère où s'installe le P. Le Roy. Un deuxième village, *Thomasville* [38], puis un troisième *La Lagune* verront le jour, les années suivantes. Leurs habitants travaillent dans les plantations de la mission ou dans les leurs. Les religieuses s'occupent des nouveaux-nés et des abandonnés, et les catéchistes des enfants. Le but des villages chrétiens est avant tout apostolique. Le P. Meillorat [39] écrira en 1888 :

« Bagamoyo est comme la ruche mère d'où s'envolent les essaims destinés à peupler les nouvelles stations qu'on fonde à l'intérieur et à donner tout de suite, aux populations environnantes, l'exemple de la vie chrétienne, du travail et de la civilisation. Si l'Afrique est appelée à se transformer, ce sera par les villages chrétiens que ce grand œuvre s'accomplira [40]. »

La mission a également ouvert un hôpital pour les hommes et un autre pour les femmes. Pour exercer leur apostolat, l'apprentissage des langues locales notamment celle du kiswahili s'avère indispensable aux missionnaires.

---

37. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Barillec, 22 juillet 1882.
38. En l'honneur de saint Thomas, patron d'un prêtre allemand, donateur de 5 000 marks.
39. Eugène Meillorat (1844-1913), NB : *Annales Apostoliques*, janvier 1914.
40. *Annales Apostoliques*, n° 9, janvier 1888.

En 1882, le P. Le Roy rédige sa première autobiographie [41], en fait sa future notice nécrologique :

« Lorsque dans la congrégation, un membre vient à mourir, il est d'usage de lui consacrer quelques lignes de biographie. J'ai pensé rendre service à celui de mes confrères chargé de ce soin pour le P. Alexandre Le Roy, en lui faisant d'avance ce petit travail. Il gagnera par là une bonne demi-heure qu'il pourra consacrer à une occupation plus utile. Je le prie seulement d'ajouter la date de la fin. »

Premiers voyages missionnaires

Le 16 janvier 1882, le P. Le Roy accompagne, une journée durant, les PP. Baur et Hacquard [42] à la recherche d'un lieu d'implantation pour une future station ; ils se décideront pour Mrogoro, à dix jours de marche de Bagamoyo. Le P. Le Roy, qui écrit la relation de ce voyage, à la demande du P. Baur, l'agrémente d'illustrations :

« Les dessins qui accompagnent la relation ont été faits les uns d'après nature, les autres d'après des photographies. La carte du Zanguebar a été dressée avec tout le soin possible ; elle n'est pas parfaite, mais en toute franchise, elle vaut mieux que celles qui ont été publiées jusqu'ici, et si elle en diffère sur plusieurs points, c'est que celles-là sont couvertes de fautes qu'il n'était pas permis de suivre [43]. »

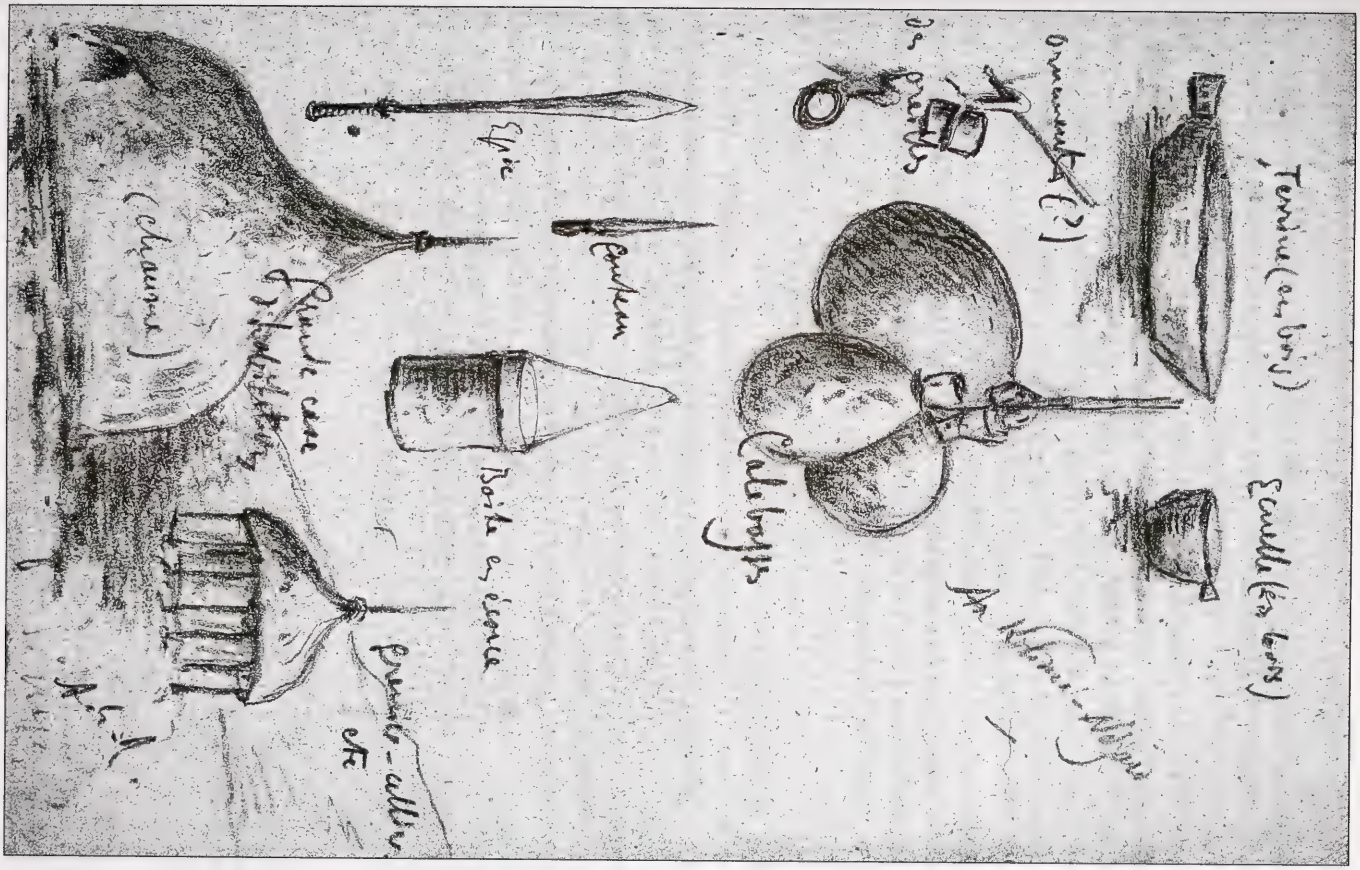
Les Missions Catholiques (juillet, août et septembre 1882) publient le récit sous le titre « Voyage dans l'Oudoué et l'Ouzigoua » et sous le nom du P. Baur. Au P. Barillec qui l'encourage à écrire, le P. Le Roy répond :

« Je suis et j'espère être toujours prêt à écrire tout ce qu'on voudra, à qui l'on voudra et pour le compte de qui voudra, dès que ces petits travaux doivent profiter un peu à la Mission du Zanguebar et à la Congrégation. Un quart d'heure pris chaque jour sur les occupations ordinaires, suffit pour tracer bien des croquis et écrire bien des lignes [44]. ».

---

41. Arch. CSSp, 56-A-IV. Il rédigera par la suite : *A mon biographe* et *Mes souvenirs*.
42. Alexandre Hacquard (1844-1882). NB : *BG*, t. 12, p. 270.
43. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Barillec, 22 juillet 1882.
44. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Barillec, 28 août 1882.

Archives CSSp



Feuille originale des dessins de voyage du père A. Le Roy. Une volonté documentaire, ethnographique.

En décembre 1882, il rejoint les PP. Baur et Charles Gommenginger [45] et le F. Zénon [46], à Mrogoro. Ensemble, ils fondent la station de l'Immaculée Conception [47]. Le P. Le Roy y reviendra à plusieurs occasions, notamment en 1884 pour remplacer le P. Gommenginger épuisé ; il servira alors d'intermédiaire entre les chefs locaux en conflit. Après un bref séjour à Mrogoro, les PP. Baur et Le Roy accompagnés de jeunes de Bagamoyo, poursuivent leur voyage à travers l'Oudoué, l'Oukwéré, l'Oukami, l'Ouzigoua et l'Ousagara. *Les Missions Catholiques* publieront la relation de ce voyage sous le titre « A travers le Zanguebar » [48]. Mais, au début de 1883, lors d'un nouveau voyage, le P. Le Roy s'égare dans un marais [49]; il rentre à Bagamoyo malade et pratiquement aveugle : le voilà contraint d'effectuer un séjour de six mois à l'hôpital de Zanzibar. L'inefficacité du traitement l'oblige à rejoindre la France en juin.

Séjour en France

Le P. Le Roy arrive à Paris les premiers jours de juillet (peu avant l'élection du père Ambroise Émonet [50] comme Supérieur général). Le pénible traitement de six mois qu'il entreprend ne l'empêche pourtant pas de traiter les affaires du Zanguebar.

Le P. Baur lui a demandé d'entamer les démarches nécessaires pour que le Zanguebar soit érigé en vicariat apostolique. Dès son arrivée, il en parle au P. Collin. Le P. Émonet écrit au préfet de la Propagande le 10 juillet et, le 23 novembre 1883, le vicariat apostolique du Zanguebar est créé par un

---

45. Charles Gommenginger (1842-1890), NB : *BG*, t. 15, p. 842.

46. Mathurin Vilma (F. Zénon), né en 1851 à Port-au-Prince, quittera la congrégation vers 1890.

47. Nom donné en reconnaissance envers l'Œuvre, parisienne, de Marie-Immaculée pour la conversion des femmes païennes, qui avait adressé une somme de 3 000 F pour le rachat de 30 jeunes filles. L'œuvre continuera par la suite à parrainer Mrogoro.

48. R.P. LE ROY, « A travers le Zanguebar », *MC*, janvier, février, mars et avril 1884 [En détail : *MC*, 1884 : 762, 11-I, 16-20 ; 763, 18-I, 29-32 ; 764, 25-I, 42-45 ; 765, 1er-II, 52-57 ; 766, 8-II, 66-69 ; 767, 15-II, 76-81 ; 768, 22-II, 92-94 ; 769, 29-II, 102-105 ; 770, 7-III, 116-119 ; 771, 14-III, 125-128 ; 772, 21-III, 140-142 ; 773, 28-III, 148-149 ; 774, 4-IV, 161-165 ; 775, 11-IV, 172-176 ; 776, 18-IV, 185-188].

49. A. LE ROY, *Mes souvenirs*, p. 34 [Manuscrit terminé le 19 janvier 1934. Copie dactylographiée Arch. CSSp 56-A].

50. Ambroise Émonet (1828-1898), né à Mégève ; missionnaire en Martinique, et en Guyane ; Supérieur général de 1882 à 1897. NB : *Annales Apostoliques, août 1898.*

Bref de Léon XIII [51]. Le P. Raoul de Courmont [52], professeur de théologie au Séminaire colonial, en devient le titulaire. Le 16 décembre, Mgr Amand Fava, fondateur de la mission du Zanguebar, devenu depuis évêque de Grenoble, ordonne à l'épiscopat Mgr de Courmont ainsi que Mgr Riehl [53], évêque de Raphanée, vicaire apostolique de Sénégambie et préfet du Sénégal, dans la chapelle du Séminaire du Saint-Esprit [54]. Le vicariat du Zanguebar compte alors 5 établissements [55], 1 800 catholiques, 25 spiritains (15 pères et 10 frères) et 18 religieuses, Filles de Marie.

Le P. Le Roy porte constamment le souci de faire connaître le Zanguebar et l'apostolat de la congrégation. D'où les contacts qu'il entreprend avec les *Annales de la Propagation de la Foi*, celles de *la Sainte Enfance,* et avec *Les Missions Catholiques*, pour lesquelles il met la dernière main au récit de son voyage « À travers le Zanguebar ». D'où également ses diverses causeries, notamment à l'Épiphanie 1884, devant l'archiconfrérie du Saint-Cœur de Marie à Notre-Dame des Victoires [56]. D'où encore le projet de revue, *Le petit messager de l'Œuvre des Noirs* qu'il soumet au père Émonet [57] pour susciter des vocations, trouver des ressources et hâter la béatification du P. Libermann ; ce projet sera rapidement mis en œuvre : le premier numéro paraît en janvier 1884, mais sous un titre différent : l'*Écho des Missions d'Afrique de la Congrégation du Saint-Esprit et du Saint Cœur de Marie* [58] dont la direction est confiée au P. Meillorat. D'où enfin ses relations avec les multiples bienfaiteurs de la mission. Et, c'est alors qu'il fait la connaissance de Mme Chevalier,

« une pieuse veuve qui, depuis longtemps déjà, savait les joies de la souffrance et des humiliations pour Jésus Christ. Sa vie tout entière avait été travaillée par un immense besoin de se dévouer dans l'ombre et l'humilité, aux œuvres pauvres,

---

51. *BG*, t. 13, p. 67-69.
52. Raoul de Courmont (1841-1925), créole de la Martinique ; prêtre puis profès en 1868 ; directeur, professeur de philosophie et de théologie dogmatique au séminaire du Saint-Esprit.
53. François-Xavier Rhiel (1837-1886), NB : *BG*, t. 13, p. 1187.
54. *BG*, t. 13, p. 71-74. *L'Univers*, 16 et 20 décembre 1883.
55. Saint-Joseph de Zanzibar, Notre-Dame de Bagamoyo, Saint-François-Xavier de Mandéra, Sacré-Coeur de Mhonda et Immaculée-Conception de Mrogoro.
56. *Annales de l'archiconfrérie*, février 1884.
57. Arch. CSSp, 59-A-III. Lettre au P. Émonet, 30 septembre 1883.
58. La revue portera ensuite différents titres : *Annales Apostoliques de la Congrégation du Saint-Esprit et du Saint Cœur de Marie* (1885), *Annales Apostoliques des Missionnaires du Saint-Esprit et du Saint Cœur de Marie* (1897), *Annales Apostoliques des Pères du Saint-Esprit* (1926), *Annales Spiritaines* (1948), *Spiritains* (1957) ; enfin, depuis 1959 : *Pentecôte sur le monde* (1959).

L'hôpital Notre-Dame des Anges à Gnambo (*MC*, 1885, p. 379).

M^me^ Chevalier et M^lle^ Duclos à N.-D. des Anges (*MC*, 1885, p. 397).

petites et méprisées. Certes, le champ était vaste à Paris, mais il était en trop grande lumière et d'ailleurs les ouvriers de Dieu n'y manquaient pas [59] »

Sensibilisée par le P. Le Roy à la question sanitaire au Zanguebar, elle décide de se consacrer à cette œuvre et part aussitôt pour Zanzibar, avec une demoiselle Duclos, y fonder l'hôpital Notre-Dame des Anges [60]; la bénédiction de l'établissement aura lieu le 2 août 1884. Ces deux femmes se dévoueront entièrement au service des malades, tout en assurant le catéchisme des enfants et en visitant les femmes. La popularité de Mme Chevalier sera grande : *elle est déjà connue de tout Zanzibar* écrit le P. Le Roy [61]; le 20 octobre 1897, 20 000 personnes assisteront à ses obsèques.

Autre moyen pour le P. Le Roy, de faire connaître le Zanguebar : il a apporté dans ses bagages une collection d'insectes qu'il présente en août, à l'exposition de Paris ; ce qui lui vaut une médaille de bronze. Les insectes sont vendus au profit de la mission, et le directeur du Jardin d'Acclimatation de Paris, Geoffroy de Saint-Hilaire, s'engage à acheter les animaux que lui fourniront les missionnaires du Zanguebar ; il commence d'ailleurs immédiatement en acquérant un hippopotame du F. Oscar [62].

Il faut maintenant songer au retour. Le 2 février 1884, le P. Le Roy quitte Paris avec le nouveau vicaire apostolique. Ils passent par Rome où Léon XIII les reçoit au cours d'une audience décrite par le P. Le Roy, avec son humour habituel :

« À Rome, où nous avons passé une dizaine de jours, nous avons eu l'honneur et le bonheur de voir Léon XIII, pape, qui nous a reçus avec beaucoup d'effusion dans le cœur, beaucoup de bonnes paroles dans la bouche et beaucoup de tabac sous le nez. Au reste admirable tête que les photographies ne rendent pas [63]. »

---

59. Mgr R. de COURMONT, « Notre-Dame des Anges ou un hôpital à Zanzibar », *MC*, n° 845, 14 août 1885, p. 389.
60. Mgr R. de COURMONT, « Notre-Dame des Anges ou un hôpital à Zanzibar », *MC*, 1885 : 844, 7-VIII, 378-380 ; 845, 14-VIII, 389-391 ; 846, 21-VIII, 401-405.
61. Arch. CSSp, 59 A III. Lettre au P. Émonet, 10 juillet 1884.
62. Karl Schwedding (F. Oscar) (1842-1898), NB : *BG*, t. 19, p. 52.
63. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Faugère, 1er mars 1884.

Second séjour au Zanguebar

De Naples, les deux voyageurs embarquent pour Aden où Mgr de Courmont donne des conférences spirituelles aux religieuses de Steamer-Point pendant que le P. Le Roy note ses propres impressions de voyage et retrace un historique de la région [64]. Le 23 mars, les voyageurs atteignent Zanzibar, à bord du *Mekka* de la *British India Company*.

Le 28 mars, Mgr de Courmont est reçu par Saïd Bargash à qui il remet une lettre et... un cadeau original du père Émonet :

« Hautesse Sérénissime, Je porte dans mon cœur la mission du Zanguebar. [...] Mgr de Courmont, premier évêque du Zanguebar, part pour sa mission, la joie dans l'âme, car il sait qu'il jouira de votre souveraine bienveillance. [...] J'ose vous prier, très illustre Sultan, de vouloir bien agréer, comme faible témoignage de cette reconnaissance, un téléphone ; c'est l'une des merveilles les plus utiles et les plus admirables de la science moderne... ».

Le 3 mai, Saïd Bargash répond au père Émonet :

« Au nom de Dieu clément et miséricordieux, De la part de Bargash Ben Saïd, fils de Sultan, à notre cher et sympathique ami Émonet, supérieur général de la Congrégation ; que sa gloire soit éternelle ! [...] Notre ami de Courmont, premier évêque à Zanzibar, est heureusement arrivé en bonne santé, et nous avons été enchantés de le voir. [...] Le lien qui existe entre nous est ancien, et, comme je l'espère avec vous, il sera constant. Le téléphone que vous m'avez envoyé m'est arrivé et je vous en remercie ; nous nous souviendrons toujours de ce témoignage d'amitié, et, comme vous le dites, cet instrument est utile et la merveille de ce siècle... »

L'*Écho des Missions d'Afrique* publiera ces deux lettres, accompagnant celle du sultan de sa version arabe [65].

Rentré à Bagamoyo, le P. Le Roy commence par réformer le système du village chrétien :

---

64. R.P. LE ROY, « Un coin de l'Arabie heureuse. Aden, Sheihk-Osman et Laffadj », *MC*, mars, avril, mai 1885 [En détail : *MC*, 1885 : 822, 6-III, 115-118 ; 823, 13-III, 125-128 ; 824, 20-III, 136-139 ; 825, 27-III, 149-152 ; 827, 10-IV, 176-178 ; 828, 17-IV, 190-192 ; 829, 24-IV, 197-201 ; 830, 1er-V, 209-213 ; 831, 8-V, 221-224 ; 832, 15-V, 232-236].

65. *Écho des Missions d'Afrique*, n° 3, juillet 1884, p. 110-112.

« Ce village [...] nous donnait beaucoup de déceptions. Anciens esclaves et, au fond traités en esclaves, travaillant pour la Mission et entretenus par elle, ils avaient gardé l'esprit d'esclave : volant ce qui leur convenait [...], infidèles dans leur ménage, et parfois désertant. Je profitai d'un voyage à l'intérieur du père Baur, organisateur de ce système, pour faire un véritable coup d'état. Après avoir assigné à chaque ménage un champ dans la libre campagne qui entoure la Mission et les avoir préparés de mon mieux, je proclamai solennellement la liberté. Désormais, chaque famille travaillerait pour elle-même et s'entretiendrait par ses propres moyens. Menuisiers, charpentiers, maçons, mécaniciens, trouvèrent à s'employer. Quelques-uns s'engageaient dans les caravanes comme gardes ou porteurs. Un code fut donné à cet embryon de société : les commandements de Dieu et de l'Église, avec sanctions appropriées. Eh ! bien, cette révolution réussit, plus de vols, plus de désertions, plus de mauvais esprit. Et vive la liberté [66] ! »

En avril de cette année-là, la revue de *l'Œuvre de la Sainte-Enfance* publie *Andalouma*, drame musical en cinq actes, composé en 1875 par Alexandre Le Roy, alors scolastique, et racontant l'histoire d'un jeune esclave catéchumène.

Ce même mois d'avril 1884, la fondation à Berlin de la *Société de l'Afrique orientale*, en vue de la colonisation allemande de cette région, amorce un tournant dans l'histoire du Zanguebar. Cette société acquiert par des traités, les territoires situés à l'ouest des états du sultan. Peu après la clôture de la Conférence internationale sur le Congo [67], qui a délimité les zones d'influence européennes en Afrique, le consul d'Allemagne à Zanzibar, annonce l'établissement d'un protectorat sur les territoires acquis par la *Société de l'Afrique orientale*. Saïd Bargash proteste, mais sous la menace des canons allemands, doit s'incliner. En 1886, anglais et allemands se répartissent le Zanguebar, ne laissant au Sultan qu'un mince ruban côtier, Zanzibar et quelques îles. L'Angleterre se réserve le nord du pays avec Mombassa pour chef-lieu et les villes de Malindi, Lamu, Kismayo. Bargasch se voit imposer par l'*Imperial British East Africa Company* un accord qui attribue à celle-ci toute autorité administrative, fiscale et judiciaire sur la région. Au sud, la partie allemande a pour chef-lieu Dar es-Salam et comprend Bagamoyo, Mhonda, Mandéra, Mrogoro. La *Deutsch-Ostafrikanische-Gesellschaft* (Com-

66. A. LE ROY, *Mes Souvenirs*, *op. cit.*, p. 36-37.
67. Du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, à Berlin.

pagnie allemande de l'Est-africain) obtient du sultan, des concessions semblables à celles des Anglais. En 1890, l'Allemagne achètera au sultan le littoral africain et cédera à l'Angleterre, le protectorat sur Zanzibar et le sultanat de Wito.

Dès 1884, Mgr de Courmont entreprend plusieurs voyages apostoliques en zone allemande, au cours desquels il ouvre de nouvelles stations : *Saint-Augustin* de Tounoungouo en 1884 [68], *Saint-Raphaël* de Kondoa en 1886 [69], et *Saint-Benoît* de la Longa lors d'un troisième voyage la même année. En fondant *Saint-Augustin* de Tunungouo, il rappelle le rôle missionnaire des foyers des villages chrétiens : *multipliez-vous en attirant dans le bercail du Seigneur, tous ces peuples au sein desquels vous allez vous établir.* Le P. Le Roy participe à ce troisième voyage ; à son retour, il en rédige pour *Les Missions Catholiques*, une relation intitulée « À la découverte ! [70] », qui sera l'amorce du sujet traité dans *La religion des primitifs*, en 1898, et lors de ses conférences de 1908 à l'Institut Catholique de Paris.

Conséquence du mouvement colonial, une nouvelle congrégation missionnaire apparaît en 1884 en Bavière, les *bénédictins de Sainte-Odile* ou *congrégation bénédictine des missions étrangères*, destinée à l'évangélisation des nouvelles possessions allemandes. Son fondateur, le P. Amrhein, entre en pourparlers avec le père Émonet ; il est convenu que les spiritains conserveront les postes fondés par eux ainsi que la partie anglaise du vicariat, et que les nouveaux missionnaires tourneront leurs efforts vers la partie sud. Le 16 novembre 1887, Rome érige la préfecture apostolique du Zanguebar méridional, la détachant du vicariat [71] qui prend alors le nom de vicariat du Zanguebar septentrional.

---

68. Mgr R. de COURMONT, « Une tournée dans le Vicariat apostolique du Zanguebar - Octobre-novembre 1884 », *MC*, septembre, octobre, novembre 1885 [En détail : *MC*, 1885 : 851, 25-IX, 462-466 ; 853, 9-X, 485-489 ; 854, 16-X, 497-502 ; 855, 23-X, 512-515 ; 856, 30-X, 521-525 ; 857, 6-XI, 536-538 ; 858, 14-XI, 545-548].

69. Mgr R. de COURMONT, « Seconde tournée dans le Vicariat apostolique du Zanguebar », *MC*, 1886 : 914, 10-XII, 594-597 ; 915, 17-XII, 604-605 ; 916, 24-XII, 615-620.

70. *MC*, juin, juillet et août 1887 [En détail : *MC*, 1887 : 942, 24-VI, 293-296 ; 943, 1er-VII, 308-312 ; 944, 8-VII, 320-322 ; 945, 15-VII, 330-334 ; 946, 22-VII, 341-344 ; 947, 29-VII, 353-356 ; 948, 5-VIII, 365-367 ; 949, 12-VIII, 381].

71. *MC*, n° 964, 25 novembre 1887, p. 556. *BG*, t. 14, p. 369-375.

Au Kilimandjaro

Lors de son second séjour au Zanguebar, le P. Le Roy a un seul objectif : atteindre le Kilimandjaro, massif montagneux, alors en zone allemande, surmonté par deux dômes volcaniques, le Kibo (5 895 m) et le Mawenzi (5 354 m). Les premiers Européens à découvrir son existence furent les pasteurs Rebmann en 1848 et Krapf en 1849, mais la Société de Géographie de Londres venant de rééditer une carte de l'Afrique orientale sur laquelle le massif ne figurait pas, leur découverte ne fut pas reconnue. De 1861 à 1888, plusieurs Européens tenteront son ascension. Le 6 octobre 1889, l'Autrichien Ludwig Purtsheller et l'Allemand Hans Meyer atteignaient enfin le sommet du Kibo, et le 19 octobre celui du Mawenzi.

Le P. Le Roy effectuera de multiples approches. En février 1886, il explore la côte et se rend à Dari-Salama [72]. Un an plus tard, en février-mars 1887, il séjourne à Mombassa, déguisé en naturaliste pour ne pas attirer l'attention des protestants et y achète un terrain en vue d'une prochaine station [73]. Rentré à Bagamoyo, il adresse aux *Missions Catholiques* une relation de ce voyage, qui suscite de vives réactions à la maison mère ; des passages jugés trop crus pour les lecteurs, se voient retranchés par le P. Barillec avant publication [74]. A la lecture de son texte revu et corrigé, le P. Le Roy lui écrit :

> « Habitué [...] à toutes sortes de paysages, celui-là n'avait pas causé dans ma personne la millième partie de l'émotion que la seule lecture a produite en vous. C'est là mon excuse, mais je le sens bien, c'est en même temps ma condamnation car en prouvant l'insensibilité scandaleuse de mon épiderme, elle montre combien vous êtes près de la pudeur innocente de votre première communion, et combien j'en suis loin [75]. »

Dans cette même lettre, il épingle vivement le cardinal Lavigerie et ses missionnaires d'Alger dont il juge la présence envahissante et anti-patriotique, voire même humiliante pour les spiritains :

---

72. R.P. LE ROY, « Dari-Salama (Zanguebar) », *MC*, 1886 : 907, 22-X, 512-514 ; 908, 29-X, 525-527.

73. *Les Annales Apostoliques*, n° 20, octobre 1890, p. 133-135. Mombassa apparaît aux missionnaires français comme un point de chute au cas où ils devraient abandonner la zone allemande.

74. R.P. LE ROY, « Mombase (Afrique orientale) », *MC*, 1887 : 962, 11-XI, 534-536 ; 963, 18-XI, 547-549 ; 964, 25-XI, 560-561.

75. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au père Barillec, 30 juillet 1887.

« ...Le rapport en question avait été fait pour qu'il fut établi par sa publication immédiate que le territoire anglais de Mombase était occupé par les P.P. du Saint-Esprit, que ce n'était pas un bien abandonné, que personne dès lors, fut-on le cardinal Allemand Lavigerie [76] et sous-pape (pardon !) ne pouvait en bonne justice y venir sans permission. Mais aujourd'hui que l'opération est faite, sans doute, que nous sommes chassés de Mombase, chassés du Kilima-Ndjaro, en attendant que nous soyons chassés du reste, vous comprendrez, j'en suis sûr, très cher père, qu'il est absolument inutile de nous donner un ridicule de plus en publiant quoi que ce soit sur ce pays que nous regardions comme notre dernier refuge, que nous aurions [?] comme notre suprême espérance. » Et il souligne « l'expression de profonde tristesse qui nous envahit tous ici, à la pensée de nous voir chassés de l'Église comme des ouvriers indignes, nous qui ne demandions qu'à mourir pour elle ».

Le 24 septembre 1887, il voyage un mois durant avec Mgr de Courmont pour reconnaître la côte anglaise de Bagamoyo à Lamu à la recherche de l'emplacement de la future station de base qui rayonnera vers l'intérieur, en direction du Kilimandjaro ; tous deux visitent Mombassa et Malindi. Le journal du P. Le Roy sera publié par *Les Missions Catholiques* sous le titre « Le long des côtes » [77]. Le 10 janvier 1889, pendant l'insurrection de Bushiri [78], il conduit une caravane de ravitaillement vers les stations de Tounoungouo, Mrogoro et la Longa. Avec le père Charles Gommenginger, il se dirige vers le Kilimandjaro. Mais sur l'insistance de Mgr de Courmont, après la destruction de la mission des bénédictins de Bavière par les insurgés, ils renoncent à poursuivre leur voyage et rentrent à Bagamoyo [79].

La correspondance du P. Le Roy souligne tout autant son impatience apostolique que sa position à l'égard des Allemands. Il écrit au père Émonet :

« Enfin, je vous écris de Mombassa. J'y suis venu le 22 juin avec mission d'y chercher une maison. La maison est trouvée. [...] Quant à la position, elle est bien claire : nous sommes en retard, tout à fait en retard ! Depuis quelques temps, la Compagnie anglaise de l'Est-Africain, qui a obtenu ces pays du sultan, s'y est ins-

---

76. Se rappeler que le nom complet de Lavigerie est : Charles Martial Allemand-Lavigerie.

77. R.P. LE ROY, « Le long des côtes. De Zanzibar à Lamo », *MC*, de janvier à mars 1889 [En détail : *MC*, 1889 : 1022, 4-I, 8-12 ; 1023, 11-I, 18-21 ; 1024, 18-I, 30-33 ; 1025, 25-I, 40-44 ; 1026, 1er-II, 52-56 ; 1027, 8-II, 65-70 ; 1028, 15-II, 77-81 ; 1029, 22-II, 89-92 ; 1030, 1er-III, 101-104 ; 1031, 8-III, 114-117 ; 1032, 15-III, 129-132].

78. Mouvement de résistance à la colonisation allemande d'août 1888 à décembre 1889 :

79. Sur ce voyage de Bagamoyo à Mandéra et à Mhonda, cf. la lettre du P. Le Roy, « Zanzibar, le 9 mai 1889 », dans *MC*, n° 1048, 5 juillet 1889, p. 317-319.

tallée avec autant d'intelligence que la Compagnie allemande a déployé de sottises du côté de Bagamoyo. Le pays est tranquille et prend un essor extraordinaire. Les chemins sont ouverts. Les protestants, établis ici avant nous, sont à toutes les avenues et prennent de bonnes positions [80]. »

Puis, il s'adresse au P. Hubert [81] :

« Comme vous voyez, je vous écris aujourd'hui de Mombassa, et mon désir est de ne plus jamais le faire de Zanzibar. Ce n'est pas que le poste y fonctionne mal, mais il y a trop d'Allemands de ce côté-là. À Mombassa où les Anglais s'établissent, la paix règne partout, l'intérieur s'ouvre et les protestants s'y précipitent. Nous qui représentons ici l'Église catholique, resterons-nous sans rien faire ? Il y aurait au moins quatre ou cinq postes à occuper immédiatement. Mais hélas ! Monseigneur est retenu à Zanzibar par la guerre et d'un autre côté Bagamoyo et les autres missions de la partie allemande entendent bien manger toutes les ressources. Que faire ? En attendant une solution, Monseigneur m'a envoyé ici finalement, avec mandat de préparer une caravane d'exploration [82]. »

En novembre 1889, Mgr de Courmont, les PP. Le Roy et Charles Gommenginger, le F. Acheul [83] et dix jeunes chrétiens explorent le cours du Tana. En huit jours, ils atteignent Lamu où ils achètent une maison qui servira de procure pour les missions du Tana. Puis, avec le consul d'Allemagne Toeppen, ils s'engagent sur la rivière Ozi en direction du canal de Bélozo pour atteindre le Tana, inaccessible par son embouchure. Le P. Le Roy décrit les passagers du bateau :

« Ce petit boutre ne laisse pas que d'avoir à son bord un personnel de choix. Ni plus ni moins que dans l'arche de Noé, on y trouve Sem, Cham et Japhet, en la personne de leurs descendants. Voilà pour les races. Et que dire des religions ? Il y a un philosophe (Welskow) et quelques païens, plusieurs musulmans et un juif, un protestant et quinze catholiques, dont un évêque, deux prêtres, un frère, onze fidèles, toute la hiérarchie en un mot, excepté le pape. Hélas ! c'est l'image de ce bas monde où sont rapprochés tant de corps dont les âmes sont si loin ! »

---

80. *BG*, t. 16, p. 696. Lettre au P. Émonet, 1er juillet 1889.
81. Louis Hubert (1832-1904). NB : *BG*, t. 23, p. 457-462.
82. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Hubert, 3 juillet 1889.
83. Acheul Dreyer (1862-1891), NB : *BG*, t. 15, p. 915.

À partir du canal de Bélozo, ils poursuivent le voyage en pirogue, atteignent le Tana, et remonte une partie de son cours. Après avoir fondé une nouvelle station, *Saint-Joseph* de Ndéra, Mgr de Courmont et le P. Le Roy prennent le chemin du retour. Le 14 janvier, ils sont à Lamu et le 20 à Malindi où ils apprennent la fin de Bushiri en décembre. Jusqu'au 30, ils explorent le cours du fleuve Sabaki, autre route possible vers le Kilimandjaro. Le 31, ils arrivent à Mombassa, puis visitent l'île de Pemba et atteignent Zanzibar le 8 février. Le P. Le Roy fera paraître, une fois de plus, son récit dans *Les Missions Catholiques* [84]. Enfin arrive le moment tant attendu de la grande expédition au Kilimandjaro. Elle durera trois mois. Ayant quitté Zanzibar le 10 juillet 1890, Mgr de Courmont, le P. Le Roy et le P. Auguste Gommenginger [85] atteignent le 10 août, les rives du lac Dyipé ; le sommet enneigé du Kibo leur apparaît alors. Ils arrivent au pied du massif le 14 août. Le 17 août, le P. Le Roy et le chef du village de Kiléma, Foumba, établissent un pacte de sang lors d'une cérémonie haute en couleur, racontée à de nombreuses reprises par le P. Le Roy [86]. Le commandant de la station allemande de Moshi, le baron d'Eltz et le docteur Baxter de la mission anglaise, les rejoignent. Le 25, ils entreprennent l'ascension du Kibo. Mgr de Courmont, malade, ne peut dépasser les 3 000 mètres et doit redescendre à Moshi avec le P. Gommenginger. Le P. Le Roy l'associera cependant à l'intégralité de l'ascension, dans son récit publié par les *Annales Apostoliques* et repris dans *Mes Souvenirs* [87] :

---

84. R.P. LE ROY, « Au Zanguebar anglais », *MC*, septembre à décembre 1890 [En détail : *MC*, 1890 : 1109, 5-IX, 435-439 ; 1110, 12-IX, 448-451 ; 1111, 19-IX, 461-465 ; 1112, 26-IX, 472-477 ; 1113, 3-X, 484-488 ; 1114, 10-X, 496-499 ; 1115, 17-X, 508-512 ; 1116, 24-X, 522-525 ; 1117, 31-X, 532-536 ; 1118, 7-XI, 545-548 ; 1119, 14-XI, 555-559 ; 1120, 20-XI, 567-573 ; 1121, 28-XI, 580-586 ; 1122, 5-XII, 593-598 ; 1123, 12-XII, 604-608 ; 1124, 19-XII, 616-620 ; 1125, 26-XII, 628-634].

85. Auguste Gommenginger (1854-1943). Frère de Charles ; depuis 1882 au Zanguebar.

86. Le récit de cette expédition au Kilimandjaro paraîtra, d'abord brièvement, dans les *Annales Apostoliques*, n° 26, avril 1892, p. 49-64, puis longuement, dans *Les Missions Catholiques*, de juillet 1892 à mai 1893, série d'articles immédiatement réunis dans le volume : A. LE ROY, *Au Kilima-Ndjaro (Afrique orientale)*, Paris, Sanard et Derangeon, sd [1893], 469 p., 6 cartes, 89 ill. [Détail de la parution dans *MC* : **1892** : 1207, 22-VII, 369-373 ; 1208, 29-VII, 384-385 ; 1209, 5-VIII, 392-394 ; 1210, 12-VIII, 406-410 ; 1211, 19-VIII, 416-418 ; 1212, 26-VIII, 428-432 ; 1213, 2-IX, 443-446 ; 1214, 9-IX, 453-457 ; 1215, 16-IX, 464-468 ; 1216, 23-IX, 477-482 ; 1218, 7-X, 504-505 ; 1219, 14-X, 512-514 ; 1220, 21-X, 524-529 ; 1222, 4-XI, 549-553 ; 1223, 11-XI, 560-562 ; 1224, 18-XI, 575-577 ; 1225, 25-XI, 586-589. **1893** : 1231, 6-I, 10-11 ; 1232, 13-I, 16-20 ; 1233, 20-I, 29-33 ; 1235, 3-II, 54-58 ; 1236, 10-II, 64-67 ; 1237, 17-II, 76-80 ; 1238, 24-II, 90-92 ; 1239, 3-III, 101-104 ; 1240, 10-III, 113-116 ; 1241, 17-III, 124-128 ; 1242, 24-III, 137-141 ; 1243, 31-III, 149-152 ; 1244, 7-IV, 161-166 ; 1245, 14-IV, 173-178 ; 1246, 21-IV, 187-189 ; 1247, 28-IV, 197-200 ; 1248, 5-V, 209-212.]

87. A. LE ROY, *Mes Souvenirs*, *op. cit.*, p. 42.

« Un mois entier nous avons étudié le pays et ses habitants, visité les principaux chefs, parcouru les plus intéressants cantons. Nous avons même, les premiers français, fait jusqu'à une altitude de 4 800 m, l'ascension de la montagne et, sur cet autel élevé à sa gloire par la main de Dieu, Mgr de Courmont a célébré le saint sacrifice de la messe pour l'Afrique entière [88]. »

Le P. Le Roy, M. d'Eltz, le Dr Baxter et une partie de l'expédition poursuivent l'ascension jusqu'au plateau séparant le Kibo du Mawenzi. Puis, le P. Le Roy grimpe seul jusqu'à 5 000 m. Le 5 septembre, l'expédition est de retour à Moshi. Une nouvelle station est fondée à Kilema (Notre-Dame de Lourdes) et confiée au P. Auguste Gommenginger. Le 10 octobre, Mgr de Courmont et le P. Le Roy arrivent épuisés à Bagamoyo. Ils y apprennent le désastre de la mission du Tana : la crue du fleuve a détruit la mission. Dès le lendemain, le P. Le Roy part au secours du P. Charles Gommenginger et du F. Acheul. Il les retrouve à Lamu, mais le P. Charles meurt le 31, sur le bateau du retour près des côtes de Zanzibar. Malade, le P. Le Roy doit faire un nouveau séjour à l'hôpital de Zanzibar ; ce qui lui donne l'occasion de rencontrer l'écrivain polonais Henryk Sienkiewicz [89], hospitalisé lui aussi.

La richesse botanique du Kilimandjaro a ébloui le P. Le Roy : « Cette montagne est en réalité une sorte d'amphithéâtre immense où sont exposés les spécimens les plus divers parmi les plantes que le Créateur a semées sur la terre [90]. » Lors du voyage de retour, il perdra la moitié des 500 ou 600 espèces qu'il a recueillies, mais le reste sera étudié par le P. Sacleux, correspondant du Muséum d'histoire naturelle de Paris. La faune suscite depuis longtemps son intérêt ; nous savons qu'en 1882, il a expédié par bateau, un crocodile pour le Jardin des Plantes [91]. Du Kilimandjaro, il rapportera cinq espèces d'escargots jusqu'alors inconnues, qui recevront de l'Institut des Sciences les noms de Mgr de Courmont et du P. Le Roy : *Planorbis Courmonti, Melania Courmonti, Helix Courmonti, Cleopatra Le Royi, Helix Le Royi* [92].

---

88. A. LE ROY, *Annales Apostoliques*, n° 26, avril 1882, p. 63.

89. Henryk Sienkiewicz (1846-1916), écrivain et journaliste polonais ; exalta le passé de la Pologne alors que celle-ci était rayée de la carte en tant qu'état indépendant. Auteur du célèbre *Quo vadis ?* (1896), prix Nobel de littérature.

90. A. LE ROY, *Au Kilimandjaro*, *op. cit.*, p. 335-336.

91. Arch. CSSp, 59-A-III. Lettre au P. Émonet, 7 décembre 1882.

92. Le nom du P. Le Roy avait déjà été associé à des mollusques et à des poissons du Zanguebar : *Bulletin du Muséum d'histoire naturelle*, 1897, n° 3, p. 81-84.

1892 : le P. Le Roy quitte le Zanguebar

Pour Alexandre Le Roy, l'activité missionnaire réclame enthousiasme, courage, dévouement, abnégation, jusqu'à l'éventualité du martyre. Des points saillants qui ont caractérisé son séjour au Zanguebar, on retient son apostolat à l'orphelinat et au village chrétien de Bagamoyo, mais aussi ses voyages à travers le pays pour remplacer ses confrères ou fonder de nouvelles stations. Son célèbre voyage au Kilimandjaro, apogée de son séjour en Afrique de l'est, a mobilisé toutes ses énergies. En le suivant au cours de ces années, nous découvrons un missionnaire ardent, sensible et curieux de tout, un travailleur acharné, entreprenant, toujours insatisfait de lui-même, un homme doté d'humour, parfois grinçant et acide lorsque l'occasion se présente. Son insatiable curiosité intellectuelle jointe au double désir de faire connaître le Zanguebar à la France et d'attirer des vocations, lui ont fait entreprendre de nombreux récits de voyages et travaux scientifiques, publiés dans le bulletin de l'*Œuvre de la Propagation de la Foi* ou dans *Les Missions Catholiques* et qui fourniront par la suite matière à ouvrages. Ses écrits, sans oublier sa correspondance, révèlent une âme d'artiste, un écrivain à la plume épique, ne refusant jamais la polémique ; il s'y ajoute un talent de dessinateur. Il est soucieux d'exactitude, comme il le dit au directeur des *Missions Catholiques* :

« Il y aurait pour tous ces pays de l'Afrique orientale, une chose intéressante à faire et à laquelle j'ai pensé : ce serait de redresser les principales erreurs concernant les noms géographiques étrangement travestis par les voyageurs. Un seul exemple : voilà Stanley qui n'a pas assez de termes pour se moquer de Speke et de Grant, coupables d'avoir appelé Kazeh ce qu'il appelle Tabora. Tabora est aujourd'hui aussi connu que n'importe quelle ville européenne. Eh bien ! ce n'est pas Tabora, c'est Tobora ! Il en est de même pour tout le reste [93]. »

Au P. Barillec, il se plaint des erreurs contenues dans un texte écrit par lui pour *Les Missions Catholiques,* mais réécrit à la maison mère :

« Un point qui me plaît moins, c'est que vous ayez fait transcrire le reste pour Mgr Morel. [...] Car ce reste ayant été transcrit [...] avec des erreurs invraisem-

93. *MC*, 3 juin 1887, p. 256.

blables, erreurs de chiffres, erreurs de dates, erreurs de noms communs et de noms propres [...], il était inutile d'ajouter ce péché actuel [94]. »

Son goût pour la linguistique, dû en partie au P. Sacleux, lui a fait publier entre autres, une grammaire swahili, un dictionnaire français-swahili et swahili-français, ainsi que dans cette même langue, des manuels scolaires (syllabaire, arithmétique...) et catéchétiques (histoire sainte, livres de prière et un *Catéchisme de la doctrine chrétienne*). Européen, Français, porteur des idées de civilisation et de mission chères au pontificat du pape Léon XIII, adversaire de l'islam, du protestantisme et du paganisme, le P. Le Roy a pourtant entretenu des relations d'amitié avec nombre de musulmans, de protestants et de païens. Mais sa correspondance nous montre aussi qu'il porte en lui de nombreuses souffrances. C'est un patriote, la présence allemande en Afrique de l'Est l'affecte profondément : il y voit une menace pour l'apostolat de la congrégation ; il sent qu'il ne pourra plus rester très longtemps au Zanguebar : « Si le pays devient tout à fait prussien, il faudra bien que je vous demande une place de sous-archiviste [95]. » Le seul nom du cardinal Lavigerie le fait frémir ; il le soupçonne d'être trop favorable aux Allemands et de vouloir évincer les spiritains du Zanguebar. Lorsque Lavigerie envisage d'organiser des compagnies de jeunes chrétiens européens pour protéger les missionnaires et s'attaquer aux caravanes d'esclavagistes, il réagit fortement :

« Si ce grand homme cherche à compromettre définitivement les Missions et à procurer aux missionnaires la faveur de verser leur sang dans des exercices de fantasia, il est probable que ses efforts auront un certain succès [96]. »

Enfin, le fait de n'avoir jamais eu, au cours de ces dix années au Zanguebar, de poste fixe, lui donne le sentiment de ne pas répondre aux besoins de l'évangélisation, et d'être un missionnaire inefficace voire même inutile.

« Je commence à voir clair dans ma vocation : je suis né avec un bâton en main, voyageur perpétuel [97]. »

---

84. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Barillec, 30 juillet 1887.
95. Arch. CSSp, 59-A-III. Lettre au P. Barillec, 31 août 1885.
96. Arch. CSSp ; 59-A-III. Lettre au P. Hubert, 23 novembre 1888.
97. Arch. CSSp, 59-A-III. Lettre au P. Barillec, 31 août 1885.

« Ma position actuelle et celle que j'ai toujours eue au Zanguebar, est de n'en point avoir. Sous-vice-directeur de toutes espèces de choses par intérim, hier à Bagamoyo, aujourd'hui à Zanzibar, demain sur les chemins de l'intérieur, après-demain en mer, et plus tard tenant une position en attendant qu'un autre vienne [98].

« Je n'ai jamais eu de fonctions régulières et définitives, quoique je les aie à peu près toutes remplies, ma fonction étant précisément, chaque fois qu'un vide venait à se faire, d'aller essayer de boucher le trou [99]. »

Poursuivi par ce sentiment d'inutilité, par cette impression de ne pas répondre aux besoins de la mission et par son malaise à l'égard de la présence allemande, il songe sérieusement à quitter le Zanguebar :

« Dans le Zanguebar allemand, un missionnaire qui n'est pas de langue allemande n'est pas à sa place - et il y sera maintenant moins que jamais - il se sent étranger. Il voit qu'il gêne. Il l'entend dire au besoin. C'est fort pénible. [...] Dans la sphère allemande comme dans la sphère anglaise, les traditions veulent qu'on utilise son temps, son argent, son activité et sa santé à des installations matérielles et à je ne sais quel gouvernement de villages d'esclaves, de sorte que après six, douze, quinze ans, on n'a encore ni commencé, ni réglé le travail d'évangélisation du pays, on n'a pas encore un seul chrétien indigène ! Pour ces motifs, mon très révérend Père, je me sens inutile en ce pays, et si je trouve à travailler quelque part ailleurs, j'en remercierai le bon Dieu [100]. »

En septembre 1891, il rejoint une nouvelle fois Mombassa où il fonde la station du *Saint-Esprit* qui servira de procure à la partie anglaise du vicariat apostolique. Mais, ses relations avec les autorités allemandes s'étant envenimées, ces dernières obtiennent son départ. Et, le 26 mars 1892, il arrive à Paris, après dix ans et deux mois passés au Zanguebar qui lui a témoigné sa reconnaissance en mars 1888, lorsque Saïd Bargasch l'a promu au grade de grand-officier de l'*Étoile Brillante de Zanzibar*.

98. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Collin, 3 avril 1887.
99. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au P. Émonet, 2 octobre 1888.
100. Arch. CSSp, 56-A-I. Lettre au père Émonet, 3 décembre 1890.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 57 à p. 72.

L'implantation des spiritains au mont Kilimandjaro

Annie Lenoble-Bart *

La sortie des offices dans les vieilles paroisses du Kilimandjaro est tellement impressionnante que l'historien ne peut que s'interroger sur l'histoire de l'implantation de ces missions de l'Est africain. Le rapatriement de la majeure partie des archives spiritaines de cette époque à Chevilly-Larue [1] a été une incitation supplémentaire pour une universitaire bordelaise membre d'une équipe de recherche travaillant sur ce fascinant massif [2].

Il faut d'abord replacer brièvement l'intérêt des Européens pour le « toit de l'Afrique » dans le contexte de l'époque : préoccupations commerciales des grands entrepreneurs acquis au libre-échange, préoccupations politiques des nations colonisatrices, préoccupations évangélisatrices des sociétés missionnaires protestantes comme catholiques, souci transversal de s'attaquer à la traite esclavagiste…

---

* Annie LENOBLE-BART, est professeur à l'IUT Michel de Montaigne, Université de Bordeaux 3.

1. Les *Journaux de communauté*, entre autres, constituent une source précieuse pour écrire l'histoire de ces installations. Les premiers missionnaires furent surtout Alsaciens et la plupart de leurs textes sont en français, même si quelques-uns sont rédigés en allemand (ce n'est que beaucoup plus tard qu'ils sont en anglais). Nous tenons à remercier le P. Paul Coulon, qui nous a signalé le retour de ces documents à Chevilly. Les références de sources, sauf mention contraire, proviennent de là.

2. DYMSET, UMR rattachée à l'Université de Bordeaux 3. Les résultats des différentes enquêtes font l'objet d'un volume sous presse.

L'évangélisation à la fin du XIX[e] siècle

Entre 1848 - date de la première indication du pasteur Rebmann de neiges sur le Kilimandjaro - et 1889 où Hans Meyer et de Ludwig Purtscheller atteignent le sommet, plusieurs expéditions, en général décidées en Angleterre, essayèrent, avec bien des difficultés, d'explorer la montagne. Et si l'article 6 de l'Acte de Berlin (1885) [3] accélère le mouvement missionnaire, la christianisation ne se fit qu'à la fin du XIX[e] dans un climat troublé par des luttes incessantes entre chefferies et parallèlement à l'implantation de puissances coloniales rivales (Anglais/Allemands surtout). Protestants comme catholiques en subirent les contrecoups : pertes humaines et matérielles, relations très fluctuantes avec les autorités coutumières ou étrangères, au gré des humeurs et des préoccupations des uns ou des autres, etc. Mais évangéliser le Kilimandjaro était un objectif prioritaire pour tous.

Les rivalités entre catholiques et protestants

Leurs actions furent identiques : explorations, pourparlers, achat de terres, apprentissage des langues, installation d'écoles (l'intérêt premier des Chagga semble avoir été pour la lecture et l'écriture), de dispensaires, d'orphelinats, de jardins potagers, de plantations de café et, bien sûr, de lieux de culte.

Malgré tous ces points communs, les rivalités bercent toute cette histoire, même si les uns et les autres, comme le prouvent les sources disponibles, firent de gros efforts pour s'en tenir à un *gentlemen agreement* et s'offrirent le cas échéant, de temps à autre, aide ou hospitalité.

Les Luthériens furent très actifs pendant le protectorat allemand (1891-1914) mais leurs missionnaires se firent distancer dans la région du Kili-

---

3 . « Toutes les puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans les dits territoires (...) protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les initiatives et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

« Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoirs et collections seront également l'objet d'une protection spéciale.

« La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers. Le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'édifier des édifices religieux et d'organiser des missions appartenant à tous les cultes ne seront soumis à aucune restriction ni entrave. »

mandjaro. Au moment de l'évangélisation, côté catholique, ce sont les spiritains qui, finalement, ont en partage la zone, après bien des atermoiements.

Le Kilimandjaro dévolu aux spiritains

Des comboniens - fondés en 1867 - souhaitaient, à partir du Soudan, remonter le Nil ; le Supérieur général de la Société des Missions africaines « avait été chargé en 1876 par la Propagande d'explorer les possibilités d'évangélisation de l'Afrique Centrale [4] ». Divers missionnaires se rendirent à Rome, à partir de 1877, pour que l'intérieur soit confié à leur congrégation. Parmi eux, les pères blancs du Cardinal Lavigerie, se firent insistants.

À partir de 1887, ce sont des bénédictins bavarois qui, eux aussi, négocièrent une installation. « Les missionnaires allemands sont habitués au froid de leur pays natal : il leur faut les montagnes du Kilima Njaro, où ils trouveront la même température ; et il importe souverainement que les premiers ne soient pas trop éprouvés au point de vue de leur santé. Du reste le public et le Gouvernement sont déjà informés que les PP. Bénédictins de Bavière iront s'établir dans le Nord [5]. » Ils publièrent dans le *Nassauer Bote* et dans le calendrier de Sainte-Odile de magnifiques gravures du Kilimandjaro [6]. C. Peters, à la tête d'une compagnie de commerce allemande, méfiant vis-à-vis des missionnaires français, réclamait des religieux allemands. Pourtant, dès 1881, Rome avait fixé la limite entre le vicariat du Zanguebar (Zanzibar) et les deux nouveaux pro-vicariats de l'intérieur dévolus aux pères blancs : les spiritains eurent en partage une zone côtière de 400 km environ.

La progression vers le Kilimandjaro

Les Pères du Saint-Esprit étaient présents à l'est et à l'ouest de la zone étudiée. Venus de la Réunion où ils s'étaient occupés des affranchis, ils

---

4. Cf. H. KOREN et H. LITTNER, « Lavigerie et les missions spiritaines au cœur de l'Afrique », *Mémoire Spiritaine* n° 8, deuxième semestre 1998, p. 33.

5. *Bulletin général de la Congrégation du Saint-Esprit* (désormais : *BG*), n° 321, novembre 1913, t. 27, p. 328.

6. *BG*, n° 321, novembre 1913, t. 27, p. 327.

Dans les années 1930, état des trois vicariats apostoliques d'Afrique orientale, confiés aux spiritains : Zanzibar, Kilimandjaro et Bagamoyo.

Cartographie de Maurice Briault cssp.

s'étaient vu confier la préfecture apostolique du Zanguebar créée en 1860 ; ils s'installèrent à Zanzibar en 1863, à Bagamoyo en 1868. La première station implantée en dehors de la côte fut, après diverses tentatives, Mhonda (1877) à 980 m d'altitude dans les montagnes du Ngourou, à 175 km de Bagamoyo.

Sur la côte ouest, en 1865, l'ancienne préfecture apostolique du Congo avait été confiée aux spiritains. Ceux-ci, dès l'année suivante, font un premier voyage exploratoire de l'estuaire du Congo, mais il faudra attendre 1880 pour qu'ils y fondent la mission de Boma. Les missionnaires du Zanguebar rêvaient « de traverser l'Afrique et de donner la main à leurs confrères venant du Congo [7] ». Nous n'insisterons pas sur leur progression vers l'ouest pour nous limiter aux fondations au Kilimandjaro même.

Les rapports à la Propagande [8] insistent sur la nécessité de pénétrer vers l'intérieur où les populations semblent réceptives. On peut ainsi y lire, en date du 28 novembre 1883 : « Avancer dans l'intérieur de l'Afrique, mais prudemment, sans jamais reculer ; et cela avec les enfants de la Mission arrachés à l'esclavage et formant maintenant des familles chrétiennes, tel est le plan conçu depuis plus de vingt ans et mis en exécution, au moins en partie, grâce aux charitables aumônes de la Propagation de la Foi. [...] Le protestantisme, avec l'or et l'appui de l'Angleterre avance. Ne devrions-nous pas les devancer, en établissant des missions au sein de tous les peuples de l'intérieur que nous avons à évangéliser ? »

Il se trouve que le baron Von Eltz, chef de la station allemande, basé à Moshi, voulant établir au Kilimandjaro une colonie de Polonais catholiques, s'adressa à Mgr de Courmont, le vicaire apostolique du Zanguebar, pour avoir un prêtre catholique ; une station est alors envisagée [9]. Les préparatifs d'une expédition commencèrent alors mais une insurrection, qui amena le massacre de bénédictins, ralentit le calendrier.

---

7. H. KOREN et H. LITTNER, *op. cit.*, p. 34, se référant à un écrit du P. Horner cssp publié dans *Les Missions Catholiques*, t. 3, n° 118, 23 septembre 1870, et rapportant, p. 308, les propos d'un voyageur : « Si votre mission du Zanguebar continue à prospérer comme elle l'a fait jusqu'ici, vos successeurs traverseront l'Afrique et donneront la main à leurs confrères du Congo ».

8. Arch. CSSp, Boîte 196-A.

9. *BG*, n° 321, novembre 1913, t. 27, p. 328.

Des débuts difficiles

Partir de la Côte pour atteindre le Kilimanjaro représentait à l'époque une aventure qui nécessitait des mois et des mois de préparation. Toute négligence pouvait être fatale et transformer le périple en catastrophe, comme ce fut très souvent le cas. « En 1888, le P. Gommenginger, alors supérieur de Mrogoro, était rentré en Europe dans le but d'y faire les préparatifs nécessaires pour la fondation d'une station au Kilima-Ndjaro [10] ». Le P. Le Roy, lui, se rend à Mombasa pour y étudier une possible route.

L'expédition de 1890

Le voyage préliminaire de Mgr de Courmont et des Pères Le Roy et Gommenginger, en 1890, marque les débuts de l'implantation de l'Église catholique dans cette région [11]. L'objectif était d'étudier la montagne pour fonder des paroisses dans un milieu bien peuplé et moins hostile que celui des Massaïs.

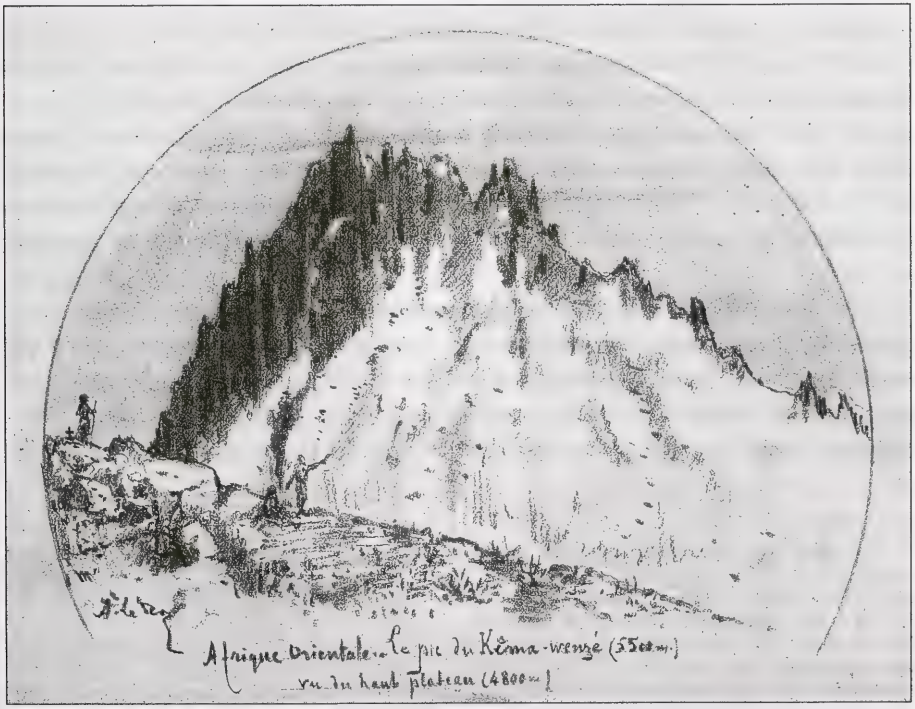
La première expédition fut préparée minutieusement. Mgr de Courmont a écrit plusieurs lettres qui en décrivent les tenants et les aboutissants. « Ce pays [...] est formé d'un magnifique massif de montagnes, dominé de deux pics, le Kibo haut de 6000 mètres et le Kima de 5 300. Il est fertile, sain et très populeux. Les Washaga, ou noirs indigènes de la région montagneuse, sont intelligents, industrieux, désireux de s'instruire. Leurs enfants nombreux s'empressent autour du missionnaire, sans trop révéler cette nature sauvage qui, après une première curiosité satisfaite, les disperse [...]. Nous pouvons donc augurer beaucoup de bien de cette mission, surtout si le Kilima Ndjaro devient, comme il en a été question, un pays d'émigration pour une population laborieuse de paysans catholiques allemands. Toutefois, l'éloignement de ce point qui rend difficiles l'organisation et l'expédition de caravanes fait aussi de cette fondation une œuvre qui demandera plus de peines, d'ennuis, de tribulations de toute nature et des dépenses plus considérables.

---

10. *Bulletin de Zanzibar* 1886-1888, cité dans *Bulletin des œuvres, Mission du Kilima-Ndjaro, BG*, n° 321, novembre 1913, t. 27, p. 328.

11. Cf. *The Catholic Church in Moshi, A Centenary Memorial 1890-1990*, 201 p. Disponible en Tanzanie.

Massif du Kilimandjaro : le mont Kibô. Dessin original d'A. Le Roy.



Massif du Kilimandjaro : le Kima-Wenze. Dessin original d'A. Le Roy.

Archives CSSp

Mais nous avons confiance en Dieu, et c'est pour cela que nous allons quand même de l'avant [12]. » Un dossier manuscrit rapporte que les bagages de la première caravane pour Kilema ont mis un an pour arriver [13] !

Les carnets personnels manuscrits de Mgr de Courmont [14], illustrés de nombreux croquis à la plume, insistent sur la beauté saisissante du paysage. Le P. Le Roy [15] a fait la même chose mais il a, par la suite, publié de très nombreuses versions de ses annotations, tant dans des revues que dans des livres sur ce périple qui dura trois mois, avec 40 porteurs « qui déjà aux portes de Mombasa menaçaient de rompre leur contrat ». A travers le désert, la caravane poursuit sa route. Il faut au P. Le Roy une patience et une poigne respectable pour mater les porteurs qui conspirent toujours entre eux, menacent de faire grève et tiennent des propos tels « qu'ils feraient rougir des gorilles et même des journalistes [16] ».

La première fondation à Kilema (1891)

Le 15 août 1890 a lieu la fameuse messe à 3 800 m d'altitude sur les flancs de la montagne, l'entrée à Kilema et les premiers contacts. À partir de là, le P. Gommenginger reste à Moshi, avant de s'installer le 9 février 1891 dans la première mission (Kilema), tandis que les autres sont de retour le 10 octobre à Zanzibar, faisant ensuite partir une caravane qui arrive à destination en janvier 1891. Fin mars, deux autres missionnaires viennent en renfort.

Les localisations furent mûrement réfléchies : « Dès mon voyage d'exploration, nous avions déterminé deux points qu'il importait absolument d'occuper pour être désormais maîtres de toute la région quoi qu'il advint par la suite des tentatives d'occupation faites par les Protestants » se rappelle Mgr de Courmont dans une lettre du 1er juin 1892. La première fut finale-

---

12. Lettre du 1er décembre 1890 à M. le Président du Conseil Central de la Propagation de la Foi, manuscrit dans Arch. CSSp, Boîte 196-A. La lettre a été publiée dans les *Annales Apostoliques,* n° 22, avril 1891, p. 41-44. Voir aussi la lettre du 1er mars 1890.

13. Arch. CSSp, Boîte 402-B-III.

14. Arch. CSSp, Boîte 198-B-2. Ces carnets sont, malheureusement, très difficiles à déchiffrer et de surcroît, souvent… en latin !

15. Le P. Le Roy sera nommé, en 1892, vicaire apostolique du Gabon. Il sera, par la suite, Supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit, pendant 36 ans.

16. Arch. CSSp, Boîte 402-B-III.

ment Notre-Dame de Lourdes de Kilema, à la suite d'accords avec le résident allemand, le Dr Peters, et le chef local, Fumba, puisque les protestants étaient déjà à Moshi. Cette mission devint vite un vaste ensemble comportant église, écoles, séminaire, bâtiments, plantations. « En 1892 la chapelle et six grandes cases s'élevèrent à la grande admiration des indigènes et des Allemands. Le F. Blanchard, surnommé Makokota (le défricheur) eut bientôt dans son jardin tous les légumes qui poussent à Orly [17]. [...] Dès le début, le P. Auguste eut une classe de 45 enfants parmi lesquels les fils des Sultans Fumba et Mareale. Fumba avertit le père que, loin de s'opposer au catholicisme, il entendait se faire baptiser... mais un peu plus tard, quand il ne pourrait plus boire, c'est à dire, avant de mourir [18]. »

Une lettre de Mgr Allgeyer du 26 novembre 1902 à l'œuvre de la Sainte-Enfance signale la « fondation d'un nouvel orphelinat de filles à Kilema. Il en existe déjà un pour les filles à Kibosho, où quatre religieuses se sacrifient pour élever les filles chrétiennement ». Pour financer tout cela, les pères ont introduit le caféier dès le départ [19]. Par exemple, une lettre du 22 février 1928 à la maison mère demande un frère ; « un seul, intelligent, entreprenant. Chevilly en a tant et tant pour le jardin et les champs ; ici il n'en faudrait qu'un seul. Il n'aurait à s'occuper que des cultures et l'avenir du séminaire serait assuré. [...] Le séminaire possède un terrain d'environ 200 ha : un frère pourrait en tirer des ressources ». Car « il faut se débrouiller soi-même. Le bon et pratique F. Sébastien y a songé et tout en bâtissant, il a commencé une plantation de café. Mais lui est maçon [20] ». Une missive du 1er octobre suivant remercie pour l'envoi du frère.

La mission comporte plusieurs annexes : Kirua qui se développe à partir de 1922 deviendra station indépendante en 1947, comme Marangu ou Maua, « la mission la plus élevée du Kilimandjaro. Elle est située juste au-dessous de la forêt vierge, à trois miles de Kilema ». Son école remonte à 1924, son église à 1935. Elle put se développer grâce aux ressources du café, comme

17. A Orly, à cette époque, se trouvait le noviciat de la Congrégation du Saint-Esprit.

18. Arch. CSSp, Boîte 402-B-III.

19. Arch. CSSp, Boîte 401-B : « La mission catholique de Kilema a l'honneur d'avoir importé cette source de richesse dans ce pays à peine exploré. » Plus tard, le R.P. Soul, à la suite de sa Visite du District du Kilimandjaro, de janvier à mars 1934, note dans son rapport : « Plusieurs missions se suffisent avec leurs plantations de café : Uru, Kibosho, Kilema, Gare » (régulièrement, des « Visiteurs » sont envoyés dans les différentes circonscriptions de la congrégation par les autorités supérieures de la Congrégation du Saint-Esprit, auxquelles ils présentent, à leur retour, un rapport détaillé).

20. Arch. CSSp, Boîte 402-A-II.

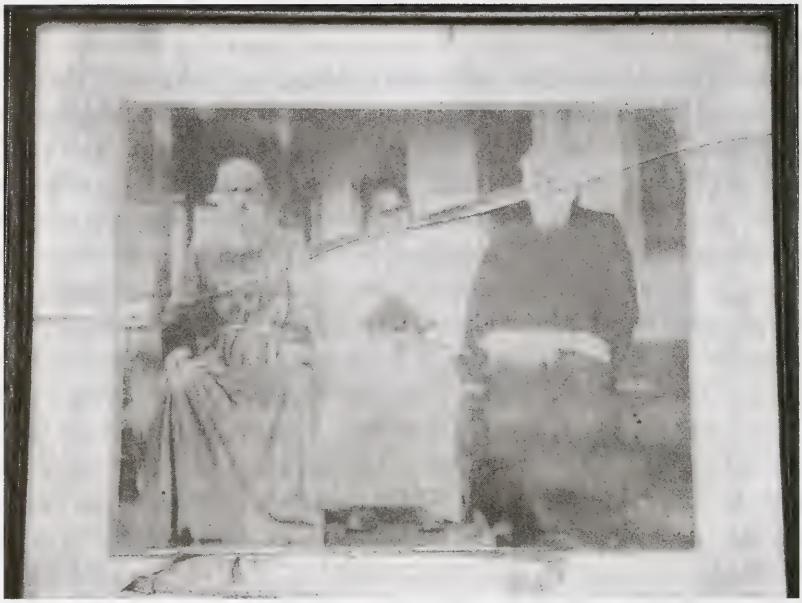


Photo : François & Annie Bart 1998

Au-dessus de la porte du presbytère de Kilema,
dans un sous-verre, une photo de 1939, de g. à dr :
Mgr Munsch, l'abbé Mtana, le P. Auguste Gommenginger.

« Le premier évêque du Kilima-Ndjaro ordonne son premier prêtre indigène »

« Le samedi-saint, 8 avril 1939, S. Exc. Mgr Munsch, évêque titulaire de Magnésie, ancien Vicaire apostolique du Kilima-Ndjaro, ordonnait le premier prêtre de la Mission, M. l'abbé Mtana. Le lendemain une foule énorme assistait à la première messe du jeune prêtre.

« Après l'ordination, M. l'abbé Mtana vit venir à lui le premier missionnaire du pays, qui lui demanda sa bénédiction : c'est un brave missionnaire de 82 ans [le P. Auguste Gommenginger], qui pénétra dans la région voilà 50 ans. Mgr Munsch, qui donna sa démission en 1923, fut le premier Vicaire apostolique du Kilima-Ndjaro. »

Les Missions Catholiques, n° 3316, 16 juillet 1939, p. 330.

à Kilema d'ailleurs. On y trouve le noviciat des frères africains : « Maua fut choisi comme un site agréable tant pour la vue que pour la santé », constate un rapport de 1953 [21].

Les lettres écrites depuis Kilema évoquent, de temps à autre, le panorama saisissant. Celle du 29 avril 1948 sous la plume du P. Vogel note : « Et me voilà dans le beau pays du Kilima Njaro... le dôme superbe du Kibo et les pics sauvages du Wamenzu et la neige éternelle, chef d'œuvre de la belle nature créée par Dieu et où jamais main d'homme n'a pu toucher... » Le *Bulletin général* de 1923 précise : « Enfin le Séminaire sort lentement de terre. Cette construction s'élèvera à l'endroit où en 1890 Mgr de Courmont et ses confrères durent se glisser sous les épines pour échapper à la surveillance des gens du Kilema. Cet endroit est l'un des plus beaux sites du Kilima-Ndjaro [22]. »

Kilema a, du fait de son antériorité, de tout temps, gardé une sorte de prééminence au sein des missions et de nombreuses manifestations importantes s'y sont déroulées. Ce fut en particulier là que fut sacré le premier évêque de Moshi en 1953.

Le réseau de paroisses du Kilimandjaro

À partir de Kilema, malgré bien des obstacles, un réseau de paroisses et d'annexes fut peu à peu constitué sur les flancs de la montagne, méthodiquement. Les sources permettent de suivre les fondations ; ces documents montrent que leur création ou leurs débuts furent souvent largement perturbées par les conflits entre chefs, entre ces derniers et les Allemands [23], mais surtout par la Première Guerre mondiale.

La « trinité » du Kilimandjaro : Kilema, Kibosho, Rombo

La deuxième création, après celle de **Kilema**, fut Notre-Dame de la Délivrande à **Kibosho** en 1893 [24], à la suite d'une nouvelle venue de Mgr de

---

21. Arch. CSSp, Boîte 403 A I, dans une traduction française abrégée d'un rapport en anglais du supérieur du district, le Père C. Watkins.
22. *BG*, n° 398, octobre 1923, t. 31, p. 367.
23. Arch. CSSp, Boîte 197 A III. Correspondance de Mgr de Courmont.
24. Les annexes Mbosho, Umbwe, devenues stations indépendantes en 1947, sont confiées aux prêtres africains en 1950, Narumu devient mission au même moment.

Courmont qui écrit le 1er juin 1892 : « Dès mon voyage d'exploration, nous avions déterminé deux points qu'il importait absolument d'occuper pour être désormais maîtres de toute la région [...] [25]. » Il note plus tard : « Nous avons fondé N.D. de la Délivrande au Kilima Njaro, à 3 jours de Kilema. Nous avons devancé les protestants [26]. » « Avec elle nous occupons tout le cœur du Kilima Njaro et la Ste Vierge qui est N.D. de Lourdes à Kilema et N.D. de la Délivrande à Kibosho, trône sur cette belle montagne [27]. » La mission a été fondée par le P. Gommenginger venu de Kilema en hâte car les Luthériens convoitaient aussi le site. « Il obtint l'emplacement du bien connu et terrible Mangi Sina. On dit qu'il le donna, convaincu qu'il était que la mission ne tiendrait jamais à cause des loches qui en formaient le sol. » dit le *Bulletin général.*

Mgr de Courmont a consigné le 3 novembre 1893 : « Les Allemands ont battu Meli et reconquis leur situation perdue par la témérité de M. de Bulow. Le chef actuel, M. Joannès, a dit au P. Auguste : " Hâtez-vous d'occuper tout ce que vous voudrez, avant que n'arrivent les ministres protestants ". Aussi le P. Auguste a-t-il tout de suite été prendre possession de Kibosho chez le chef Sina, au pied du grand pic de 6 100 m. La station sera à deux jours de Kilema. Pour que la Ste Vierge soit seule à régner sur cette belle montagne, je donne pour patronne à la fondation nouvelle N.D. de la Délivrande. Ce sera en souvenir de la Martinique. N.D. de la Délivrande a bien opéré du reste la délivrance de ce pays où le despotisme de Méli nous rendait la situation intolérable [28]. »

De là, on peut voir le sommet du Kibo et comme l'écrit joliment un missionnaire à son supérieur : « Vous pourriez vous lever à cinq heures comme à Paris et contempler avant d'aller à l'église le Kibo, un chef d'œuvre de l'exposition coloniale du Bon Dieu [29]. » Déjà le *Bulletin général* de 1913 disait : « La mission [...] ne voit au-dessus d'elle que les moraines, les glaciers et la neige éternelle du Kibo. Un tel spectacle reste une leçon saisissante ; la Mission ne l'oublie pas [30]. »

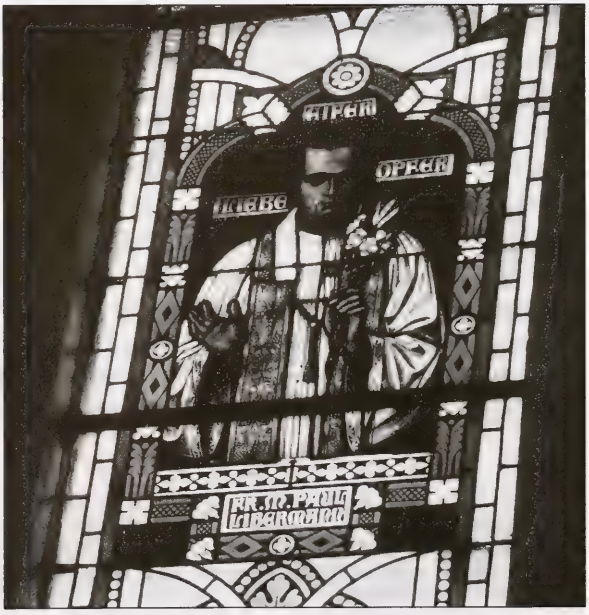
---

25. Arch. Cssp, Boîte 197-A-III.
26. Lettre de Mgr de Courmont, 15 janvier 1894, Arch. Cssp, Boîte 197-A-III.
27. Lettre de Mgr de Courmont du 19 janvier 1894, *Ibidem.*
28. Lettre du 3 novembre 1893, *Ibidem.*
29. Kibosho, lettre du P. Léon Furhmann, 26 janvier 1932, Arch. Cssp, Boîte 402-A-IV.
30. *BG*, n° 321, novembre 1913, t. 27, p. 335.

Photos : François & Annie Bart, 1999.

Lors de leur voyage d'étude dans le massif du Kilimandjaro François et Annie Bart sont passés dans toutes les missions fondées par les spiritains. Cette origine saute... aux yeux dans les vitraux des églises où l'on peut voir le portrait du père Libermann. Ainsi dans l'église de la première mission, à Kilema *(ci-contre)*. Ce vitrail date du début du XX[e] siècle, puisque Libermann y est inscrit Vénérable, ce qui fut proclamé par Rome le 19 juin 1910. On notera aussi qu'à cette date et en cet endroit, il est encore proclamé *fondateur (« instaurator »)* de la congrégation du Saint-Esprit.

Libermann est également présent dans un des vitraux de l'église de Rombo. On peut y lire en allemand - donc ce vitrail date d'avant la première guerre mondiale - les trois mots testamentaires de Libermann : *Ferveur, Charité, Sacrifice.* On notera que dans son triple prénom habituel : *François Marie Paul,* on a abrégé les deux premiers pour ne garder en entier que le nom de l'Apôtre : *Paul.*



Rombo (Fisherstadt), plus à l'est, date de 1898. Elle eut pour annexes *Mashati* (sur le côté est du Kilimandjaro, devenue mission en 1912 mais fermée de 1922 à 1926 par manque de personnel) et *Mengwe* qui deviendra mission en 1950.

Au début du XX[e] siècle, on comptait donc trois missions catholiques principales, symbolisant la « trinité du Kibo ».

Le 9 mars 1901, Mgr Émile Allgeyer, vicaire apostolique alsacien, pouvait écrire au supérieur général : « Hier je suis revenu [...] de mon troisième voyage au Kilima Njaro. [...] Pour le moment je ne puis vous donner un rapport détaillé de tout le bien qui se fait. [...] Dans chaque station tout marche admirablement bien, mais surtout à Kibosho où 22 écoles sont visitées régulièrement par plus de 3 000 enfants du pays. Les religieuses, établies dans la mission depuis un an, ont un beau couvent en pierres. Elles [...] cultivent la terre et font de Kibosho un vrai paradis [31]. »

Les rivalités avec les protestants étaient toujours vives : « Les ministres protestants allemands multiplient leurs efforts et cherchent à restreindre le plus possible notre action au Kilima-Njaro. Devant leurs progrès envahissants, le chef de la station allemande de Motchi, le capitaine Johannès très bien disposé pour nos confrères, qu'il a plusieurs fois exhortés à prendre possession immédiate de telle ou telle province convoitée par les ministres, n'a trouvé rien de mieux à faire que de décider officiellement le partage des provinces entre catholiques et protestants [32]. » De fait, on remarque que certaines zones deviennent entièrement catholiques, d'autres réformées, clivages qui subsistent encore...

Mgr Allgeyer fait le bilan de son voyage de Zanzibar au Kilimandjaro, du 28 janvier au 8 avril 1903 : il « a été heureux. Les missions de la grande montagne suffiraient, à elles seules, pour jeter un éclat sur une congrégation. J'ai béni à Kilema la première pierre du couvent des sœurs [33] ». Il écrit de Zanzibar, le 27 juillet 1905 : « Kilimandjaro : les écoles continuent à bien marcher dans les trois stations que nous avons dans ce district [34]. »

---

31. Bura, le 9 mars 1901. Arch. Cssp, Boîte 197-B-I.
32. Lettre du P. Sacleux, Zanzibar, 2 septembre 1894. Arch. Cssp, Boîte 197-A-III.
33. Lettre au supérieur général. Zanzibar, le 26 avril 1903. Arch. Cssp, Boîte 197-B-I.
34. Arch. Cssp, *Ibidem.*

L'affermissement des positions

La multiplication des postes engendra une nouvelle organisation. « Le 13 septembre 1910, la Propagande, sur demande de Mgr Vogt, érigea le nord du Vicariat de Bagamoyo, en un nouveau vicariat et lui donna le nom de Vicariat apostolique du Kilima-Ndjaro [35]. » En août 1936, de grandes fêtes eurent lieu pour célébrer *the Silver Jubilee of the Vicariate*, avec, entre autres, un Congrès eucharistique à Kilema. Le fondateur de la mission, « the Apostle of the Washaga », le P. Gommenginger, était là, fort de ses 46 ans de vie religieuse [36].

Parmi les nouvelles missions, avec Mashati, déjà citée, Uru, d'abord annexe de Kibosho, à 2,5 lieues de là, a reçu son missionnaire résident en 1912. La séparation semble avoir eu lieu à cause des difficultés de communications : une lettre du 26 décembre 1912 de Kilema constate : « Entre Uru et Kibosho se trouvent deux grands ravins, très difficiles à passer et pendant le temps de pluies les torrents qui y coulent sont impassables. Les gens d'Uru ne peuvent fraterniser ensemble avec les habitants du pays de Kibosho, leurs anciens vainqueurs. Le pays est très fertile, et sur l'emplacement de la mission on a déjà commencé une plantation de café qui nous servira plus tard à couvrir en partie les frais d'entretien. Il est à remarquer que beaucoup de planteurs européens entourent la mission. Les enfants des écoles doivent travailler au moins trois jours par semaine sur ces plantations et si nous ne voulons pas avoir trop de démêlés avec ces planteurs il faut que ces enfants puissent arriver sur les plantations à temps. Si nous ne nous arrangeons pas avec ces planteurs nous n'aurons plus les enfants du tout. Il est donc nécessaire que le Père soit rapproché de ces écoles pour pouvoir les suivre. Voilà pourquoi je viens demander au Conseil général l'érection d'Uru en station indépendante. »

Huruma (Notre Dame des Neiges) est fondée en 1931 sur 200 ha dans un pays abandonné dans le district de Mkuu, pas très loin de la mission de Rombo. Elle se trouve dans la plaine, alors que Rombo est à 500 pieds plus

---

35. *BG*, n° 321, novembre 1913, t. 27, p. 327. Il sera, plus tard, divisé en cinq diocèses, parmi lesquels celui de Moshi créé en 1953, dont se détachera Arusha en 1963.

36. Arch. CSSp, Boîte 401-B-III. Une photo du P. Gommenginger, en compagnie de Mgr de Courmont, est toujours accrochée au-dessus de la porte d'entrée du presbytère de Kilema (cf. illustrations de cet article).

haut. Personne n'y vivait. Ce fut le berceau de la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Kilimandjaro. « L'endroit s'est développé selon les conditions médiévales de la prière et du travail », rapporte le *Journal de communauté*.

Les sœurs sont placées dans quatre missions : Kilema, Rombo, Kibosho, Kilomeni (dans les monts Pare), dans le grand et le petit séminaire, dans l'école normale d'instituteurs et dans le collège secondaire d'Umbwe.

Kishimundu, filiale d'Uru (l'église a été construite en 1937-1939), se sépare en 1947 : « Bien que proche de la ville de Moshi et de ses dangers, cette mission s'est bien développée », dit un rapport de 1953.

A Kibosho aussi, est installé, en 1940, un nouveau séminaire, « à une altitude de 5 000 pieds sur les flancs du Kilimandjaro ». La première ordination date de 1942.

En 1998, 80 spiritains tanzaniens sont originaires du diocèse de Moshi [37], mais il n'y en a aucun sur place (les plus proches sont à Arusha) : une à une les stations ont été cédées à diverses sociétés ou à des prêtres diocésains qui y entretiennent une intense vie religieuse, avec l'aide de la principale congrégation féminine, celle des Sœurs de Notre-Dame du Kilimanjaro, toujours présente [38].

Comme souvent ailleurs, les débuts ont été difficiles, ralentis par les conflits locaux, par les épidémies qui décimaient les populations ou par les intempéries, obstacles répétés de façon lancinante dans les *Journaux de communauté*. Mais, finalement, les conversions ont été massives et l'emprise de l'Église fort importante. Déjà, en 1934, lors de sa « Visite », le P. Soul notait : « Il a été intéressant pour moi de constater comment ce vicariat qui avait énormément souffert pendant la guerre, jusqu'en 1922 (avec les expulsions du Vicaire apostolique, des Pères et Frères allemands, de plusieurs Alsaciens, et de toutes les Sœurs) a pu se relever [39]. »

---

37. Information fournie par le secrétaire général adjoint, le P. Jean-Jacques Bœglin, de la maison généralice, Rome, novembre 1998.

38. Nous avons été très touchée par leur accueil à Rombo, en juillet 1999 où elles nous ont fait visiter la vieille église de 1908 qui ne sert plus que de façon exceptionnelle, remplacée par une autre, beaucoup plus vaste.

39. Rapport de sa visite rédigé en avril 1935. Arch. Cssp, Boîte 401-B-VII.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 73 à p. 85.

Le cardinal Lavigerie, le Père Duparquet et les missions du Congo

Henry J. Koren et Henri Littner *

Le Congo [1] et la Cimbébasie

Créé en 1842, l'immense vicariat apostolique des Deux-Guinées et de Sierra Leone, le long des côtes occidentales de l'Afrique, avait été confié, en 1847, à la Société du Saint-Cœur de Marie (absorbée par la Congrégation du Saint-Esprit l'année suivante). Il fut divisé, en 1858, avec la création du vicariat apostolique de Sierra Leone ; puis par ceux du Dahomey (1860), de Sénégambie (1863), de la Côte de l'Or (1880) et, plus au sud, par les préfectures du Congo (1865) et de Cimbébasie (1879). Après ces différents démembrements, le vicariat des Deux-Guinées, dont le siège était à Libreville, depuis l'épiscopat de Mgr Bessieux, recevra le nom de vicariat du Gabon le 18 mars 1890.

La préfecture du Congo, érigée en 1640, confiée aux Capucins, abandonnée vers 1835, avait été reprise par la Congrégation du Saint-Esprit en

---

* Sur ces deux auteurs, voir notices en fin d'article.

1. Cet article prend la suite d'un autre, des mêmes auteurs, publié dans cette revue : H. J. KOREN et H. LITTNER, « Le cardinal Lavigerie et les missions spiritaines au cœur de l'Afrique », *Mémoire Spiritaine*, n° 8, deuxième semestre 1998, p. 30 à 49. Sur l'ensemble de la question, voir : J. I. NKULU BUTOMBE, *La question du Zaïre et ses répercussions sur les juridictions ecclésiastiques (1865-1888)*, Faculté de Théologie catholique, Kinshasa, 1982, 172 p.

1865 [2]. Une partie du territoire de la préfecture (qui n'était pas délimitée de façon précise) était commune avec le diocèse du Congo-Angola, qui existait depuis 1596. Là où le diocèse exerçait son autorité, les missionnaires avaient besoin d'une autorisation pour exercer le ministère dans un rayon de 25 km autour d'une paroisse constituée. Ailleurs, ils étaient sous la seule dépendance de la Propagande.

Les Spiritains considéraient la pénétration vers l'intérieur comme leur tâche principale. Il ne faut pas s'en étonner si l'on se rappelle que le P. Duparquet, célèbre pour ses efforts infatigables pour pénétrer l'Afrique, était alors en charge de la mission [3].

L'opposition des autorités portugaises locales contraignit les Spiritains à quitter les régions d'Angola sous leur contrôle. Les PP. Duparquet et Carrie ouvrirent alors à Landana (en juillet 1873) une mission qui devait servir de base de départ vers l'intérieur, tout comme Bagamoyo pour l'Afrique orientale. De là, ils explorèrent l'estuaire du Congo et ouvrirent de nouvelles stations à Boma (mai 1880), Saint-Antoine de Pinda (octobre 1881) et Nemlao (février 1886).

Entre temps, en novembre 1874, Stanley avait quitté Bagamoyo pour sa fameuse expédition à travers l'Afrique, en suivant, d'Est en Ouest, le cours du Congo. En août 1877, il parvenait à Boma, avec environ 80 survivants de sa caravane de 320 hommes. Du coup, il devenait possible de contrôler le bassin du Congo, ce qui intéressait plusieurs compétiteurs, dont le roi Léopold II de Belgique et la France. Le Portugal, de son côté, renouvelait ses revendications sur l'ensemble de l'Afrique Équatoriale. L'Angleterre ne réagit pas d'abord, parce qu'elle ne croyait pas aux immenses richesses dont parlait le rapport de Stanley, mais ensuite, elle cherchera à assurer ses intérêts commerciaux. Éconduit par les Anglais, Stanley se mit au service de Léopold II pour la conquête du Congo. Les protestants allaient envoyer des missionnaires et, naturellement, les Spiritains ne souhaitaient pas rester à l'écart.

---

2. *BG, t.* 4, p. 643 à 649. Voir aussi : JEAN ERNOULT, *Les Spiritains au Congo de 1865 à nos jours,* Congrégation du Saint-Esprit, 30, rue Lhomond, 75005 Paris, 1995, 496 p. (Mémoire Spiritaine - Études et Documents, 3). Pour la période qui nous intéresse ici, voir p. 11 à 47.

3. Le P. Charles Duparquet fut vice-préfet du Congo, de 1873 à 1879. Le P. Hippolyte Carrie lui succéda, avant de devenir le premier vicaire apostolique du Congo, en 1886. Sur la création du vicariat apostolique du Congo français, le 28 mai 1886, voir : *BG, t.* 14, p. 177 à 187. La préfecture du Congo subsistait, sous le nom de préfecture du Bas-Congo : *BG,* t. 14, p. 497 à 503.

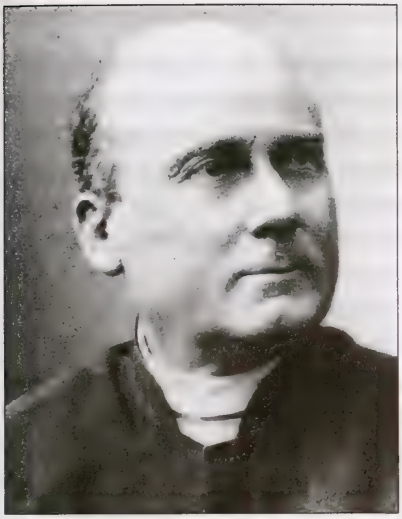
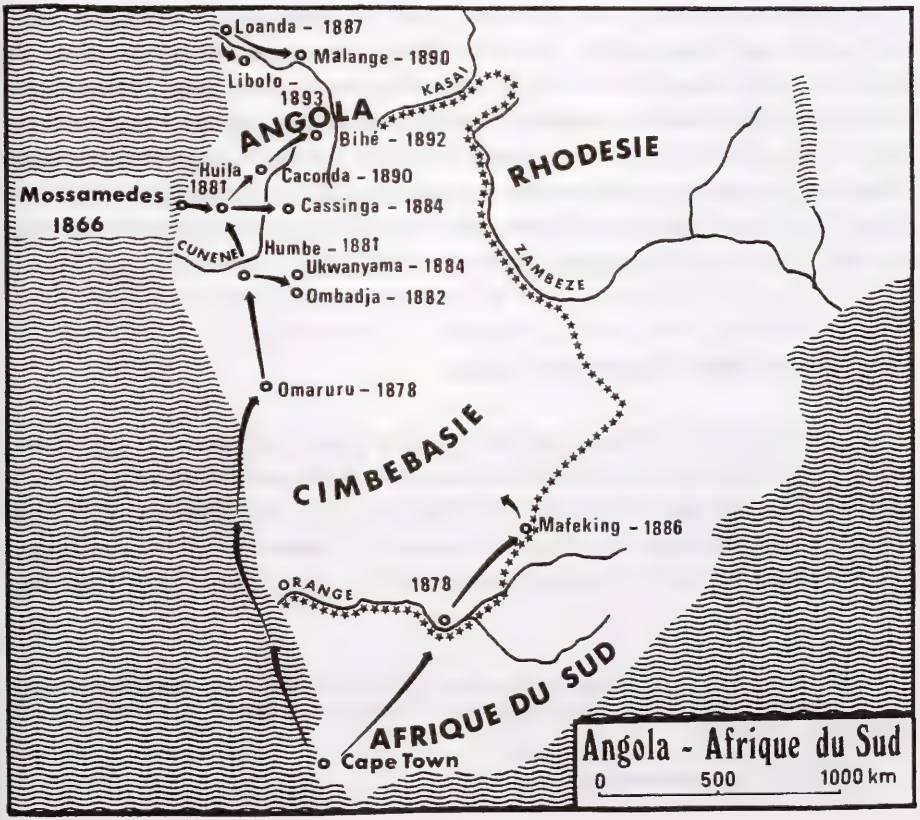


Photo · Archives CSSp

Portrait du père Charles Duparquet
(1830-1888)

Carte des expéditions menées
par les spiritains
en Angola et en Afrique australe,
en particulier par le père Duparquet
entre 1877 et 1879,
puis en 1887-88.



Cartographie Jean Godard

En 1878, le P. Duparquet entreprit l'exploration de la partie méridionale des Deux-Guinées, entre les fleuves Cunène et Orange. Ses efforts aboutirent à la création, le 28 avril 1879, de la préfecture apostolique de Cimbébasie [4] qui devait faire le lien avec les autres missions spiritaines de l'intérieur, vers le cours de la rivière Kassaï.

Les rivalités politiques

Au moment même où Stanley descendait le cours du Congo, Pierre Savorgnan de Brazza cherchait à atteindre ce fleuve par l'ouest. Son exploration dura de 1875 à 1878 mais se solda par un échec : il dut faire demi-tour à cinq jours de marche du but. A son retour à Libreville, il apprit l'exploit de Stanley et comment il avait résolu le mystère qui entourait le grand fleuve.

Il restait à prendre possession du pays ; en particulier du secteur allant de la côte au Stanley-Pool, là où le Congo devenait navigable. Parti de Libreville avec une escorte réduite, par l'Ogooué et Franceville, Brazza parvint au Stanley-Pool en septembre 1880 et y planta le drapeau français. Stanley [5], de son côté, essaya de remonter le fleuve à partir de son estuaire, mais il fut bloqué par des rapides et des montagnes, obstacles presque insurmontables. Il n'avait parcouru qu'une courte distance quand la nouvelle lui parvint de l'arrivée de Brazza au Pool [6].

Spiritains et Pères Blancs au Congo

La traversée de l'Afrique par Stanley avait attiré l'attention de Mgr Lavigerie : il pensait que cet exploit pouvait être imité par ses missionnaires. Il renouvela sa demande des deux dernières missions (au Nord et au Sud du Congo) sollicitées dans son *Mémoire secret* du 2 janvier 1878 [7] et, le 30 septembre 1880, Rome lui répondit favorablement. Les limites du Congo sep-

---

4. *BG, t.* 11, p. 507-512. Comme pour les autres préfectures confiées à la Congrégation du Saint-Esprit, le préfet en titre était le Supérieur général. Le P. Duparquet fut désigné comme vice-préfet ; il le restera jusqu'en 1887.
5. Au service, désormais, du roi Léopold II.
6. STORME, *Evangelisatiepogingen...*, p. 546 ss.
7. Cf. H. J. KOREN et H. LITTNER, *art. Cit.*, *Mémoire Spiritaine* n° 8, p. 36-39.

tentrional allaient des sources de la Bénoué jusqu'au Stanley-Pool. celles du Congo méridional étaient le cours du Kwango, à partir du Stanley-Pool. Mais ces limites n'avaient pas été rendues publiques, si bien que les Spiritains savaient seulement, par un article paru dans *Les Missions Catholiques,* que, dans cette région, deux nouvelles missions avaient été confiées à Lavigerie [8].

Ainsi, les Spiritains étaient bloqués dans leur pénétration vers l'intérieur par le Congo et le Kassaï, alors qu'ils avaient demandé que les limites de leur préfecture soient fixées au Nord par la ligne de partage des eaux de l'Ogooué, jusqu'au 2° 30 de latitude Sud et vers l'Est par le bassin du Kassaï qu'ils considéraient comme limite naturelle [9].

En août 1881, Mgr Pierre Le Berre, vicaire apostolique du Gabon et le P. Charles Duparquet, vice-préfet de la Cimbébasie, se rencontrèrent à Paris avec Mgr Lavigerie. Celui-ci déclara qu'il laisserait volontiers les Spiritains s'avancer vers l'intérieur, aussi loin qu'ils le voudraient, à condition toutefois de s'arrêter à une distance de 100 km des stations de ses missionnaires. Il vint même à la maison mère des Spiritains pour remettre un acte rédigé sous forme d'ordonnance, sous la date du 8 août 1881, et signé de lui, où il disait entre autres : « Art. 2. - Nous accordons aux Pères de la Mission du Congo le droit de s'établir sur le cours du Congo jusqu'au-delà de Stanley-Pool et d'occuper la vallée qui se trouve sur la rive gauche du Kassaï. Art. 3. - Nous reconnaissons que les Missions ainsi fondées par les Pères du Saint-Esprit, jouiront d'une pleine et entière indépendance [10]. » Toutes les tentatives pour obtenir de la Propagande un document écrit pour confirmer cet accord furent infructueuses [11]. Quoiqu'il en soit, les Spiritains, rassurés

---

8. *Les Missions Catholiques,* n° 600, 3 décembre 1880, p. 584 : « La S. Congrégation de la Propagande nous a confié dernièrement deux nouvelles missions établies entre les grands lacs et l'Océan Atlantique. Elles porteront les noms de provicariat du Haut-Congo septentrional et de provicariat du Haut-Congo méridional. Le centre de la première sera sur le fleuve même du Congo, au point le plus avancé vers le nord du cours de cette rivière. Le seconde aura pour station centrale Kabebe. Avec les deux provicariats déjà établis au Nyanza et au Tanganyika, nos missions occuperont désormais la plus grande partie de l'intérieur de l'Afrique équatoriale. C'est par l'Océan Atlantique et en remontant, comme Stanley vient de le faire, le fleuve que les missionnaires du Haut-Congo septentrional doivent se rendre à leur destination. Ceux du Haut-Congo méridional passeront, au contraire, par le lac Tanganyika. » En fait, les trois missionnaires qui tentèrent l'expérience à partir du lac Tanganyika furent assassinés et leurs approvisionnements pillés ou détruits. (STORME, *Evangelisatiepogingen...,* p. 580 ss.).

9. Archives de la Procure de la Congrégation du Saint-Esprit à Rome : Abbé Durand au P. Eschbach, 16 septembre 1880, p. 5 ss. Selon Durand, il s'agissait là des *frontières historiques et incontestables des possessions portugaises.*

10. *BG, t.* 14, p. 183.

11. J. I. NKULU BUTOMBE, *op. cit.,* p. 110-113.

par l'accord, suivirent alors la partie navigable de l'Ogooué et fondèrent les missions de Lambaréné (1881), Franceville (1883) et Lastourville (1883).

En 1881, le P. Prosper Augouard atteignit, par voie de terre, le Stanley-Pool où il avait l'intention d'établir une mission. Mais, quand il revint en septembre 1883, il se heurta à l'opposition de la population locale et se replia sur Linzolo. En 1885, avec le P. Victor Paris, il entreprit « le voyage de l'Équateur, où l'on supposait que le Kassaï se jetait dans le Congo. (...) Les PP., sous le présidence du chef de station, achetèrent un terrain pour y établir une mission. Au mois d'août ils prirent le chemin du retour et, en arrivant à Kwamouth, ils apprirent qu'ils avaient devant eux le Kassaï tant cherché plus haut [12]... »

Deux missionnaires d'Alger étaient parvenus au Congo en avril 1883, mais l'un d'eux repartit presque aussitôt en Europe et l'autre, l'abbé Guyot, périt noyé, au nord du Stanley-Pool [13]. Deux ans plus tard, Mgr Lavigerie envoya de nouveau au Congo trois missionnaires : les PP. Dupont (français), Merlon (belge) et Schynze (allemand). C'est à eux que fait allusion le P. Augouard, dans une lettre du 17 août 1885 : « J'apprends que trois missionnaires du cardinal Lavigerie, le grand apôtre de l'Afrique, viennent d'arriver au Congo, pour occuper une mission voisine de la nôtre. Nous souhaitons de tout cœur la bienvenue à ces nouveaux collaborateurs, qui pourront alors occuper la mission de l'Équateur, puisque de nouveaux horizons nous sont ouverts par la découverte du Kassaï. Déjà habitués au pays, dont nous connaissons les habitudes et la langue, nous aiderons de tout notre pouvoir nos confrères plus jeunes et nous tâcherons de faciliter leur installation dans leur lointaine mission, travaillant de concert à la même œuvre, qui est la gloire de Dieu et le salut des âmes [14]. »

Quant, le 16 mai 1886, le P. Augouard, accompagné du P. Victor Paris et du F. Savinien Weckmann, arriva à Kwamouth pour y fonder la mission Saint-Paul, il y trouva les trois Pères Blancs déjà installés. Ils occupaient provisoirement les bâtiments de la station (sur la rive gauche du Kassaï) que le représentant local de l'État Indépendant du Congo avait cédé officiellement aux Spiritains [15]. Les Pères Blancs se retirent alors sur la rive droite,

---

12. Arch. CSSp, *Journal de la communauté Saint-Paul du Kassaï,* p. 2. *BG, t.* 13, p. 945 à 952.
13. Arch. CSSp, 173, B 11. Lettres de Mgr Le Berre des 12 avril, 12 mai et 4 juin 1883.
14. *Les Missions Catholiques,* 26 décembre 1886, p. 105. Que d'allusions et de sous-entendus dans ces quelques lignes !
15. STORME, *Evangelisatiepogingen...,* p. 630 ss.

où ils avaient acquis un terrain et entrepris des constructions [16]. Pendant environ une année les deux communautés cohabitent ainsi, de chaque côté de l'embouchure du Kassaï [17]. Nous avons là un bon exemple qui illustre les incertitudes qui subsistaient au sujet des limites entre les anciennes circonscriptions et les nouvelles créées à la demande de Mgr Lavigerie.

Règlement politique

Au sujet de la fixation de ces limites de circonscriptions, l'une des raisons qui motivait la position d'attente de la Propagande était que prenne fin l'agitation créée par les prétentions des nations européennes pour obtenir des colonies dans la région, grâce à un accord international. Le Portugal, la France, Léopold II et l'Angleterre présentaient des revendications politiques ou commerciales. Elles furent réglées par les diplomates pendant et après la Conférence de Berlin qui s'ouvrit le 15 novembre 1884. Léopold II obtint le statut d'État pour le *Congo indépendant.* Les droits de la France sur la rive droite du Congo furent confirmés. Les prétentions du Portugal furent réduites à une petite bande sur la rive gauche de l'estuaire du Congo (Nioki) et à l'enclave de Cabinda. L'Angleterre dut se contenter de l'assurance de la liberté de commerce, de quelques privilèges sur le territoire de l'Angola, ainsi que du contrôle sur le Nigeria méridional. Le droit à la liberté religieuse et à sa protection fut garanti pour tous.

Le décret de la Propagande, du 28 mai 1886 [18]

Répondant à une requête du P. Ambroise Émonet, Supérieur général de la Congrégation du Saint-Esprit [19], requête présentée à Rome par le P.

---

16. Arch. CSSp, *Journal...*, p. 8-9.

17. Arch. CSSp, *Journal...*, 29 p. On y voit, au jour le jour, ce qu'étaient les relations entre les deux communautés. Les Pères Blancs quitteront Kwamouth en mars 1887. Les Spiritains y resteront jusqu'à la fin de cette année.

18. NKULU BUTOMBE, *op. cit.*, Chapitre III : Le conflit de 1886, p. 114 à 140. On trouve, dans ce chapitre tous les détails de l'affaire et de nombreuses références à la correspondance échangée entre les intéressés.

19. *BG, t.* 14, p. 180 à 182.

Duparquet, la Propagande publia, le 28 mai 1886, le décret instituant le vicariat apostolique du Congo français [20]. Comme l'avait proposé le P. Émonet, les limites de ce vicariat étaient « celles que la Conférence de Berlin avait attribué au Congo français ». « La préfecture [du Bas-Congo] continue de subsister comme par le passé, avec son ancien territoire, en dehors du Congo français. Le préfet apostolique est le R.P. Jauny [21]. »

Les missionnaires spiritains se réjouissaient du résultat obtenu, mais la Propagande avait agi sans consulter d'autres intéressés et surtout, sans tenir au courant des tractations le cardinal Lavigerie [22]. Celui-ci avait appris la décision de la Propagande par un article des *Missions Catholiques* du 4 juin 1886 [23] ; il en fut bouleversé et cela « le mit dans une violente colère contre les Pères du Saint-Esprit, la Propagande et ses représentants à Rome et à Paris. Aux Spiritains il reprochait d'avoir usé à Rome de mensonges et autres moyens subreptices ; à la S. Congrégation il imputait le péché de l'avoir dépouillé de ses droits sans l'avoir entendu ni consulté ; enfin, ses deux Procureurs étaient coupables de n'avoir pas saisi la gravité de la situation [24]. »

De Carthage, où il résidait alors, il envoya des lettres de protestation à la Propagande, demandant l'annulation du décret du 28 mai et le rétablissement des limites fixées par l'accord du 30 septembre 1880. Au début du mois de juillet, il se rendit à Rome pour y entreprendre lui-même différentes démarches ; mais « soit en guise de protestation, soit pour ne pas avoir l'air de peser sur la décision finale », il s'abstint, en arrivant, de rendre visite au cardinal Siméoni (préfet de la Propagande) [25].

Dans un document daté du 10 juillet 1886, le P. Émonet répondait aux plaintes de Lavigerie. Il déclarait qu'il ne lui avait pas été possible de connaître les limites des missions du Congo septentrional et méridional, sur lesquels

---

20. *BG, t.* 13, p. 1133-1134. Le P. Hippolyte Carrie était nommé vicaire apostolique.
21. *BG, t.* 13, p. 1134.
22. Cardinal depuis 1882.
23. *Les Missions Catholiques,* 4 juin 1886 : « Une partie de la préfecture forme le Congo français, c'est la portion assignée à la France par la Conférence de Berlin. La S.C. de la Propagande, ayant, dans sa réunion générale de 17 mai, jugé opportun d'ériger en vicariat apostolique ce territoire, a soumis ce projet au saint-père dans l'audience du 23 mai et proposé pour vicaire apostolique du Congo français le R.P. Antoine-Marie-Hippolyte Carrie. Sa Sainteté a décidé l'érection du nouveau vicariat et nommé le R.P. Carrie vicaire apostolique, avec titre épiscopal. » Suivent ensuite des indications sur les limites de la nouvelle circonscription.
24. NKULU BUTOMBE, *op. cit.,* p. 117.
25. STORME, *Evangelisatiepogingen...,* p. 641.

Lavigerie affirmait avoir juridiction, puisqu'elles n'avaient jamais été rendues publiques ; sinon, il n'aurait pas manqué de le consulter. Il rappelait aussi que l'accord du 8 août 1881 entre le prélat et la Congrégation du Saint-Esprit avait reconnu à cette dernière un droit incontestable d'ouvrir des missions au Sud du Congo, jusqu'à la rivière Kassaï et au Nord jusqu'à la Bangala (Oubangui). Ainsi donc, la création du nouveau vicariat n'était que la confirmation de ce droit [26].

Mgr Lavigerie ne pouvait pas renier cet accord, mais il objectait qu'il avait toujours entendu « se réserver sa propre juridiction territoriale sur ces régions ». C'était là une prétention exorbitante, tendant à instituer une autorité intermédiaire entre le Saint-Siège et les vicaires et préfets apostoliques. C'était ressusciter une situation semblable à celle des débuts du XIX[e] siècle, quand le gouvernement français institua une espèce de suzeraineté sur les colonies françaises d'alors, sous la direction de l'archevêque de Paris ; ce qui devait aboutir à un demi-siècle d'ennuis pour le Saint-Siège et les Spiritains [27].

L'entrevue qui eut lieu, le 16 juillet, entre le cardinal, le P. Eschbach et le P. Duparquet, laissa à ce dernier un souvenir douloureux : virulent, le cardinal le prit à partie, le rendant responsable de ses ennuis, si bien que le P. Duparquet se vit obligé de quitter les lieux. Dans les jours qui suivirent, Lavigerie se montra finalement plus conciliant : « Il était disposé à se prêter à tout arrangement, *une fois que la question de droit et d'honneur* serait réglée [28]. »

Proposée par la S.C. de la Propagande dans sa réunion du 19 juillet, l'annulation du décret du 28 mai fut approuvée le lendemain par le pape Léon XIII. « L'archevêque d'Alger et le Supérieur général des Pères du Saint-Esprit étaient conviés à fixer d'un commun accord les limites de leurs missions respectives et à soumettre leur convention à la S. Congrégation de la Propagande, qui la sanctionnerait par de nouveaux décrets [29]. »

Les deux supérieurs se rencontrèrent, à Paris, au début du mois d'août et Lavigerie reconnut l'existence du vicariat apostolique du Congo français,

---

26. NKULU BUTOMBE, *op. cit.*, p. 134 à 136.*BG, t.* 14, p. 185. BAUNARD, *op. cit.*, t. II, p. 370 ss.
27. H. KOREN, CSSp, *Les Spiritains. Trois siècles d'histoire religieuse et missionnaire*, Beauchesne, Paris, 1982, 634 p. Voir p. 137-138.
28. NKULU BUTOMBE, *op. cit.*, p. 137.
29. NKULU BUTOMBE, *op. cit.*, p. 139-140. Cette décision sera notifiée officiellement au P. Émonet le 31 juillet et au cardinal Lavigerie le 10 août.

avec ses limites correspondant à celles fixées à ce territoire par les puissances réunies à Berlin. Il le confirma par écrit, le 12 août, mais en se réservant explicitement ses droits sur le Congo Indépendant. Cette réserve, qui concernait la préfecture apostolique du Bas-Congo, retarda l'approbation de la Propagande. Entre temps, Léopold II était entré en scène et avait fait part de sa ferme volonté « qui désirait que cette terre fût évangélisée par des missionnaires exclusivement belges qui tiendraient leurs pouvoirs de la seule S. Congrégation de la Propagande [30] ».

La Propagande voulait bien satisfaire le roi, mais n'était pas disposée à retirer les Spiritains français des missions qu'ils occupaient dans le Congo Indépendant, tant qu'ils ne pouvaient pas être remplacés par des Belges et il n'était pas facile de trouver des missionnaires belges pour prendre la relève. En 1884, Mgr Lavigerie avait fondé, à Woluwé-Saint-Lambert, un noviciat, mais celui-ci était dirigé *provisoirement* par un supérieur français. Le P. Émonet se rendit en Belgique (en octobre 1886), précédé par Mgr Carrie, le vicaire apostolique nommé du Congo français, mais leurs démarches n'aboutirent à rien de concret. Finalement, le 2 mai 1888, un décret de la S.C. de la Propagande créera le vicariat apostolique du Congo, confié à la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie de Scheutveld [31]. Quant aux territoires au Sud de l'État Libre du Congo, la Propagande attribua à la préfecture du Congo les bassins du Kwango et du Kassaï, en dessous du 6° de latitude Sud. Cette préfecture se trouva ainsi agrandie du royaume de Mwata Yamvo, dans ce pays que Mgr Lavigerie nommait le vicariat du Congo méridional ou de Kabebe. La préfecture conservait la juridiction sur l'enclave de Cabinda et d'autres régions inoccupées du Nord de l'Angola. La Propagande lui donna alors le nom de préfecture du Bas-Congo [32]. Le premier Scheutiste arrivera à Boma le 21 septembre 1888 et les Spiritains français de cette préfecture seront peu à peu remplacés au cours des années suivantes [33].

Restaient encore les revendications de Mgr Lavigerie sur le territoire du Congo Indépendant. La Propagande lui demanda d'y renoncer et il y consen-

---

30. NKULU BUTOMBE, *op. cit.*, p. 142.
31. NKULU BUTOMBE, *op. cit.*, p. 157.
32. *BG, t.* 14, p. 499-500.
33. FRANÇOIS BONTINCK, cicm, « Un double centenaire : Les pionniers scheutistes et l'église en fer de Boma », *Zaïre-Afrique,* n° 226, juin 1988, p. 361 à 379.

tit le 7 octobre 1886, mais il réussit néanmoins à en sauver une petite partie, tout à fait au Sud-Est, qui appartenait à l'un de ses vicariats de l'Afrique orientale. Ses deux vicariats du Congo septentrional et méridional furent supprimés et la Propagande, à sa demande, divisa ses deux vicariats des Grands Lacs en quatre juridictions.

Quant au vicariat du Congo français, sa création fut confirmée par un Bref de Léon XIII, du 21 décembre 1886 qui remplaçait le décret du 28 mai 1886. Pour prévenir toute contestation future, le Bref précisait : « Nous décrétons que les présentes lettres soient et demeurent fermes, valides et efficaces ; (...) et qu'ainsi il soit jugé et défini à ce sujet par tous juges ordinaires et délégués, même auditeurs des causes du palais apostolique, nonces du Saint-Siège, cardinaux de la sainte Église romaine, même légats *a latere*, et autres quelconques possédant ou devant posséder quelque puissance ou prééminence [34]... »

Conclusion finalement positive

Il faut d'abord dire qu'on se tromperait en s'imaginant que les relations entre les Pères Blancs et les Spiritains, sur le terrain, aient été altérées par ces longues controverses. Ces relations restèrent presque toujours cordiales au niveau des personnes. Citons Mgr Livinhac, vicaire apostolique du Nyanza, qui succédera à Mgr Lavigerie comme Supérieur général des Pères Blancs : « Jamais nous ne pourrons payer la dette de reconnaissance que nous avons contractée avec vos excellents missionnaires depuis treize ans et qui va toujours grossissant. (...) Daignez donc agréer l'expression de notre gratitude pour tous les services que nous ont rendus vos dignes confrères depuis 1878. Leurs procédés à notre égard sont au-dessus de tout éloge ; nulle part, comme au milieu d'eux, je n'ai éprouvé la vérité du *quam bonum et quam jucundum habitare fratres in unum.* Ouvriers employés à défricher le même champ du Père de famille, soyons toujours unis par les liens de la charité [35]... »

Tous ceux qui avaient été impliqués dans la controverse tirèrent avantage des décisions du Saint-Siège :

---

34. *BG, t.* 14, p. 177 à 180.
35. *BG, t.* 15, p. 886. Lettre de Mgr Livinhac au P. Émonet, 13 janvier 1891.

La jeune congrégation des Scheutistes reçut un immense champ d'apostolat, avec pratiquement la totalité du Congo Indépendant. Leur travail et celui de ceux qui vinrent ensuite les aider aboutirent aux presque cinquante diocèses du Congo démocratique d'aujourd'hui.

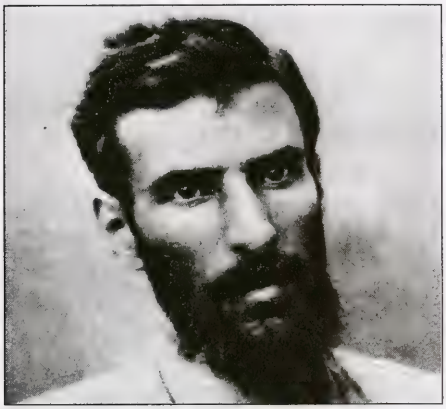
Les Pères Blancs conservèrent un vaste ensemble comprenant des parties du Tanganyika, du Kenya et de l'État du Congo ; ainsi que la presque totalité de l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Malawi et une partie de la Zambie. Leur activité et celle de ceux qui vinrent les seconder donnèrent naissance à environ soixante-dix diocèses, dans les années 1990.

Les Comboniens récupérèrent la totalité de leur vicariat d'origine et purent y ajouter cinq diocèses dans le Nord de l'Ouganda.

Les Spiritains obtinrent non seulement ce qui constitue actuellement la République du Congo, la République Centrafricaine, une partie du Tchad, mais aussi l'arrière-pays de l'Angola, l'enclave du Cabinda et le contrôle incontesté du Gabon. Avec la suppression du vicariat septentrional de Mgr Lavigerie, ils gardaient juridiction sur les régions au Nord du Gabon, le Cameroun et une partie du Nigeria. Avec les régions spiritaines de l'Afrique orientale, ils ont contribué à la création d'environ quatre-vingt diocèses d'aujourd'hui.

Sur le Congo, nous avons eu recours à l'ouvrage de Jean-Irénée Nkulu Butombe (1940-1986). Nous pouvons, pour terminer, lui emprunter ces quelques lignes où tout est remis dans une perspective équilibrée : « Dans le camp ecclésiastique, Lavigerie est peut-être le personnage qui a joué le rôle le plus remarquable en ce qui concerne l'implantation de l'Église au centre de l'Afrique. (...) C'est peut-être grâce à ses redoutables colères et à ses ambitions qui voulaient embrasser tout l'intérieur de l'Afrique, du Sahara au Transvaal, qu'il a pu obtenir ce résultat, qui se traduira finalement par une division plus réaliste et équitable de tous les territoires ecclésiastiques du Congo. (...) Par ailleurs, il est certain que jamais les documents issus de Rome ne reconnaissent à Mgr Lavigerie le titre et les prérogatives de Délégué Apostolique pour l'Afrique centrale, mais il est non moins certain que lui-même était persuadé de les posséder. C'est de cette équivoque qu'est né le violent conflit qui a opposé l'Archevêque d'Alger aux Pères du Saint-Esprit, sans qu'on puisse mettre en doute la bonne foi du prélat, lorsqu'il crut sa juridiction bafouée par les manœuvres de ces derniers, qui eux-mêmes ont agi de bonne foi sur assurance de Rome que Lavigerie n'avait pas de juridiction sur des territoires autres que ceux de ses missionnaires.

Les Spiritains, ces ouvriers de première heure, ont aussi pesé lourd dans le partage religieux de ce vaste champ d'apostolat. Certes, ils n'ont pas risqué les premiers le saut dans l'inconnu comme les fils de l'archevêque d'Alger, mais l'entreprise de ce dernier les a décidés à courir au devant des curiosités que recelait encore la *terra incognita.* Si leur défaut est d'être restés trop longtemps côtiers, leur mérite est d'avoir préparé les voies d'entrée [36]. »



Savorgnan de Brazza.

Henry M. Stanley.

36. NKULU BUTOMBE, *op. cit.,* p. 159-160.

* **Henry J. Koren** est Hollandais ; né le 12 décembre 1912, il entre dans la Congrégation du Saint-Esprit en 1931 ; il fait ses études en théologie à l'Université grégorienne de Rome (1935-1940) et obtient un doctorat en théologie (1942) à *The Catholic University of America,* Washington, DC, USA. Il est professeur à Saint-Mary's College, Trinidad, de 1941 à 1948 ; puis affecté à Duquesne University, Pittsburgh, PA, USA, de 1948 à 1966, où il enseigne la philosophie. Président de la faculté de philosophie (1954-1965), il ouvre de nouvelles orientations de recherche sur la pensée contemporaine. Il préside en même temps la faculté de théologie de 1962 à 1966. Il enseigne à Saint Leo College, en Floride, de 1967 à 1977. Auteur de huit ouvrages de philosophie et de théologie, il fonde une collection d'études intitulées *Duquesne Studies*, et assume la charge de directeur général des éditions *Duquesne University Press* jusqu'en 1973. Il publie plusieurs ouvrages sur l'histoire spiritaine, notamment : *Knaves or Knights ? A History of the Spiritan Missionaries in Acadia and North America, 1732-1839* (Pittsburgh, Duquesne University, 1962) ; *To the Ends of the Earth. A general History of the Congregation of the Holy Ghost* (Pittsburgh, Duquesne University, 1983 ; traduit en français sous le titre : *Les Spiritains. Trois siècles d'histoire religieuse et missionnaire. Histoire de la congrégation du Saint-Esprit,* Paris, Beauchesne, 1982).

Henri Littner est né en 1915, à Morhange, au diocèse de Metz. Profession dans la Congrégation du Saint-Esprit en 1934. Ordonné prêtre en 1942. De 1945 à 1954, professeur de morale et de droit canon au Séminaire du Saint-Esprit (30, rue Lhomond, Paris 5e), il accompagne le séminaire quand celui-ci s'installe à La Croix Valmer (en 1954). Après une année d'études liturgiques à Louvain (Belgique), il revient à l'enseignement de la morale et du droit canon, au scolasticat de Chevilly, cette fois. De 1963 à 1966, archiviste général adjoint, avec une interruption de quelques mois, en 1965, pour assurer un intérim au grand séminaire de Bangui (grand séminaire de Brazzaville replié partiellement sur Bangui). Il est ensuite appelé à Rome, au Secrétariat général. En 1988, il prend sa retraite à Chevilly, où il travaille occasionnellement aux Archives générales.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 86 à p. 87.

En mémoire de Ghislain de Banville [1]

Pierre Soumille *

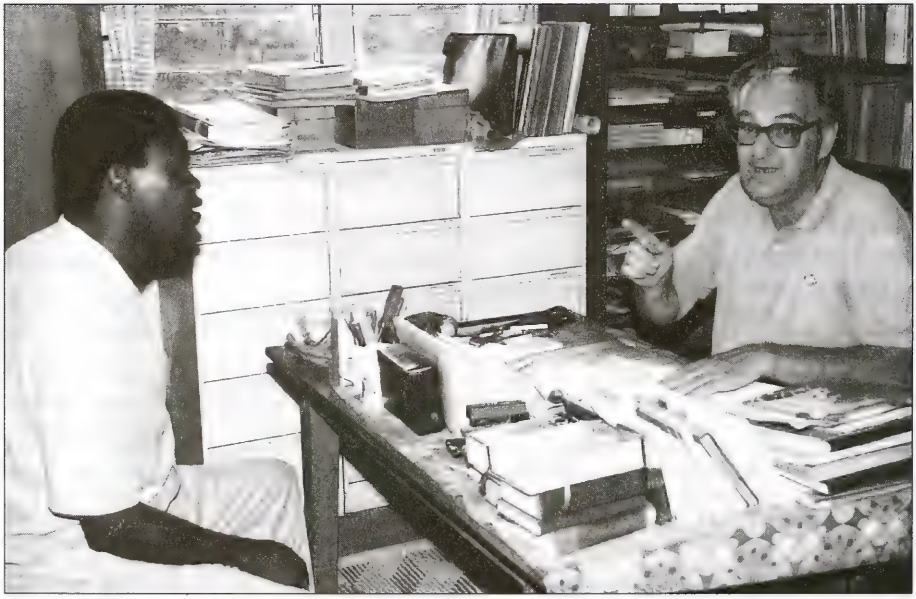


Photo Archives CSSp

Dans son bureau de Bangui, en avril 1991, Ghislain de Banville reçoit un étudiant.

* Pierre Soumille : Université de Bangui (1978-1988). Actuellement chercheur associé Université de Provence, Aix-en-Provence.

1. Ghislain de Banville (1938-1998), originaire de Fresnes, dans l'Orne, était entré chez les spiritains par la profession religieuse en 1958. Enseignant en France, après des études d'histoire, il fut ensuite missionnaire en Centrafrique de 1972 à 1995. Au cours de ces années africaines, il consacra beaucoup de temps à l'histoire de la mission en Afrique centrale. En 1995, il devint responsable du service des

Ghislain de Banville, qui s'intéressait beaucoup à l'histoire de l'Église catholique en Centrafrique, encourageait vivement les étudiants de l'université de Bangui à entreprendre des mémoires de maîtrise sur ce sujet. Il les aidait grandement dans leurs recherches en mettant à leur disposition tous les documents dont il disposait lui-même. Aussi sa disparition a-t-elle été douloureusement ressentie par les membres de cette université, que nous connaissons bien pour y avoir enseigné, et *c'est en sa mémoire que nous présentons ici des extraits de deux travaux concernant la part prise par les religieuses dans la mission de l'Oubangui-Chari*, territoire colonial français devenu en 1960 la République Centrafricaine. Leurs auteurs, qui avaient reçu de la part de Ghislain de Banville un grand soutien tant matériel qu'intellectuel, sont deux étudiantes centrafricaines, elles-mêmes très sensibilisées à la question de l'évolution de la femme dans ce pays et fort intéressées par l'étude du rôle des religieuses dans cette transformation.

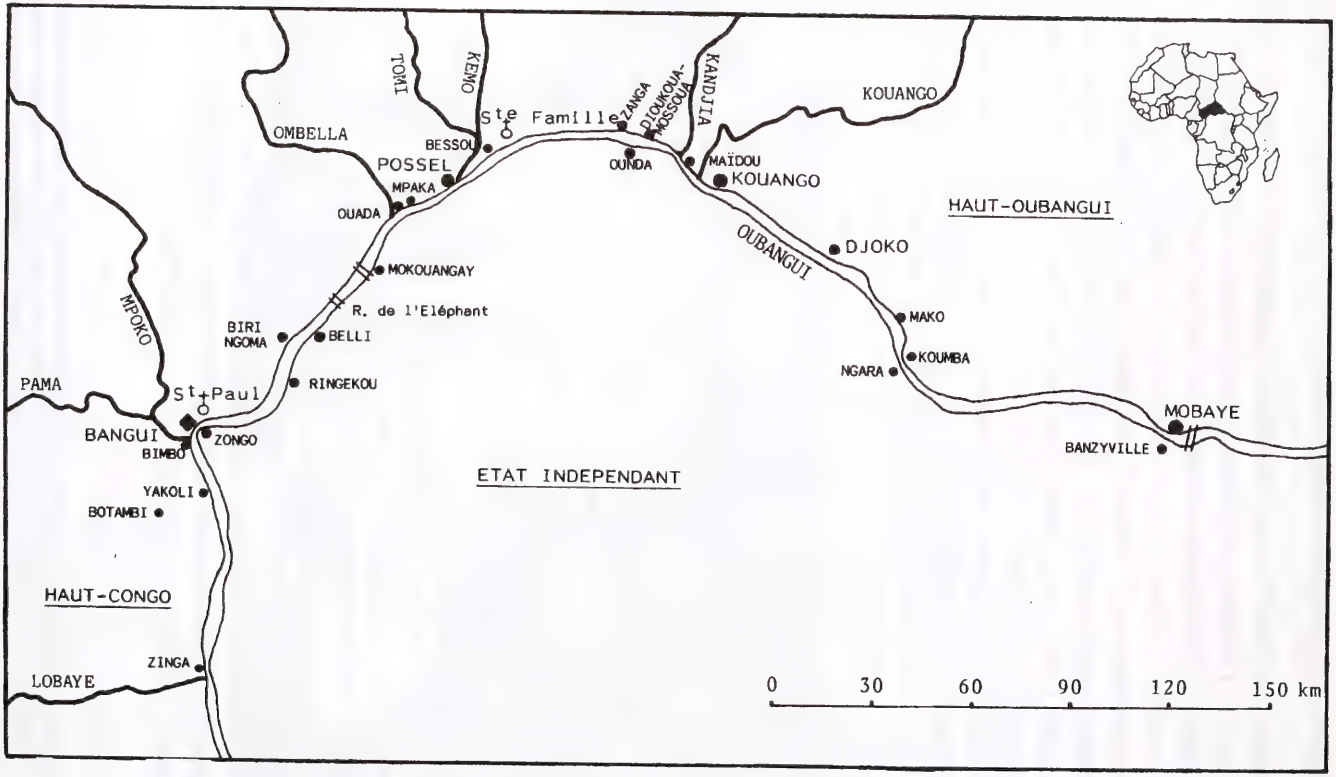
Flora Sambia dans son mémoire soutenu en octobre 1993, sous la direction de M. Albert Mberio, a étudié le rôle et l'action des Sœurs de la Congrégation de Saint-Joseph de Cluny à la mission de la Sainte-Famille de Bessou (aujourd'hui Ndjoukou) entre 1911, année de leur arrivée, et 1920, celle de leur départ. Elle s'est interrogée sur la finalité de l'œuvre de ces religieuses, sur leur tentative d'implanter le christianisme dans cette région et sur les résultats qu'elles ont obtenus pour émanciper la femme oubanguienne.

Marie-Ange Kallanda, prématurément disparue depuis lors, avait soutenu, sous ma direction, en 1987, un mémoire portant sur les Sœurs Spiritaines de Mbaïki et l'évolution de la femme en Lobaye (1931-1958). Étude importante, comportant plus de 200 pages, qui prolongeait un sujet déjà abordé en licence concernant l'implantation de la paroisse Sainte-Jeanne d'Arc de Mbaïki (1925-1945), où les parents de l'auteur avaient été les bénéficiaires d'une éducation missionnaire. Et qui examinait, à travers l'action de ces religieuses, la promotion féminine dans la région, sujet toujours d'actualité et auquel une femme ne pouvait rester insensible.

---

archives générales spiritaines à Chevilly-Larue. Il est décédé le 14 juillet 1998 des suites d'une opération. Cf. sa notice biographique : Jean ERNOULT et Paul COULON, « Raconte-moi Ghislain de Banville (1938-1998)...Aux sources de l'histoire de l'Église en Centrafrique », *Mémoire Spiritaine*, n° 8, deuxième semestre 1998, p. 143-160.

Cartographie Ghislain de Banville



L'OUBANGUI de ZINGA à MOBAYE

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 88 à p. 107.

Les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny à la mission de la Sainte-Famille de Bessou (Ndjoukou actuel en Centrafrique) 1911-1920

Flora Sambia *

La fondation de la mission de la Sainte-Famille

Après la fondation de la mission Saint-Paul de Bangui, en février 1894, l'équipe, constituée du P. Gourdy et du F. Élie et dirigée par le P. Moreau, créa la mission de la Sainte-Famille [1] à Ouadda, en novembre 1894. Mais quatre mois plus tard, ils durent quitter le site : « À la fin de la grande saison des pluies, l'aspect du pays n'était plus le même. La plaine herbeuse toute verte avait disparu. Le vallonnement qui séparait l'emplacement choisi de la rive du fleuve s'était transformé en lac pestilentiel et de ce marais sortit une multitude de petits criquets qui, en peu de jours, dévorèrent la végétation des alentours [2]. » Avec l'accord de Mgr Augouard, le P. Moreau

---

* Voir aux pages précédentes la présentation de l'Auteur dans l'introduction faite par Pierre Soumille à ce dossier « En mémoire de Ghislain de Banville ».

1. Ce nom a été donné à la mission pour répondre au vœu d'une bienfaitrice de Mgr Augouard, M^elle^ Vacquerie.

2. G. de BANVILLE, *Sainte-Famille des Banziris.* Histoire de la fondation du Bessou (Ndjoukou) par le P. Joseph Moreau CSSp. (1894-1906), Bangui, 1986, 201 p.

va déplacer la station missionnaire à cinquante kilomètres en amont, dans un village banziri où le chef Bessou a fait construire quelques cases pour les accueillir. La première messe y est célébrée en plein air, sur le rocher de Gouthiama, le 2 février 1895.

Les débuts de l'évangélisation rencontrèrent des difficultés aussi bien du côté des autochtones que de l'administration coloniale. Le chef Bessou qui s'était fait l'ami des missionnaires, a joué un rôle de médiateur très important entre eux et la population, mais malgré son attachement aux missionnaires, il ne s'est jamais converti. Selon sa nièce Marie-Thérèse : « Il ne s'est pas fait baptiser, mais il s'est débarrassé de l'idole qu'il vénérait (Kanda) en l'expédiant de l'autre côté de la rive. Malheureusement la pirogue qui la transportait a chaviré et la pierre est restée au fond du fleuve [3]. »

Les relations des prêtres de la Sainte-Famille avec l'administration coloniale devinrent tendues. « Le 20 septembre 1907, le chef de poste de Fort-Possel fait imposer [le village] Saint-Henri, exempt d'impôt jusque-là, et veut y recruter des travailleurs [4]. » Les prêtres étaient accusés d'avoir formé des rebelles. Or, les catéchistes et les ouvriers de la mission étaient exempts d'impôts parce que leur travail contribuait au développement sociopolitique de la région. « Plusieurs fois le P. Hemme s'est plaint auprès de l'administrateur pour les cas d'arrestations arbitraires de ses catéchistes. Lasse de ces plaintes, l'administration a écrit à Bangui pour demander le déplacement de ce Père qui causait de gros ennuis à l'administration coloniale [5]. »

Les prêtres réussirent à surmonter ces difficultés à travers les œuvres charitables et le développement économique. La Sainte-Famille a joué un rôle stratégique dans l'implantation et l'évolution du catholicisme dans le centre-est et le sud-est du pays. Elle fut à l'origine d'autres fondations telles que Bambari, Sibut, Grimari.

---

3. Témoignage oral de Marie-Thérèse YATOGBO, 70 ans, habitant à Bangui, interrogée à Bangui en avril 1991. En réalité, le chef Bessou a reçu le baptême à la veille de sa mort.

4. Louis GODART et C. ZOUBÉ, *De l'esclavage à la liberté.* L'œuvre de libération de la mission Sainte-Famille, 1894 à 1929, Bangui, Foyer de Charité, 1987, p. 42.

5. Louis GODART et C. ZOUBÉ, *op. cit.*, p. 153.

Oubanghi *(Afrique équatoriale)*. Le chef Bessou et son entourage.
D'après une photographie envoyée par le R. P. Goblet,
de la Congrégation du Saint-Esprit.
Les Missions Catholiques, n° 1485, 19 novembre 1897, p. 559.

Les premières réalisations des missionnaires avant 1911

Le rachat et l'éducation des jeunes esclaves sont à l'origine de la future évangélisation, activités encouragées par des organisations telles que la Société Antiesclavagiste. Certains esclaves étaient gratuitement offerts par les colons : « M. Pinel, chef de poste de Krebedjé [Sibut] recueillit une vingtaine de jeunes esclaves mourant de faim. Il écrivit à la mission et le Père Moreau, accompagné de quelques Togbos, partit à cheval les chercher [6]. »

Lors des tournées pastorales, les prêtres achetaient et ramenaient à la mission de jeunes esclaves. À l'opposé des esclavagistes, les prêtres essayaient de conférer aux esclaves rachetés la dignité humaine en les intégrant dans la société, après quelques années de formation aux petits métiers dans des internats où les jeunes esclaves libérés pouvaient être éduqués, formés et gagnés à la cause du christianisme. Le prix de ces marchandises humaines variait suivant l'âge, le physique et le sexe de l'esclave. Les filles coûtaient plus cher que les garçons et étaient rares sur le marché. Lors du décès du P. Moreau en 1906, la mission totalisait déjà 252 enfants.

Nous ne pouvons passer sous silence le déracinement causé par les internats qui enlevaient l'enfant à son milieu pour le transporter dans un cadre artificiel où les jeunes *libérés* étaient soumis à un emploi du temps qui rompait entièrement avec le rythme de leur vie traditionnelle.

Deux internats existaient à la mission : un pour les garçons et un autre pour les filles. Celui des filles était tenu par une veuve métisse venue de Brazzaville sur la demande du P. Moreau. Avant l'arrivée de cette femme, les filles rachetées étaient envoyées auprès des Sœurs de Brazzaville. Une d'entre elles, Zoungoula, originaire de Bangui, devint religieuse dans une congrégation locale fondée par les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny [7].

L'école fut instituée autant pour donner une formation intellectuelle que pour assurer l'évangélisation. Dirigée par le P. Hemme, assisté de deux moniteurs venus de Brazzaville, destinée aux garçons et aux filles, elle était composée de trois classes. Après avoir reçu cette formation, les garçons trouvaient plus facilement des emplois dans l'administration ou l'armée. Mais

---

6. Louis GODART et C. ZOUBÉ, *op.* cit., p. 19.

7. Le dernier ouvrage du Père de Banville est consacré à ce sujet : G. de BANVILLE, *Kalouka et Zoungoula, les deux premières religieuses de Brazzaville au Congo,* Chevilly-Larue, 1998, 140 p. (À paraître courant 2000 aux éditions Karthala, Paris, dans la collection « Mémoire d'Église »).

seuls les plus jeunes allaient à l'école tandis que les plus âgés recevaient directement une formation technique.

Afin d'inciter les Banziris et les Togbos au travail de la terre, la mission créa aussi une ferme modèle. Les missionnaires développèrent l'agriculture en introduisant, progressivement, des cultures nouvelles telles que : salades, choux, aubergines, goyaviers, avocatiers, etc. Les catéchumènes et les chrétiens cultivaient, outre les produits destinés à la mission, des produits nécessaires à leur propre subsistance. C'est ainsi qu'à côté des vergers, les plantations de manioc, de patates, de courges et de légumes prospéraient.

Parallèlement à l'agriculture, se développait l'élevage des volailles, de lapins, de caprins, et de bovins. Ce fut l'œuvre du F. Hervé Le Pape arrivé à la mission de Bessou en 1896. Ainsi « sur deux hectares destinés à l'élevage, on compte 120 bêtes à cornes, 250 cochons, 200 poules, 100 ânes pour tirer trois charrues [8] ». N'oublions pas les ateliers de formation en maçonnerie, menuiserie, forge, etc.

Les missionnaires, dans le souci de veiller aux bonnes mœurs inculquées aux jeunes libérés, construisirent, à côté de la mission, le village de liberté Saint-Henri pour les jeunes ménages. « Commencé en 1897 avec trois ménages, le village de liberté Saint-Henri s'est accru lentement [...]. A la fin de 1906, il y avait à Saint-Henri 65 ménages dont 21 de jeunes mariés. En y entrant, chaque famille avait une case et un lopin de terre [9]. »

Les prêtres contrôlaient les jeunes couples tant du point de vue de la morale chrétienne, de la discipline, que du point de vue économique. Leurs interventions étaient constantes et quotidiennes. Ils n'hésitaient pas à châtier sévèrement ceux qui passaient outre à leurs recommandations : « Ceux qui étaient infidèles à leur femme ou ceux qui voulaient devenir polygames se voyaient chassés de la mission et leur case brûlée [10]. » La renommée du village de liberté se répandait au-delà des villages environnants. Cependant la rigueur, la sévérité de certains missionnaires, qui pensaient que les esclaves libérés constituaient leur domaine, provoqua le départ de certains couples.

---

8. J. WIRTH, "La mission de la Sainte-Famille 1894-1929" *in Documents pour servir à l'histoire de l'Église en R.C.A.*, Bangui, 1984, p. 5.

9. Denise BOUCHE, "Le village de liberté de Saint-Henri près de la mission de la Sainte-Famille, 1894-1929" in *Actes du 90e Congrès des Sociétés Savantes*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1966, p. 416. Ce village avait pris le prénom du président de la Société Antiesclavagiste, Henri Wallon, qui avait aidé à sa création.

10. Témoignage oral de Annette FLAMÉNÉ, 88 ans, habitant Ndjoukou, interrogée en 1991.

L'étude du journal de communauté de la mission (1895-1920) permet d'établir la courbe évolutive du village de liberté Saint-Henri : elle montre une progression constante du nombre de ménages jusqu'en 1915 où le chiffre de 101 est atteint. Mais à partir de cette année-là, la courbe décroît (47 ménages en 1916) pour disparaître à partir de 1920. Raisons de cette baisse : la fuite de population vers la rive belge de l'Oubangui pour échapper à l'impôt et aux réquisitions ainsi que la disparition du P. Cotel, présent à la Sainte-Famille de 1898 à 1913, et décédé en 1914, qui s'était fait le défenseur des jeunes couples auprès de ses confrères.

Les progrès de la mission s'accompagnaient malheureusement de nombreux décès parmi les missionnaires à cette époque où l'Afrique Centrale était appelée le tombeau de l'homme blanc : maladies et épidémies fauchaient ces prêtres en pleine activité, comme le P. Moreau, le fondateur de la mission, mort à 41 ans, le P. Cotel à 42 et le P. Beauchêne à 36.

L'arrivée des Sœurs de Cluny à la Sainte-Famille

La Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny [11] avait été fondée en 1806-1807 par Anne-Marie Javouhey (1779-1851). Ses succès pédagogiques attirèrent l'attention sur elle, d'où des propositions de la part des autorités maritimes et coloniales pour créer des écoles dans les possessions françaises d'Outre-mer : en 1817 dans l'île Bourbon (La Réunion), en 1819 au Sénégal, en 1824 à la Martinique et en 1828 en Guyane.

En Afrique Centrale, leur première fondation, en 1887, est celle de Loango où les Sœurs construisent un ouvroir pour l'éducation et la formation des jeunes filles et un hôpital pour secourir les malades. L'évêque du lieu, Mgr Carrie, leur confie la formation des postulantes indigènes désireuses de devenir religieuses. Elles ouvrent d'autres communautés : à Brazzaville en 1892 et à Bouenza en 1897. Là où elles s'installent, elles fondent des écoles, des orphelinats, des centres de formation ménagères et des hôpitaux.

Le P. Moreau aurait voulu avoir des religieuses dans sa mission et avait entreprit des démarches auprès de congrégations religieuses féminines, mais sans succès. Après son décès, le préfet apostolique, le P. Cotel obtiendra une

11. Au début, la maison mère était à Cluny, en Bourgogne ; ensuite, à Paris, 21, rue Méchain.

réponse de la Congrégation des Sœurs de Cluny : « Depuis quelques temps, le préfet apostolique de l'Oubangui-Chari désirait des religieuses pour sa Mission de la Sainte-Famille et les jeunes négresses réunies à Bessou les attendaient. Au retour de sa tournée, le P. Fraisse [12] appuya la demande du R.P. Préfet et notre Révérende Mère lui promit quelques Sœurs [13]. »

En septembre 1911, les Sœurs Marie Berthe des Anges Sallmann, Andrée du Sauveur, Joseph de Saint-Michel et Marie-Elisabeth Durand s'embarquèrent à Bordeaux, à destination du Congo.

À Bessou, les débuts furent difficiles pour ces Blanches qui, à leur arrivée, ne voyaient partout que sauvagerie. La Sœur Berthe témoigne : « Il y a de quoi s'étonner de nos élèves et de nos voisins. Les païens sont surtout bien primitifs dans leur habillement et dans leur manière d'être et d'agir. Les femmes sont entièrement nues, les plus distinguées d'entre elles portent dans le trou de leur lèvre supérieure une grande plaque métallique [14]. »

Les prêtres avaient mis à leur disposition une maison presque vide. « Notre maison en briques, écrit Sœur Berthe, est divisée en deux grandes salles et deux petites chambres. [...] Pour tout ameublement il y a une vieille table, le reste de la salle est garni par nos caisses qui servent de sièges, d'armoires et même de lessiveuse. La salle du milieu a deux portes donnant sur la véranda, mais n'a ni plafond ni fenêtres. J'ai dû faire le métier de menuisier en fabriquant avec le bois de nos caisses, des armoires, des tables et des bancs [15]. »

Recrutement et vie à l'internat

« Dès le lendemain de notre arrivée, rapporte Sœur Berthe, une vingtaine de filles nous ont été confiées. Huit jours après, dix-huit autres sont venues de Bangui grossir le nombre, de manière que nous en avons trente-huit à

---

12. Envoyé par la maison mère comme Visiteur des missions d'Afrique française, le P. Alphonse Fraisse les avait parcourues d'avril à décembre 1910.

13. *Bulletin de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny*, N° CIV, décembre 1911, Tome IX, p. 772.

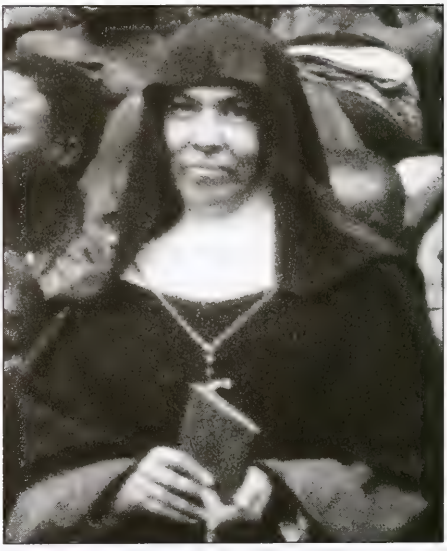
14. Correspondance de Sœur Berthe, supérieure de la communauté, avec la Maison mère, lettre du 20 novembre 1911.

15. Correspondance de Sœur Berthe avec la Maison-Mère, lettre du 1er décembre 1911, partiellement citée *in* Louis GODART et C. ZOUBÉ, *De l'esclavage à la liberté...*, *op. cit.*, p. 158.

Photo père Coiel - Arch. CSSp

1912 - Mission de la Sainte-Famille - Sœurs de Saint-Joseph de Cluny :
De g. à dr. : Berthe des Anges, sup. ; Andrée du Saint-Sauveur ;
Josèphe de Saint-Michel ; Élisabeth de Jésus ;
avec, au centre, la femme du lieutenant Hartmann.

Sœur Berthe des Anges, supérieure.



Sœur Josèphe de Saint-Michel.

notre charge. C'est bien assez pour le moment [16]. » Les Sœurs, contrairement à la veuve métisse qui les avait précédées, donnaient une formation complète aux internes : instruction, lessive, repassage, couture, secourisme, etc.

En 1905, le rachat des jeunes esclaves par les prêtres cessa et les filles venaient d'elles-mêmes s'inscrire chez les Sœurs. Certaines étaient envoyées par les prêtres de la mission Saint-Paul de Bangui.

Cet internat a connu un essor spectaculaire si l'on en juge d'après l'évolution des effectifs. Par exemple, de 1913 à 1920, le nombre d'internes passa de 30 à 74 et le nombre d'externes, de 30 à 53. Cet essor fit croître le pourcentage de baptêmes et de mariages car la majorité des filles quittaient l'internat à la suite d'un mariage chrétien. Étaient admises à l'internat toutes celles qui voulaient devenir chrétiennes. La durée du séjour y variait entre deux et cinq ans selon l'âge.

Un emploi du temps chargé leur était imposé [17] : 5 heures réveil ; 5 h 45. messe ; 7 heures petit déjeuner ; 7 h 15 à 8 heures ménage ; 8 heures à 10 heures travaux champêtres ; 10 heures à 10 h 30 bain ; 10 h 30 à 11 h 15 cours ; 11 h 45 à 14 h 45 cuisine, repas, vaisselle, classe de chant ; 14 h 30 à 15 h 30 catéchisme, couture ; 15 h 30 à 18 heures travaux champêtres.

La matinée du samedi était réservée au grand nettoyage de la concession et des locaux, à la lessive et au repassage du linge de la mission. L'après-midi, les catéchumènes et les chrétiens devaient se préparer à la messe du dimanche. Ils étaient aidés par les prêtres et les sœurs. Le dimanche était réservé à l'Eucharistie, au repos et à la détente.

La discipline était considérée par les grandes comme un cortège de tracasseries, de contraintes et de soumissions, accompagnées d'une privation de liberté. Mais ce n'était pas dans cet esprit que pouvaient se définir la rigueur, la rigidité des sœurs. Elles voulaient seulement, par ce procédé, inculquer aux jeunes filles des connaissances qui leur permettraient d'être libres.

Le mode de vie à l'internat était complètement différent de la vie au village. Les filles, comme les petits blancs, apprenaient à manger seules sur les tables-bancs. Ce qui était contraire à leur culture originelle : au village tous

---

16. Lettre de Sœur Berthe à la Maison mère. Cf. *Bulletin de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny*, N° CXIV, juin 1914, Tome X, p. 442.

17. Correspondance de Sœur Berthe avec la Maison mère, lettre du 1er décembre 1911, citée *in* Louis GODART et C. ZOUBÉ, *De l'esclavage à la liberté...*, *op. cit.*, p. 157.

doivent se regrouper pour manger, signe d'unité et de solidarité. À ce sujet, voici le témoignage d'une interne, Agathe Yamété :

« Ce sont les grandes qui préparaient les repas et nous servaient. Notre réfectoire était couvert de paille. On s'installait sur des tables-bancs comme pour l'école (...) Chaque enfant recevait un bol empli de sauce, de légumes, de pâte d'arachide, de feuilles de manioc ou de *ngago*, de *boudou* ou de *ngoussa*. Et sur le banc on trouvait manioc et bananes. (...) Le jeudi on avait toujours de la viande fumée. Le mardi et le mercredi, selon les possibilités, soit du poisson, soit de la viande fraîche. Le vendredi, abstinence de viande ; le samedi aussi jusqu'en 1911. C'était réglementaire dans les "commandements" de l'Église (...) Aux grandes fêtes, on tuait une ou deux vaches de l'élevage pour en manger la viande fraîche [18]. »

Après le déjeuner, c'était la petite lessive au fleuve. De temps en temps, les missionnaires, pour divertir les internes, les emmenaient à la plage où ils passaient la journée le dimanche. C'était pour les jeunes, garçons et filles, un temps de réjouissance, mais aussi une occasion pouvant leur permettre de choisir leur futur partenaire. Toute l'équipe ne rentrait qu'en fin d'après-midi. Ainsi l'ambiance chaleureuse, le style de vie, les loisirs exercèrent une forte attraction sur les jeunes.

Il y avait aussi des grandes vacances qui leur permettaient d'aller dans les familles et d'y divulguer les bonnes habitudes acquises à l'internat. Ces vacances venaient après les récoltes. « Nous avions, si nous le voulions, des vacances de deux mois pour aller en famille, à condition de rapporter un poulet vivant comme notre participation aux frais. Ceux qui n'en rapportaient pas, travaillaient aux champs pendant quatre semaines au lieu d'aller en classe [19]. »

L'instruction

Le programme de l'enseignement, encore peu défini, était spécial et s'adaptait aux besoins de l'heure. L'*école chrétienne* comportait « non seulement

18. Témoignage de Agathe Yamété, née vers 1896, *in* Louis GODART et C. ZOUBÉ, *Nos pères dans la foi*. Les anciens de la mission Saint-Paul, Bangui, Foyer de Charité, 1986, p. 94-95.
19. Témoignage de Agathe Yamété.

des leçons et des exercices de langage, de lecture, d'écriture, de calcul arithmétique et d'instruction religieuse, mais aussi tout un trésor de pratiques préparant les élèves externes et internes à affronter la vie moderne [20] ».

Seules les plus jeunes bénéficiaient de cette instruction. Les plus grandes filles, préparées en vue du mariage, recevaient une formation manuelle. Selon les propos d'Annette Flaméné : « Je n'étais pas allée à l'école parce que j'étais âgée. »

Tout embryonnaire qu'elle fût au début, l'école réalisait déjà un grand progrès dans la formation des filles. Le P. Hemme précise :

> « Quatre d'entre elles sont capables d'enseigner le catéchisme et un certain nombre est capable de se confesser dans notre langue. Parmi les plus intelligentes, une mulâtresse, Jeanne Langlois, comprend fort bien le français, lit bien et apprend la grammaire qu'elle connaît jusqu'au verbe. Elle sait également faire les quatre opérations [21]. »

L'école, commencée avec une trentaine de filles posait le principe de l'égalité des garçons et des filles devant l'instruction, car celles-ci évoluaient au même rythme que les garçons. L'école tenue par les religieuses était très appréciée par la population pour plusieurs raisons :

- La qualité de l'enseignement : les Sœurs avaient un manuel pour l'enseignement, en plus de cela elles maîtrisaient bien le français.
- La gratuité de l'enseignement : les parents des élèves étant pauvres ne payaient rien pour la scolarité de leurs enfants. Toutes les fournitures scolaires étaient données gratuitement.
- Les cadeaux : les bonnes élèves étaient toujours récompensées. Les élèves étaient vêtues par les Sœurs à l'occasion des grandes fêtes religieuses.

Toutes les internes sans différence d'âge suivaient les cours de couture auprès de Sœur Félicité. Celle-ci leur apprenait aussi bien la coupe d'un pantalon que divers autres travaux d'aiguille. Elle les initiait à la confection de leurs propres vêtements. Les plus douées se spécialisaient dans la broderie et le tricot. La lessive méritait bien un apprentissage, car elle était différente de celle qui se pratiquait au village. Au lieu du savon traditionnel, le *Mok-*

---

20. L. GODART et C. ZOUBÉ, *De l'esclavage à la liberté...*, *op. cit.*, p. 138.
21. *Idem*, citant des rapports du P. Hemme de 1917-1918, p. 164-165.

pakpa, les filles étaient initiées à l'usage des détergents modernes (poudre et savon importés), de la lessiveuse et des brosses. Tous les samedis, il fallait faire bouillir le linge de l'église, bien frotter chaque pièce avant de la déposer sur l'étendoir. Une fois le linge séché, les filles le repassaient. Ce fut une nouveauté pour elles qui n'avaient jamais utilisé cette méthode.

L'action sanitaire

Les prêtres, dès la fondation de la mission, avaient construit un dispensaire dont l'accès était réservé à une certaine catégorie de personnes : les ouvriers de la mission et leur famille, les enfants de l'œuvre et quelques particuliers. Les missionnaires étant peu nombreux ne pouvaient pas détacher l'un des leurs pour assurer une permanence à l'infirmerie. Les Sœurs, par contre, vont élargir les soins à une plus vaste clientèle car c'est un moyen pour amener les indigènes à se convertir. Le dispensaire, tenu par Sœur Joseph, disposait de médicaments d'usage courant venus de la métropole.

Certaines maladies comme la lèpre, le pian, la trypanosomiase résistaient à tout traitement. Un jour vint où le pian fut combattu par le stovarsol.

Au dispensaire, « Sœur Joseph, coiffée d'un casque et tout habillée d'un grand tablier blanc se trouve environnée d'une trentaine de malades, femmes et enfants. Elle panse leurs plaies et leurs ulcères, prêche le Bon Dieu, gronde les malpropres, console les petits enfants en leur donnant un peu de manioc. Tout se passe en famille [22] ».

L'action sanitaire s'étendit aussi aux villages voisins. Une sœur fut chargée de soigner les malades dans les villages éloignés de Bessou, lors des tournées pastorales. Et le P. Daigre de souligner : « Des groupements voisins de la mission reçoivent les visites des sœurs. Là, il y a des malades à découvrir, à soigner, à instruire et, le cas échéant, à baptiser [23]. » L'œuvre médicale est considérée comme un moyen d'évangéliser, en apportant le salut et la compassion du Christ aux populations.

---

22. Correspondance de Sœur Berthe à la Maison mère, lettre du 23 avril 1913, citée dans L. GODART et C. ZOUBÉ, *De l'esclavage à la liberté...*, *op. cit.*, p. 160.

23. P. DAIGRE [Joseph], *Oubangui-Chari*. Souvenirs et témoignages. 1890-1940, Issoudun, Dillen et C^ie^ éditeurs, Paris, Maison Provinciale des Pères du Saint-Esprit, 393, rue des Pyrénées, 2e édition, 1950, p. 213.

1912 - Mission de la Sainte-Famille - Communauté des spiritains :
De g. à dr. : Albert Hemme, sup. ; Joseph Daigre (brousse) ;
Félix Sallaz (aumonier des sœurs) ; Émile Échaubar (chargé des enfants).

Photos: Archives CSSp

Mission de la Sainte-Famille de Bessou. Vue arrière de la maison des missionnaires (définitive, après la première de 1895).

Le catéchisme et les baptêmes

En ce temps des débuts, c'était un catéchisme en langue banda qui était pratiqué à Bessou. Le P. Daigre avait aussi composé un catéchisme en images à partir de l'Histoire Sainte en 14 tableaux dont les sujets étaient tirés du catéchisme de Mgr Le Roy et de la Bonne Presse.

Le catéchisme, qui durait de deux à trois ans, se terminait par un examen pour l'accès au sacrement de baptême, examen pour lequel les prêtres étaient exigeants. Sœur Berthe, écrit : « Il y a quatre ou cinq [filles] qui sont depuis près de trois ans à la mission ; ce sont nos plus grandes, mais malheureusement leur bonne volonté ne trouve aucune aide du côté de l'intelligence et de la mémoire ; il est à craindre qu'elles auront encore des déceptions, car le bon préfet apostolique est très exigeant sur ce point » [24].

D'après le registre de la mission de la sainte-Famille, la moyenne annuelle des baptêmes, de 1895 à 1921, est de 75 : moyenne pour les garçons et les hommes : 41 ; moyenne pour les filles et les femmes : 34.

L'éducation des femmes adultes

Le catéchisme ne se limite pas seulement aux jeunes mais s'étend aussi aux femmes adultes païennes qui avaient un catéchisme spécial. « Tout récemment, écrit Sœur Joseph, une nouvelle œuvre nous a été confiée, celle des femmes adultes [...]. Vu leur âge, leur règlement est un peu plus large que celui des enfants [...]. Chaque jour, elles ont un catéchisme spécial qui les prépare au baptême et au mariage chrétien [25]. »

Les Sœurs ne fabriquaient pas des messagères de l'Évangile, mais elles assuraient un suivi en vue de la maturité humaine et chrétienne de ces femmes. À cet effet, celles-ci participaient à des séances au cours desquelles différents thèmes tels que l'hygiène du corps et l'hygiène alimentaire, la place de la femme dans la société, etc. étaient développés.

---

24. Correspondance de Sœur Berthe à la Maison mère, lettre du 12 octobre 1912.

25. Sœur Joseph à la Maison mère, lettre du 24 avril 1913, citée L. GODART et C. ZOUBÉ, *De l'esclavage à la liberté..., op. cit.*, p. 161. Cf. aussi *Bulletin de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny*, N° CXXVIII, décembre 1917, p. 442. Tome XI, p. 486.

Avant le mariage, les Sœurs entretenaient les futurs époux au sujet de la vie conjugale, sur les devoirs des deux conjoints. Toute cette préparation permettait au couple de fonder un foyer harmonieux. Celles qui avaient quitté l'internat après le mariage gardaient un contact permanent avec les Sœurs. Elles revenaient une fois par semaine suivre les cours de couture et les conseils auprès de leurs éducatrices.

Selon les propos d'Annette Flaméné :

« Si nous voulions communier le dimanche, on allait la veille se confesser et on dormait chez les Sœurs qui nous prodiguaient des conseils. On priait avec elles dans leur chapelle et le lendemain, on allait à la messe communier. Les ménages chrétiens étaient heureux de se voir encouragés et d'être l'objet d'un intérêt constant. »

Les difficultés rencontrées

L'œuvre entreprise par les religieuses se heurta à de nombreuses difficultés. Le climat tropical, les endémies et les épidémies les frappaient sévèrement. Sœur Joseph écrit :

« Les santés ne sont guère brillantes dans notre chère mission. Sœur Félicité a eu une bilieuse hématurique fin novembre. Sœur Elisabeth est de nouveau très fatiguée depuis un mois, je crois qu'elle ne se fera jamais au climat de l'Afrique. Je me suis remise de cette méchante grippe qui m'avait conduite à deux doigts de la mort. Cette épidémie nous a enlevé quatre de nos filles et a fait de nombreuses victimes [26]. »

Auparavant, en août 1913, Sœur Berthe était décédée à Bessou à la suite d'une forte fièvre qui n'avait duré que trois jours.

La pluralité des dialectes dans la région posait un sérieux problème de communication entre les Sœurs et la population. Le catéchisme était enseigné en banda, mais il fallait non seulement apprendre le banda mais aussi la langue des différents sous-groupes de la région à savoir : togbo, langbassi, dagba, sans omettre le banziri. « Notre tâche auprès des enfants est encore bien difficile puisque nous ne comprenons pas encore leur langue et leurs habitudes. Nous devons user de beaucoup de patience et de persévé-

26. Correspondance de Sœur Joseph avec la Maison mère, lettre du 20 janvier 1915.

rance. C'est un vrai chagrin pour moi de rester réfractaire sur ce point, car, en causant avec les pauvres chrétiennes des villages, on pourrait leur faire tant de bien [27]. »

D'autres difficultés vinrent de la survivance des coutumes, en particulier celle de la polygamie, qui était pour l'homme noir l'un des moyens d'assurer sa progéniture. Elle fut combattue sans succès par les Sœurs. En dépit de la longue préparation au mariage, certains couples n'ont jamais admis l'idée du mariage monogamique qui était pour eux une conception occidentale.

De plus, le fait de retarder pour les filles l'âge du mariage était aussi une source de perpétuels conflits qui poussaient certaines récalcitrantes à s'évader de l'internat. Il suffisait que celles-ci atteignent l'âge de la puberté pour qu'elles se considèrent capables d'être mères et croient venu le moment de se marier :

« Dernièrement, écrit Sœur Joseph, deux de nos plus grandes filles se sont mises à nous faire la tête pour se marier. Nous avons fait notre possible ainsi que le Père qui en est chargé pour les faire patienter encore quelques mois, vu que leurs futurs maris, qui étaient chez les Pères, n'étaient pas baptisés. Mais en vain, nous avons été très affligées de les voir nous quitter pour retourner dans le paganisme très exposés à perdre leur âme [28]. »

Le bilan du travail des Sœurs de Cluny à Bessou

L'internat a été un centre de formation et d'éducation Cet internat permit la fusion de différentes ethnies souvent ennemies. Ainsi, avant l'installation des missionnaires, les Langbassis et les Togbos étaient perpétuellement en conflit. Mettre la paix entre les belligérants était impossible. Maintes fois les prêtres avaient essayé de les réconcilier mais toutes démarches furent vaines. Grâce à l'internat, les enfants issues de ces différents groupes allaient habiter ensemble, accueillir l'autre, non plus en ennemie, mais en amie. La formation donnée aux internes et aux externes transforma peu à peu leur mentalité.

L'instruction et la formation reçues à l'internat chez les Sœurs favorisèrent l'accès de la femme à une promotion très encourageante dans le domaine

27. Correspondance de Sœur Berthe à la Maison mère, lettre du 20 novembre 1911.
28. Correspondance de Sœur Joseph avec la Maison mère, lettre du 12 mai 1919.

de la santé et de l'enseignement. Tel fut le cas de Madame Tekere qui alla enseigner à Bambari où elle reçut de nombreuses décorations, de Cécile Pacheko devenue monitrice et de bien d'autres encore. Quant à celles qui avaient bénéficié de la formation manuelle, elles firent leurs preuves dans la broderie, la couture, le commerce. En outre, un grand changement eut lieu dans l'habillement et la vaisselle : les gens en vinrent à préférer les vêtements en tissu aux vêtements en raphia et, dans les ménages, on trouva, à côté des marmites en terre, des marmites en émail. Ce fut une véritable transformation culturelle.

Au plan moral, les jeunes apprirent à pardonner, à abandonner les projets de vengeance et de méchanceté. Et surtout les Sœurs combattirent la polygamie, considérée comme l'exploitation, la chosification de la femme. Même si ce combat n'aboutit pas à la disparition de cette coutume, on assista, dans un certain nombre de cas, à un libre choix entre les futurs conjoints. Ces efforts pour la transformation de la mentalité apportèrent quelques consolations aux Sœurs :

> « Heureusement que le village chrétien nous dédommage un peu de la triste impression que nous cause la sauvagerie des païens. Il y a plus d'une centaine de jeunes ménages chrétiens dont les enfants sont déjà très intéressants. Ils sont habillés de leur mieux et se présentent régulièrement aux offices et aux catéchismes. [...] À côté des garçons de la mission, nos enfants sont des anges, je ne dis pas cela pour me vanter, mais elles sont très dociles et se laissent corriger tandis que les garçons sont tellement indisciplinés que j'éprouve un réel chagrin [29]. »

Sur le plan spirituel, les Sœurs insistaient, dans leurs rencontres avec les femmes, sur la nécessité de leur participation à la mission apostolique de l'Église. Des femmes catéchistes s'intégrèrent à la vie paroissiale et, dès 1917, elles bénéficièrent de tous les droits des catéchistes : elles présentaient aux Pères les filles pour le baptême et les préparaient aussi au mariage. Ces laïques ont constitué l'un des meilleurs instruments dans l'œuvre d'évangélisation, surtout dans les villages éloignés où la présence des prêtres était très irrégulière.

---

29. Correspondance de Sœur Joseph avec la Maison mère, lettre du 23 février 1913.

De quelques ombres à ce bilan

Il est arrivé que les conversions aient eu d'autres motivations que spirituelles : en devenant chrétien, le faible pouvait compter sur la protection de la mission ; tout le personnel travaillant à la mission était souvent exempté de l'impôt et la formation reçue à la mission permettait de s'insérer plus facilement dans la vie active. Revers de cette situation : un certain *paternalisme* missionnaire qui a pu engendrer chez les chrétiens une mentalité d'assistés, toute cette prise en charge se faisant grâce à des apports extérieurs fondés souvent sur la pitié comme le prouve la correspondance de Sœur Berthe :

> « Tout dernièrement encore, nous étions si joyeusement surpris par l'immensité de deux caisses que vous aviez eu la bonté de nous faire expédier au mois de mars. Leur contenu nous réjouit le cœur tout en faisant danser de joie nos petites sauvages [30]. »

Dans l'esprit des Noirs, le christianisme était lié à la culture occidentale car les religieuses exprimaient leur foi dans leur propre culture. Et, bien souvent, réussir l'évangélisation c'était, pour elles, amener les autres à adopter un comportement identique. Toute manifestation culturelle de la vie africaine (musique, danses) risquait, dans ce contexte, d'être considérée comme du paganisme et, par conséquent, comme un obstacle à l'évangélisation.

Si le courage de ces femmes, qui avaient quitté leur pays et leur famille pour apporter la foi au risque de leur vie, était louable, elles étaient parfois involontairement imprégnées de l'idéologie coloniale de l'époque : les correspondances de Sœur Berthe avec la Maison mère évoquent « la paresse et les habitudes sauvages des filles » et la nécessité d'utiliser le bâton pour tenir « toutes ces gourmandes en respect [pendant] les travaux champêtres [31]. »

Autre aspect négatif de l'attitude des Sœurs : à travers leurs écrits n'apparaît aucune tentative de faire naître des vocations à la vie religieuse. Mais il faut admettre que du côté de la population, la coutume s'opposait catégoriquement au célibat consacré de la femme. La fille étant vouée à la procréation, il était inconcevable qu'une femme se prive volontairement d'enfants, sauf en cas de stérilité. Selon André Bamara : « Devenir religieuse

---

30. Correspondance de Sœur Berthe avec la Maison mère, lettre du 11 mars 1913.
31. Lettres de Sœur Berthe du 20 septembre 1911 et du 23 avril 1913.

pour les gens signifiait aller à l'encontre de la nature [32]. » De leur côté, les Sœurs de Bessou pensaient alors que leurs filles n'avaient pas atteint une maturité spirituelle suffisante pour être préparées à la vie consacrée et qu'elles étaient toujours partagées entre le christianisme et le fétichisme « pauvres âmes qui sortaient de l'esclavage » auxquelles il était parfois très difficile de faire comprendre « le bonheur du christianisme [33] ».

Les raisons du départ des Sœurs

À côté des difficultés économiques liées à une récolte intensive du caoutchouc ayant provoqué l'abandon des cultures vivrières et des famines, la principale raison de ce départ se trouve dans l'attitude désagréable envers les Sœurs du préfet apostolique de l'Oubangui-Chari, Mgr Callo'ch (1914-1926). Atteint de la maladie du sommeil, le préfet, dont le caractère s'aigrissait, ignorait le travail des religieuses et refusait de répondre à leurs lettres. Devant cette situation, évoquée dans plusieurs lettres [34], la Supérieure générale rappelle ses Sœurs qui rentrent en France en avril 1920. Départ qui provoque les regrets des PP. Hemme et Daigre...

Le travail sera continué par quelques femmes issues de leur œuvre éducative : parmi celles choisies par les prêtres pour encadrer les filles, il faut citer les noms de Cécile Pacheko et de Jeanne Langlois. Ces monitrices feront le catéchisme aux filles et les prépareront au baptême et au mariage.

Après le départ des Sœurs de Cluny, il n'y aura plus de religieuses en Oubangui-Chari avant 1929, année de l'arrivée des Sœurs Spiritaines à Saint-Paul de Bangui. C'est aussi en 1929 que Mgr Grandin fermera la mission de la Sainte-Famille.

---

32. André BAMARA, 60 ans, cultivateur à Ndjoukou, interrogé à Ndjoukou en février 1991.
33. Correspondance de Sœur Joseph avec la Maison mère.
34. Sœur Joseph à la Maison mère, lettres du 14 février 1919, du 2 mars 1919, du 31 mars 1920.

Mission de Mbaïki - Communauté des sœurs spiritaines :
De g. à dr. : Sr Odette Sébastien-Prodhomme (devenue carmélite) ; Sr Yvonne Cogneau ; Sr Jean-Baptiste Poireau ; Sr Bernadette Muller.

Photos : Archives CSSp

Mission de Mbaïki. La maison des sœurs spiritaines.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 108 à p. 128.

Les Sœurs spiritaines de Mbaïki (Centrafrique) et l'évolution de la femme en Lobaye (1931-1958)

Marie-Ange Kallanda *

Les premières religieuses venues en Oubangui-Chari dès 1911 furent les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, placées à la Mission de la Sainte-Famille de Bessou (Ndjoukou, situé à 200 km de Bangui au nord de Possel) [1] qui se replièrent sur Brazzaville à partir de 1920 [2]. Ainsi les spiritaines vont demeurer seules à prendre soin de la formation de la femme en Oubangui-

---

* Marie-Ange Kallanda, trop tôt disparue, descendait d'une famille de notables de la Lobaye ; son grand-père paternel, le chef de tribu Yangbo, avait concédé aux missionnaires le terrain destiné à la mission (cf. mémoire de maîtrise, p. 64). Cette jeune femme, « attachante et de grande qualité » selon le témoignage de son directeur de maîtrise, était donc bien placée pour poursuivre des recherches qu'elle commença à l'Université de Bangui sous la direction de Pierre Soumille alors maître de conférence dans cette même Université. Le mémoire de maîtrise, qui fait suite à un mémoire de licence concernant également la Lobaye, date de l'année universitaire 1986-1987. En tête de ce mémoire, après avoir exprimé sa reconnaissance à l'égard de M. Pierre Soumille, Marie-Ange Kallanda remercie le P. Ghislain de Banville pour avoir mis à sa « disposition des documents authentiques indispensables à l'élaboration de ce travail » : puisse donc ce texte honorer aussi le souvenir de celui qui pendant tant d'année se mit aux service de l'histoire et des historiens de Centrafrique. *[Le texte du mémoire de Marie-Ange Kallanda a été revu par Madame Marie-Emmanuelle Lescouzères Gabillet (doctorat en thèse d'État) qui a établi le contenu définitif de l'article].*

1. Cf. l'article précédent dans ce numéro de *Mémoire Spiritaine*.
2. *BG*, t. 45, p. 77-78.

Chari jusqu'en 1950, date d'arrivée de sœurs d'autres congrégations : Saint-Paul de Chartres (1950) et Saint-François d'Assise d'Angers (1951) [3].

La Mission Sainte-Jeanne d'Arc de Mbaïki

Quand, en 1931, les Sœurs Yvonne Cogneau, Clémence Muller et Maurice Willeman arrivent à Mbaïki, leur jeune [4] congrégation est déjà présente au Cameroun, en Martinique [5] et, depuis 1929, en Oubangui-Chari où les spiritaines ont fondé la Mission Saint-Paul.

L'installation des sœurs à Mbaïki fut la conclusion d'un contrat passé entre les Sœurs missionnaires du Saint-Esprit et le Préfet Apostolique de l'Oubangui-Chari [6], Mgr Grandin. C'est ainsi que l'œuvre des Sœurs naquit le 5 novembre 1931 à leur arrivée à Mbaïki [7].

Déjà implantés à Mbaïki, les Pères du Saint-Esprit recevaient en internat un noyau de filles confiées à leurs soins et surveillées par quelques femmes indigènes. Cependant l'arrivée des sœurs va semer l'étonnement et l'émoi, suscitant de nombreuses questions.

Du côté des filles, que d'interrogations sur ces religieuses dont la condition constituait une énigme. Pourquoi ne se mariaient-elles pas ? N'étaient-elles pas les épouses des pères venus depuis longtemps sans femmes ? Pourquoi toujours la même tenue blanche ?

Du côté des sœurs, c'était un étonnement général qui s'explique aisément par la découverte d'une civilisation différente, d'un monde nouveau que certaines étaient loin d'imaginer. Mais surtout, de part et d'autre, on se heurte à un grave problème de communication : les sœurs ignorent le *sango* [8] et

---

3. *Annales Spiritaines*, novembre 1953, p. 141-142.

4. Première profession religieuse : le 5 octobre 1924.

5. Christiane MASSEGUIN, Sœur Missionnaire du Saint-Esprit, *A l'ombre des Palmes*. L'œuvre familiale et missionnaire des Sœurs du Saint-Esprit, Paris, Spes, 1948, p. 173.

6. Archives Archevêché de Bangui, Saint-Paul : le premier contrat a été signé le 5 novembre 1928 à Paris par Mgr Grandin. Cf. Annexe II, p. 162, dans : M.- A. KALLANDA, « Les Sœurs spiritaines de Mbaïki et l'évolution de la femme en Lobaye, 1931-1958 », *Mémoire de maîtrise en Histoire sous la direction de Pierre Soumille*, Université de Bangui, 1986-1987, 216 p.

7. *Pentecôte,* janvier-février-mars 1932, p. 3. *Pentecôte* était, à l'époque, la revue des Sœurs missionnaires du Saint-Esprit (spiritaines).

8. « Partout en Oubangui, les missionnaires ont été confrontés à la pluralité des dialectes ; ce problème a été résolu par Mgr Grandin (1928-1947) qui uniformisa l'enseignement du catéchisme en sango. » M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 121.

les filles ne connaissent pas un seul mot de français. Pour répondre à leur vocation, évangéliser la femme africaine, *nœud de la race* [9], les spiritaines vont donc surmonter vaillamment les difficultés nées de leur manque d'expérience du milieu, d'un climat éprouvant pour leur santé et gérer la pénurie qui, selon Mgr Grandin lui-même, confine au dénuement [10].

Or évangéliser la femme africaine c'est pour les sœurs :

« - lui faire prendre conscience de sa dignité humaine et morale en la relevant à ses propres yeux. Elle doit par conséquent recevoir une éducation manuelle et une éducation intellectuelle élémentaire ;

« - lui faire envisager chrétiennement l'honneur et les obligations de la maternité ;

« - préserver les jeunes avant leur mariage ;

« - assurer la stabilité des foyers fondés ;

« - s'approcher des âmes défiantes par les soins du corps [11]. »

C'est donc à travers des œuvres diverses et variées, adaptées aux situations de temps et de milieu de vie, que les sœurs missionnaires vont exercer leur apostolat et vivre en contact avec l'âme de la femme africaine pour lui apporter le Christ.

L'œuvre des spiritaines de Mbaiki

L'internat - Le champ ouvert aux activités des sœurs est immense et il faut lancer catéchismes, internat, écoles, visites des villages, dispensaires, ouvroirs en créant de toutes pièces les moyens de faire vivre les œuvres et d'abord l'internat.

Vrai cœur de l'œuvre des spiritaines à Mbaïki, l'internat apparut comme la meilleure solution pour procurer aux filles l'environnement chrétien qu'elles ne pouvaient trouver dans leur village. Avant l'arrivée des sœurs, les pères avaient organisé deux internats : celui des garçons et celui des filles ; ce dernier dénommé *mozemba* [12] n'était pas encore important numériquement parlant, mais, dès l'arrivée des sœurs, c'est la ruée des filles vers la mission.

---

9. C. MASSEGUIN, *op. cit.*, p. 11.
10. *Pentecôte*, juillet-août-septembre 1932, p. 11.
11. C. MASSEGUIN, *op. cit.*, p. 11.
12. *Mozemba* signifie *demoiselle* en lingala.

Au premier jour du nouvel internat, le nombre des filles passa de 30 à 57, et, dès Noël 1931, c'est 182 filles qu'il faut loger.

Les constructions provisoires entreprises par le P. Herriau, fondateur de la Mission Sainte-Jeanne d'Arc de Mbaïki, les bâtiments, une chapelle et un dortoir de 20 m de long, s'avèrent donc bientôt insuffisants pour contenir toutes les internes. Pour résoudre le problème il y aura échange de bons procédés : les pères construiront de plus vastes locaux pour l'internat et, avec l'aide des filles, les sœurs planteront 20 hectares de caféiers.

Une fois construit, cet internat était « loin de ressembler à un internat de France. Pas de mur, pas de clôture, pas de trousseau exigé. L'internat des filles mesurait 50 mètres de long ; il était divisé en trois pièces dont deux classes et un magasin, et construit en briques cuites, avec toiture en bambou et sol cimenté, grâce à un don venu de France », précise Sœur Yvonne. Les filles devaient apporter chacune leur natte pour coucher, des ustensiles de cuisine, un petit escabeau pour s'asseoir et même pour servir d'oreiller. En un mot, la fille se présentait à l'internat avec toute sa fortune bien rangée dans une hotte servant à la fois de panier à provisions, de cantine et de fourre-tout [13]. Pour compléter ce maigre bagage, les sœurs donnèrent à chaque interne une couverture et une tenue (jupon et soutien-gorge appelé *sélé cati* par les internes, ce qui signifie *serre la poitrine*) pour les dimanches et jours de fête. Sœur Francesca indique : « Un pagne de 2 mètres environ était divisé entre quatre filles », ce qui témoigne éloquemment de la modicité des moyens dont disposaient les sœurs à la naissance de l'internat.

La première condition de l'entrée à l'internat était de s'engager et de mettre de la bonne volonté à suivre le règlement ; c'était souvent difficile, surtout pour les nouvelles venues, non encore habituées à cette vie différente (tout particulièrement pour les Pygmées) et sujettes à des escapades. Les cas d'exclusion étaient rares : « Même celles qui prenaient la fuite et qui revenaient à l'internat étaient reprises sans rancune [14]. »

Logées et vêtues, les internes ont besoin de manger. À Mbaïki pas de réfectoire [15] : le repas est préparé et mangé au *douké*, l'emplacement des mar-

---

13. Témoignage des anciennes : dans la Lobaye il existe trois sortes de hottes, celle des Issongo, celle des Ngbaka et celle des Pygmées.

14. Témoignages de Sœur Francesca et des anciennes internes.

15. Seules le filles de Saint-Paul des Rapides bénéficiaient de ce privilège : « De grands dortoirs furent construits ainsi qu'un réfectoire où ces *demoiselles* apprirent à se servir de la cuiller, de la fourchette et du couteau de table ; chacune eut son gobelet. » *Pentecôte*, juillet-août-septembre 1932, p. 11.

mites [16]. Au village, ce terme désigne un foyer composé de trois grosses pierres, c'est en quelque sorte un support pour marmites. C'est là que la ménagère fait le feu pour la cuisson des aliments. Évidemment ce terme prit de l'extension à la mission. La ration, composée de viande de chasse, boules de manioc, bananes plantains, patates, était partagée crue par groupe de cinq à dix filles réunies par affinité mais surtout par ethnie. Même le dortoir était divisé par groupes ethniques sinon les querelles ne manquaient pas de surgir [17]. Seules les petites étaient regroupées dans le même dortoir sans qu'il soit tenu compte de ces différences.

D'où venaient donc ces filles dont le nombre va croître rapidement ? Ici, il n'était pas question de racheter les esclaves et de fonder des villages de liberté comme l'avait fait autrefois le P. Goblet à la Sainte-Famille de Ndjoukou. Nous sommes en 1931, les guerres tribales ont cessé, durement réprimées par l'administration coloniale, et l'esclavage a disparu. La venue à la mission est, en général, libre et volontaire mais elle reste limitée, car les filles sont considérées comme une force de travail et un objet de rapport, conséquence du système de la dot, ce que confirme Sœur Sébastien Prodhomme : « Les parents s'opposent à ce que leurs filles viennent à la mission car ainsi ils ne peuvent plus en trafiquer pour faire monter les dots [18]. ». De fait, le faible pourcentage des internes par rapport à la population de la Lobaye montre bien que, même si les filles sont attirées par l'internat, celui-ci est loin de bénéficier du même accueil auprès des familles.

De leur propre mouvement et, généralement tout de même, avec l'accord de leurs familles, les filles vinrent d'abord des villages proches de la mission : Mbangui I, Mbangui II, Boto, Dédé, Gbokombo, Ndéa, Gapa, Zanga, c'est à dire de Mbaïki même et de ses environs. Plus tard, lors des tournées de brousse, les pères envoyaient aux sœurs des filles catéchumènes de tout le district. Ainsi Mme Teteya affirme qu'elle a été ramenée à la mission par le P. Burget lors de ses tournées à Loko. Les internes furent donc des Issongo, des Ngbaka (ces deux races étant majoritaires à l'internat à cause de la proximité), des Gbaya, des Ali Boffi ; parfois aussi des Pygmées.

---

16. Témoignages de Sœur Francesca et des anciennes.
17. *Ibidem.*
18. *Pentecôte*, mars-avril 1938.

Pas de condition d'entrée à l'internat ; il suffit d'être jeune, « car il n'était pas question d'aller chercher les femmes mariées dans leur foyer [19] ». Question de disponibilité mais aussi parce que la jeunesse présente, généralement, de plus grandes facilités d'adaptation. Les filles désireuses d'entrer au catéchuménat venaient d'elles-mêmes se faire inscrire. Certaines étaient attirées par la tenue que recevaient les internes, d'autres étaient envoyées par leurs fiancés (« les garçons » ou « les enfants » chez les pères) ou bien par des chrétiens, en vue de fonder un foyer chrétien, d'où le nom *œuvre des fiancées*, ou tout simplement poussées par la curiosité, ou encore par le besoin ce qui était le cas des orphelines. Quelques années plus tard, avec la multiplication des foyers chrétiens, une nouvelle vague d'internes va naître ; enfants de ces premiers chrétiens, ils seront confiés par leur famille aux missionnaires pour se préparer à leur première communion et bénéficier d'une bonne éducation. Mais il y a aussi les aînées, les marraines sorties de la mission qui recommandent leurs petits frères et sœurs, cousins et cousines aux missionnaires ; de même, les jeunes veuves désirant refaire leur vie, confiaient aussi à la mission les enfants issus du premier mariage [20].

La durée du séjour en internat variait de deux à trois ans et parfois davantage. De six mois seulement pour celles qui, déjà chrétiennes, faisaient seulement un stage pour se préparer au mariage, elle était plus longue pour celles qui arrivaient très jeunes ainsi que pour les orphelines.

En principe, le catéchuménat durait deux ans pour les païennes, mais ce séjour pouvait être prolongé si la catéchumène n'était pas reçue à l'examen de baptême. Habituellement le séjour à l'internat prenait fin après le mariage et surtout après versement complet de la dot [21]. En règle générale, une fille ne pouvait être retirée de la mission que pour un motif sérieux, à savoir : la nécessité pour sa mère d'être aidée, ou bien dans le cas où le fiancé, ayant versé toute la dot, tenait à avoir sa fiancée chez lui.

L'enseignement agricole et ménager - Pour les grandes, trop âgées pour l'école primaire, les sœurs ouvrirent une école ménagère en 1953 ;

---

19. Témoignage de Sœur Francesca. Née Alice-Marie Cossard, le 8 décembre 1916, aux Herbiers (Vendée), diplômée d'un Certificat d'Aptitude au Professorat (CAP) de l'Enseignement libre, Sœur Francesca enseigna à Mbaïki de 1946 à 1956. Elle fut interrogée alors qu'elle se trouvait à la Mission Notre-Dame de Bangui. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, note, p. 78.

20. Témoignage des anciennes.

21. Archives Préfectorales de Mbaïki (APM) : rapport sur la mission de Mbaïki en 1943.

Mission de Mbaïki - La chapelle des sœurs spiritaines.

Mission de Mbaïki. La lessive des filles de l'internat.

Photos: Archives CSSp

mais, dans le souci de les former à leurs futures tâches d'épouses et de mères de famille, les sœurs n'avaient pas attendu l'autorisation d'ouvrir cette école pour initier les jeunes Africaines aux techniques occidentales, les diverses activités de l'internat étant conçues pour permettre de compléter la formation des sujets parce que, pensaient les missionnaires, « le christianisme ne pourrait être greffé que sur un certain niveau de civilisation [22] ».

La vie en milieu rural se prêtait admirablement aux projets des sœurs en leur permettant d'initier les jeunes Africaines à des techniques plus élaborées, tout en subvenant aux besoins de l'internat et de la mission, dans des secteurs généralement propre à l'activité féminine : plantations, jardins, élevage, couture, lessive, cuisine.

Les plantations demeuraient le plus gros morceau des activités manuelles de la mission compte tenu de la fertilité des sols mais aussi de l'existence d'un territoire forestier encore inexploité dans le voisinage. Ce qui va donner la possibilité de nourrir les internes et d'entretenir la mission. Ces travaux ont beaucoup marqué les internes des deux sexes, anciens et anciennes en parlent encore avec émotion, se revoyant « réduits en prisonniers, hommes et femmes partageaient les même travaux [23] ». Et une autre d'ajouter : « Pas de différence entre filles et garçons, nous étions comme à l'armée [24]. » Il faut reconnaître que le labeur était pénible, surtout sous le ciel africain : abattage des arbres, désouchage des racines sur une grande superficie, cela ne ressemblait en rien aux petites plantations familiales du village. À la mission, les internes avaient le choix : ou s'enfuir, ou se mettre à l'ouvrage. Ainsi certaines partaient, préférant garder leur liberté, d'autres restaient prenant conscience qu'il fallait travailler pour subvenir aux besoins de l'internat, et donc à leur propre subsistance, et faire vivre les œuvres sociales lancées par les sœurs et destinées à apporter un peu de soulagement à la misère [25]. Ces travaux n'étaient d'ailleurs pas réservés exclusivement aux internes, les catéchumènes, les chrétiens du village, et les sœurs elles-mêmes [26], y prenaient part. Les chrétiens le faisaient en guise

22. R. P. BOUCHAUD, *L'Église en Afrique noire,* Paris-Genève, La Palatine, 1958, p. 69.
23. Témoignage de Mme Lucie Mbouya.
24. Témoignage de Mme Fernande Yelebou.
25. Témoignage des anciennes : *« travail fait pour le Bon Dieu ».*
26. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 11.

de denier du culte [27]. Une fois défrichées, ces vastes étendues furent plantées de caféiers que nous voyons encore, de part et d'autre de la grand-route Bangui-Mbaïki, aux alentours de la Mission Sainte-Jeanne d'Arc ; mais elles servirent aussi à des cultures vivrières : manioc, bananes, haricots, patates, maïs, arachides. Au bout d'un ou deux ans, l'internat put donc se suffire à lui-même.

En fait, pour les internes, la véritable nouveauté fut la création des jardins de la mission. Au village, le jardinage était, en effet, réduit à sa plus simple expression : il suffisait de jeter derrière la case, dans le dépotoir, quelques graines de différentes espèces ; évidemment reste à imaginer ce qui arrivait si pas une goutte de pluie ne venait à tomber. Aux jardins bien entretenus qui fournissaient des légumes variés à la mission, les sœurs adjoignirent des arbres fruitiers qui, plantés un peu partout dans les espaces libres, procurèrent bientôt fruits et ombrage. De nos jours, quelques vestiges des anciens vergers subsistent encore : corossols, cerisiers, safou, orangers et bien d'autres espèces dont nous ignorons les noms. Et la majorité des arbres fruitiers qui vivent encore dans les villages des alentours, doivent leur provenance à la mission d'où les internes et les fidèles emportaient, chez eux, de jeunes pousses.

Les sœurs initièrent aussi leurs filles à des techniques d'élevage ignorées jusqu'alors : au village, les gens avaient coutume de cohabiter avec divers volatiles sans se soucier de les nourrir, d'où un faible rendement. À la mission, volailles, lapins, moutons, chèvres peuplèrent les enclos qui leur étaient destinés et contribuèrent, de façon non négligeable, à l'enrichissement de la ration alimentaire de tous. De plus, toutes participaient, les *petites* étant spécialement chargées de chercher les termites pour les poussins ainsi que les lianes pour les lapins.

Les améliorations en matière d'agriculture et d'élevage introduisirent peu à peu une modification des habitudes alimentaires et donc culinaires. Or la cuisine des sœurs était l'objet de vives curiosité de la part des internes, habituées à un régime si différent du leur. Étonnement réciproque d'ailleurs :

---

27. Témoignage de notre oncle Ngoma : dès son retour de Mindouli (CFCO), son épouse mettait en terre quelques plants de caféiers pour le denier du culte. Cf. également Maurice AMAYE, *Les missions catholiques et la formation de l'élite administrative et politique de l'Oubangui-Chari, de 1920 à 1958,* Thèse de 3e cycle sous la direction de Jean-Louis Miège, Université de Provence, 1984, 2 volumes (867 p.), t. 1, p. 332.

les internes étaient surprises de voir les sœurs manger des feuilles de laitue crue, des choux palmistes (que les filles prenaient pour des feuilles de palmier) et les sœurs étaient étonnées de voir les internes se délecter avec des chenilles, des sauterelles, des rats, des serpents [28]. La cuisine à laquelle il s'agit de s'initier ce n'est plus celle si simple du *douké* mais celle des sœurs et c'est là une tout autre affaire. « Dès la première semaine, une sœur montrait comment s'organiser et cuisiner, puis elles se lançaient. La durée de la rotation des filles à la cuisine était de six mois [29]. » Ces leçons de cuisine permirent à la plupart des internes de goûter les mets occidentaux, et de découvrir la façon de dresser la table.

Autre objet de curiosité et de désir, les cotonnades importées par les Européens, puis le vêtement européen lui-même et donc la couture qui permet de ne pas avoir à recourir aux services onéreux du tailleur. Avant l'arrivée des Européens, l'étoffe était inconnue et l'habillement, réduit au *kangbo*, consistait en un tablier ou jupon de raphia teinté, une touffe de feuille ou même une natte. Puis apparurent les premières cotonnades, importées par les Européens ; les habitants de la Lobaye en firent peu à peu usage, les trouvant plus aptes à protéger le corps. Ces cotonnades se portaient sous forme de pagne dont la longueur variait de 1,50 m à 2 m selon la taille de l'individu, enroulé autour des reins ou du buste, ce second mode étant de plus en plus adopté par les femmes pour se protéger la poitrine. Les draps et les couvertures pouvaient aussi, à l'occasion, faire office de pagne [30]. Progressivement la confection va intéresser. Mais la couture reste le monopole des hommes, premiers auxiliaires des Européens et, par conséquent les premiers également à se vêtir à l'européenne [31]. Ainsi, en apprenant la couture à des filles qui n'ont jamais tenu une aiguille, les religieuses les aident aussi à aller à l'encontre d'un privilège masculin.

À la mission toutes les filles, même les petites, devaient s'initier à la couture. Elles apprenaient à ourler, à assembler les tissus et à piquer mais aussi à tricoter et à broder ; et certains travaux réalisés seront commercialisés. Les sœurs possédaient « deux machines à coudre », écrit Sœur Yvonne et leurs

---

28. *Pentecôte*, juillet-août 1934, p. 32.
29. *Mémoires de Sœur Yvonne*, p. 8.
30. Jusqu'à une époque récente (1960-1975), nous avons vu notre arrière grand-père, Mbani, s'enrouler dans une couverture, torse nu, pour se rendre *au poste*, en ville. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 96.
31. Témoignage d'un vieux tailleur, Jules Mekondongo, ami de notre grand-père.

filles devaient savoir s'en servir. L'apprentissage de la couture va permettre à plusieurs de devenir couturières et à toutes d'entretenir leurs vêtements.

Le raccommodage [32], la lessive, le repassage ainsi que la commercialisation sont, dans les mœurs occidentales d'alors, et donc dans celles des sœurs, le corollaire de toute industrie, même familiale, du vêtement. Le savon a été introduit par les colons, il existe un savon local, *mokpakpa* [33], et la mission possède une savonnerie, mais, à la forme sommaire de lessive, les religieuses vont substituer un apprentissage selon toutes les règles de l'art avec utilisation de la lessiveuse et blanchissage s'il en est besoin ; le tout se pratique près de la source de Motandi, à 20 minutes à l'est de la mission. Une fois sec, le linge doit être repassé, opération superflue qui apparaît comme une tracasserie des Blancs ; mais l'usage de premiers fers à repasser est resté jusque là monopole des hommes, s'en servir est donc une promotion pour la femme et une nouvelle preuve de son égalité avec eux.

L'enseignement élémentaire - Promouvoir la femme c'est aussi l'aider à développer ses facultés intellectuelles. Or si l'école catholique des garçons de Mbaïki a ouvert ses portes dès 1927 [34], l'ouverture de celle des filles fut très critiquée partout en Oubangui-Chari. Dans ses lettres, Sœur Christiane cite quelques raisons avancées par les hommes à propos de l'instruction de filles [35] et en premier lieu la crainte de perdre leur supériorité : « C'est très ennuyeux si la femme sait lire, elle connaîtra tout ce qu'on écrit dans les lettres. Alors les hommes et elles, ce sera la même chose »

De son côté, Sœur Francesca remarque : « S'il était de bon ton que les garçons apprennent à lire et à écrire, c'était *tabou* pour les filles. » Mme Teteya, première enseignante autochtone, affirme que sa belle famille n'était pas chaude pour leur mariage, car elle pensait que « ce n'était pas bien d'épouser une fille lettrée qui pourrait écrire aux amants. »

Devant l'agitation des esprits soulevée par ces préjugés, l'administration n'était pas prête à donner aux sœurs l'autorisation d'ouverture d'une école de filles. Et Sœur Francesca de conclure : « À Saint-Paul, l'école ouvrit

---

32. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 96.
33. *Ibidem* (Savon fait de peaux de bananes et de papayes séchées au soleil, brûlées puis mélangées à l'huile après filtrage des cendres).
34. Archives Préfectorales de Mbaïki : Rapport de l'inspection des écoles de la mission 1939.
35. *Pentecôte*, juillet-août-septembre 1933.

Mission de Mbaïki - Ouvroir des sœurs spiritaines.

Mission de Mbaïki. L'école des filles.

timidement ses portes en 1946 ; celle de Mbaïki ne vit le jour qu'en décembre 1947 alors que l'autorisation d'ouverture dormait dans les tiroirs depuis sept longues années [36]. »

Malgré ces difficultés, les sœurs n'ont pas croisé les bras pour attendre que ces préjugés soient dépassés ou que l'administration leur donnât l'autorisation d'ouvrir l'école des filles. L'enjeu était d'importance et, dès leur arrivée, un embryon d'école a vu le jour, basé essentiellement sur un cours d'alphabétisation en sango [37]. Cette alphabétisation permettait un apprentissage accéléré de la langue sango pour les élèves qui avaient comme langue maternelle différents dialectes. L'adoption d'une langue unique, dont l'initiateur fut Mgr Grandin, favorisa, l'enseignement du catéchisme, l'enseignement général et la formation d'une chorale appelée « classe de chants » [38].

Acquisition de diplômes et formation de cadres - Ainsi préparées, les élèves étaient admises à l'école primaire, c'est-à-dire, avant 1947, à l'école des garçons. Certaines d'entre elles, dont Mme Teteya, furent, à la fin du cours élémentaire première année, envoyées à Bangui rejoindre les filles de Sainte-Thérèse et de Saint-Paul pour continuer le cycle jusqu'à la préparation du CEI (Certificat d'Etudes Indigènes, aujourd'hui CEPE, Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires), préparation destinée à procurer un diplôme d'enseignement. Les premières enseignantes étaient aussitôt engagées par les sœurs qui avaient besoin de cadres pour les seconder [39]. Il est important de noter que ces premières élèves étaient dans l'ensemble filles de parents éclairés, tailleurs, magasiniers, le plus souvent chrétiens qui avaient accepté que leurs filles soient scolarisées.

L'école primaire de Mbaïki - Stimulées par le succès des premières filles à l'école des garçons et « l'encouragement des filles, qui au bout de quelques années manifestèrent un désir grandissant d'apprendre [40] », les sœurs luttè-

---

36. Intervention de Sœur Francesca à l'Assemblée des noviciats en Centrafrique, mai 1987.
37. Témoignage de Mme Teteya.
38. Témoignage de Sœur Francesca, de Sœur Priscilla et des anciennes.
39. Témoignage de Mme Teteya qui fut la toute première enseignante à l'école des filles et y demeura pendant trois ans.
40. *Ibidem.*

rent tenacement pour avoir l'autorisation d'ouvrir une école. Celle-ci débuta donc en 1947 avec une trentaine d'enfants dans un cadre restreint. Sœur Yvonne Cogneau et Sœur Francesca Cossard furent chargées de cours [41]. Pour les enseignantes autochtones, les cours étaient préparés une semaine à l'avance et soumis à l'approbation de la sœur directrice de l'école qui en faisait une correction stricte et donnait des appréciations avant qu'ils ne soient dispensés aux élèves. L'enseignante devait arriver en classe 15 à 20 minutes avant le rassemblement pour préparer sa classe. La journée commençait par la prière et se terminait par la prière. Les classes étaient ouvertes le matin de 7 h 30 à 11 h 30 et l'après-midi de 14 h 30 à 17 heures, sauf le jeudi, journée consacrée au rassemblement de tous les catéchumènes et aux activités manuelles. Ainsi, la discipline et l'ordre étant de rigueur, l'école des sœurs, malgré les difficultés du début, connut-elle une évolution réellement positive jusqu'à la laïcisation des écoles privées en 1962.

Les vacances - Qui dit école, dit vacances et les écolières de Mbaïki n'échappaient pas à la règle. Les grandes vacances pour toutes les écoles commençaient fin juin, et coïncidaient avec la saison des chenilles qui s'étendait jusqu'à fin septembre. Pour cette période, les petites externes et internes rejoignaient leurs familles respectives pour les préparatifs et ensuite le départ pour les campements de chenilles. Les internes, les grandes, devaient rester à la mission. La cueillette demeurant l'activité principale des gens de la forêt, le ramassage des chenilles revêtait une importance toute particulière. C'est pourquoi, se mettant à la place des grandes restées à la mission, Mgr Grandin disait : « Penser que parents, frères, sœurs et amis allaient courir en forêt à la recherche de ce plat succulent et en être privé, mieux valait fuir [42]. » Les sœurs ont vite fait de comprendre : « Empêcher nos filles d'aller aux chenilles est chose impossible ; elles partiraient toutes quand même. Mais les laisser partir avec leur famille, c'est de nouveau les exposer à tous les dangers du village [43]. »

Pour éviter que toutes les internes ne désertent la mission, les sœurs les accompagnent donc au campement, « à Bokanga situé à 20 km de

41. De 1946 à 1952, Sœur Francesca Cossard fut directrice de l'école, remplacée par Sœur Marie-Alain Marzin jusqu'en 1956, date à laquelle lui succéda Sœur Priscilla Demeaux (jusqu'en 1963). M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 105.

42. *Pentecôte*, janvier-février 1932, p. 11.

43. *Pentecôte*, janvier-février 1935, p. 39.

Mbaïki [44] ». D'après les témoignages des anciennes, les sœurs et leurs grandes fréquentaient aussi d'autres campements plus proches de la mission. Le campement n'était autre chose qu'un poste de catéchiste libre momentanément. Les sœurs partaient en tipoye [45]. Au campement les bonnes habitudes étaient maintenues : « Dès 4 h 30 tout le monde est réveillé. La prière récitée, vite chacune grille à la hâte une banane et en route pour les chenilles car celles-ci tombent avant le lever du soleil. Vers 11 heures, midi on revient, les paniers remplis de bestioles grouillantes [46]. » Une partie des chenilles étaient prélevée pour le repas et l'autre ébouillantée, puis refroidie, était mise sur des claies sous lesquelles le feu était entretenu ; ainsi boucanées, les chenilles peuvent être conservées plusieurs mois. Les chenilles revêtaient un intérêt économique particulier, et non seulement alimentaire, car, grâce à leur vente, beaucoup de personnes pouvaient payer l'impôt et s'habiller.

Quand les filles vaquaient de bon cœur à la recherche des chenilles, les sœurs s'adonnaient à la prière, la couture, la lecture et faisaient quelques promenades sur la piste. Pour elles, cette vie en forêt était assurément monotone ; mais leur souci était d'élever leurs filles sans trop les dépayser, elles acceptaient donc de les accompagner aux chenilles chaque année [47].

L'enseignement catéchétique - Loin d'attendre que la scolarisation se généralise, les sœurs, après s'être elles-mêmes initiées au sango, n'ont pas tardé à catéchiser. Ainsi la Parole fut enseignée dans les internats et dans les villages. Les externes venaient à la mission ou suivaient les cours de catéchisme le soir au village. Le catéchuménat, temps d'épreuve dure normalement deux ans. Cette durée peut être allongée ou raccourcie selon la conduite et les dispositions du sujet, ainsi que les circonstances particulières de sa vie : une fille païenne, par exemple, fiancée à un chrétien, a plus de chance de voir abréger son attente qu'une femme mariée à un polygame. En outre, celle-ci ne pourra être baptisée que si elle consent à quitter son mari ; il en sera de même pour une fille dont les parents sont païens : le baptême ne sera accordé que si elle donne des preuves de solidité

44. *Ibidem.*
45. En général les sœurs se déplacent plutôt à pied, puis, plus tard, à vélo.
46. *Pentecôte*, janvier-février 1935, p. 39.
47. *Pentecôte*, janvier-février 1937, p. 85.

de mœurs, sinon elle est simplement ajournée à « quand tu auras un fiancé [48] ». Il y a des catéchumènes à vie, baptisées seulement à l'article de la mort soit parce que se trouvant en situation de polygamie, soit parce que n'étant pas arrivés au terme de leur catéchuménat par manque de volonté ou par mauvaise conduite.

Ce temps est aussi fonction de la maîtrise de la matière enseignée : le catéchisme est composé de trois cent quatre-vingt dix-huit leçons. Chaque jour les catéchumènes ont droit à deux heures de catéchisme environ dont une première séance avec un catéchiste qui enseigne le mot à mot, suivie d'une demi-heure d'explication faite par l'une des sœurs [49]. Cette leçon de catéchisme s'accompagne de leçons pratiques sur la morale chrétienne, surtout sur les points où elle entre en conflit avec les mœurs païennes (vol, infidélité, fétichisme...) ; mais les néophytes sont également invités à imiter les saints dont on leur lit la vie ; et enfin les catéchistes insistent sur les devoirs découlant du sacrement de mariage : unité, indissolubilité. Pendant ce temps de catéchuménat de sérieux efforts sont exigés des candidats au baptême pour sortir de la gangue païenne et vivre en excellents chrétiens. Tant d'exigences de la part des missionnaires pourrait surprendre ; mais en fait ceux-ci ont eu tôt fait de remarquer qu'« être chrétien est [pour certains] un titre de civilisation [50] », d'où ces contraintes pour juger de la foi des nouveaux élus.

Le Baptême - Le catéchuménat s'achève tout naturellement par un examen de baptême que seul le prêtre est habilité à faire passer. Journée redoutable pour les filles, qui, réparties par villages, vont passer chacune à tour de rôle et à l'appel de leur nom devant le prêtre pour répondre aux questions. Signalons aussi la présence du catéchiste, tenu d'être à côté du prêtre car la réussite au baptême dépend aussi de son enseignement.

La fille qui répond de façon satisfaisante est inscrite sur la liste de baptême et c'est avec joie qu'elle rejoint le groupe [51]. Si les admises sont accueillies dans une atmosphère de joie délirante, celle qui a échoué est assaillie de critiques et même de coups de bâton car « elle nous a donné la

48. C. MASSEQUIN, *op. cit.*, p. 38.
49. *Pentecôte*, septembre-octobre 1936, p. 77.
50. *Ibidem.*
51. *Pentecôte*, janvier-février 1938, p. 106.

honte », disent ses amies ou les filles du même village [52]. L'examen terminé, le nombre des admises est toujours supérieur à celui des recalées. Maintenant reste le choix du nom de baptême, de la marraine, choix minutieux car c'est elle qui doit compléter l'instruction religieuse pratique de sa filleule. S'y ajoute bien sûr la préoccupation de se procurer à temps pagne blanc, croix, médaille, chapelet. Puis c'est la retraite préparatoire au grand jour du baptême, phase transitoire accompagnée de prières intenses et de conseils ultimes. À ce propos, Sœur Christiane remarque : « La retraite préparatoire de baptême se fait avec une ferveur extraordinaire. Tous à ce moment apportent des dispositions admirables, au point de nous confondre, nous chrétiens de naissance. Très souvent les enfants passent ces trois jours dans un jeûne presque total, un silence complet et une partie de la nuit s'écoule à égrener des chapelets [53]. » Arrive le grand jour : réception des sacrements, baptême, première communion pour les unes, mariage pour les grandes. C'est aussi la fin du séjour en internat pour les nouvelles mariées qui vont regagner leur foyer dans leurs villages respectifs ou bien au quartier *mariage*. Et leurs *Mères* de constater : « La maison nous a semblé bien vide quand, le même jour, cent vingt filles nous ont quittées [54]. » Mais, aussitôt après le départ des anciennes, de nouvelles filles viennent s'inscrire à l'internat. Et aux jeunes chrétiennes, les sœurs proposaient un choix de mouvements catholiques, en plein essor à l'époque : Légion de Marie, scoutisme (guides, jeannettes), Âmes vaillantes, qu'elles animaient.

Les œuvres familiales et sociales - La fin du séjour à l'internat n'est cependant pas synonyme de rupture : des réunions-ouvroir chaque jeudi maintiennent des liens entre les anciennes et avec la mission. Pendant ces réunions, la prière, le travail, les encouragements et les conseils aux jeunes mamans ne manquent pas. Il semble que de leur côté celles-ci soient nombreuses à venir aux rendez-vous : « Toutes celles de Mbaïki comme celles de brousse sont fidèles à venir nous voir de temps en temps pour présenter leurs bébés, nous dire simplement bonjour ou revoir la mission et leurs compagnes [55]. »

---

52. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, annexe 11, p. 183-184.
53. C. MASSEQUIN, *op. cit.*, p. 40.
54. *Pentecôte*, janvier-février 1937, p. 86.
55. *Pentecôte*, 1936, p. 78.

Les sœurs poursuivent aussi leur apostolat au-delà de la mission, dans les villages et en brousse. Ces visites leur offraient l'occasion de rappeler à l'ordre ceux qui auraient perdu la mission de vue et de battre le rappel des élèves absentes. Les tournées de brousse, quant à elles, permettaient d'atteindre des zones éloignées.

Ces déplacements avaient aussi un autre intérêt : celui de dévoiler aux sœurs toute la misère des zones forestières africaines dont le climat malsain favorise nombre de maladies difficilement curables : pian, lèpre, syphilis, maladie du sommeil ; sans oublier les plaies surinfectées et les diverses parasitoses (paludisme, gale, filarioses...) qui sont peut-être le fléau le plus redoutable de la région. « Les visites au village, écrit Sœur Yvonne, permettaient de nous faire mieux connaître, de soigner et de suivre les grands malades, de baptiser les nouveau-nés en danger de mort. » Les misères physiologiques étant grandes, les dispensaires vont devenir des centres d'attraction pour les malades. À la mission même, il y avait une infirmerie pour soigner les internes, les ouvriers de la mission et leurs familles, ainsi que les catéchumènes des villages voisins [56]. Même ceux que ne touchait pas l'évangélisation pouvaient bénéficier de soins gratuits. « Par les soins du corps, les sœurs s'approchaient des âmes, c'est pourquoi la première prise de contact d'une mission se fait par des dispensaires gratuits [57]. » Faute de moyens, l'infirmerie ne disposait que de médicaments simples et de première nécessité achetés par les soins de sœurs [58]. Les cas graves étaient conduits à l'hôpital préfectoral « s'ils voulaient y aller », mais certaines anciennes rendirent l'âme à la mission, selon leur dernière volonté : les sœurs étant vraiment devenues leurs *Mères*.

À côté de cette infirmerie privée, les sœurs trouvaient avec la maternité un terrain privilégié pour l'éducation de la femme africaine. À Mbaïki, la maternité relevait de la compétence de l'administration, néanmoins le concours des sœurs y fut demandé. Leur incomberont les consultations prénatales et post-natales et les soins aux nouveau-nés ; bien entendu, elles baptisent ceux qui ne semblent pas viables. Ce service à la maternité fut en particulier l'activité principale de Sœur Marie-Jeanne Bourhis [59], secondée par des matrones

56. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, annexe 17, p. 185.
57. C. MASSEGUIN, *op. cit.*, p. 40.
58. Témoignage des Sœurs Francesca et Priscilla.
59. La Sœur M.-J. Bourhis a œuvré à la maternité de Mbaïki de 1950 à 1977.

dont Anne Zenguena et Marie Koket. Grâce aux soins attentifs et affectueux des sœurs, la mortalité infantile prénatale et post-natale, très souvent élevée, diminua sensiblement.

Cependant les coutumes du pays qui voulaient que la femme accouchât en cachette dans la forêt (avec tous les risques que cela comporte) persistaient et l'administration imposa une amende pour obliger les femmes enceintes à se rendre à la maternité. Plus maternelles, les sœurs faisaient des petits cadeaux (savon, brassières...) aux femmes qui accouchaient à la maternité pour les encourager à y revenir. « Les maternités : une consolation, car les efforts convergent vers la protection de la vie humaine [60] », pensaient-elles. Et ce sont elles qui vont former les premières matrones (sages-femmes) et les premières infirmières natives de la région.

Bilan de l'œuvre des Sœurs spiritaines en Lobaye

Ainsi donc, prenant conscience de ses capacités et de sa dignité, la femme africaine, formée par les sœurs spiritaines, s'affranchit des nombreux tabous coutumiers et prend sa place dans la société. Beaucoup d'anciennes sont couturières, d'autres commerçantes ou cultivatrices, enseignantes, infirmières, matrones, et toutes sont bonnes ménagères et bonnes mères de famille. Leurs cadettes, bénéficiant d'une instruction supérieure, accèdent aujourd'hui à des postes de responsabilité culturelle ou politique [61]. Mais surtout, l'évolution de la femme en Lobaye témoigne d'une véritable révolution pacifique opérée par le christianisme. Sorties de l'internat, les filles se font apôtres à leur tour : si, d'une part, la diffusion des habitudes et des attitudes chrétiennes (fusion des ethnies, libération des peurs superstitieuses, refus de la polygamie, libre choix du conjoint) doit être portée à leur actif, d'autre part, elles se montrent capables d'initiatives, non seulement en envoyant de nouvelles recrues à la mission, mais en donnant le baptême *in extremis* au lieu de faire appel aux missionnaires (qui seraient, dans bien des cas, arrivés trop tard) [62].

---

60. C. MASSEGUIN, *op. cit.*, p. 40.
61. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p.147.
62. *Ibidem*, p. 143-145.

Enfin, au cours de la première période, deux vocations religieuses féminines [63] se manifestèrent et arrivèrent à terme : celle de Jeanne Bikalayen, (de Saint-Paul, Bangui) et celle d'Albertine Kengue (de Mbaïki). Elles furent rejointes en 1946 par Sœur Odile Morouba. Ces vocations indigènes se présentent, à cette époque, comme des exceptions mais témoignent aussi de la profondeur de l'évangélisation. Sans doute la force des coutumes a-t-elle contribué à freiner l'accès des filles à la vie religieuse. Le sachant, on ne peut que mieux apprécier le sérieux de ces pionnières « qui ont fait la sourde oreille pour en arriver là [64] » ; sourde oreille à l'opposition de l'entourage familial qui se fait parfois persécuteur même en milieu chrétien [65], mais aussi aux épreuves du postulat et du noviciat, passages obligatoires pour éprouver la vocation de quiconque et former à la discipline du couvent. Toutefois, si les méthodes éducatives de l'époque étaient plutôt rudes en Europe et même en France [66] et si elles avaient de quoi étonner lorsqu'elles étaient transposées sur *l'autre planète* qu'était encore le monde africain, Sœur Albertine reconnaît : « C'est grâce à cette sévérité que les sœurs blanches nous ont civilisées [67]. » Et ce que Benoît XV prescrivait pour le clergé indigène vaudra aussi bientôt pour la formation des sœurs africaines [68] : « [Leur] formation sera intégrale et complètement achevée dans toutes ses parties telles que la reçoivent communément [les religieuses] des pays de haute culture. » Ces sœurs africaines seront ainsi mieux qualifiées pour « préparer l'apostolat en profondeur des générations nouvellement chrétiennes [69] ».

En dépit des difficultés de tous ordres auxquelles elles ont dû faire face (et parfois grâce à elles), les Sœurs du Saint-Esprit ont donc réalisé en Lobaye une œuvre magnifique qui porte encore des fruits. Par conséquent, ne serait-ce pas justice de les considérer comme les véritables pionnières de la christianisation et de la promotion de la femme en Oubangui-Chari ?

---

63. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 153. L'auteur laisse entendre que la formation des femmes est aussi à l'origine des vocations masculines. Influence des mères à étudier (Note du lecteur).
64. Témoignage de Sœur Francesca.
65. C. MASSEGUIN, citée par M.- A. KALLANDA, *op. cit.*, annexe 15, p. 191-192.
66. Témoignage de Sœur Francesca.
67. M.-A. KALLANDA, *op. cit.*, p. 138.
68. R.P. BOUCHAUD, *op. cit.*
69. C. MASSEGUIN, *op. cit.*, p. 140.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 129 à p. 149.

1906-1927
La Province spiritaine de France se structure et s'organise

La collection Mémoire Spiritaine - Études et Documents, *collection de livres accompagnant notre revue, vient de s'enrichir d'un cinquième titre :*

Jean ERNOULT, *Histoire de la Province spiritaine de France*, Congrégation du Saint-Esprit, 30 rue Lhomond, Paris V^e^, 454 p. (Préface du P. Jean Savoie) [1].

Nous donnons ici des extraits (légèrement adaptés) du chapitre IV de ce livre. Dans les chapitres précédents, on a montré comment, en France, ceux qui avaient reçu jusqu'alors le titre de « Provincial » avaient manqué des moyens nécessaires à l'exercice effectif de cette fonction.

2 octobre 1906 : fondation de la Province de France

Si on veut retenir une date précise pour la *fondation* de la Province de France, c'est celle du 2 octobre 1906 qui s'impose : ce jour-là ont été nom-

1. Le P. Jean Savoie a été lui-même Supérieur provincial de France, de 1985 à 1991.

més, « pour la Province de France : Supérieur provincial, le R.P. Marc Vœgtli, directeur du Séminaire colonial ; et Procureur provincial, le P. Auguste Épinette [2], vice-procureur général [3] ». Et, dans le même numéro du *Bulletin général* où paraît cette nomination, on trouve cet avis de Mgr Le Roy : « La Congrégation étant née en France et s'y étant d'abord développée, la Province a jusqu'ici, pour ainsi dire, fait corps avec la Maison-Mère. Le moment paraît venu de détacher davantage son organisation de l'administration générale, et de la constituer dans son autonomie, comme les autres provinces. Ainsi l'a pensé le Chapitre général, d'accord avec le Conseil. Avec cette nouvelle année religieuse, nous commençons donc cette organisation [avec] la nomination d'un supérieur provincial et d'un procureur pris en dehors du conseil général [4]. »

« [Le nouveau Provincial], le P. Vœgtli [5], dit sa notice biographique, était un homme éminemment sympathique. Une intelligence ouverte et curieuse de toutes sciences, des connaissances variées, un heureux caractère, des rapports faciles, malgré une curieuse intransigeance qui le portait vers l'intégrisme politique et religieux, le faisaient apprécier de tous, et partout où il a passé il n'a laissé que des amis. [...] Professeur hors ligne, linguiste émérite, étymologiste remarquable, il semble qu'il ait exploré une grande partie du domaine des sciences profanes et religieuses. » Curieusement, l'auteur de cette notice ne mentionne pas que le P. Vœgtli fut supérieur de la Province de France de 1906 à 1909, alors qu'il fut celui qui mit en place l'administration provinciale.

Le premier Conseil provincial

Le 3 janvier 1907 se tient le premier Conseil provincial. Le compte rendu débute ainsi : « À 9 h 1/2, réunion du Conseil de la Province de France sous la présidence du R.P. Vœgtli, Provincial. Étaient présents : les PP. Duplessis [6] et Genoud [7], assistants ; conseillers, les PP. Hassler [8] et Thomann [9],

2. P. Auguste Épinette (1854-1936). NB : *BG*, *t.* 37, p. 595 ss.
3. *BG*, t. 23, p. 743.
4. *BG*, t. 23, p. 742.
5. P. Marc Vœgtli (1853-1930). NB : *BG*, t. 34, p. 615 ss.
6. P. René du Plessis de Grenédan (1843-1922). NB : *BG*, *t.* 30, p. 561 ss.
7. Le P. Pierre Genoud (1860-1945), futur évêque de la Guadeloupe. NB : *BG*, *t.* 39, p. 588 ss.
8. P. Blaise Hassler (1855-1919). NB : *BG*, *t.* 29, p. 472 ss.
9. P. Xavier Thomann (1865-1959). Pas de NB.

ce dernier nommé secrétaire ; le P. Épinette, procureur de la Province, le P. Fraisse [10], directeur du grand scolasticat, membre du conseil général. Après vérification des pouvoirs, lecture est faite de la constitution 17 (conseils provinciaux et locaux). Puis, énumération par le R.P. Provincial des communautés constituant la Province de France ; communautés vivantes et de plein exercice, communautés mortes dont le titre et le souvenir ont survécu avec l'espoir d'une résurrection [11]. »

On ne craint pas d'évoquer les problèmes très concrets que pose la mise en place d'une administration provinciale pour la France : « La première question débattue est celle-ci : la communauté de Paris fait-elle partie, en dehors du personnel de l'administration générale, de la Province de France ? Une difficulté d'ordre hiérarchique : l'inconvénient pour le Provincial d'avoir en sous-ordre le second assistant général, actuellement et de fait supérieur local de la communauté de Paris. D'autre part, cette anomalie : les placements et déplacements du personnel sans l'avis préalable du Provincial ; les charges telles que aumôneries, prédications de retraite, distribuées en dehors du Provincial ; dès lors, toute une catégorie de personnes soustraite au régime provincial. La réponse à la question posée est affirmative ; oui, c'est plus régulier, plus simple, plus administratif, malgré la répugnance du Provincial. »

Et, dès ce premier conseil, la question financière est clairement posée : « On fait observer [...] que le moment est venu de dresser un budget provincial, de l'établir sur des bases solides, en constituant son fonds sur les ressources certaines et déterminées. [...] Les PP. Épinette et Hassler sont invités par le conseil à dresser, d'entente avec le R.P. Procureur général, le budget de la Province de France pour l'époque de la réunion du Conseil en septembre et pour l'exercice devant courir à partir de janvier 1908. »

On constate aussi que la souveraineté de la Province de France s'exerce sous le contrôle étroit du Conseil général : « Dans sa séance du 30 avril 1907, à laquelle assistait le R.P. Vœgtli, Provincial de France, le Conseil général de la Congrégation a examiné le procès verbal de la séance du 3 janvier 1907 du Conseil de la Province de France. Cet examen a donné lieu

---

10. P. Alphonse Fraisse (1869-1911). NB : *B*, t. 4, p. 177 ss.

11. Archives Province de France, Conseil provincial (désormais : Arch. PF, CP) du 3 janvier 1907. *Communautés mortes* : c'est une allusion à celles qui ont dû être fermées en 1903-1904, à la suite des décisions d'Émile Combes.

aux observations suivantes [...]. » Suivent un certain nombre de remarques. Au conseil suivant de la Province « on demande si les délibérations du Conseil provincial sont soumises de droit au Conseil général. » - « On répond qu'elles sont remises de droit au Supérieur général qui les soumet à son Conseil si bon lui semble. » Dont acte ! Par la suite, à plusieurs reprises, le Supérieur général inscrira ses remarques en marge des procès-verbaux des Conseils provinciaux.

Le capital, les œuvres, les ressources de la Province de France

Au Conseil provincial du 4 juin 1907, on pose des questions précises sur les œuvres de la province, la propriété des immeubles [12], les ressources... Ce qui donne lieu, le lendemain, à une réunion commune du Conseil général et du Conseil provincial, où on prend les décisions suivantes :

« Capital de la Province : 1) - Le capital de la Province sera constitué avec les rentes viagères, les dons, les fondations de bourses et de messes, qui, d'après les intentions explicites ou raisonnablement interprétées des donateurs peuvent ou doivent être affectées à la France. 2) - D'une partie du portefeuille général, en suivant la même règle de répartition. Le R.P. Procureur général est chargé de faire dresser par le P. Girard, le F. Didyme et un autre père, la liste des valeurs et dons et avec justification des instructions des donateurs. Le P. Procureur provincial recevra communication du travail et fera ses observations s'il y a lieu. Puis il sera soumis au Conseil général qui l'approuvera et tranchera les cas douteux. 3) - Les immeubles dont la propriété revient à la Province de France sont les suivants : Chevilly, Grignon (Orly), Châtenay, Langonnet, (Saint-Michel [13]), Saint-Ilan [14], Mesnières [15],

12. Cette précision était nécessaire après la fermeture des établissements scolaires de la congrégation en France, en 1903-1904. On trouvera dans la deuxième partie de ce livre : « Les lieux spiritains en France » des précisions sur les établissements cités.

13. Le propriétaire *officiel* de l'Orphelinat Saint-Michel était alors le baron de Boissieu. Quelques spiritains sécularisés continuaient à travailler dans l'œuvre.

14. La congrégation était restée propriétaire de Saint-Ilan. Le directeur de l'œuvre et une partie du personnel étaient des prêtres du diocèse de Saint-Brieuc. Quelques spiritains sécularisés apportaient leur aide au clergé diocésain.

15. La congrégation avait encore des intérêts à Mesnières et quelques spiritains sécularisés y demeurèrent un certain temps.

Cellule [16], Gentinnes [17], Misserghin [18], Canada, Séminaire français (Rome). Le Séminaire du Saint-Esprit reste propriété de l'administration générale.

« Les œuvres : ce sont les suivantes : école apostolique de Suse [19], le petit scolasticat de Gentinnes avec son annexe de Langogne, le noviciat des frères et le noviciat des clercs à Chevilly, le grand scolasticat de Chevilly et l'annexe de Châtenay [20], le Refuge du Grand Quevilly [21], l'école de jardinage de Grignon [22] (Orly), l'Œuvre des missionnaires de Bordeaux, la maison d'étude de Fribourg [23], la maison de retraite de Langonnet. Le Canada est une œuvre strictement française et relève de la Province de France ; il en est de même du Séminaire français de Rome ; ou du moins cela devrait être. Le Séminaire des colonies [24] n'est pas une œuvre de la Province de France, mais de l'administration générale.

« Les ressources : 1) - Revenu des différentes maisons, Misserghin, Bordeaux, Rome... 2) - Les revenus du capital ci-dessus indiqué. 3) - Les pensions des aspirants et profès élevés en France mais n'appartenant pas à la Province. 4) - Les pensions faites par la maison mère aux infirmes ou retraités n'appartenant pas à la province et aux missionnaires infirmes ou retraités. À ce sujet il est entendu que les décisions actuelles n'ont pas d'effet rétroactif et qu'en conséquence les malades ou retraités actuellement à Langonnet continueront à être pensionnés par l'administration générale comme par le passé, jusqu'à leur mort. 5) - Les allocations éventuelles de la Maison-Mère suivant les besoins de la province, comme il est dit dans la circulaire n° 11, p. 33 et dans les constitutions 158 et 199 [25]. »

---

16. La maison de Cellule restait propriété de la congrégation, mais était alors occupée par le grand séminaire de Clermont-Ferrand.
17. Bien que située en Belgique, cette maison dépendait de la Province de France
18. En Algérie, dans la région d'Oran.
19. L'école apostolique de Seyssinet avait été transférée à Suse, dans le nord de l'Italie, en 1904.
20. Châtenay, où, en réalité, on n'obtiendra pas l'autorisation d'y implanter une communauté.
21. Depuis le début de cette œuvre, la congrégation en assurait la direction et lui fournissait du personnel, mais n'était pas propriétaire des lieux. Après 1903, « le Refuge du Grand Quevilly est resté avec le même personnel et le même nombre d'enfants, mais le personnel a dû se séculariser. »
22. Orly, ancien noviciat, restait propriété de la congrégation. A l'école de jardinage, l'un ou l'autre spiritain sécularisé était présent.
23. Fribourg : en Suisse, mais dépendant de la Province de France.
24. Séminaire des colonies : c'est le nom que l'on donne, à cette époque au Séminaire du Saint-Esprit, à la maison mère, rue Lhomond.
25. Arch. PF, CP du 4 juin 1907.

Une certaine lenteur pour appliquer les décisions

Ces décisions ne sont pas suivies sur tous les points d'effets immédiats, puisque, dans sa réunion du 9 janvier 1909, faisant connaître l'état actuel de la question, le P. Provincial précise : « Ce budget, réclamé depuis longtemps, décidé par le Conseil général, arrêté dans ses grandes lignes dans la réunion plénière du Conseil général et du Conseil provincial du 5 juin 1908, devait être établi par la procure générale et mis en vigueur le 1er janvier 1909. Dans notre réunion du 24 août nous avons constaté que l'affaire n'avait pas avancé. [...] Un projet fut élaboré et remis à Mgr le T.R. Père vers la mi-décembre, mais, pour diverses raisons, il n'a pas abouti jusqu'à ce jour. Le P. Provincial ayant fait connaître l'économie de ce projet, le Conseil pense qu'il y a lieu de regretter ces lenteurs, émet le vœu qu'au besoin le R.P. Procureur général soit chargé de faire un contre-projet, et qu'enfin une décision intervienne dans le courant de l'année, décision assez libérale pour permettre à la Province de France de faire bonne figure et de développer largement ses œuvres de recrutement et d'éducation de sujets français. » En marge de ce texte, Mgr Le Roy a noté : *Cette organisation se poursuit.*

Il faudrait pouvoir lire entre les lignes et interpréter certaines allusions pour comprendre les raisons de la lenteur avec laquelle s'effectue l'*émancipation* de la Province de France. Et on verra qu'en fait cela posera problème jusqu'à la séparation entre la maison mère et la maison généralice.

Nouvelles écoles apostoliques ? - Langogne

En deux ans et demi, le P. Vœgtli convoque et préside huit fois le Conseil provincial. Sa principale préoccupation, avec les membres de son conseil, fut de mettre en place les fondements de l'organisation administrative de la province. Parmi les autres questions posées et examinées, retenons celle de la réunion du 8 mai 1907 : « N'y aurait-il pas lieu de créer des écoles apostoliques rattachées à des maisons d'éducation existantes en France ? Les établir dans une annexe ou une partie des bâtiments, sous la direction de deux pères de la Congrégation ? » C'est une idée qui reverra le jour des années plus tard, avec les *foyers*. On pense pouvoir ainsi reprendre sous une autre forme ce qui a été brutalement interrompu en 1903. On aboutira ainsi, en

octobre 1907, à l'œuvre de Langogne [26] : « Le besoin de recruter des vocations en France nous a suggéré la pensée d'annexer à l'un ou l'autre établissement d'instruction secondaire libre un petit groupe d'*apostoliques*. Un premier essai de ce genre se fait en ce moment à Langogne, dans le collège dont nous avons eu autrefois la direction, avec les encouragements bienveillants de Mgr Gély, évêque de Mende, et l'assentiment empressé du supérieur et des directeurs de cette maison. À la rentrée des classes, le P. Lutaud [27] s'y est installé, avec un groupe de six apostoliques, envoyés de Gentinnes et de Suse, pour constituer un premier noyau. Déjà trois nouveaux, de Rodez, sont venus se joindre à eux [28]. »

1909-1912 : les PP. Aloïs Kuentz et Adolphe Dunoyer

Le 1er septembre 1909, le P. Vœgtli est remplacé par le P. Aloïs Kuentz [29], qui, malade, cède la place, un an plus tard, au P. Adolphe Dunoyer [30]. De mai 1909 à janvier 1912, il n'y eut aucune réunion du Conseil provincial et les comptes rendus des trois réunions du début de 1912 (15 janvier, 30 mars et 20 avril) sont très succincts. Au P. Dunoyer, démissionnaire pour raison de santé, succède le P. Paul Benoît qui restera à la tête de la province pendant quinze ans.

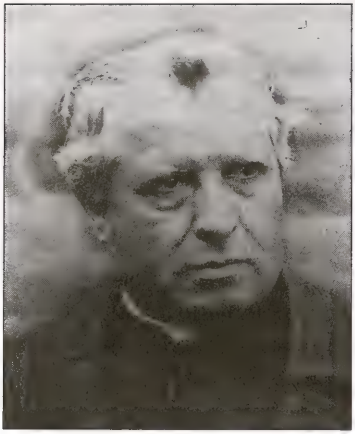
Les spiritains français qui, à cette époque, exercent leur apostolat *en mission* sont au nombre de 545 pères et 149 frères. En France, ils sont respectivement 112 et 173.

1912 : le P. Paul Benoît est nommé Provincial de France

Originaire de Langogne, le P. Paul Benoît (1867-1932) fait profession dans la Congrégation du Saint-Esprit le 15 août 1892. Il est d'abord professeur à Cellule pendant onze ans. Un de ses anciens élèves témoigne :

---

26. De 1875 à 1883, on avait assuré la direction de ce collège, propriété de l'évêché de Mende.
27. P. Marius Lutaud (1859-1930). NB : *BG*, *t.* 34, p. 655 ss.
28. *BG*, *t.* 24, p. 333.
29. Le P. Aloïs Kuentz (1848-1912), Pas de NB.
30. Le P. Adolphe Dunoyer (1854-1915), Pas de NB.

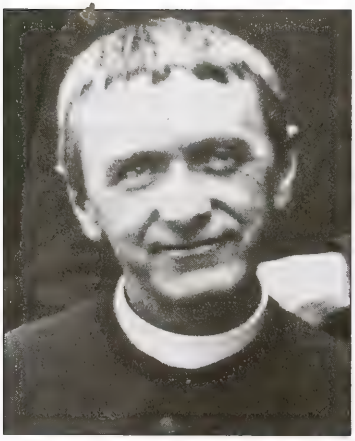


P. Marc
Vœgtli
1853-1930

P. Charles Beauvais
1874-1947

P. Paul Benoît
1867-1932

P. Jean-Marie Grizard
1838-1929



P. Adolphe
Cabon
1873-1961

« Le P. Benoît était un éducateur à la manière forte, un excitateur d'énergie et de courage, payant beaucoup de sa personne, exigeant beaucoup des autres, économe de son temps parce qu'il en connaissait le prix, tel enfin que doit être un conducteur d'hommes [31]. » Après la fermeture de Cellule, il est envoyé au collège Saint-Martial de Haïti où il arrive le 7 novembre 1903. En cinq ans et demi, il y accomplit un travail important [32]. De juin 1909 à juin 1912, il est, à la maison mère, d'abord secrétaire général, puis conseiller général de la congrégation. Le 26 juin 1912, il est nommé Provincial de France et donne aussitôt sa démission de conseiller général.

Le P. Paul Benoît, un Provincial méthodique

Sur les quinze ans du provincialat du P. Paul Benoît, est reproduit ici le texte de sa notice biographique, par le P. Adolphe Cabon [33] :

« Comme les constitutions élaborées au chapitre général [de 1906] ne furent publiées qu'en 1910, ce n'est qu'à partir de ce moment qu'elles entrèrent en pratique… En outre la vie provinciale manquait encore parmi nous d'un élément essentiel : l'autonomie financière. Jusque-là, la Province de France était restée unie à la Maison-Mère ; les intérêts matériels de l'une et de l'autre étaient confondus ; la Province ne développait ses œuvres fondamentales que selon les concours que lui prêtait l'administration générale. Le temps était venu de modifier ce système.

« L'autonomie financière de la Province de France fut réglée par une circulaire du Supérieur général du 12 décembre 1912 : le P. Benoît était Provincial depuis six mois. Si décisive que fût cette circulaire, restait à l'exécuter, c'est-à-dire à échanger des procédés très simples, trop faciles peut-être, du passé, contre des procédés nouveaux qui n'avaient pas été expérimentés, et à risquer les incertitudes d'une situation souvent mal définie en pratique.

« Le P. Benoît l'osa. On ne saurait trop dire que, dans cette délicate transition, il mit tout son tact, tant à éviter les conflits qu'à ménager les sus-

31. *BG*, t. 35, p. 572.
32. On en trouvera les détails dans sa notice biographique : *BG*, t. 35, p. 567 ss.
33. P. Adolphe Cabon (1873-1961). NB : *BG*, t. 47, p. 87 ss. Le P. Cabon fut longtemps archiviste de la congrégation.

ceptibilités ; il sut aussi bien se montrer ferme à défendre ses droits. Il fut constamment *traitable*, accepta les arrangements qu'on lui proposait, attendit au besoin des circonstances plus favorables pour faire valoir ses revendications, en un mot se montra en tout plein de douceur et de patience. [...]

« Sa constante préoccupation fut, selon les directives de la Maison-Mère, de multiplier le nombre de ces aspirants dans sa Province. Le scolasticat de France, en 1912, contenait en tout 141 scolastiques, répartis en cinq années d'études ; mais comme on y recevait les aspirants d'autres provinces, il se faisait que ce nombre, considérable en apparence, se réduisait à 90 originaires de France, parmi lesquels 5 étaient à la caserne, 21 employés en diverses maisons, et par suite retardés dans leurs études : chaque année on ne pouvait donc espérer plus de 15 à 18 nouveaux missionnaires français pour onze missions ou districts en territoire français et plusieurs autres en territoires portugais ou anglais, dont une partie du personnel missionnaire était réclamée à la Province de France. C'était trop peu, surtout si l'on tient compte qu'en 1912 la Province de France venait d'être appelée à donner une aide plus large aux diocèses des anciennes colonies, Guadeloupe, Martinique, Réunion.

« Le noviciat avait 20 Français, juste de quoi maintenir le chiffre des scolastiques, et, pour fournir au noviciat des recrues, la Province élevait 238 enfants ou jeunes gens en diverses écoles apostoliques, ce qui, étant donné le mode, seul possible alors, d'organisation de nos écoles, suffisait à peine à entretenir le noviciat.

« Cet état de choses avait contribué pour une bonne part à l'établissement de l'autonomie financière de la Province de France : le P. Benoît, nommé Provincial juste à ce moment, recevait donc une mission bien précise. Avant la guerre, il n'eut pas le temps de prendre des mesures nouvelles efficaces pour remédier au déficit du personnel ; il se contenta de faire rendre aux moyens déjà employés par ses prédécesseurs tout ce qu'ils pouvaient donner.

« La guerre éprouva fortement la Province, qui perdit, sur le champ de bataille ou des suites de la campagne, une trentaine de ses aspirants. [...] Néanmoins, les mêmes écoles apostoliques qui donnaient 238 élèves en 1912, en fournirent 259 en 1918-1919. En même temps l'Alsace recouvrée vint à l'aide de la Province par un apport de 121 élèves ; en tout, le P. Benoît comptait donc, dès cette première année d'après-guerre, 380 apostoliques. Ce chiffre crût rapidement, jusqu'à 528 en 1923-1924.

« Les entrées au noviciat suivirent cette progression des écoles apostoliques et furent même plus nombreuses, en raison des vocations venues du dehors : 1918-1919 eut 34 novices français ; 1920-1921, année exceptionnelle, en compta 86 ; les années suivantes donnèrent environ 50, qui parut un chiffre normal. Le scolasticat s'accrut de même : tombé à 74 étudiants en 1918-1919, en y comprenant les jeunes profès d'Alsace qui l'avaient rejoint, il monta à 230 en 1923-1924 ; ensuite il faiblit de quelques unités. Toutes ces données, nous les empruntons aux tableaux dressés par le P. Benoît avec la plus scrupuleuse exactitude, en vue du Chapitre de 1926. [...]

« Ces mêmes vues d'ensemble, le P. Benoît les présentait aussi sur le mouvement du personnel des frères. Le nombre des novices et postulants frères de la Province était allé sans cesse croissant de 38 en 1911 à 50 en 1918 et à 100, ou aux environs de 100, dans les deux dernières années de son supériorat. Ces novices avaient donné 16 profès de 1911 à 1914 et 116 de 1919 à 1926, la moyenne par an de la première période étant de 4, celle de la seconde, de 14. Il se réjouissait de ce résultat, car il savait par expérience combien est délicate la formation des novices frères. »

Suivent de longues considérations sur *la culture des vocations*, telle que la concevait le P. Benoît, et l'attention qu'il apporta à garder le contact, pendant la guerre, avec tous les mobilisés. Et le P. Cabon poursuit :

« Son zèle sur ce point n'avait rien d'intéressé : il travaillait non pour sa Province, qui avait tant besoin d'hommes pourtant, mais pour les missions. Il est une plainte des missionnaires contre son administration qu'il repoussait d'avance, et même avec quelque vivacité, celle de se réserver les meilleurs sujets formés par ses soins. Il ne cessa jamais de protester contre ce souci, si justifié soit-il ; jamais non plus, il ne tomba dans ce travers. En huit ans, sur 180 pères qu'il mit à la disposition du Supérieur général, 141 partirent en mission, 27 seulement lui furent attribués, c'est-à-dire moins de quatre par an.

« Le P. Benoît voulait en outre que ses aspirants reçussent une formation parfaite : sa rare compétence pédagogique le servit très efficacement en cette matière. Il s'efforça de composer partout des corps de professeurs capables, de leur assurer la stabilité dans leurs œuvres ; il les fit étudier en vue d'obtenir des grades académiques ; il institua des réunions annuelles à des maîtres de ses écoles apostoliques pour discuter avec eux les programmes, les méthodes d'enseignement. Dans ces réunions, il semblait rajeunir par l'ardeur qu'il mettait à l'examen des questions prépondérantes à ses yeux, parce que,

avant tout, il estimait nécessaire de poser, dans les études classiques, des bases solides, des connaissances philosophiques et théologiques.

« Il eut des échecs et des revers : ce lui était une peine que de perdre un étudiant ou un aspirant frère : avec plus d'un d'entre eux il a conservé des relations confiantes. Il subit des pertes d'argent sans récriminations inutiles. Ses intentions furent parfois méconnues, sans que jamais il se déconcertât ou se plaignît : s'il parlait de ses ennuis, ce fut toujours avec discrétion et charité. [...]

« En 1927, il donna sa démission de Provincial [34] ; les mêmes arguments qu'il avait mis en avant en 1912 pour se retirer du Conseil général quand il fut chargé de la Province, lui avaient fait déjà désirer de rendre la direction de la Province quand le chapitre de 1919 l'eut nommé Conseiller général. Il se résigna à remplir en même temps les deux fonctions pendant huit ans, à la grande satisfaction de ses subordonnés de France. »

Le premier chapitre de la Province de France

Il nous faut revenir un peu en arrière, pour mentionner l'événement que fut en son temps la tenue du *premier Chapitre de la Province de France.*

« Le 25 août 1913, le Chapitre provincial composé du Révérend Père Provincial, des supérieurs locaux, des assistants, des conseillers provinciaux et d'une vingtaine [35] de pères à vœux perpétuels de la Province, s'est réuni à Chevilly, à l'occasion de la retraite annuelle. Étaient présents, avec le R.P. Provincial, les RR. PP. [...]. » Suit la liste des participants, supérieurs, directeurs, professeurs, maître des novices, économes dans les différentes maisons ou œuvres de la Province.

« Le R.P. Paul Benoît, Provincial de France présidait. Il fait d'abord un rapide historique de l'organisation de la Province. Commencée en 1896, sur le désir du Chapitre général, par la nomination d'un supérieur provincial en la personne du R.P. Vanæcke et de son conseil, cette organisation se poursuit en 1906, par la désignation d'un supérieur et d'un procureur pris en dehors du Conseil général, en vue de détacher davantage la Province de

34. Le P. Benoît reste ensuite quelques années à la maison mère. En décembre 1931, il prend sa retraite à Misserghin, mais, à peine arrivé, il y meurt le 21 janvier 1932.

35. En fait, le compte rendu de la réunion énumère 29 noms.

l'administration générale. Enfin, en 1912, la Province est dotée de sa caisse, confondue jusque-là avec celle de la Maison-Mère. Désormais, avec la promulgation de la nouvelle organisation financière établie par la circulaire du 1er décembre 1912 et rendue applicable par la circulaire du 1er janvier 1913, la Province de France va pouvoir jouir de son autonomie complète, aussi bien administrativement que financièrement et c'est pourquoi, dans la pensée du Conseil, la tenue du Chapitre provincial a paru le meilleur moyen, pour la Province, de faire acte de vie personnelle, de prendre conscience d'elle-même, de s'organiser et de répondre en même temps à l'article 129 des Constitutions qui demande une fois par an la réunion du chapitre.

« Après ce préambule, le R.P. Provincial passe en revue les maisons et les œuvres de la Province, fait connaître ses moyens d'existence, traite de son organisation disciplinaire et religieuse, et demande à tous de faire connaître les motions et les vœux que leur suggère l'exposé de la situation [36]. »

Pour nous, le plus intéressant dans cet exposé, c'est de voir comment, après le *raz de marée* de 1903, on a commencé à reconstituer, en France (et dans certains pays voisins), les établissements nécessaires à la vie de la province, en vue de fournir le futur personnel des missions : sont mentionnés : Gentinnes (en Belgique) et Suse (en Italie), écoles apostoliques ; Langogne, Rostrenen, Saint-Pé, Angers, Cellule, *centres de recrutement*, sortes de *foyers*, annexés à des collèges. Il faut y ajouter Fribourg (en Suisse), annexe du grand scolasticat de Chevilly, Montana (en Suisse), sanatorium, et Monaco, œuvre destinée à fournir des ressources.

Le chapitre légifère ensuite sur différents points de l'organisation disciplinaire de la province : il souhaite que des coutumiers soient établis pour la province et pour les communautés ; il réglemente les voyages et les séjours en famille, en précisant qu'on peut « favoriser les voyages qui ont pour but les besoins du recrutement » ; il énumère un certain nombre de prescriptions pour la nourriture et les régimes, ainsi que pour le costume des pères et des frères ; il rappelle ce que disent les Constitutions pour les directions de règle, les retraites annuelles et trimestrielles ; il fait quelques recommandations sur les conseils de communauté, la tenue du journal de communauté, les examens à faire passer aux jeunes pères, la discrétion nécessaire par rapport aux archives, particulièrement pour la conservation des

36. Arch. PF : Chapitre provincial du 25 août 1913.

dossiers personnels ; il termine par le vœu « d'avoir désormais un personnel stable dans la Province, pour le plus grand bien des œuvres ».

Sur l'organisation financière, le chapitre récapitule les ressources dont peut désormais disposer la province et se pose la question : son budget s'équilibrera-t-il ? Il ne peut pas encore le déterminer exactement. « À nous tous, ajoute-t-il, de faire un généreux effort pour réduire les dépenses au strict minimum ; et aux économes, de s'ingénier à faire rendre aux différentes maisons comprenant culture et ateliers, le maximum de rapport ; à nos frères chargés du matériel, d'y contribuer par leur vigilance, leur dévouement de chaque jour. »

On s'étonnera d'apprendre que ce premier chapitre de la Province de France ne dure qu'un seul jour. Le compte rendu ne fait pas mention de sa durée, mais dans tous les textes où il en est question, on parle du *chapitre du 25 août 1913*. Le lendemain, 26 août, a lieu un Conseil provincial qui se déroule comme à l'ordinaire et qui, dans son procès-verbal, ne fait aucune allusion au chapitre de la veille. On s'étonnera aussi qu'aucun des *Bulletins généraux* de l'année 1913 ne s'y intéresse. Tous n'ont peut-être pas mesuré, au moment même, l'importance de l'événement ; cela montre aussi qu'un chapitre, à cette époque, n'avait presque rien de commun avec notre façon de le concevoir actuellement.

Ce qu'on appelait *chapitre* dans les années 1920 et 1930

Pendant la guerre de 1914-1918, il ne sera pas question de chapitre, et il faudra attendre 1928 pour que le terme réapparaisse : « Le samedi 26 août, à 10 heures, réunion du *Chapitre provincial* annuel des 82 pères qui assistent à la retraite, sous la présidence de Mgr le T.R. Père [37]. » Il ne s'agit pourtant pas d'une assemblée représentative qui discute des affaires de la province. Mgr Le Roy, quelques années auparavant, s'était bien exprimé à ce sujet : « Les retraites annuelles de Chevilly ont cela de particulier qu'elles réunissent d'ordinaire des pères de différentes provinces, de diverses missions, de diverses maisons : de sorte que, en s'adressant à eux, on a le sentiment de s'adresser à toute la Congrégation [38]. »

37. *BG*, *t.* 33, p. 756.
38. *BG*, *t.* 30, p. 255.

Les Archives provinciales ont gardé les comptes rendus des *Chapitres* de 1928, 1929, 1930 ; ensuite, cela figure dans le *Bulletin général*. En 1931, par exemple, le T.R.P. a abordé des questions concernant la liturgie, le chant grégorien et la prononciation romaine du latin, la confession hebdomadaire, la retraite annuelle commune, la méditation, la dévotion envers nos saints fondateurs, l'observation du silence, la bonne tenue, la politique, le saint ministère, l'économat, les scolastiques-soldats, l'esprit de pauvreté et quelques avis divers [39]. Certaines années, le *Chapitre* fait place à une conférence du T.R.P. où il fait un *tour d'horizon* sur ce qui s'est passé au cours de l'année écoulée dans la congrégation.

On peut faire une constatation tout à fait caractéristique de la façon de faire pendant toute cette période : le *Bulletin de la Province de France* n° 5 (septembre-octobre 1939) [40] reproduit mot à mot « l'*avis du mois* [qui] rapporte les observations faites au *Chapitre* de la retraite à Chevilly », avis qui paraît à la même date dans le *Bulletin général*.

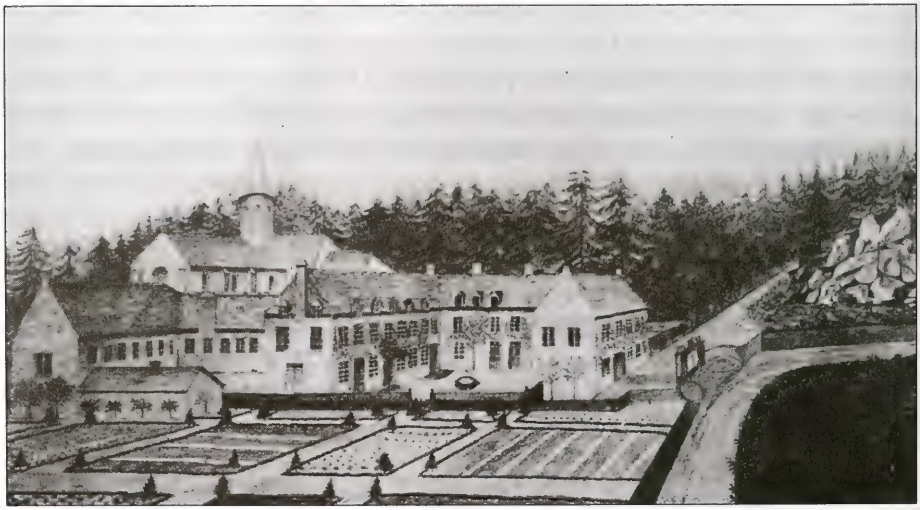
Organisé et présidé par le Supérieur provincial, le chapitre de 1913, bien que très différent de ce que l'on connaît actuellement, aussi bien dans sa préparation que dans sa composition et son déroulement, pouvait être considéré comme un *vrai* chapitre, traitant des affaires de la province. Il n'en sera pas de même par la suite, ce qui explique que, bien des années plus tard, on pourra présenter le Chapitre de 1970 comme le premier de la Province de France. Il semble bien que le cas de celle-ci n'était pas isolé, puisqu'il faut attendre 1969 pour qu'un Chapitre général donne des directives et des précisions sur la tenue des Chapitres provinciaux. On peut y relever cette phrase : « En ce qui concerne *le premier Chapitre provincial*, la représentation sera déterminée par le Conseil provincial et les supérieurs principaux [41]. »

La Première Guerre mondiale

À peine la Province de France fait-elle ses premiers pas que l'épreuve de la guerre survient. On se rappellera qu'à l'époque il n'existe pas de *Bulletin de la Province de France* : toutes les nouvelles sont diffusées par le *Bulletin*

39. *BG*, *t.* 35, p. 359 ss.
40. Le premier *Bulletin de la Province de France* paraît en janvier 1939.
41. Chapitre général de 1969, propositions 5 et 6.

Remise de décoration au P. Émile Herbinière,
au cours de la guerre de 1914-1918.



Mortain : l'Abbaye Blanche, jusqu'à la Révolution.

Impr SAEP 1976

général. Pendant toutes les années de guerre, chaque numéro du *Bulletin général* comporte une rubrique d'une ou deux pages : « La guerre ».

Pour les extraits de cette rubrique sur la guerre de 1914-1918, nous renvoyons au livre lui-même, n'en retenant que ces deux passages :

Décembre 1918 : « Te Deum laudamus *! Te Dominum confitemur !* Les hostilités qui ensanglantaient l'Europe et le monde depuis quatre ans ont pris fin. [...] En ce qui nous concerne, nous sortons de cette grande entreprise de brigandage avec une soixantaine de confrères tués (pères, frères et aspirants), plusieurs gravement blessés, d'autres atteints de maladies qui les suivront sans doute toute leur vie. Enfin, plus d'une vocation aura peut-être disparu dans la tourmente. [...] L'Alsace et la Lorraine ont maintenant fait retour à la France et la grande injustice de 1871 est réparée. Les premières lettres de Saverne et de Neufgrange nous sont arrivées [42]. »

Mars 1919 : « Nous pouvons maintenant faire le compte de nos pertes : il s'élève au chiffre navrant de 120 morts, dont 66 du côté des Alliés et 54 de l'autre. Nos prisonniers français de guerre sont tous rentrés [43]. »

Le naufrage de l'Afrique

Un peu plus d'un an après la fin de la guerre, la Province de France va connaître une épreuve d'un autre genre, par laquelle, d'un seul coup, elle va voir disparaître seize des confrères en partance pour les missions. Le 12 janvier 1920, le paquebot *Afrique* fait naufrage au large de l'île de Ré, entraînant la mort de Mgr Hyacinthe Jalabert et de quinze pères ou frères spiritains. Mgr Jalabert et quatre pères s'étaient embarqués pour le Sénégal ; un père et un frère, pour la Guinée ; un père et deux frères, pour le Cameroun ; deux pères et deux frères, pour le Gabon ; un frère, pour le Congo et un père, pour l'Oubangui.

L'*Afrique* quitte Bordeaux le 9 janvier, à 10 heures, ayant à son bord 599 personnes, dont 124 hommes d'équipage et 192 tirailleurs sénégalais

42. *BG*, t. 29, p. 224-225.
43. *BG*, t. 29, p. 281.

rapatriés. La mer est mauvaise et, bientôt, un fort vent du sud-ouest prend le bateau par le travers. Le dimanche matin, un radiotélégramme signale qu'une voie d'eau s'est déclarée et que le bâtiment se trouve en péril. Un autre paquebot se porte au secours du navire sinistré, mais la mer est trop grosse pour une intervention efficace. Sans gouvernail, poussé par le vent et les vagues, le bateau dérive vers le nord. Vers minuit, l'*Afrique* donne en plein sur une des bouées lumineuses des Rochebonnes (plateau sous-marin, au large de l'île de Ré) et touche les rochers. Projeté huit fois contre l'énorme chaland porte-feu, le paquebot, finalement, se brise, pique de l'avant et coule en produisant un violent remous [44].

Il y aura en tout 36 survivants, dans trois embarcations et un radeau. On retrouvera sur la côte de La Palice le corps du F. Crépin et, quinze jours après le désastre, le corps du P. Monnier sera rejeté sur la côte de l'île d'Yeu. De Mgr Jalabert, on ne retrouve que le bréviaire, pieusement conservé à la maison mère.

Le scolasticat de philosophie à Mortain

Parmi les maisons spiritaines fondées en France en ce premier quart du XX[e] siècle, l'une des principales est celle de Mortain. L'*Abbaye Blanche,* peuplée de religieuses jusqu'à la Révolution, avait été, de 1852 à 1906, occupée par le petit séminaire du diocèse de Coutances. Mgr Alexandre Le Roy, Supérieur général à l'époque dont nous parlons, y avait été élève et y avait terminé, après la guerre de 1870-1871, ses études secondaires. En 1923, l'occasion fut offerte de pouvoir y installer le scolasticat de philosophie, pour lequel on manquait de place à Chevilly.

La Province de France : ce qu'elle fait, ce qu'elle attend...

C'est ainsi qu'est introduit un article du *Bulletin général* d'août 1924 [45] : On y constate que, « dans l'état actuel, le recrutement est organisé sur une

---

44. Résumé du texte paru dans Marthe PONET-BORDEAUX, *Mgr Hyacinthe Jalabert (1859-1920)*, Beauchesne, Paris, 1924, 286 p., p. 260 ss.

45. *BG, t.* 31, p. 748-760.

échelle très restreinte, en Alsace et en Bretagne. Pour le reste de la France, rien n'existe de régulier ».

Dans les écoles apostoliques, « les études sont poussées avec ardeur », grâce à des « professeurs compétents et dévoués, [une] discipline ferme, [des] locaux spacieux ». On y apprécie l'aide apportée par « quelques scolastiques [qui] ont été appelés à prêter leur concours dans ces œuvres de première formation », et par des missionnaires, « à qui leur santé ne permet plus les pays chauds [et qui sont] heureux de consacrer leurs forces aux maisons de France ». On aurait pu, peut-être, apporter des nuances à ces vues quelque peu optimistes !

On détaille les méthodes appliquées au noviciat des clercs où « au fur et à mesure de la croissance du Christ dans l'âme de ces jeunes gens, se développe parallèlement cette mentalité de l'homme complet qui sait qu'il tient tout de Dieu et qu'il doit faire servir toutes ses capacités naturelles et surnaturelles à la gloire de celui qui l'a choisi pour porter son nom devant les nations ». On souligne les avantages de la présence au noviciat d'aspirants de Belgique, de Hollande, du Canada, de l'Angleterre et du Portugal : « Il résulte de là, parmi nos novices, une grande variété de tempéraments et de caractères qui offre un aliment merveilleux à la charité. »

Aux grands scolasticats, à partir d'octobre 1923, les philosophes et les théologiens se trouvent dans deux établissements différents. « À l'Abbaye Blanche [de Mortain] deux années sont consacrées à la philosophie, à l'histoire ecclésiastique et aux sciences ; à Chevilly, en trois années sont répartis la théologie dogmatique et morale, l'Écriture sainte, le droit canon et la liturgie, avec, pour la dernière année, des cours de prédication et quelques leçons de linguistique, de médecine, etc., en vue de préparer tout spécialement les futurs missionnaires à leur apostolat africain. L'objet de toute la formation donnée au scolasticat est de rendre nos jeunes gens aptes au saint ministère en Mission. Il importe qu'ils soient des missionnaires et des missionnaires complets. Rien n'est négligé à cette fin de ce qui regarde leur formation intellectuelle ou leur formation morale et religieuse, aussi bien que leur préparation physique. »

Au postulat de Langonnet, aux noviciats de Chevilly et de Neufgrange se préparent les futurs frères. « Il est bien entendu que la formation professionnelle du novice, non plus que sa formation religieuse, n'est pas achevée à la profession. Les trois années qui suivent lui sont données pour achever sa préparation technique, morale et intellectuelle. »

En une douzaine de pages, l'article, résumé ici, montre bien comment, à l'époque, est conçu l'ensemble du système de formation dans la Province de France. Hérité du siècle précédent, il se maintiendra, sans grande modification, encore une cinquantaine d'années. Il présente une certaine rigidité, mais n'est pratiquement pas contesté et, chez les spiritains français comme ailleurs, il n'empêchera pas l'émergence de fortes personnalités.

La fin du Provincialat du P. Paul Benoît

Le 21 avril 1927, le P. Paul Benoît préside son dernier conseil. D'après le compte rendu, la Province de France comprend alors les communautés suivantes (nous avons ajouté entre parenthèses la date de fondation) : Provincialat, Chevilly (1863), Orly (1886), Mortain (1923), Allex (1920), Cellule (1856), Saverne (1899), Langonnet (1856), Neufgrange (1904), Blotzheim (1920), Montana (1913), Monaco (1910), Marseille (1900), Langogne (1875), Bordeaux (1847), Saint-Bonnet-l'Enfantier (1921), Saint-Michel (1897), Saint-Ilan (1855), Misserghin (1901), Bonsecours (1925), La Lande-de-Lougé (1927). La liste des aumôneries est annexée à la statistique : Antony, Limours, Bligny, Lagny, Béthisy (spiritaines), Jouy-aux-Arches (spiritaines), Neufchâtel, Bienvillers, Seyssinet, Brachay, Colmar, Altkirch, Cernay, Auteuil, Miquelon, Limoux, Langogne.

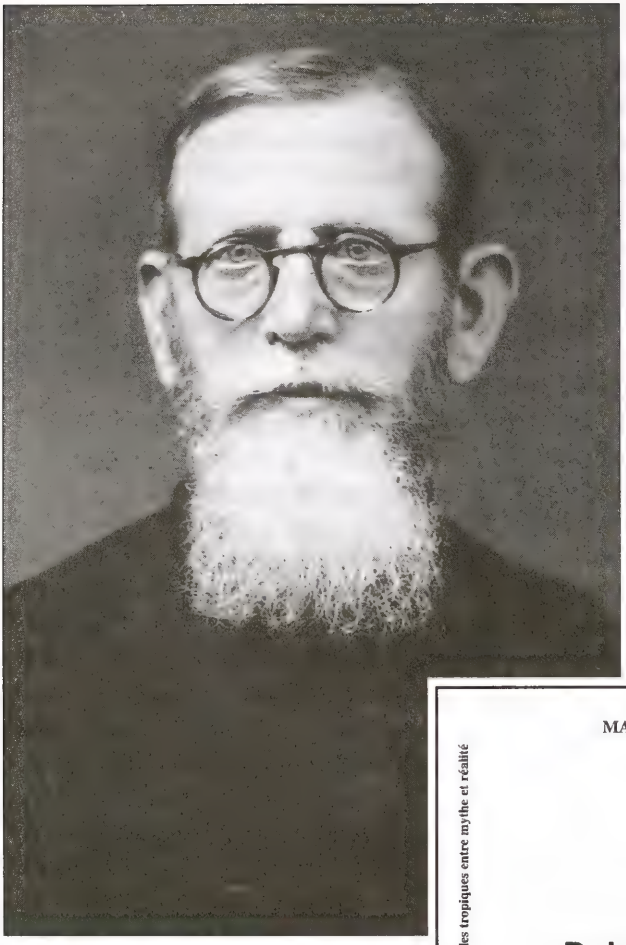
Le P. Benoît dresse aussi un relevé statistique du personnel de la province, maison par maison, œuvre par œuvre. En voici les totaux, par catégorie : Pères : 155 - Frères : 175 - Grands scolastiques : 208 - Novices clercs : 69 - Novices frères : 20 - Aspirants frères : 85 - Apostoliques : 523.

Comme un bilan...

En quinze années d'exercice de sa fonction, le P. Paul Benoît avait su mener à bonne fin l'organisation de la Province de France. Ce Conseil d'avril 1927 est, pour lui, comme un bilan... Nous n'avons fait qu'énumérer les communautés de la province, mais, pour chacune d'elles, le compte rendu du Conseil donne un bref commentaire. Le relevé statistique auquel nous avons fait allusion est en fait très détaillé et permet d'avoir une idée précise (chiffrée) sur l'état de la province.

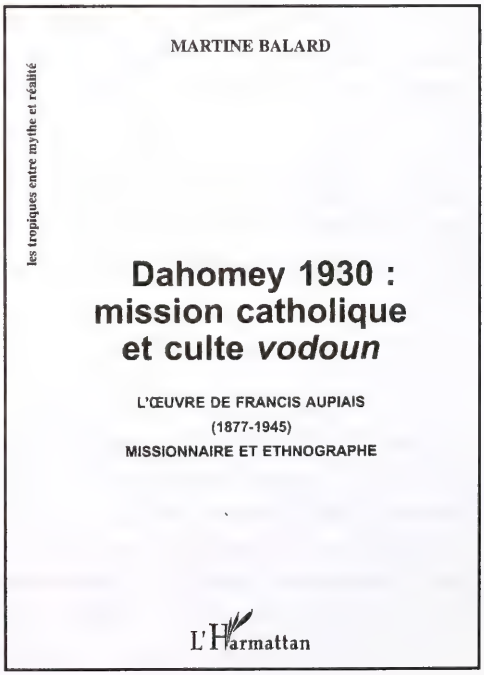
Dans ce dernier Conseil du P. Paul Benoît figure aussi une sorte d'état de la question sur les études, la discipline, la formation morale, les vacances, les retraites annuelles, le service militaire, l'organisation du recrutement et même les *saisons d'eaux* et soins extraordinaires.

Et peut-être pour bien montrer que tout ce qui s'accomplit dans la province a pour but de préparer du mieux possible le personnel des missions, le Conseil, pour terminer, émet les vœux « qu'on apporte une sérieuse amélioration au régime des futurs jeunes Pères, pendant le 3e trimestre de la dernière année, mais surtout les conseils de médecins ; qu'on veuille bien leur accorder deux mois de vacances pour leur permettre de se fortifier avant de partir en mission ; que l'on envoie quelques-uns des jeunes Pères désignés pour l'A.É.F., pour assister aux cours organisés à Lille, spécialement pour les missionnaires, sur la manière de combattre la maladie du sommeil ».



Photos Archives SMA

Portrait du père Francis Aupiais, des Missions africaines de Lyon.



La deuxième édition de la thèse de Martine Balard aux éditions L'Harmattan.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 150 à p. 168.

Sur l'œuvre du Père Francis Aupiais des Missions Africaines de Lyon missionnaire et ethnographe (1877-1945)

Pierre Saulnier *

Le récent ouvrage de Martine BALARD, *Dahomey 1930 : Mission Catholique et culte vodoun. L'œuvre de Francis Aupiais (1877-1945), missionnaire et ethnographe* [1], retrace l'engagement du P. Francis Aupiais, prêtre des Missions Africaines de Lyon, dans la première moitié du vingtième siècle, pour faire reconnaître à l'Afrique une culture. Dans un premier temps, nous évoquerons brièvement le déroulement de la vie du P. Aupiais, puis nous analyserons l'ouvrage de Martine Balard.

---

* Pierre Saulnier, prêtre des Missions Africaines de Lyon, a d'abord été au Bénin d'où il a tiré la matière de son mémoire de maîtrise sur *Les noms de naissance au sud Bénin*, puis de sa thèse en anthropologie (École des Hautes Études en Sciences Sociales) sur *Le meurtre du Vodun Dan*. À partir de 1977, il passe vingt ans en Centrafrique où il enseigne notamment à l'Université de Bangui entre 1983 et 1990. Il se spécialise dans des travaux de linguistique sur la langue sango : il crée une collection bilingue sango-français, *Atene ti be Africa*, publie un ouvrage plusieurs fois réédité *Plantes médicinales et soins en Centrafrique*, et enfin, aux éditions L'Harmattan (Paris), *Bangui chante. Anthologie du chant moderne Afrique centrale* (1993, 432 p. ; Préface de J.-D. Pénel) ainsi que *Le Centrafrique. Entre mythe et réalité* (1998, 242 p.).

1. Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 1998, IX-336 p. (Collection Études), réédité en 1999 aux éditions L'Harmattan, Paris.

La vie du P. Aupiais

L'enfance et la jeunesse (1877-1903)

Francis Aupiais naît en 1877, à Saint-Père en Retz, en Loire-Atlantique, près de Saint-Nazaire, mais au sud de la Loire. Sa famille était de condition très modeste : son père qui était maçon, mourut prématurément, laissant trois enfants en bas âge. Il est certain que sa mère dut alors travailler elle-même, si elle ne le faisait pas déjà, pour subvenir aux besoins de sa famille.

À six ans, il commence à fréquenter l'école de son village, puis à dix, il entre au petit collège de Chauvé, ensuite aux petits séminaires du diocèse de Nantes : Guérande et les Couëts (auprès de Nantes). Rien que de très classique. Georges Hardy [2] dit que « c'était un enfant gai, plein d'entrain, recherché par ses camarades pour sa gentillesse, sa franchise, sa constante droiture [3] ». [...] « Il ne cesse d'être un brillant élève, non seulement appliqué à toutes ses besognes scolaires, mais d'esprit curieux et prompt à s'émouvoir, particulièrement sensible aux joies de la littérature et de l'histoire... Il ne cesse pas non plus de se montrer modeste, dévoué, animé du meilleur esprit d'équipe, toujours disposé à faciliter la tâche de camarades moins doués... Il se souciera toujours d'étendre et d'élever son horizon intellectuel [4]. »

On trouve déjà ici quelques aspects de sa personnalité future : sa curiosité qui le poussera à connaître par lui-même une autre culture, sans se limiter aux idées admises ; son ouverture d'esprit face à des cultures africaines alors plus ou moins méprisées ou méconnues (d'ailleurs plus que moins). Il faut souligner aussi sa modestie, nous pourrions même dire son détachement personnel : il en fera preuve quand il sera démis de ses fonctions de provincial et relégué comme supérieur d'un petit établissement.

À la fin de ses études secondaires, il se dirige vers la Société des Pères Blancs (Missionnaires d'Afrique) ; mais, en 1901, il entre aux Missions Africaines de Lyon, où il est ordonné prêtre le 29 juin 1902. Entre temps, il aura fait une première expérience de l'Afrique, en accomplissant son service militaire à Tunis, dans les zouaves.

---

2. Georges HARDY, *Un apôtre d'aujourd'hui, le Révérend Père Aupiais, provincial des Missions africaines de Lyon*, Paris, Larose, 1949, 319 p.
3. G. Hardy, *op. cit.*, p. 14.
4. *Id.*, p. 15.

À la rentrée scolaire de 1902, il est nommé professeur à ce qu'on appelait alors l'école apostolique (ou petit séminaire) de Pont-Rousseau (dans la banlieue de Nantes), où, toujours selon Georges Hardy, « ses dons d'éducateur se révèlent aussitôt ; il conquiert ses élèves par la clarté de son enseignement, par sa flamme, par sa délicatesse de sentiments [5]. » Quand il sera appelé à s'occuper des écoles au Dahomey, on relèvera ces mêmes dons, ne se contentant pas d'administrer, mais s'attachant à former lui-même les maîtres au jour le jour.

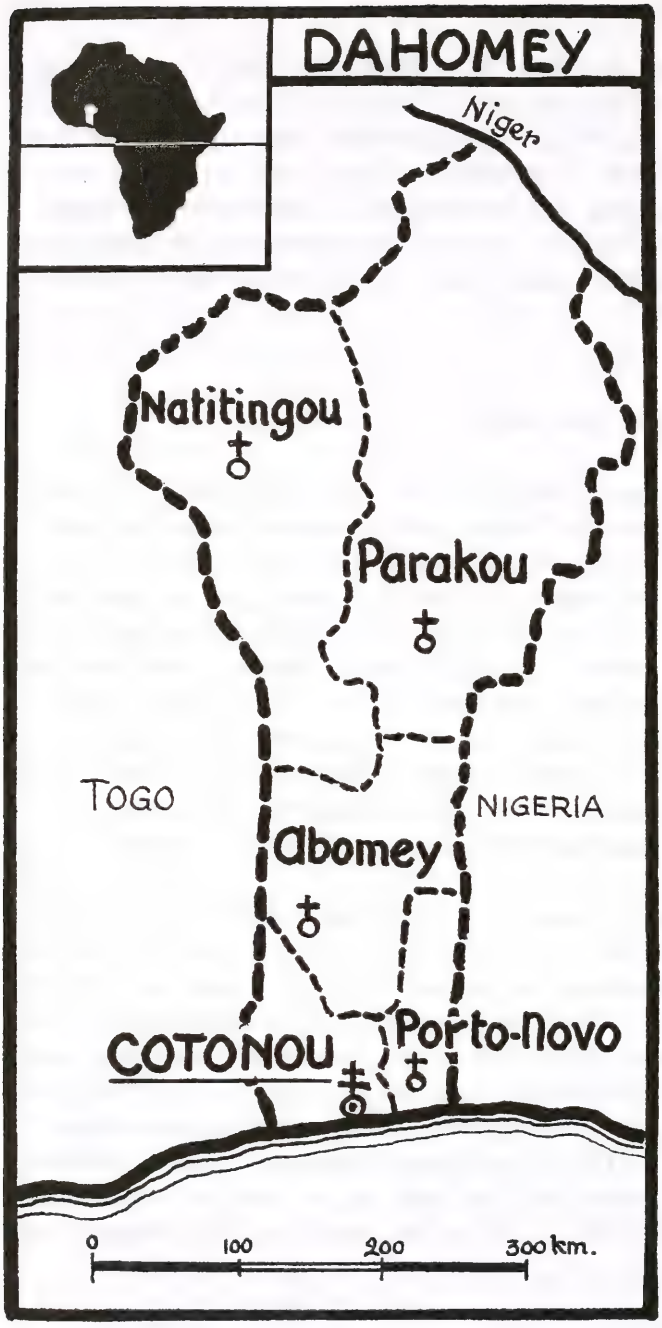
La mission en Afrique (1903-1929)

Il ne reste qu'une année à Pont-Rousseau, et en octobre 1903 s'embarque pour le vicariat du Dahomey. Il passe quelques mois à Abomey, capitale de l'ancien royaume du "Danxômê" ; puis il est nommé à Porto-Novo, autre royaume de ce territoire du Dahomey, qu'il ne quittera pas, sauf pour un séjour à Dakar, pendant la guerre de 1914-1918, dont nous reparlerons.

À son arrivée à Porto-Novo, il est chargé de l'enseignement, lui-même comme maître principal de la première classe. Comme, à cette époque, le petit nombre des chrétiens laisse aux prêtres du temps libre, et que l'école est vue comme un lieu d'apostolat et d'évangélisation par la formation d'une élite, beaucoup de missionnaires commencent leur ministère comme instituteurs, réservant le dimanche et les jours de congé, à visiter les villages environnants.

Dans ce service, le P. Aupiais ne se limite pas à sa classe et à la gestion de son école : il a soin de choisir ses meilleurs élèves comme « moniteurs », de les suivre en vérifiant leur préparation, et de leur assurer une formation pédagogique. Il veut que l'école de la mission soit un établissement de qualité ; il adopte les innovations qu'il estime raisonnables, et devance même les programmes officiels. On sent ici pointer un esprit de concurrence avec les services administratifs ; n'oublions pas les tensions de cette époque, en France, entre l'Église et l'État, tensions qui furent parfois article d'exportation : en 1880-1881, Jules Ferry fait voter les lois sur l'école laïque, gratuite et obligatoire. En 1901, la loi sur les associations fait obligation aux

5. *Id.*, p. 19.



Carte du Dahomey
et état
des circonscriptions
ecclésiastiques
en 1966.

congrégations d'obtenir une autorisation d'enseigner. Celles qui ne l'obtiennent pas sont alors obligées de fermer leurs établissements. En 1905, intervient la séparation de l'Église et de l'État. Dans la mesure où, à Porto-Novo, l'administration laisse les missionnaires travailler, le P. Aupiais va jouer le jeu de la transparence et de la loyauté, voulant également montrer que l'Église peut obtenir de bons résultats dans l'enseignement. Ses meilleurs élèves sont présentés aux concours d'entrée des grandes Écoles du Gouvernement général. Il ne se coupe pas non plus des autorités coloniales, avec qui il entretient des relations régulières, et demande même à l'Inspecteur des écoles de visiter ses classes. En veillant ainsi à la qualité de l'enseignement, le P. Aupiais « a contribué à la préparation de cette élite dahoméenne qui a produit, en plus d'hommes politiques à la hauteur de leur mandat, des écrivains de valeur reconnue [6] », tel que Paul Hazoumé, auteur de *Pacte du sang* et de *Doguicimi*.

La guerre qui éclate en Europe en 1914 l'envoie comme caporal à Dakar où il exerce les fonctions de chef cuisinier à l'hôpital « avec une grande conscience, probablement aussi avec compétence, car rien ne le prenait au dépourvu », note Georges Hardy avec humour [7]. Si nous faisons état de cet épisode de sa vie, c'est pour montrer qu'il reste toujours ouvert et prêt à servir selon ses capacités ; de chef cuisinier, il s'offre pour assurer des cours (de grec) dans un cours secondaire qui vient de s'ouvrir à Dakar à l'intention des enfants retenus dans la colonie par les événements ; s'il le faut, il n'hésite pas non plus à s'engouffrer dans le trou du souffleur pour une représentation théâtrale des élèves. Mais surtout c'est l'occasion pour lui de rencontrer Maurice Delafosse et Georges Hardy, deux hauts fonctionnaires de l'époque ; le premier a créé, en 1910, l'Institut Ethnographique International de Paris qu'il continue d'animer ; le second est alors inspecteur général de l'Éducation nationale pour toute l'AOF ; il devient son ami et après sa mort, il lui consacre un ouvrage [8]. Il est certain que ces rencontres lui ont permis de prendre des contacts et nouer des amitiés, qui se révéleront utiles par la suite. Mais surtout cela encore montre un état d'esprit d'ouverture et de service : lui, prêtre, n'hésitant pas à s'inviter dans l'en-

6. *Id.*, p. 21-22.
7. *Id.*, p. 22.
8. Cf. note 2.

seignement officiellement laïc. Quelqu'un note alors à son sujet : « Gai et primesautier, le P. Aupiais avait cette fraîcheur d'esprit et cette curiosité intellectuelle, qui lui donnèrent des choses et des hommes une intuition immédiate et juste [9]. »

À la fin de la guerre, il retrouve Porto-Novo. En 1919, il devient supérieur de la mission de Porto-Novo et vicaire général de Mgr Steinmetz, vicaire apostolique du Dahomey. Il sait animer sa paroisse et la faire prospérer. Ces fonctions ne l'empêchent pas de suivre toujours de près la marche de l'école, de réunir chaque jour les maîtres et de continuer à les former ; son influence s'étendra jusqu'au séminaire du vicariat du Dahomey, à Ouidah. Dans le même sens, l'éducation de la jeunesse et la formation de l'élite lui tiennent à cœur. Mais surtout il veut que cette élite s'exprime elle-même sur sa culture : pour cela il crée, avec Paul Hazoumé, la revue *La Reconnaissance Africaine* [10]. Nous avons nous-mêmes connu dans les années 1960-1970 le P. Thomas Mouléro, un des tout premiers prêtres béninois, qui y collabora et qui continuait à écrire pour lui-même le résultat de ses recherches. Je me souviens qu'à une réunion sur la catéchèse, alors que selon son habitude, il n'avait pas ouvert la bouche de toute la séance, le mot de la fin lui revint quand il dit : « Si l'on veut apprendre l'anglais à John, il faut connaître John » ; ce qui voulait tout simplement dire : vous avez bien parlé, mais vous avez oublié un élément essentiel : celui à qui est destiné ce message, cherchez-vous à le connaître ? Un autre prêtre béninois, l'abbé Paul Kiti, formé dans ces mêmes années, écrira lui aussi régulièrement dans cette revue. Quarante-cinq numéros paraîtront entre 1925 et 1927, mais elle ne survivra malheureusement pas au départ du P. Aupiais.

À cette époque également, celui-ci organise de grandes fêtes populaires : celles des Mariages, de Jeanne d'Arc, de l'Épiphanie… Cette dernière est toujours aussi populaire pour les Gunnu, les habitants de Porto-Novo. À ces fêtes, le P. Aupiais sut associer aussi bien Africains qu'Européens, catho-

---

9. P. Noël DOUAU, *Mission en Afrique. Biographies Missions Africaines*, Cahier 3, p. 488.

10. Ce titre de *Reconnaissance Africaine* vient du désir du P. Aupiais que l'on reconnaisse les sacrifices des Africains pendant la guerre de 1914-1918 et, d'autre part, l'existence de leurs cultures. Par ailleurs, il voulait donner ce même nom à l'église de Porto-Novo. Cette idée lui était peut-être venue lors de son séjour à Dakar pendant la guerre : en effet, Mgr Jalabert, Vicaire apostolique de Dakar, avait lancé en 1913 une campagne pour la construction dans cette ville d'une cathédrale du *Souvenir africain*, dont le grand artisan devait être, après guerre, le P. Daniel Brottier. Cf. Paule BRASSEUR, « À propos de la cathédrale de Dakar », *Mémoire Spiritaine*, n° 10, deuxième semestre 1999, p. 109-117.

liques que protestants, chrétiens, musulmans et « païens », le peuple et les « rois » de cette ville.

L'année 1926 marque un tournant dans la vie missionnaire du P. Aupiais. Jusqu'ici son ministère se limitait à Porto-Novo et au Dahomey. En octobre 1926, il rentre en congé en France, avec une trentaine de caisses « monumentales » qui contiennent les éléments d'une importante exposition d'art dahoméen. Il poursuit deux objectifs : d'abord trouver des fonds pour achever l'église de la « Reconnaissance Africaine », qui deviendra par la suite la cathédrale Notre-Dame de l'Immaculée Conception de Porto-Novo ; mais surtout il voudrait faire changer dans l'esprit des français l'idée qu'ils se font des Africains et de l'Afrique. Pour cela, il organise une série d'expositions à travers les grandes villes de France et de Belgique, que les autorités religieuses et civiles locales viennent visiter : la première, à Paris, est inaugurée par le ministre des Colonies, M. Léon Perrier. En même temps, ce sont des conférences, interviews, causeries radiophoniques, articles, contacts avec les milieux scientifiques... Georges Hardy relève qu'à la suite des expositions, « les visiteurs s'avouaient agréablement surpris devant ces produits africains dont le caractère d'art se découvrait sans effort et dont certains s'imposaient comme d'incontestables chefs-d'œuvre [11] ».

Le provincialat (1928-1945)

En 1928, alors qu'il est toujours en France, il est élu Supérieur de la Province de Lyon. Ce fut sans aucun doute la source de son infortune future : comment un organisateur, dont l'esprit vit en dehors des structures établies et des sentiers battus, peut-il se muer en administrateur ? Il sera démis de ses fonctions par le Supérieur général en 1931, et nommé supérieur d'un tout petit séminaire, maigrement peuplé, à Baudonne-en-Tarnos, près de Bayonne, dans les Landes. Georges Hardy écrit : « Le bouillant missionnaire y fait l'effet d'un aigle mis en cage [12] » ; mais il accepte. Quant à le renvoyer en Afrique, il n'en était pas question : ses prises de position en France l'y rendaient indésirable.

---

11. G. HARDY, *op. cit.*, p. 27.
12. *Id.*, p. 31.

Arrivée du père Aupiais à Porto-Novo, le 5 janvier 1930.

Cathédrale de Porto-Novo.

Photos Dossa Z. C. - Arch SMA

Cependant au cours de ce bref temps de provincialat, en 1929-1930, grâce à une bourse d'un mécène, Albert Kahn, il connaît la joie et le bonheur d'accomplir avec un cinéaste de métier, une mission de documentation au Dahomey et en Côte d'Ivoire. Le résultat fut un film (muet) qui suscita à l'époque un fort mouvement de curiosité et de sympathie. Par la suite, en 1997, Gilbert Rouget, musicologue au Musée de l'Homme de Paris et spécialiste de la musique du Bénin méridional, convertit avec bonheur ce film muet en film sonore, en réussissant à y adjoindre les musiques traditionnelles qui accompagnent les danses qui y sont montrées [13].

En 1937, ses confrères le tirent de sa retraite et le réélisent au poste de Provincial. Ce sera la dernière étape de sa vie. Son livre *Le Missionnaire*, prêt depuis longtemps, paraît en 1938 [14]. En 1939, il est élu membre de l'Académie des Sciences Coloniales, il y prend la succession de Mgr Le Roy, spiritain. Puis c'est la guerre et l'occupation ; cela ne l'empêche nullement, à plus de 60 ans, de franchir de nombreuses fois la fameuse « ligne de démarcation », à bicyclette, et de rester selon ceux qui l'ont connu à cette époque, « étonnamment jeune », avec « l'horreur de tout ce qui sent la routine, le figé [15]. » En 1945, il fait une tournée en Méditerranée orientale, puis s'envole pour le Dahomey, où ses amis blancs et noirs ont décidé de l'élire à l'Assemblée nationale constituante. Il y est élu en novembre, mais il ne pourra siéger. Quand il rentre en France, complètement usé, il décède le 14 décembre.

L'ouvrage de Martine Balard

C'est à cette personnalité que Martine Balard consacre sa thèse d'histoire [16] en 1996 à l'Université de Perpignan et dont le livre cité ci-dessus n'est que le résumé. En fait, l'auteur voulant tracer « une histoire de la constitution des collections d'art africain », en consacrant « une importante partie

13. Le film ethnographique, retouché et mis en musique, peut être consulté au Musée Kahn, 14, rue du Port, 92100, Boulogne-Billancourt.

14. Francis AUPIAIS, *Le Missionnaire*, Paris, Larose, 1938.

15. G. HARDY, *op. cit.*, p. 34.

16. Martine ARNAUD BALARD, *L'œuvre du Révérend Père Francis Aupiais (1871-1945), missionnaire ethnographe de la Société des Missions Africaines de Lyon*, 3 tomes, 805 p., 1996, Université de Perpignan. [Désormais cité : *Thèse*, pour la distinguer de l'ouvrage imprimé ici présenté.]

de [son] étude aux pratiques iconoclastes, aux destructions des objets d'art africain », se retrouve devant le P. Aupiais qui, « loin de détruire », en constitue une collection [17]. Premier paradoxe, nous en trouverons d'autres.

Le P. Aupiais et son temps

L'entre-deux guerres semble bien être, en Afrique au moins, la belle époque de la civilisation européenne et de la christianisation, face à des populations dites sans culture et sans religion, ou avec une religion diabolique ou diabolisée. Pour l'administrateur, le Noir est un primitif à civiliser, pour le missionnaire un païen à convertir [18]. Sa religion n'est qu'une supercherie, du fétichisme, une diablerie, l'affaire du démon, de Satan. En aucun cas, cette culture ne peut être objet d'étude. Et l'opinion du temps veut qu'« aux côtés des colons, vecteurs du progrès, les missionnaires apportent les lumières de la civilisation chrétienne [19] ». Mais paradoxe, on devra ici et là, et pas seulement au Dahomey, les premières études sur les langues africaines à des missionnaires. Dans les années 1880, le P. Baudin, qui réside dans cette région, publie un gros dictionnaire yoruba-français et français-yoruba, et une grammaire ; à ce jour encore, ce sont les seuls ouvrages importants en français dont nous disposons.

Le P. Aupiais, lui, proclame que ces « populations noires possèdent des qualités morales et intellectuelles considérables qui devraient [...] combattre efficacement les préjugés racistes des Européens. [...] [Il] dira le sens moral des indigènes, leur pudeur [...], leur sagacité empirique, leur spiritualité, leurs scrupules moraux, leur souci de la réflexion, leur sens de la communauté. [...] [Son] terrain privilégié [...] sera celui de la morale [démontrant que] les Noirs ont un sens moral élevé, des qualités intellectuelles notoires et un sens collectif considérable [20] ». Il veut « affirmer avec quelque force ce qui nous paraît d'une banale évidence [aujourd'hui] : la dignité et l'intérêt des civilisations noires [21] ».

---

17. M. BALARD, *op. cit.*, p. 8.
18. *Id.*, p. 310.
19. *Id.*, p. 211.
20. *Id.*, p. 158.
21. *Id.*, p. 159.

Pour cela il agit par la plume : il crée une revue, *La Reconnaissance Africaine*, réservée à des jeunes africains ; elle « est la première à avoir comme objectif explicite des valeurs authentiquement africaines, et, à ce titre, à souhaiter promouvoir une ethnologie de l'intérieur [22] », où des Africains eux-mêmes peuvent s'exprimer sur leur propre culture. Il veut déjà dégager l'ethnologie de son aspect européano-centriste. Il agit aussi par l'envoi aux musées d'objets d'art africain et l'organisation d'une exposition itinérante ; puis par le film ethnographique, *Le Dahomey religieux*, qu'il put faire tourner avec l'aide financière d'Albert Kahn et l'assistance technique de Frédéric Gadmer (il reste, qu'au moins pour le film ethnographique, il fut un pionnier) ; enfin par des conférences où il présentait et commentait le film (muet à cette époque).

Il est peu de dire que l'engagement d'Aupiais posât quelques problèmes, puisqu'il se fit démettre de sa charge de provincial. Mais en prenant position publiquement pour une reconnaissance des cultures africaines contre les préjugés plus ou moins racistes, en montrant bien des aspects positifs des cultes africains, mais aussi en dénonçant des abus de l'administration coloniale, comme le travail forcé, publiquement, et jusqu'au Bureau International du Travail (BIT) à Genève, il ne pouvait que s'attirer la méfiance et le courroux de l'administration civile et de certains de ses supérieurs. Ceux-ci durent subir des remarques désobligeantes. Il allait réellement à contre-courant des idées ordinairement admises à cette époque pour les « colonies ». Vouloir dénoncer les abus était perçu comme un crime contre l'État, en fait surtout contre les pouvoirs établis. En Oubangui, sensiblement à la même époque, entre 1910 et 1920, le P. Daigre [23], spiritain, fut affronté au même problème devant les abus des sociétés concessionnaires [24]. La solution : rester en se taisant, ou parler mais en se faisant expulser.

Critique de l'engagement du P. Aupiais

Ceci dit, les méthodes de travail ethnographique du P. Aupiais ne sont pas à l'abri de toute critique. Passons sur l'usage, maintenant discutable, de

22. M. Arnaud BALARD, *Thèse*, p. 131.
23. Joseph DAIGRE, *Oubangui-Chari. Souvenirs et témoignages, 1890-1940*, Dillen, Issoudun, 1950, 220 p.
24. Pierre SAULNIER, *Le Centrafrique. Entre mythe et réalité*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 84.

certains termes comme fétichisme ou « âme primitive ». Plus grave : en faisant de l'ethnographie « anti », quand il veut prouver la fausseté des soubassements du racisme, il tombe facilement dans l'excès inverse en privilégiant certains traits culturels : ainsi le dévêtement des Noirs est-il pour lui une preuve de leur pudeur naturelle. De même il est fasciné par la cohésion interne de la société, l'aspect totalisant (des rites et des coutumes), le respect des autorités, dont le cérémonialisme (qu'il met en avant) constituait la forme extérieure. Ceci exprimerait finalement de sa part des choix traditionalistes et conservateurs [25].

Sur la morale ou la moralité [26], à propos d'assertions comme celle-ci : « Le Noir aime sa mère [27] », on n'admet plus qu'on isole un rite, une croyance..., qui doit être resitué dans l'ensemble de la culture ; et pas davantage qu'on n'établît un questionnaire en fonction d'à priori sélectionnés ; on ne peut traiter de la morale dans une culture, que dans l'ensemble dont elle fait partie. Quand il présente l'art africain, c'est lui qui décide encore par avance de ce qui relève de cet art, pour ne pas heurter ou saturer le visiteur [28]. Ce qu'on peut donc lui reprocher ici, c'est de faire lui-même un choix à l'appui de ses thèses et de son engagement.

Le P. Aupiais veut prouver que les Noirs ont une culture, et montrer que leurs qualités morales, leur religiosité sont les ultimes et lointains témoignages de l'équilibre parfait du Paradis terrestre, témoignages dont on retrouve des traces dans des lambeaux de récits et de croyances. Il tient à affirmer que les Noirs ne sont pas plus que d'autres sous l'emprise du démon. Il voit de même dans le culte du vodun les vestiges d'une révélation et les éléments d'une religion naturelle qu'il est normal et moral d'étudier. Allant plus loin, il soutient que ces valeurs peuvent être récupérées, en africanisant les fêtes religieuses, notamment à Porto-Novo [29]. Cependant il nous semble que ces récits et croyances ont déjà subi, à son époque, l'influence de la christianisation et d'une certaine acculturation.

Ce sont là quelques défauts de son engagement, tout autant d'ailleurs que ceux de son temps (c'est le début de la théologie des "pierres d'attente") qui

25. M. BALARD, *op. cit.*, p. 176.
26. *Id.*, p. 148.
27. *Id.*, p. 153.
28. *Id.*, p. 103.
29. *Id.*, p. 215.

n'a pas encore pris toute la mesure d'une telle recherche et de son exploitation. Mais face aux milieux universitaires africanistes, il a conscience de parler non en théoricien, à partir d'un bureau (parisien), mais en homme de terrain qui a vécu une vingtaine d'années en Afrique. À juste titre, à Paris, comme à Rome, dans les milieux ecclésiastiques, il est considéré comme un spécialiste compétent, et le témoin d'une nécessaire ouverture à l'« Autre ».

Paradoxes et ambiguïtés du P. Aupiais

D'autres questions plus fondamentales se posent encore. D'abord, comment s'est-il défait du schéma raciste de son temps (même s'il existait chez certains de ses confrères une réelle ouverture, au moins linguistique) pour se tourner vers l'Autre, différent, dont la civilisation mérite d'être étudiée, alors qu'il s'engage dans le même temps dans une œuvre de « civilisation occidentale » par le biais des écoles ? C'est un des paradoxes et une des ambiguïtés du P. Aupiais, et de son élève et ami P. Hazoumé qui ne pourra d'ailleurs s'exprimer et exprimer sa culture que grâce à sa maîtrise de la langue française.

Paradoxe encore quand l'européanisation par l'école doit mener à la conversion [30]. Alors qu'il met en avant le non-individualisme africain, l'école précisément fait passer de l'oral à l'écrit d'une part, mais aussi d'une éducation à visée communautaire à un enseignement pour une promotion individuelle. Comment a-t-il pu lier ainsi civilisation occidentale, enseignement scolaire et christianisme ? Déjà, en 1907, un synode des responsables de mission, abordant les problèmes qui se posaient à eux, affirme à propos « De l'utilité des écoles » : « Les premiers enfants instruits d'un pays le quittent, s'en vont sans égard pour leurs parents, s'expatrient et deviennent des déclassés », pour ensuite déclarer : « Si l'école est le principal moyen d'action sur les indigènes pour les amener à connaître et à embrasser la religion catholique, [...] il faut avoir des écoles [...]. » Le P. Aupiais est alors en Afrique depuis 4 ans ; il s'engage dans cette voie, alors que les protestants se sont tournés vers un enseignement plus technique [31] ? Mais pour avoir

30. *Id.*, p. 71-72.
31. Jean BONFILS, *La Mission catholique en République du Bénin. Des origines à 1945*, Paris, Karthala, 1999, p. 198.

connu la nationalisation des écoles catholiques en 1972, nous pouvons affirmer que ce que la population demandait alors c'était tout simplement des écoles, peu lui importait l'étiquette, officielle, catholique…

Comment encore faire passer la culture africaine de l'oral à l'écrit dans (et par) la langue du colonisateur, de promouvoir les cultures traditionnelles tout en soutenant le colonialisme [32] ? Comment encore aider la jeunesse dahoméenne à se rapprocher d'elle-même, de ses origines, sans pour autant la détourner de la civilisation européenne [33] ? Car il ne faut pas oublier que cet homme est et se veut Français. Toujours paradoxe et ambiguïté.

Par ailleurs, a-t-il eu conscience de l'irréductibilité des deux religions, christianisme et culte du vodun, et qu'on ne pouvait pas se limiter à une récupération de « fêtes », de rites… ? Ou encore se baser sur « certaines vertus foncières » qui auraient servi de support à l'évangélisation et à la conversion [34] ? Il faut bien se rendre compte que le vodun est un "paganisme" de fait, une religion du terroir. Le vodun représente les ancêtres : religion de fécondité et de cohésion de la famille (au sens large du terme), laquelle se veut immortelle à travers les générations successives. C'est une culture-religion qui va donc mettre en avant non la personne, mais le groupe, d'où tension parfois violente entre les deux [35]. Le P. Aupiais était pourtant conscient d'un abîme entre « fétichisme » et christianisme : pour lui, le fétichisme n'apporte pas la paix de l'âme ; il repose sur les conflits incessants avec les dieux ou vodun [36].

Le conflit avec les supérieurs

Le P. Aupiais, par ses prises de position et ses divers engagements est loin de faire l'unanimité. Martine Balard affirme qu'il « se retrouve quasi seul ». Or, le P. Arial qui fait alors partie du Conseil provincial se solidarise avec son supérieur démis, dans une lettre adressée au Général [37]. Et si le

---

32. M. BALARD, *op. cit.*, p. 93.
33. *Id.*, p. 96.
34. M. BALARD, *Thèse*, p. 543.
35. P. SAULNIER, *Le vodun Sakpata. Recherche sur le vodun Sakpata à partir des noms individuels de ses vodumsi*, Porto-Novo, 1974. *Le vodun Dan. Recherche sur le vodun Dan à partir des noms individuels de ses vodunsi*, Porto-Novo, 1974.
36. M. BALARD, *op. cit.*, p. 215.
37. *Id.*, p. 269-270.

P. Aupiais est renvoyé de son poste de provincial, il est exilé, mais, paradoxe ! avec une responsabilité, certes mineure. Autre paradoxe : ses confrères vont le réélire à ce poste par la suite : il n'était donc pas si isolé que cela, et ses idées pas aussi subversives pour tous ! Dans sa thèse, Martine Balard avoue que cette réélection reste à ses yeux « énigmatique » [38]. De son côté, Rome ne lui retire pas sa confiance et refuse de le condamner ; et auprès des autorités scientifiques, il trouve toujours une oreille attentive.

Pour comprendre, au moins en partie, ses démêlés avec ses supérieurs, rappelons que le P. Aupiais n'est pas d'abord un administrateur ; or la fonction de provincial requiert, qu'on le veuille ou non, une certaine stabilité qu'il n'avait pas quand il parcourait la France pour des conférences, ou quand il se retrouvait au Dahomey pour le tournage de son film. Cela lui sera reproché par le Supérieur général, le P. Chabert, comme de dépenser de l'argent pour des travaux, qui, pour ce dernier, n'étaient pas prioritaires.

Le P. Aupiais faisait aussi de l'ethnographie « anti », c'est-à-dire contre ceux qui contestaient l'existence d'une quelconque culture aux Africains. Le défaut de cette attitude, qu'on retrouve chez d'autres ethnologues, tant européens qu'africains, est une survalorisation de la culture étudiée, où l'on ne voit plus, ni ses limites ou insuffisances, ni ses défauts, mais seulement ses qualités, mises en exergue d'une manière souvent exclusive. C'est cette attitude que certains confrères lui reprochent, comme dans cette lettre du P. Parisot, datée de 1928, qui réagit à des conférences reproduites dans la *Documentation catholique :* « Jusqu'à ces derniers temps, sachant le profond amour qu'avait le Père Aupiais pour les Noirs et le partageant, voyant en lui le militant de la justice, l'avocat des revendications et aspirations légitimes de notre patrie d'élection, j'étais tout entier de cœur avec lui qui servait si bien la cause qui nous est chère. Or, je viens d'avoir le texte de quelques-unes de ses conférences. [...] Je ne vous cacherai pas que non seulement quelques-unes de ses propositions me semblent paradoxales, absolument utopiques et dangereuses, mais que le principe même d'où elles émanent et que malheureusement il proclame [...] est un principe, au sens catholique absolument faux. C'est du Jean-Jacques Rousseau, ni plus ni moins (la bonté foncière de la nature des indigènes, de l'homme naturel) ; ne parle-t-il pas à ce sujet de moralité profonde et délicate, d'intégrité morale,

38. M. BALARD, *Thèse*, p. 654.

etc. ? [...] N'exalte-t-il pas leurs croyances, leurs coutumes, au point que nous pouvons nous demander ce que nous sommes venus faire ici, s'il n'y a pas le péché originel chez les Noirs, ou plus simplement si nous n'avons pas la berlue quand nous voyons ce que nous voyons... [39] ? »

Le P. Aupiais aurait répondu à ses détracteurs : « Il y a assez de monde à dire du mal des Noirs pour que moi je n'en dise que du bien [40]. » Face à une dévalorisation qui allait jusqu'à la négation pure et simple, le P. Aupiais se livre ici à une survalorisation de la culture ; cela avait le mérite de revaloriser aux yeux des Africains leur propre culture : ils ne l'oublieront pas en lui demandant de se présenter aux élections pour les représenter. Mais comme il allait à l'encontre de l'opinion communément admise, bien de ses confrères ne le comprenaient pas et cela lui valut leur animosité ; et, par ailleurs, l'administration civile n'acceptait pas ses prises de position contre certains abus.

On lui reproche également ses relations avec les milieux scientifiques, comme l'Institut d'Ethnologie ; sa fréquentation des cours de sociologues comme M. Mauss et P. Rivet, qui n'étaient pas nécessairement catholiques ; avec des milieux politiques, dans le but d'obtenir, dit-on, une décoration (!). Certains le taxent d'orgueil et de suffisance... D'autre part, il restera toujours en relation épistolaire avec ses amis africains du Dahomey, en premier lieu Paul Hazoumé qu'il aidera pour la publication de son ouvrage *Le Pacte du Sang* et à qui il envoie le texte de ses conférences. Tout cela, les responsables religieux au Dahomey le savaient.

En résumé, le P. Aupiais use d'opinions qui vont à l'encontre de celles communément admises à l'époque ; il travaille avec des scientifiques religieusement non fréquentables, réhabilite des cultures et des religions « païennes » au lieu d'annoncer la vraie religion.

Donc beaucoup de reproches (ceux énoncés ici sont les plus graves) contre le P. Aupiais, responsable de la province de Lyon. Le Supérieur général lui demande sa démission, ce qu'il refuse ; il y voit, sans doute avec raison, la volonté du gouvernement français de le mettre à l'écart. Rome, de son côté ne veut pas se mêler de l'affaire ; finalement, le P. Aupiais sera démis de sa charge. Les Supérieurs lui interdisent en même temps de répondre à des demandes de conférences, et lui refuseront l'Imprimatur pour son livre *Le Missionnaire*.

---

39. M. BALARD, *op. cit.*, p. 261 ss.
40. M. BALARD, *Thèse*, p. 638.

Les titres de l'ouvrage

L'ouvrage de Martine Balard comporte trois titres, du haut en bas de la couverture : a) en petit caractère : « Dahomey 1930 » ; b) en gros, et qui semble être le titre principal : « Mission Catholique et culte vodoun » ; c) « L'œuvre de Francis Aupiais (1877-1945), missionnaire et ethnographe ».

En fait, sur le vodun (écrit vodoun, à la française, dans cet ouvrage), on ne trouve qu'un chapitre de 16 pages, le second. Si l'auteur avait voulu faire une histoire des relations entre christianisme et vodun, ce chapitre aurait demandé d'autres développements. Peut-être, à cette époque la forte présence française empêche-t-elle les responsables du vodun de se livrer publiquement à des affrontements avec les chrétiens, surtout catholiques. Mais après les indépendances, dans les années 1960 et 1970, nous pouvons dire que les relations furent parfois conflictuelles, lorsque des parents, refusant que leurs enfants soient choisis pour le service familial de ces cultes, les faisaient baptiser.

Le P. Aupiais aujourd'hui

Il n'est plus question d'une réhabilitation des cultures africaines. En théorie, cela est acquis. En pratique, on peut s'interroger sur la vision qu'en ont tant les étrangers que les Africains eux-mêmes. Si le P. Aupiais reste d'actualité, qu'en est-il de cette option missionnaire prioritaire : la reconnaissance des cultures africaines ? Cela exige leur connaissance par l'étranger, et la réflexion par les premiers intéressés, les Africains. Lui-même invite des séminaristes et jeunes prêtres africains à exprimer leur culture dans la revue qu'il a fondée, et il demande que les séminaristes des Missions Africaines soient initiés à l'ethnographie. Ce qui resta pour une large part un vœu pieux.

Plus tard le Concile Vatican II demandera que les futurs missionnaires soient ouverts aux cultures qu'ils étaient appelés à rencontrer : « [...] Tous les missionnaires (prêtres, frères, sœurs, laïcs) doivent être préparés et formés chacun selon sa situation [...]. Dès le début déjà, leur formation doctrinale doit être organisée de telle manière qu'elle embrasse l'universalité de l'Église et la diversité des nations. Cela vaut pour toutes les disciplines par lesquelles ils sont préparés à s'acquitter de leur ministère [...] afin qu'ils aient une connaissance générale des peuples, des cultures, des religions, tour-

née non seulement vers le passé, mais aussi vers le présent. Quiconque en effet doit aborder un autre peuple doit faire grand cas de son patrimoine, de ses langues, de ses mœurs [41]. »

Qu'en est-il maintenant, presque quarante ans après cette déclaration ? Quelle place les sociétés missionnaires accorde-t-elle à cette connaissance et cette réflexion pendant le temps de formation de ses membres ? Nous pouvons poser la même question pour les grands séminaires, car ce Concile faisait la même demande pour les Africains : « Les esprits des élèves doivent donc être ouverts et rendus pénétrants pour bien connaître et pouvoir juger la culture de leur pays. [...] Les élèves doivent apprendre [...] les conditions particulières, économiques, culturelles de leur propre peuple [42]. »

On parle maintenant beaucoup d'inculturation.Le P. Aupiais en était au stade des « pierres d'attente ». Mais si on peut lui reprocher certaines outrances, il avait compris qu'il fallait connaître et respecter ces cultures, et cela est le plus important. A notre avis, il n'y aura de véritable inculturation que basée sur une profonde connaissance de la culture, à moins d'en rester à la superficie, et à des recettes ponctuelles.

Avant l'annonce explicite de l'Évangile, n'y a-t-il pas ainsi place pour une approche de l'Autre tel qu'il est, avec ses problèmes existentiels, ses comportements, son organisation sociale, familiale, ses joies et ses peines, pour essayer de le comprendre tout simplement ; comme ces religieuses qui demandaient : « Vous voulez que nous venions chez vous, mais pour quoi faire ? », et qui s'entendaient répondre : « Venez vous asseoir ici tout simplement ! » Cette proximité, cette écoute, n'est-ce pas cela que bien des peuples attendent de l'Église, pour être reconnus tels qu'ils sont ? Le P. Aupiais l'avait compris, qui reconnaissait la différence de l'Autre et lui donnait les moyens de l'exprimer.

---

41. Concile Vatican II. "Activité missionnaire de l'Église", n° 26.
42. *Id.*, n° 16.

Mémoire Spiritaine, n° 11, premier semestre 2000, p. 169 à p. 174.

Lecture du livre de Gérard CHOLVY *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France, XIX^e^-XX^e^ siècle* [1]

Roger Pasquier *

Les historiens ont découvert, il y a quelques années, dans la jeunesse un nouveau champ de recherche. D'études en colloques ils ont réussi à en faire une partie intégrante de l'histoire sociale. Tout naturellement, leur attention devait se porter sur les organisations et les mouvements chrétiens qui, plus que d'autres, ont exercé une forte influence sur la jeunesse de France. Nul n'était plus qualifié pour écrire cette histoire que Gérard Cholvy. Bien connu pour son *Histoire* religieuse *de la France contemporaine* rédigée en collaboration avec Y.-M. Hilaire, il anime à l'Université Paul Valéry de Montpellier un centre de recherche dont les travaux ont apporté déjà de solides matériaux permettant de tenter une première synthèse. Il ne se dissimule pas les difficultés de l'entreprise : dispersion et richesse très relative des archives et interprétation toujours délicate des souvenirs des témoins.

---

* Roger Pasquier : Université de Paris I Panthéon-Sorbonne ; Centre de Recherches Africaines, rue Malher. Il a travaillé pour sa thèse sur l'histoire économique africaine (Sénégal) au XIX^e^ siècle, puis sur les milieux d'affaires en Afrique après la seconde guerre mondiale. Il s'est tourné ensuite vers l'histoire des syndicats chrétiens (CFTC) en Afrique, ainsi que de la J.O.C. outre-mer.

[1]. Paris, Les Éditions du Cerf, 1999, 419 p. (Collection Petits Cerf-Histoire).

L'ouvrage embrasse la longue durée allant de 1799, fin de la Révolution et des persécutions à 1997, Journées Mondiales de la Jeunesse, promesse d'une nouvelle renaissance. Le livre structuré en onze chapitres thématiques réserve la plus grande place, les deux tiers environ, au XX^e^ siècle fécond en créations et en crises. Le premier chapitre, *Lendemains de la Révolution 1799-1849,* a le mérite de montrer la persistance des conséquences de la Révolution sur l'éducation chrétienne des enfants et plus encore sur la persévérance des adolescents. En 1849 encore, terme choisi pour ce chapitre, un rapport d'un vicaire anonyme alertait Mgr Sibour, archevêque de Paris, sur l'ignorance religieuse des jeunes. Cependant, laïcs et clergé s'étaient efforcés de réagir depuis longtemps contre une telle situation. Dans une jeunesse bourgeoise plus déiste que chrétienne, on constate un revirement parmi les étudiants dont Ozanam a été l'initiateur. D'autres tentatives témoignent de la volonté de renouer avec les expériences réalisées avant la Révolution, par exemple, les regroupements de jeunes gens à la suite de la reconstitution des congrégations mariales et l'œuvre de M. Allemand (1772-1836). Ce prêtre de Marseille s'adresse aux jeunes de la classe moyenne et vise à créer un milieu de perfection chrétienne. Par ses intuitions modernes : prière associée à des activités ludiques, division par âge et apostolat par l'exemple « sauver les jeunes gens par les jeunes gens ». L'institut qu'il a fondé existe encore aujourd'hui : le tennisman Guy Forget sort de l'Œuvre Allemand.

À la suite des progrès rapides de l'industrialisation, la prise de conscience de la gravité de la question sociale va amener les jeunes à créer des œuvres spécifiques tant chez les catholiques que chez les protestants. La Société de Saint-Vincent de Paul avec Ozanam et les Unions Chrétiennes de Jeunes Gens avec le méthodiste J.-C. Cook. Tous les deux ont joué un rôle décisif dans le réveil religieux du milieu du XIX^e^ siècle. Mais, à côté de ces œuvres bien connues, Cholvy, et c'est là son mérite, s'attache à sortir de l'ombre de nombreuses initiatives telles que l'Œuvre des apprentis, l'Union des Associations Ouvrières Catholiques de l'abbé Le Boucher et l'Œuvre de la Jeunesse Ouvrière de l'abbé Ṭimon-David. Ce dernier, théoricien et organisateur, a su créer pour la jeunesse populaire l'œuvre stable qui lui manquait et qui s'est maintenue jusqu'à nos jours. D'autre part, sa *Méthode de direction des Œuvres de Jeunesse* publiée pour la première fois en 1859 sera encore rééditée un siècle plus tard. L'influence timonienne sera considérable, par exemple sur Daniel Brottier. De toutes ces expériences sortiront les patronages. Un chapitre retrace leur histoire jusqu'à leur essor du début du XX^e^ siècle

(10 000 patros en 1914), conséquence de la laïcisation de l'école publique, de la Séparation et de l'appui de la hiérarchie. Le Bon Conseil, le plus célèbre d'entre eux et devenu un modèle, a été fondé par l'abbé Esquerré, dans la lignée de M. Allemand. C'est à la fin du XIX[e] siècle que vont se développer les cercles d'études considérés comme des prolongements du patronage. Au même moment se lève une jeunesse militante dont le parcours est retracé de 1836, naissance de l'Action Catholique de la Jeunesse Française (ACJF) à 1926, mise en garde par son vice-président, G. Bidault, contre l'engagement politique, condamnation par Pie XI de l'Action Française et naissance de la JOC. L'ACJF et le Sillon de Marc Sangnier sont deux organisations qui ont marqué d'une forte empreinte la jeunesse catholique. Elles se situent par rapport à la renaissance spiritualiste animée par Maurice Blondel, au ralliement à la République et au catholicisme social. Elles ont réussi, pour la première fois à séduire un grand nombre de jeunes : 140 000 adhérents à l'ACJF en 1914 et 10 000 militants au Sillon. Le tableau de la jeunesse militante ne serait pas complet sans les réseaux d'étudiants tant catholiques que protestants et les Équipes Sociales de R. Garric qui par l'esprit et la méthode présentent bien des traits communs avec le Sillon. Par ailleurs, l'abbé Guérin, fondateur de la JOC en France a été un moment sillonniste. On peut ajouter que Cardijn lui-même n'a jamais caché son admiration pour le Sillon et son fondateur. Revenant au patronage, Cholvy constate qu'à la veille de 1914 son éclatant succès inquiète le ministère de l'Intérieur et la presse anticléricale et que dans les années trente il est devenu un fait de société dans le paysage urbain. La Fédération Gymnastique et Sportive des Patronages de France les regroupaient depuis 1902. Cette prise en charge des loisirs trouva son prolongement dans les colonies de vacances qui organisèrent en 1936 140 000 départs. Ces succès ne vont pas sans quelques dérives qui ne laissent au spirituel que la portion congrue. Une « revitalisation » s'imposait : ce sera l'œuvre de la Croisade Eucharistique et du mouvement Cœurs Vaillants finalement cautionné par les cardinaux et archevêques en 1937.

Il est normal qu'un chapitre entier soit consacré au scoutisme dont l'impact sur la jeunesse a été considérable. Né des méthodes actives et de la proposition pédagogique de Baden Powell, il a d'abord été accueilli chez les protestants et le milieu laïc. L'Église catholique réticente avant 1914 modifiera sa position du tout au tout jusqu'à reconnaître en 1935 que les Scouts de France font partie intégrante de l'Action Catholique. Le scoutisme est une méthode et une spiritualité que l'auteur a présentés avec clarté et pré-

cision tout en soulignant les rôle capital des pères Sevin et Doncoeur dans ces domaines. En 1939,1es SDF constituent et de loin la principale association de scoutisme de France. Au lendemain de la défaite, il semble que l'heure du scoutisme a sonné mais avec la Révolution Nationale il y a seulement convergence et non ralliement.

Un climat d'inquiétude spirituelle se répandait au milieu des années vingt. La « préservation » dont sont crédités les patronages paroissiaux ne suffit plus. Pie XI invite à la « conquête ». Comment y parvenir ? Une aspiration se fait jour qui propose comme pivots des jeunes issus du milieu lui-même. La JOC naît officiellement en 1927 à l'écart de l'ACJF. Ses débuts, sa répartition géographique, ses progrès rapides (en 1939, elle rejoint environ 130 000 jeunes) puis son devenir sous l'occupation font l'objet d'une dizaine de pages, ce qui paraît un peu court. Deux ans plus tard la JAC se met en place sous l'égide des jésuites et de l'ACJF. En 1930, sur le modèle de la JOC seront créées la JEC destinée aux lycéens et aux étudiants et la JMC qui sous la conduite du père Lebret s'adresse aux marins pêcheurs. Dernière née, en 1935, la JIC connaîtra une histoire difficile du fait de la diversité des milieux indépendants. Après les garçons, il convenait de consacrer un important chapitre aux *Mouvements au féminin.* S'inscrivant dans la lignée des congrégations mariales d'antan, les groupes d'Enfants de Marie à partir du milieu du XIX^{e} siècle vont se développer dans les écoles et dans les paroisses. Cette organisation demeure relativement importante un siècle plus tard (1 650 groupes en 1952). Les filles bénéficieront également de patronages et après la Grande Guerre d'associations sportives. Le point de départ d'un nouveau mouvement, l'Union noëliste fondée en 1902 a été un journal, *Noël*, fondé sept ans plus tôt. Il s'est surtout attaché à la formation d'une élite intellectuelle et sociale et il connut un certain succès mais l'option des cardinaux et archevêques en faveur des mouvements spécialisés provoqua sa disparition. Ainsi, virent le jour la JOCF, la JECF, la JICF fondée par Marie-Louise Monnet et plus tardivement et plus difficilement la JACF. Ces mouvements veillèrent jalousement à ne pas être de simple réplique des mouvements de garçons. C'est une jeunesse engagée formée par ses mouvements que l'auteur suit de 1940 à la disparition de l'ACJF en 1956. On retiendra l'analyse pertinente des rapports du régime de Vichy avec ces mouvements et de la résistance spirituelle contre le nazisme avec ses témoins : F. Chirat, G. Dru et M. Callo. À la Libération, on assiste à la promotion politique des catholiques et à la force impressionnante des mouvements. Mais

si dans la dizaine d'années qui suit les effectifs demeurent élevés, le temps de la réflexion est cependant venu. Quelques pages denses en explorent les thèmes : critique des œuvres paroissiales, de la JOC, du scoutisme et des méthodes des Cœurs Vaillants et Âmes Vaillantes. Par contre, c'est la belle époque pour la JAC qui a fait le pari du progrès agricole et qui avec la JACF a assuré une réelle promotion collective. Enfin, il faut ajouter les différences de conception à propos de l'Action Catholique entre l'épiscopat et l'ACJF, la réserve de la JOC à l'égard des prêtres ouvriers et après 1953 le désaccord entre la JOC et l'ACJF. Mais, l'auteur remarque avec raison que ces difficultés, réelles sans doute, sont encore masquées par la vitalité de la plupart des mouvements.

Dans un chapitre intitulé *Le temps des crises* qui de 1956 nous mène à 1975, date à laquelle l'épiscopat met fin au mandat de l'Action catholique, l'auteur commence par revenir sur les difficultés déjà évoquées pour les compléter et les approfondir. Ainsi, il recense des signes précurseurs des années 1948-1950 et analyse le conflit entre la JOC et l'ACJF, cause immédiate de la disparition de celle-ci après soixante-dix ans d'existence. Ensuite, il cherche à mesurer l'impact du concile sur les mouvements et à recréer le climat des années soixante. Il constate la chute des effectifs et la fermeture des patronages, la sacralisation de la politique, la radicalisation idéologique et les conflits à l'intérieur des appareils. Le scoutisme n'a pas échappé à une sévère crise d'identité qui aboutit finalement à la scission. Le livre se termine par une note d'espoir. En effet, autour de l'année 1975, un certain nombre de faits de nature diverse semblent témoigner d'un tournant intellectuel et spirituel. Par exemple la création, en 1956, de la Mission Étudiante, service d'Église, et dont le rayonnement s'affirme. Mais si les mouvements connaissent la désaffection, ils tentent, cependant, de réagir face aux conditions nouvelles montée des classes moyennes et de l'individualisme et obscurcissement de la notion de milieu. C'est la JOC qui tire le mieux son épingle du jeu, alors que la JEC faillit disparaître. Enfin, les mouvements éducatifs et le scoutisme retrouvent un regain de faveur et nombre de jeunes ont été séduits par le Renouveau Charismatique. Le formidable succès des Journées Mondiales de la Jeunesse, en 1997, allait apporter la preuve que le travail accompli depuis près de vingt ans portait fruit.

Une fois le livre refermé, le lecteur ne peut qu'admirer la maîtrise de l'auteur face à une aussi vaste documentation. Sans doute, juge-t-il une telle synthèse prématurée, mais il donne une précieuse mise au point et, chemin

faisant, indique des pistes de recherches. D'une lecture, toujours enrichissante, on peut retenir, entre autres, quelques thèmes importants. Tout d'abord, la lenteur de l'évolution des mentalités. Combien de décennies a-t-il fallu pour que la hiérarchie et le clergé reconnaissent la nécessité de l'apostolat des laïcs ? Ozanam n'a-t-il pas désiré fortement dès 1835 « l'apostolat des laïcs dans le monde » et défendu jalousement l'autonomie de direction ? De même, il manifestait quelque réserve à l'égard de la paroisse tout comme Timon-David déclarant quelques années après que « la paroisse ne suffit plus aux besoins nouveaux des jeunes ouvriers » et qu'il « faut laisser faire les œuvres spéciales même en dehors de la paroisse ». Tous deux annonçaient les discussions sur la paroisse du milieu du XX^{e} siècle. On pourrait reconstituer au fil du temps, l'attitude de l'Église à l'égard des organisations et des mouvements depuis le laissez-faire du XIX^{e} siècle puis l'encouragement, la reconnaissance et enfin la mise en place en 1928 d'un mandat d'évangélisation. Mais bientôt la théorie et la pratique du mandat suscitèrent des critiques parmi les dirigeants. L'Église y mit fin en 1975. On peut aussi se demander dans qu'elle mesure les mouvements ont été les vecteurs de l'aggiornamento, en particulier dans le domaine liturgique. D'autre part, les réticences à l'égard de la notion de milieu et par conséquent de la spécialisation sont comme une nostalgie de la volonté de « mêler les rangs » du XIX^{e} siècle. Il est un peu dommage que soient ignorés les efforts des mouvements tels que la JOC et la JAC pour s'implanter chez leurs frères de l'Outre-Mer français. Au total, un livre passionnant, un livre pionnier à lire absolument.

La revue

Mémoire Spiritaine

a déjà publié :

n° 1 - De l'importance des Ancêtres pour inventer l'avenir… (1995/1).
n° 2 - Renouveau missionnaire et question de l'esclavage (1802-1848). (1995/2)
n° 3 - 1845-1846 : un moment-clé pour la mission. (1996/1)
n° 4 - Joseph Michel (1912-1996), historien spiritain. (1996/2)
n° 5 - Irlande, Nigeria central, Canada : affrontements de cultures. (1997/1)
n° 6 - 1830-1850 : Ozanam, Libermann et d'autres : la Bonne Nouvelle aux pauvres. (1997/2 - numéro spécial 184 p.)
n° 7 - De l'abolition de l'esclavage à la colonisation de l'Afrique. (1998/1)
n° 8 - Mort et résurrection : le « Saint-Cœur de Marie » et le « Saint-Esprit » en 1848. (1998/2)
n° 9 - L'esclavage, négation de l'humain. Colloque du Centre Saint-Louis de France, Rome, 6 et 7 novembre 1998. (1999/1 - numéro spécial 184 p.)
n° 10 - La part des femmes dans la mission en Afrique, XIX^{e}-XX^{e} siècles (1999/2)
n° 11 - Du mont Kilimandjaro au fleuve Congo (2000/1)

Diffusion au numéro : **Éditions Karthala**
22-24, Boulevard Arago 75013 Paris (France)

100 FF le numéro (port compris)
Promotion : L'ensemble des n° 1 à 8, 650 FF (port compris)

Mémoire Spiritaine

c'est aussi une collection de livres, complément de la revue :
« Mémoire Spiritaine - Études et documents »
(Diffusion : Éditions Karthala, Paris)

1 - René CHARRIER, *Les Frères Courage. Variations sur les Frères spiritains,* Paris, 1994, 240 p. dont 14 d'illustrations. Prix : 100 F (Frais d'envoi : 23 F).

Les Frères spiritains n'ont pas toujours eu, dans leur congrégation, la place qu'ils méritaient. René Charrier parle de cette situation sans faux-fuyants et leur rend hommage par les pages d'histoire et les *Fioretti* de la deuxième partie de l'ouvrage.

2 - Mgr GAY, *François Libermann. Les chemins de la Paix,* 3e édition, Paris, 1995, 192 p. Prix : 60 F (Frais d'envoi : 23 F).

Voici une des meilleures synthèses sur la vie, l'œuvre et la spiritualité du rénovateur, au siècle dernier, de la Congrégation du Saint-Esprit,

3 - Jean ERNOULT, *Les Spiritains au Congo de 1865 à nos jours. Matériaux pour une histoire de l'Église au Congo,* Paris, 1995, 496 p., nombreuses illustrations : cartes, croquis, photos. Prix : 185 F (Frais d'envoi : 33 F).

De l'estuaire du Congo à l'Oubangui... de 1865 à nos jours... les missionnaires spiritains ont implanté au Congo une centaine de missions. Ce livre offre sur ces missions une somme unique d'informations précises : lieux, personnes, dates ; matériaux pour une histoire de l'Église qui reste à écrire.

4 - Christian de MARE présente : Aux *racines de l'arbre spiritain : ClaudeFrançois Poullart des Places (1679-1709). Écrits et Etudes,* Paris, 1998, 424 p., dont 45 illustrations, relié. Prix : 175 F (Frais d'envoi : 33 F).

Ce livre constitue une véritable *somme* fournissant tous les éléments possibles pour partir à la découverte de la figure forte et attachante du fondateur de la congrégation du Saint-Esprit, aussi bien sur le plan historique que sur celui de la dimension spirituelle de sa personne et de ses écrits.

5 - Jean ERNOULT, *Histoire de la Province spiritaine de France*, Paris, 2000, 454 p., nombreuses illustrations. Prix : 180 F (Frais d'envoi : 33 F).

Le présent ouvrage montre l'évolution de la congrégation du Saint-Esprit, *en France*, au cours des cent cinquante dernières années : organisation, communautés, œuvres et personnes. De courtes notices biographiques sont données de nombreux spiritains.

Sigles et abréviations

AN	Archives nationales, Paris.
Ann. Prop. Foi	*Annales de la Propagation de la Foi.*
ANSOM	Archives nationales, section outre-mer (Aix-en-Provence).
APF	Archives de la sacrée congrégation « de Propaganda Fide ».
Arch. CSSp	Archives de la Congrégation du Saint-Esprit à Chevilly (b. pour boîte).
Arch. Srs. sp.	Archives des Sœurs spiritaines.
BG	*Bulletin général de la Congrégation du Saint-Esprit.*
BPF	*Bulletin de la Province de France* (Congrégation du Saint-Esprit).
CS	*Cahiers spiritains,* Maison généralice, Rome.
CSJ	F. LIBERMANN, *Commentaire de Saint-Jean* (1895 ou 1988).
DC	*La Documentation catholique.*
Ecr. (1959)	*Les Ecrits spirituels de M. Claude-Francois Poullart des Places.* Ed. francais-anglais, Duquesne University, Pittsburg, 1959,297 p. (Ed. Henry J. KOREN).
Ecr. (1988)	*Claude-Francois Poullart des Places, (1679-1709). Ecrits,* Centre spiritain, Rome, 1988, 88 p. (Ed. Joseph LECUYER)
ES	*Ecrits spirituels du Vénérable Libermann,* Paris, Duret, 1891
ES Supp.	*Ecrits spirituels du Vénérable Libermann, Supplément,* Paris, maison mère, 1891.
Jal ***	*Journal de communauté* (Nom de la communauté).
LS I, II, III	*Lettres spirituelles du Vénérable Libermann* (3e édition, Paris, Poussielgue, (1889), 3 volumes).
LS IV	*Lettres spirituelles de notre Vénérable Père aux membres de la congrégation,* Paris, maison mère, (1889).
MC	*Les Missions catholiques.*
NB	Notice biographique
ND I à XIII	*Notes et Documents relatifs à la-vie et à l'œuvre du Vénérable Francois-Marie-Paul Libermann* (éd. A. Cabon) Paris, maison mère (30, rue Lhomond), 1929-1941.
ND IX *App.*	*Appendice* au t. IX des *ND,* Paris, 1939.
ND XIII *App.*	*Appendice* au t. XIII des *ND,* Paris, 1941.
ND Compl.	*Notes et Documents. Compléments,* Paris, 1956.
NDH	*Notes et Documents relatifs à l'histoire de la Congrégation du Saint-Esprit sous la garde de l'Immaculé Cœur de la B.V. Marie, 1703-1914,* Paris, 30 rue Lhomond, 1917.

Dans ce numéro :

Éditorial

Paul Coulon : Humeur, humour par monts et par fleuves

La mission spiritaine dans l'histoire

Catherine Marin
Du Saint-Esprit aux Missions Étrangères de Paris
Mgr Guillaume Piguel (1722-1771), vicaire apostolique de Cochinchine

Du mont Kilimandjaro au fleuve Congo

Bernard Ducol
Le père Alexandre Le Roy, missionnaire au Zanguebar (1881-1892)

Annie Lenoble-Bart
L'implantation des spiritains au mont Kilimandjaro

Henry J. Koren et Henri Littner
Le cardinal Lavigerie, le père Duparquet et la mission du Congo

En mémoire de Ghislain de Banville

Pierre Soumille : En mémoire de Ghislain de Banville

Flora Sambia
Les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny à la mission de la Sainte-Famille de Bessou (Ndjoukou actuel) en Centrafrique, 1911-1920

Marie-Ange Kallanda
Les Sœurs spiritaines de Mbaïki (Centrafrique) et l'évolution de la femme en Lobaye (1931-1958)

Chroniques et commentaires

Jean Ernoult
1906-1927 : La province spiritaine de France se structure et s'organise

Pierre Saulnier
Sur l'œuvre du père Francis Aupiais, des Missions Africaines de Lyon missionnaire et ethnographe (1877-1945)

Roger Pasquier
Lecture du livre de Gérard CHOLVY, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX^e^-XX^e^ siècle)*